Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION 3
BOURSE

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE – N° 12944 - 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MERCREDI 10 SEPTEMBRE 1986

Les mystères de l'affaire Daniloff

Rien n'est plus fragile que les embellies épisodiquement constatées dans les relations entre les deux superpuissances. Alors que MM. Shultz et Chevardnadze, les chefs des deux diplomaties, s'apprêtent à tenir d'ici dix jours une rencontre qualifiée de décisive et qu'un nouveau sommet soviéto-américain paraissait probable avant la fin de cette année, voici que tout est remis en question par l'affaire Daniloff : une affaire d'espionnage qui serait banale si elle n'était pas unique par ses circonstances et mystérieuse dans ses motivations.

Unique, parce que, à aucun moment, même sous Staline, pas un seul journaliste occidental en poste en URSS n'avait été arrêté et maintenu en détention pendant une période prolongée, encore moins inculpé ou jugé. Certes, les correspondants de presse à Moscou faisaient l'objet des harcèlements et pressions hélas habituels dans ce pays ; beaucoup ont été expulsés ou interdits de visa. Mais lorsque le KGB voulait s'assurer une monnaie d'échange pour libérer ses propres espions arrêtés à l'Ouest, il se rabattait d'ordinaire sur des hommes d'affaires, voire des professeurs du pays concerné. Ses « dossiers » n'étaient bien souvent guère plus fournis qu'ils ne le sont aujourd'hui contre Nicholas Daniloff, mais du moins « les organes » évitaient de se mettre les médias à dos.

C'est bien pourquoi l'on doit d'abord se demander pour quelle raison le « grand communicateur » que veut être le nouveau secrétaire général du PC soviétique s'est engagé dans une telle direction. Lui qui dénonçait les « militaristes » de l'entourage immédiat du président Reagan pour leur opposer les « colombes » du Congrès et de l'opinion publique américaine, le voici qui dresse contre lui cette même opinion, les parlementaires démocrates et les commentateurs les plus hostiles au reaganisme. Et comme si l'inculpation du journaliste n'avait pas suffi, les « Izvestia » en rajoutent en prétendant que le piège manifeste dans lequel il est tombé n'était pas de sa part une action isolée, comme on l'avait cru au début, mais la suite d'une longue relation avec la CIA. Un porte-parole soviétique a beau parler d'un « règlement sur une base de réciprocité », ce qui aurait pu n'être qu'une bavure réparable devient maintenant une escalade dans l'absurde.

Une autre question à poser devant ce gâchis est celle d'un éventuel débordement par les policiers du KGB des consignes de l'autorité politique à Moscou. Des éléments réfractaires à la « restructuration » impulsée par le chef du parti – et souvent dénoncés comme tels par M. Gorbatchev dans ses interventions récentes – ont-ils voulu faire obstacle à la fois à la détente soviéto-américaine et à la politique de « transparence » en cours dans le domaine de l'information en restreignant encore un peu plus les contacts des journalistes étrangers avec des Soviétiques ?

On ne saurait l'exclure, mais, même s'il y a eu débordement, la réponse n'est sûrement pas la mollesse devant ce qui reste une prise d'otage à couverture légale. M. Reagan, qu'il le regrette ou non, est condamné à dénoncer le recours à de telles pratiques et à constater l'« obstacle majeur » que cette affaire fait surgir dans ses relations avec Moscou. D'autant que M. Gorbatchev durcit le ton à propos du sommet, relève que les pourparlers sur le désarmement « n'ont pas avancé d'un pouce » et jette même un doute sur le bien-fondé de sa correspondance secrète avec le président américain. Le rapprochement des Deux Grands est décidément une affaire difficile, pour l'un comme pour l'autre.

(Lire nos informations page 5.)

L'attentat à l'Hôtel de Ville de Paris

Le gouvernement hésite sur le choix des moyens pour riposter au terrorisme

Après l'explosion d'une bombe, le lundi 8 septembre, à l'Hôtel de Ville de Paris (un mort et dix-huit blessés), les policiers attribuent cet attentat aux amis de Georges Ibrahim Abdallah. Le gouvernement a appelé à la « fermeté » mais semble hésitant sur la manière de faire face au terrorisme. Une organisation jusqu'alors inconnue, « les Partisans du droit et de la liberté », a revendiqué, mardi, à Beyrouth, l'attentat. *(Voir page 48.)*

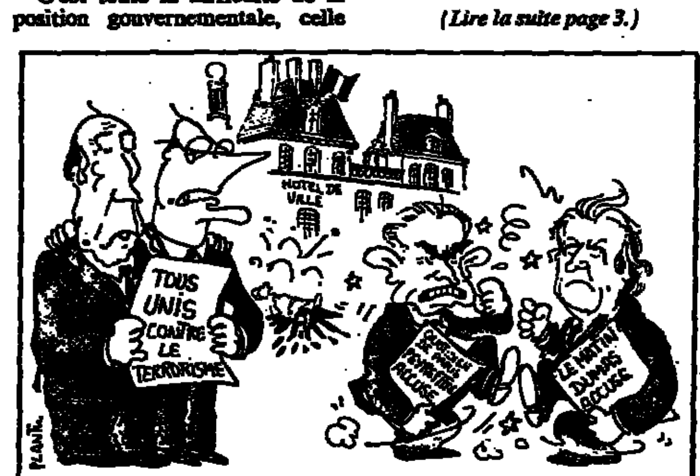
Visé personnellement, en tant que maire de Paris, par l'attentat commis dans le bâtiment de l'Hôtel de Ville de la capitale, le premier ministre ne pouvait pas ne pas réagir. Il l'a fait moins d'une heure et demie après l'explosion. L'allocution de M. Jacques Chirac autorise une double interprétation.

La première est suggérée par le ton posé, autant que par le choix convenu des propos : *« fermeté »*, *« rigueur »*, *« vigilance »*. Un appel à la mobilisation de l'opinion comme pour faire comprendre qu'il va falloir apprendre à vivre avec le terrorisme. La seconde lecture part de ce constat : à aucun moment, M. Chirac n'a dit explicitement que le gouvernement ne devait pas céder devant les exigences des terroristes, pas plus qu'il n'a solennellement affirmé le refus du chantage.

C'est toute la difficulté de la position gouvernementale, celle que dévoilait déjà cette déclaration paradoxale du ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, samedi sur Antenne 2 : *« Il n'est certainement pas question de libérer Ibrahim Abdallah mais si une décision doit être prise un jour, elle ne fera pas l'objet d'une discussion sur la place publique. »*

GEORGES MARION et EDWY PLENEL.

(Lire la suite page 3.)



Le général Pinochet, les militaires et l'opposition civile

Dialectique de la violence au Chili

L'attentat manqué contre le général Pinochet risque de renforcer la solidarité des forces armées autour du dictateur et d'aggraver la division de l'opposition civile.

La baraka. On ne gouverne pas un pays comme le Chili pendant treize ans d'une main de fer sans avoir de solides atouts. L'intelligence manœuvrière, la ruse, le contrôle rigoureux des forces armées – une institution verticale et très hiérarchisée, – la détermination absolue de tout faire pour dissuader opposants et contestataires, la certitude, chevillée au corps, d'être le seul recours contre la montée des périls. *« Moi, ou le chaos »*, dit le général Pinochet.

Mais dans un contexte de violence de plus en plus grande, il faut en plus avoir de la chance. Pour le général Pinochet, la baraka était au rendez-vous le dimanche 7 septembre. Une chance insolente, du moins si l'on en croit la version officielle de l'attentat manqué. Pendant dix minutes, un commando d'une vingtaine d'hommes aurait tiré à la mitrailleuse et à la roquette sur les limousines du convoi présidentiel, qui descendait la route étroite et sinueuse, dans les contreforts andins, qui va de San-José-de-Maipo à Santiago.

Un convoi bloqué par deux véhicules en avant et en arrière. Cinq morts, plusieurs voitures de l'escorte détruites, et le général s'en tire avec la main gauche égratignée. Il l'a montrée à la télévision en racontant l'embuscade ratée.

Le général a, à court terme en tout cas, de bonnes raisons d'être satisfait. Le Front patriotique Manuel Rodriguez (FPMR) (1), que les autorités, et l'opposition modérée, dénoncent comme le « bras armé » d'un Parti communiste chilien, illégal et clandestin, a, selon la presse, revendiqué l'attentat (2). Ses porte-parole répètent sans doute depuis des semaines qu'ils auront *« la peau du général Pinochet »*. Après leur échec de dimanche, ils auraient déclaré qu'ils *« réussiront la prochaine fois »*.

La prochaine fois, peut-être... mais, dans l'immédiat, le Front, s'il est bien responsable, a offert un cadeau inespéré au chef de l'Etat à quatre jours du treizième anniversaire du coup d'Etat sanglant qui a renversé le gouvernement d'unité populaire de Salvador Allende. Après la baraka, la chance politique. Le clan des « durs » de la Moneda – ce palais présidentiel sans grâce où Allende a trouvé la mort – a aussitôt proclamé la nécessité absolue d'un maintien du général Pinochet au pouvoir jusqu'en 1997.

Le thème de l'éventuelle « réélection » du chef de l'Etat en 1989 est au centre du débat politique chilien, non seulement dans l'opposition, mais aussi au gouvernement et dans les rangs d'une armée perplexe, sinon divisée. La Constitution de 1980, adoptée par plébiscite, prévoit que le mandat du général Pinochet se termine en 1989, mais lui laisse la possibilité de se représenter.

En toute hypothèse, les sept millions de nouveaux électeurs chiliens (contre trois millions et demi aux dernières élections libres de 1970) devront seulement [illegible] s'ils approuvent [illegible] le choix du candidat unique désigné par le gouvernement. Mais la Constitution n'exclut pas une transition démocratique « contrôlée », accordant aux militaires un droit de veto institutionnalisé et écartant du jeu les partis « totalitaires », c'est-à-dire d'abord le Parti communiste. *« Comme en République fédérale d'Allemagne »*, affirment les conseillers juridiques du général Pinochet (3).

De treize ans plus âgé que le plus ancien des officiers généraux de la hiérarchie militaire, le maître de Santiago souhaite manifestement rester le plus longtemps possible au pouvoir. Pour assurer cet *« ordre nouveau »* qu'il promet depuis 1973 et extirper le *« cancer marxiste »* qui continue apparemment de proliférer.

Il a fait sur ce point des déclarations contradictoires, ambiguës. En août, au cours d'un voyage dans le Sud, il a affirmé qu'il devait rester aux affaires *« au-delà de 1989 »*, suscitant des remous dans la marine et l'aviation.

MARCEL NIEDERGANG.

(Lire la suite page 4.)

(1) Front patriotique Manuel-Rodriguez, du nom d'un guérillero célèbre en lutte contre les Espagnols.

(2) Selon l'agence Associated Press, un porte-parole du Front, dont la voix était connue du journaliste, aurait ultérieurement démenti cette revendication.

(3) Si le Parti communiste allemand (DKP), avatar du Parti communiste d'Allemagne (KDP), interdit en 1956, n'est pas représenté au Parlement de Bonn, c'est parce qu'il n'a jamais obtenu le minimum de 5 % des suffrages nécessaires pour avoir des députés.

Les risques de la procréation artificielle

Le « non » du professeur Testart

Pour la première fois, un scientifique spécialisé dans les techniques de procréation artificielle fait publiquement part de ses vives inquiétudes devant l'évolution de sa discipline, et propose un moratoire international. *« Je n'irai pas plus loin. Je ne tenterai pas d'autres « premières »*, nous déclare le professeur Jacques Testart. Dans le même temps, le professeur Christopher Chen (Australie) explique au *Monde* comment et pourquoi il a, le premier, franchi un nouveau pas en congelant, apparemment avec succès, des ovules humains.

Les inquiétudes du professeur Testart et son refus d'*« aller plus loin »* constituent un événement : c'est le premier appel de ce genre lancé par un des grands spécialistes internationaux de la procréation artificielle.

S'agit-il d'une position *« ultra-minoritaire »*, comme il le pense lui-même ? Ou, au contraire, du début d'une prise de conscience générale face à la menace que représente aujourd'hui, pour l'espèce humaine, la manipulation des acteurs cellulaires de sa reproduction ?

Premiers symptômes d'un mouvement analogue à celui qui agita les physiciens nucléaires au moment de la mise au point de la première bombe atomique, ou, en 1975, les spécialistes de la biologie moléculaire au moment de l'émergence du génie génétique ?

Derrière ces inquiétudes et ces angoisses, une question urgente est posée : la manipulation des cellules sexuelles et des embryons humains doit-elle être réglementée ? Elle ne l'est nullement en France, en dépit des demandes réitérées des responsables des centres d'études et de conservation du sperme humain ou, plus récemment, des questions posées par les spécialistes de la fécondation *in vitro*.

Aussi important soit-il, le Comité national d'éthique, qui n'a qu'un rôle consultatif, n'a pas apporté de réponse pratique aux questions posées dans les laboratoires et les cabinets de gynécologie-obstétrique. Colloques, débats et consultation nationale n'ont pas non plus fait évoluer la situation, et l'on voit déjà des dizaines d'équipes en France « s'autoriser d'elles-mêmes » à expérimenter les nouvelles techniques de fécondation *in vitro*, et de congélation d'embryons humains.

Les risques de dérapage, d'abus de toute sorte ou d'échanges d'argent entre individus féconds et couples stériles nécessiteraient pourtant une réglementation urgente. Le professeur Testart fait valoir, pour sa part, que ces techniques, mises au point pour le traitement de la stérilité humaine, seront demain les meilleurs et les plus parfaits outils d'un eugénisme qui n'hésitera nullement à dire son nom.

J.-Y. N.

(Lire « le Monde médecine », page 12.)

« La Storia » à Venise

Le chef-d'œuvre de Comencini

La 43e Mostra de Venise est l'occasion de vérifier si le cinéma italien, que l'on donne un peu facilement pour mort, bouge encore.

Au Lido, une quinzaine de réalisations nationales sont à l'affiche, projetées dans des conditions impossibles. Et parmi celles-ci, hors compétition, invitée avec réticence par les organisateurs, boudée par son interprète principale, Claudia Cardinale, « La Storia », tirée du roman d'Elsa Morante, une tragédie splendide, quatre heures et demie d'émotion pure, le chef-d'œuvre de son réalisateur, Luigi Comencini.

PAGE 16

Après l'explosion d'une bombe

Les policiers attribuent la responsabilité de l'attentat aux amis de Georges Ibrahim Abdallah

Une personne a été tuée et dix-huit autres blessées dans l'attentat commis lundi 8 septembre, vers 19 heures, dans le bureau de poste situé au rez-de-chaussée de l'Hôtel de Ville de Paris. La victime décédée est une employée des PTT, Mme Marguerite Thuault, cinquante et un ans. Trois des blessés, parmi lesquels une fillette de trois ans, sont plus sérieusement atteints que les autres, mais leur vie n'est pas en danger.

Mardi 9 septembre en fin de matinée, cette action terroriste n'avait pas été revendiquée, mais les policiers l'attribuaient au Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPPA), qui, depuis plusieurs mois, a multiplié les attentats à Paris. C'est le CSPPA qui avait notamment revendiqué l'attentat avorté commis, la semaine dernière, dans une rame du RER. Selon les premiers renseignements policiers, la charge qui a dévasté le bureau de poste serait du plastic.

La bombe a explosé quelques instants seulement avant la fermeture du bureau de poste. Au même moment, M. Jacques Chirac présidait à l'hôtel Matignon une réunion du conseil de sécurité intérieure. Cet organisme, chargé de concevoir et de coordonner la lutte contre le terrorisme, groupe, sous l'autorité du premier ministre, les ministres de l'intérieur, de la défense, de la justice, et des affaires étrangères. M. Chirac a immédiatement interrompu la réunion et s'est rendu, accompagné de M. Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité, sur les lieux de l'attentat. Plusieurs personnalités, parmi lesquelles M. Jean Paolini, préfet de police de Paris, et M. Gérard Longuet, ministre délégué chargé des P et T, l'y ont bientôt rejoint, M. Chirac a ensuite regagné l'hôtel Matignon, d'où il devait faire une déclaration appelant tous les Français à défendre leur liberté.

De son côté, M. François Mitterrand a adressé un télégramme au maire de Paris dans lequel il déclare qu'il faut mener *« une guerre sans merci »* contre le terrorisme.

De très nombreuses réactions ont, d'autre part, été enregistrées dans les milieux politiques, et, pour sa part, le Renouveau juif a lancé un appel pour une manifestation, ce mardi 9 septembre à Paris, en fin d'après-midi ; manifestation à laquelle plusieurs partis politiques et mouvements antiracistes ont annoncé leur participation.

Des Champs-Elysées à l'Hôtel de Ville

Mascarade et tragédie

De la mascarade à la tragédie. Lundi 8 septembre, en quelques heures, l'actualité est passée de l'une à l'autre, à Paris. Vers 18 h 30, le substitut du procureur de la République, Laurent Davenas, sort la mine réjouie de l'agence Iraqi Airways, au 144, avenue des Champs-Elysées. Le commissaire Claude Cancès, patron de l'anti-gang, et lui-même viennent d'en finir avec la prise d'otages la plus rapide de l'année. Une heure auparavant, une dizaine de militants kurdes (1) ont envahi les locaux de la compagnie aérienne, sorti pains d'explosifs et grenades et menacé les neuf personnes présentes. Leur revendication est vite résumée : *« Nous voulons les caméras, la presse. »*

Aussitôt l'état-major de la police fait boucler les Champs-Elysées du rond-point à l'Arc de triomphe. Des CRS, pistolets-mitrailleurs au poing, des tireurs d'élite et les hommes de l'anti-gang prennent position. Laurent Davenas et Claude Cancès, les mêmes qui avaient *obtenu la reddition du malfaiteur* Lionel Cardon lors de la prise d'otage d'une avocate et d'une journaliste, en 1983, entrent dans l'agence les mains dans les poches. Aussitôt fouillés, ils engagent une « négociation » et observent que les armes manipulées par les terroristes ont *tout l'air d'être factices.*

Le substitut temporise, assure que la presse arrive. Dehors, trois caméras, des micros, attendent. *« C'est maintenant,* leur dit Laurent Davenas. *Vous allez faire votre commentaire. Il faut y aller ; autrement Antenne 2 n'aura pas le temps de faire son montage pour le journal de 20 heures. »* Le commando sort, happé par la police et directement expédié en garde à vue.

Le dispositif policier se dissout lentement. Les barrières de sécurité métalliques sont toujours en place quand un engin explosif saute dans le bureau de poste de l'Hôtel de Ville. Il n'est pas encore 19 heures. Laurent Davenas et Claude Cancès, quelque cent soixante-dix policiers en tenue, sans compter les brigades spécialisées, longent en voiture les quais de la Seine, toutes sirènes hurlantes. Ils découvrent une poste soufflée, les gravats habituels et, surtout, une morte, dix-huit blessés, dont une petite fille de trois ans.

Déclenchement du « plan rouge »

L'esplanade de l'Hôtel de Ville est immédiatement bouclée. Tandis que les sapeurs-pompiers déclenchent leur « plan rouge », Jacques Chirac suspend les travaux du conseil de sécurité intérieure réuni à Matignon. Le premier ministre et Robert Pandraud quittent le garde des sceaux et les ministres des affaires étrangères, de la défense et de l'intérieur. Défié chez lui, le premier ministre et maire de Paris serre les dents en parcourant les lieux de l'attentat et en voyant partir sur un brancard la fillette blessée aux tympans.

A quelques mètres, des dizaines de photographes de presse et les correspondants des télévisions étrangères commencent à se masser. Du verre pilé recouvre l'esplanade. A 20 heures, Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, et les ministres UDF Alain Madelin et Gérard Longuet visitent à leur tour les décombres du bureau de poste situé juste en dessous du bureau de Jean Tibéri, premier adjoint de Jacques Chirac.

Les rares témoins de l'attentat sont alors entendus par les spécialistes de la brigade criminelle. L'un d'eux affirme avoir *« vu deux hommes de type arabe s'enfuir du bureau de poste juste avant l'explosion ».* Les policiers enregistrent, faute de mieux. Il précise que l'un des deux hommes qu'il a aperçus *« a environ trente-cinq ans et porte une moustache ».* Un touriste allemand aurait photographié les deux individus. Pendant ce temps, les sapeurs-pompiers ne cessent pas de sortir des cloisons de placoplâtre du bureau des PTT, et les experts du laboratoire scientifique s'emploient à ramasser avec minutie les débris de l'explosion.

LAURENT GREILSAMER.

(1) Les Kurdes de Paris avaient déjà organisé, le 2 septembre, une manifestation pour protester contre le raid effectué le 15 août par l'armée turque en territoire irakien. Selon Ankara, ce raid était une opération de représailles contre les bases des rebelles kurdes repliés en territoire irakien qui, quelques jours plus tôt, avaient lancé une opération de commando contre des gendarmes turcs, tuant douze d'entre eux. Selon l'Association des travailleurs kurdes en France, cette opération était, en fait, prévue de longue date ; la configuration de la région, très montagneuse, ne permet pas de prendre pour cible des camps de guérilla, et ce sont les populations des villages qui ont été bombardées. Le premier ministre turc, M. Ozal, a déclaré que 150 à 200 personnes avaient été tuées. Certains organes de presse occidentaux faisaient état de 300 morts.

M. Chirac : « Tous ensemble pour défendre les libertés »

Après s'être rendu à l'Hôtel de Ville, sur les lieux de l'attentat, M. Jacques Chirac a fait, de son bureau de l'hôtel Matignon, la déclaration suivante :

« J'étais en train de tenir une réunion du conseil de sécurité intérieure avec les ministres compétents à Matignon, précisément sur le problème du terrorisme, lorsque j'ai appris le nouvel attentat meurtrier commis, tout à l'heure, au bureau de poste de l'Hôtel de Ville où je me suis immédiatement rendu avec M. Pandraud. Chacun voit bien qu'actuellement il y a recrudescence de cette véritable lèpre qu'est le terrorisme, et que nous devons sans merci engager contre lui une véritable guerre.

» Cela implique, d'abord, que le gouvernement mette en œuvre tous les moyens de nature à lutter contre ce fléau, et cela ne sera pas sans conséquence sur tous ceux qui directement ou indirectement sont liés au terrorisme.

» Cela suppose également un renforcement important de la coordination des services d'information et des services d'action dans les différents pays concernés, victimes du terrorisme, et notamment des démocraties que l'on veut ainsi déstabiliser. Ce renforcement sera conduit et a déjà fait l'objet d'actions fortes sans défaillance.

» Enfin, cela suppose que, dans le calme bien entendu, sinon on tomberait dans le piège que l'on nous tend, les Français soient vigilants comme doivent l'être tous les habitants des démocraties occidentales à l'égard de leur environnement en regardant attentivement ce qui se passe, les comportements suspects, les objets suspects, et en les dénonçant immédiatement à la police qui a été renforcée autant que faire se peut, notamment dans les villes, et qui a des instructions pour intervenir immédiatement.

» Fermeté, rigueur dans la lutte — dans la guerre — contre le terrorisme et vigilance, comme il est normal dans une démocratie, où nous devons tous ensemble défendre nos libertés. »

M. Mitterrand : un combat « sans merci »

M. François Mitterrand a adressé, lundi soir au maire de Paris, M. Jacques Chirac, le télégramme suivant :

« Alors qu'un attentat meurtrier vient d'être perpétré à l'Hôtel de Ville de Paris, je vous serais reconnaissant de bien vouloir transmettre à la population parisienne, à ses élus, et plus particulièrement aux familles des victimes, l'expression de ma peine et de ma solidarité. Nous devons tous témoigner de la résolution du pays de combattre sans merci le terrorisme qui menace tant de vies et nos libertés ».

Trois morts et quatre-vingt-six blessés depuis le mois de décembre

● *7 décembre 1985 :* deux attentats dans les grands magasins Printemps et Galeries Lafayette : trente-cinq blessés.

● *3 février 1986 :* attentat à la bombe à la galerie marchande du Claridge aux Champs-Elysées : huit blessés dont cinq graves.

Première revendication du Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPPA), qui demande la libération de Georges Ibrahim Abdallah, Anis Naccache et Waroujan Garbidjian.

● *3 février :* moins d'un heure après un attentat dans la galerie du Claridge, un engin explosif est découvert puis désamorcé au troisième étage de la tour Eiffel.

● *4 février :* vers 19 h 30, explosion suivie d'un violent incendie dans la librairie Gibert-Jeune : quatre blessés.

● *5 février :* à 18 h 5, explosion au magasin FNAC-Sports du Forum des Halles. Neuf blessés dont cinq graves.

● *7 février :* le CSPPA revendique une nouvelle fois l'attentat du Claridge ainsi que ceux de Gibert et de la FNAC.

● *20 mars :* attentat à la bombe à la galerie Point-Show sur les Champs-Elysées : deux morts (libanais), vingt-huit blessés dont dix grièvement (un des deux morts est un ami d'Ibrahim Abdallah). Cinquième revendication du CSPPA, exigeant une nouvelle fois la libération des trois terroristes, *« sinon la série continuera ».*

● *20 mars :* à la station de métro Châtelet, un engin explosif est désamorcé quelques minutes après l'attentat sur les Champs-Elysées.

● *9 juillet :* attentat contre la police judiciaire, quai de Gesvres dans les locaux de la BRB (brigade de répression du banditisme). Un mort et deux blessés graves. Revendiqué par action directe.

● *1er septembre :* le CSPPA annonce que *« les attentats reprendront et de plus en plus durs ».*

● *4 septembre :* attentat manqué dans le RER, en gare de Lyon vers 18 h 30.

Le Renouveau juif appelle à manifester

M. Henri Hajdenberg, président du Renouveau juif, se félicite dans un communiqué de *« la détermination* [du premier ministre] *à employer tous les moyens pour combattre le terrorisme. » « C'est le moment,* ajoute-t-il, *où l'opinion publique doit se mobiliser pour apporter son soutien à ce combat. »*

Le Renouveau juif appelle *« tous les Parisiens à se joindre à la marche unitaire contre les terroristes et les Etats instigateurs. Les organisateurs, qui ont déjà le soutien du PS et du RPR, demandent à tous les hommes politiques, de tous horizons, d'être présents en tête du cortège pour montrer l'unité de la France dans ces moments graves ».*

Le rassemblement est fixé, ce mardi 9 septembre, à 18 h 30, rue Geoffroy-l'Asnier, près de l'Hôtel de Ville, devant le Mémorial du martyr juif. Il devrait être suivi d'une marche vers la Bastille.

Autres réactions

● **M. Valéry Giscard d'Estaing :** *« Le gouvernement fait montre de fermeté et je l'approuve... Il faut agir non pas après, mais agir avant contre le terrorisme, d'abord par la solidarité internationale, car c'est un terrorisme international, l'ensemble des récents attentats le prouve. »*

● **M. Lionel Jospin :** *« Face à ce terrorisme odieux et lâche, la communauté nationale doit se souder et l'ensemble des forces politiques affirmer leur détermination face au défi qui est lancé à la France. »*

● **M. Laurent Fabius :** *« J'approuve tout à fait l'attitude* [du premier ministre]. *L'attitude de toute la population, de toutes les formations politiques, doit être de soutenir l'action de nos responsables. Pour ma part, c'est ce que je ferai. ».*

● **M. Georges Marchais :** *« Notre parti condamne avec la plus grande énergie l'attentat qui vient d'être commis à Paris. Aucune cause ne saurait justifier le recours à de tels actes de barbarie. »*

● **M. Jean-Marie Le Pen :** *« Il s'agit d'une forme moderne de la guerre qui appelle moins des condamnations verbales et parfaitement inefficaces que des mesures concrètes procédant d'une volonté infrangible de s'attaquer impitoyablement au terrorisme et aux terroristes. »*

● **La Ligue arabe à Paris :** *condamnation « sans équivoque ».* — Le directeur du bureau parisien de la Ligue arabe, M. Hamadi Essid, a condamné *« sans équivoque »* les actes de violences qui visent des civils, en France et dans le monde. Le directeur du bureau de la Ligue arabe met cependant en garde les Français *« contre tout glissement vers l'amalgame désormais classique de terrorisme — Arabes islamiques — en les invitant à s'interroger sur les origines de la violence qui, sans jamais la justifier, peuvent aider à la comprendre et, partant, à l'endiguer ».*

Dans la presse parisienne

● **Le Figaro :** Dans son éditorial intitulé *« Question de survie »,* Max Clos écrit : *« C'est la première fois qu'un gouvernement aborde de front les véritables problèmes du terrorisme. Il y aura sans doute des réactions véhémentes dans le camp des consciences effarouchées. Mais il a raison. Parce que c'est nécessaire. »*

● **Le Quotidien de Paris :** *« Le défi à Chirac »,* titre Philippe Tesson. Selon lui, *« provoqué et atteint hier à la fois dans sa fonction de premier ministre et de maire de Paris par un attentat qui, au-delà du meurtre, se voulait symbolique, M. Jacques Chirac a aussitôt réagi par une solennelle déclaration de guerre au terrorisme. L'immense majorité des Français, au premier rang desquels s'est immédiatement placé le président de la République dans un message de solidarité, aura souscrit aux paroles de fermeté du premier ministre. Le temps est en effet révolu des troubles de conscience superflus et des scrupules idéologiques. A la guerre subversive qui nous est déclarée, c'est une guerre physique que nous devons opposer (...). »*

● **Le Matin :** Pour M. Roland Dumas (PS), ancien ministre des relations extérieures, *« l'Occident vit, à son tour, son « septembre noir ». Le devoir est simple en pareil cas : il se nomme solidarité (...). Depuis plusieurs semaines, trop de superbe dans l'approche des problèmes, une simplification excessive des données complexes de la situation dans le Proche-Orient, une boulimie indécente du premier ministre, désireux de s'imposer et d'en imposer, ont conduit, sans qu'il s'en aperçoive, le gouvernement dans l'impasse. Il croyait avancer. En fait, le piège se refermait sur lui. »*

● **Libération :** Serge July s'interroge sur *« l'impuissance ». « L'impuissance relative de la police n'est pas à la charge du gouvernement ou de sa manière de gouverner. Elle tient surtout au fait qu'il ne s'agit justement pas, contrairement à ce qu'affirme Jacques Chirac, d'une guerre. Pour qu'il y ait guerre, encore faut-il qu'il y ait un ennemi identifiable (...). Cette impuissance est à l'image de la société démocratique. Contre la barbarie terroriste, elle peut, au mieux, ruser, finasser, négocier. Sa vertu, en l'occurrence, est qu'elle est principalement désarmée. C'est cette fatalité qui fait le prix de notre liberté. Il vaut mieux ne jamais l'oublier au moment où l'on bascule dans la mobilisation générale antiterroriste. »*

● **L'Humanité :** Dans son éditorial, Claude Cabanes se révolte : *« La répression contre le terrorisme est nécessaire ; mais la répression aveugle fait le jeu du terrorisme aveugle. La France n'est pas en guerre. Elle a à résoudre avec sang-froid un problème grave. Le règlement politique de situations tragiques qui ensanglantent plusieurs parties du monde y contribuerait de façon décisive. »*

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Corédacteur en chef : Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE S.A.
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,25 $; USA (West Coast), 1,50 $.

à l'Hôtel de Ville de Paris

L'itinéraire d'un terroriste professionnel

Georges Ibrahim Abdallah avait demandé la protection de la police française à Lyon. Policiers et magistrats ont reconstitué l'étrange itinéraire de ce révolutionnaire professionnel.

Il y a un mystère Georges Ibrahim Abdallah. Cet homme, chef présumé des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), détenu en France depuis octobre 1984, semble l'enjeu principal, sinon unique, du chantage terroriste auquel est soumis le gouvernement. Depuis décembre 1985, ses amis qui, selon les enquêteurs, se cachent derrière le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPPA), n'ont pas hésité à commettre onze attentats (dont trois ont échoué) dans des lieux publics de la capitale pour obtenir sa libération.

Comment expliquer cette pression étalée sur dix mois, comme jamais la France n'en a encore connu ? Tout semble ici calculé, programmé, minuté, bien loin d'une surenchère irrationnelle. Les poseurs de bombes ont leur logique, aussi folle soit-elle. Les réponses se trouvent dans le dossier Abdallah, dans la masse de renseignements accumulés par le service de contre-espionnage français, la DST, dans l'itinéraire d'un réseau terroriste très particulier.

Voici donc l'histoire d'Abdallah et de ses amis reconstituée à partir de documents inédits, de procès-verbaux d'audition et du réquisitoire écrit du parquet de Lyon, de confidences de spécialistes de la lutte antiterroriste...

Touriste algérien

Ce récit s'ouvre sur une anecdote inédite et surprenante : le 25 octobre 1984, à Lyon, Abdallah n'est pas interpellé par la DST. En fait, il entre dans un commissariat pour demander la protection de la police française ! Pourquoi ? Parce qu'il s'est aperçu qu'il est suivi et craint que ses suiveurs ne soient des agents du Mossad, les services secrets israéliens, voulant l'exécuter. Il a une « couverture » solide — un vrai passeport algérien au nom d'Abdelkader Saadi, ingénieur électronicien — et croit pouvoir ainsi échapper à ses poursuivants. Il s'est trompé : ceux-ci sont des inspecteurs de la DST, qui, bien renseignés, savent à qui ils ont affaire. Attitude révélatrice d'un homme qui s'estime assez important pour être une cible potentielle du Mossad.

Deux mois et demi plus tôt, un homme en provenance de Ljubljana (Yougoslavie) avait été interpellé par les douaniers italiens à proximité du passage frontalier Trieste-Opicina. Il possède un billet de chemin de fer Ljubljana-Rome-Modane-Paris mais, surtout, il est porteur de 7,625 kilogrammes d'explosif de type semtex. Pour la petite histoire, il tentera de convaincre les Italiens qu'il s'agit, en fait, de pâtisseries orientales... en en avalant. Il observera un mutisme absolu, au point que les Italiens ne sont toujours pas parvenus à percer l'identité réelle de celui qui se cache sous un passeport marocain au nom d'Abdullah El Mansouri.

A partir de cette prise, policiers italiens et policiers français remontent jusqu'à Abdallah, en prenant en filature deux autres membres du groupe, Ferial Daher et Joséphine Abdo, cette dernière étant arrêtée par les Italiens après abdallah, le 18 décembre 1984. Commencent alors à Lyon les premiers interrogatoires de celui que la DST, sur la foi, notamment, de renseignements provenant des phalangistes libanais, suspecte d'être le chef des FARL. Ils ont en face d'eux un professionnel, qui ne se démonte pas. Dans un premier temps, il s'accroche à sa « couverture » : touriste algérien, après un emploi au Koweït, qui aurait « visité » les villes de Marseille, Dijon, Paris et Aix-en-Provence avant de s'arrêter à Lyon pour se *« promener en ville »* et *« aller dans des cafés, dans des restaurants »*.

Les policiers de la DST lui laissent entrevoir qu'ils en savent plus et que cette ligne de défense n'est plus tenable. Il se replie alors sur sa seconde « couverture » : *« Je suis un révolutionnaire arabe ayant la nationalité algérienne (...). Je devais évacuer de France les membres de mon organisation, le Mouvement révolutionnaire de l'Union arabe* (MRVA) *(...). Les membres permanents de ce réseau ainsi que les supports logistiques sont déjà évacués (...). Ces gens avaient été installés afin de déterminer et de désigner des cibles israéliennes et américaines, mais l'organisation s'est rendu compte qu'il n'était pas opportun d'attaquer ces objectifs dans le contexte politique actuel »*.

La DST tente alors de pousser l'avantage en le questionnant sur le sens de ses paroles et les *« similitudes »* entre les *« cibles MRUA »* et les victimes des FARL. Peine perdue : *« Le MRUA n'a aucune relation avec les FARL (...). La différence fondamentale, c'est que le MRUA ne s'intéresse à des cibles israéliennes et américaines que pour découvrir ce qu'elles préparent contre nous, alors que les FARL abattent leurs objectifs. »* En d'autres termes : je suis un politique, pas un militaire. Mais cette ligne de défense va être mise en pièces par l'enquête minutieuse de la DST, qui, de comptes bancaires suisses en caches parisiennes, va accumuler les découvertes accablantes.

Celles-ci sont fort bien résumées dans le réquisitoire écrit du procureur de la République de Lyon, préparé en vue du procès d'Abdallah, en juillet dernier : *« Depuis 1980, il dirige les FARL, dans lesquelles se retrouvent essentiellement des citoyens des villes de Kobayat et Andakt du Liban nord, et notamment plusieurs de ses frères* [Maurice, Robert, Joseph, Fakim ; ce dernier, naturalisé français, est mort mystérieusement à Paris en 1983]. *Son mouvement entretiendrait des relations avec des groupes terroristes non palestiniens, notamment les Brigades rouges et Action directe. »* Les magistrats de Lyon sont catégoriques : *« Ainsi que l'information en apporte la preuve, Georges Abdallah est l'animateur du groupe terroriste qu'il dirige, indiquant les cibles, veillant à l'approvisionnement en explosifs ou en armes, en locaux refuges. »*

Il est aussi établi qu'il a circulé sous le couvert d'au moins cinq passeports (un maltais, deux marocains, un algérien et un sud-yéménite) ; qu'il a utilisé des pseudonymes variés (Alex, Skandare, Michel Saad, Georges Haddad, Abbas, etc.) ; qu'entre 1981 et 1984 ses allées et venues ont été incessantes entre la France, la Yougoslavie, Chypre, l'Italie, la Suisse, l'Espagne ; que ses séjours, notamment à Paris, correspondent avec les dates des attentats commis par les FARL ; qu'il a changé fréquemment d'hôtels et a loué, grâce à des intermédiaires, plusieurs appartements et studios.

Soutiens étatiques

Qu'a-t-on saisi sur Abdallah et dans les appartements où il a séjourné ? Des listes d'organismes israéliens ou israélites, de personnalités et d'associations juives, des plans de ville (Rome, Berne, Saragosse, Nicosie). Et surtout, dans un studio du 18, rue Lacroix, à Paris (XVIIe), découvert le 2 avril 1985 grâce au circuit de paiement des loyers (virement de l'Universal Bank de Genève destiné au Crédit du Nord à Paris pour un cabinet immobilier), la perquisition met au jour un véritable arsenal : 97 pains de trotyl (21 kg), un pain de semtex H (2,5 kg), 3 détonateurs, 6 propulseurs de RP G7, un pain d'explosif d'un kilogramme, 2 pistolets-mitrailleurs CZ type Skorpion, calibre 7,65, un pistolet automatique CZ 7,65, 158 cartouches 7,65, 2 postes émetteurs-récepteurs, un boîtier de mise à feu télécommandé, un poste radio transformé en système de mise à feu télécommandé, des crayons transformés pour servir de détonateurs...

Conclusion des experts : le pistolet automatique a servi pour les meurtres, en 1982, de Charles Ray, attaché militaire américain à Paris, et de Yacov Barsimantov, deuxième secrétaire à l'ambassade d'Israël, deux des huit actions publiquement revendiquées par les FARL de 1981 à 1984 (sept en France, une en Italie). Les mêmes soulignent *« le caractère sophistiqué des systèmes de télécommande, qui ont été bricolés par des amateurs très avertis »*. Ils notent également *« l'origine tchécoslovaque de la plupart des armes et des explosifs »*.

De cette enquête exhaustive ressort l'ampleur et la « qualité » du réseau monté par Abdallah. Un réseau qui — les « vrais faux » passeports en témoignent — fonctionnait avec des soutiens étatiques. En clair : les FARL travaillaient pour une fraction du régime syrien et pour le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habache. Né en 1951 à Tripoli, Georges Ibrahim Abdallah milita dès l'adolescence au Parti populaire syrien, parti libanais se réclamant de la grande Syrie, qu'il quittera pour rejoindre les mouvements palestiniens, notamment le FPLP où il aurait le grade de commandant et aurait entretenu des relations amicales avec Habache.

Une parfaite connaissance de la France

L'originalité du réseau tient à sa composition familiale et à sa parfaite connaissance de l'Europe, surtout de la France. Les membres identifiés des FARL sont tous des proches de la famille d'Abdallah, d'origine chrétienne : outre El Mansouri et Abdo (condamnés en Italie à quinze et seize ans de prison), il y a Jacqueline Esber, Férial Daher, Salim El Khoury, Maurice Abdallah, toujours en liberté. Quand Gilles Peyrolles, directeur du centre culturel français de Tripoli, est enlevé au Liban en mars 1985 par les FARL, qui veulent obtenir la libération de leurs amis, il trouve en face de lui EL Koury, Robert et Maurice Abdallah ainsi qu'Esber, « tête pensante » du groupe, dira-t-il.

Tous parlent fort bien le français. Abdallah, qui se pique de culture marxiste, a fréquenté, à la fin des années 70, les Brigades rouges italiennes. Il bâtit son réseau « large » où il se présente comme un politique, en séduisant des milieux d'extrême gauche français, à Grenoble notamment. Il choisit un sigle qui rappelle la Fraction armée rouge ouest-allemande. Bref, il sait se mouler dans l'univers terroriste européen. L'homme est important et compétent : c'est, en somme, un « cadre » du terrorisme international.

L'enquête policière n'a cependant dévoilé que le haut de l'iceberg. Ainsi, les FARL n'ont en général revendiqué que des actions ciblées, notamment sur des diplomates ou agents secrets américains et israéliens. Or, la découverte de stocks importants d'explosifs prouve qu'ils ne se contentaient pas que de cela. Le parquet de Lyon souligne qu'*« il est vraisemblable que l'intégralité des caches louées par les membres des FARL n'a pas été découverte »*. Mieux encore : le contenu de la cantine d'armes et d'explosifs trouvée rue Lacroix, avait été « maniée » après l'arrestation d'Abdallah, comme en témoigne un exemplaire du *Quotidien de Paris* du 26 janvier 1985 qui y fut trouvé.

Une infrastructure logistique pas encore découverte et qui, probablement, sert en partie aux attentats d'aujourd'hui.

G. M. et E. P.

Le gouvernement hésite sur les moyens pour riposter

(Suite de la première page.)

L'impression domine que le gouvernement n'a pas définitivement arrêté sa position, qu'il cherche à gagner du temps en obtenant un répit par la voie de la diplomatie secrète sans exclure, pour l'avenir, de discrètes concessions.

Le doute est d'autant plus permis qu'il est établi que le gouvernement avait, en juillet, lors du procès lyonnais d'Abdallah, choisi de réserver l'avenir. Tandis que le réquisitoire écrit du ministère public assurait que l'homme alors jugé était l'*« animateur du groupe terroriste FARL qu'il dirige, indiquant les cibles, veillant à l'approvisionnement en explosifs ou armes, en locaux refuges »*, il ne fut demandé — et obtenu — à l'audience, par le même ministère public, que quatre ans de détention. En Italie, pour des faits similaires, deux membres des FARL ont écopé de quinze et seize ans d'emprisonnement.

Dans le même mouvement, à Paris, dans l'autre dossier instruit contre Abdallah, juge d'instruction et parquet tendaient à s'accorder sur un non-lieu. Avec les classiques remises de peine, sa libération était alors proche. Alliés pour l'occasion, Etats-Unis et Elysée ont empêché celle-ci, Me Georges Kiejman se portant subitement partie civile au nom du gouvernement américain et de la famille d'une des victimes des FARL. Résultat : quelle que soit la volonté du gouvernement et du magistrat instructeur, le dossier d'instruction ne peut désormais se clore rapidement, Me Kiejman réclamant de nouveaux actes de procédure. S'il devait y avoir un jour non-lieu, celui-ci ne pourrait intervenir, au mieux, que d'ici à trois mois.

Comment attendre ? Comment passer à la contre-offensive ? La diplomatie secrète supposerait de savoir qui se cache derrière les amis d'Abdallah et le sigle CSPPA. Les spécialistes de la lutte antiterroriste, notamment ceux de la DST, se perdent en conjectures. Pourquoi la France, et elle seule ? Pourquoi cette exigence groupée, inédite en Europe, de libérations de trois terroristes détenus en France n'ayant, politiquement et opérationnellement, guère de rapports entre eux : le chef d'un commando arménien de l'ASALA, celui d'un commando chiite iranien et celui d'une organisation liée, à l'origine, à la Syrie et au FPLP de Georges Habache ? Pourquoi ce passage à des attentats « aveugles », tous azimuts, alors que les FARL choisissaient leurs cibles avec précision ?

Autant de questions sans réponses évidentes. Il faut y ajouter que les derniers communiqués du CSPPA oublient les deux autres membres des FARL détenus en Italie, alors que leur libération, avec celle d'Abdallah, était l'une des exigences des ravisseurs de Gilles Peyrolles, au Liban, en mars 1985. De même, les FARL ne manquaient pas, dans le passé, de soutiens auprès d'Etats arabes censés voir d'un meilleur œil la politique proche-orientale du gouvernement Chirac que celle des gouvernements socialistes.

Pourquoi, alors, cette surenchère terroriste ? Les spécialistes répondent par une certitude — l'importance d'Abdallah (*lire d'autre part*) — et une hypothèse : la Syrie a-t-elle lâché les FARL ? Ce réseau terroriste s'est-il alors totalement autonomisé ? Serait-il désormais imbriqué à d'autres mouvances extrémistes libanaises, par exemple chiites ? Autant de questions qui rendent aléatoires les pressions amicales sur des Etats de la région. A ces limites de la diplomatie s'ajoute un autre obstacle : si d'aventure, le gouvernement cédait pour Abdallah, resteraient les deux autres exigences (Naccache et Garbedjian condamnés à la réclusion à perpétuité). Or céder dans ce cas devant de nouvelles bombes supposerait une grâce présidentielle à laquelle M. Mitterrand se refuse...

Entre la volonté de résister et la tentation de céder, la marge de manœuvre de M. Chirac est étroite. S'agissant, selon lui, d'une *« guerre »*, la riposte supposerait le recours aux « services action » pour des opérations de représailles. Prérogative qui n'appartient cependant qu'au président. Sans compter que les services français concernés ne sont pas encore remis de l'affaire Greenpeace. Céder, ce serait prendre le risque d'une perte de crédit politique tant la majorité s'est ligotée elle-même, dans le passé, par ses critiques virulentes de la gauche en la matière, et, plus récemment, par les rodomontades de M. Pasqua, assurant qu'il allait rapidement *« terroriser les terroristes »*.

GEORGES MARION et EDWY PLENEL.

Les limites de la coopération internationale

A chaque nouvelle flambée de terrorisme, la même assurance est donnée : la coopération policière entre tous les Etats concernés va s'intensifier. C'est ce que faisait encore dans nos colonnes, quelques heures avant l'attentat perpétré dans le bureau de poste de l'Hôtel de Ville de Paris, M. Jean-Bernard Raymond, ministre des affaires étrangères, en commentant les derniers événements de Karachi et d'Istanbul (*le Monde* du 9 septembre 1986). Quelques heures plus tard, en sortant de l'Hôtel de Ville de Paris, M. Jacques Chirac ne pouvait que paraphraser son ministre et assurer, une fois encore, de la mise en œuvre d'une *« coordination meilleure, plus efficace, plus permanente entre les services d'information et les services d'action des différents pays concernés, notamment des démocraties »*.

Conclusion de bon sens qui va apparemment dans celui d'une opinion publique anxieuse de solutions rapides et, surtout, efficaces. Le seul fait pourtant qu'elle soit ponctuellement tirée après chaque attentat montre bien que les solutions qu'elle implique sont moins faciles à mettre en œuvre qu'à formuler. Les Etats proclament volontiers leur désir de coopération, mais ils sont réticents pour aller au-delà de mesures générales. C'est qu'une intégration à l'échelle internationale des moyens de lutte antiterroristes limite considérablement les choix d'un gouvernement.

Pour l'avoir oublié, les Italiens, pourtant discrètement soutenus par les Américains, ont dû reprendre leur copie, lorsque, en juin 1985, à Rome, ils ont soumis aux ministres de l'intérieur de la Communauté européenne un plan visant à la création d'une organisation antiterroriste commune. Un an plus tard, à Venise, les parlementaires de l'Union de l'Europe occidentale subissaient le même échec en proposant une unité de renseignement et d'intervention antiterroriste intégrée.

Instruits par l'expérience, les négociateurs du sommet de Tokyo de mai 1986 ont volontairement limité leurs ambitions. Les sept Etats occidentaux les plus riches de la planète se sont, cette fois, contentés de préconiser un certain nombre de mesures allant du renforcement du contrôle des représentations diplomatiques « sensibles » à celui de l'immigration, en passant par l'accélération des procédures d'extradition.

Policiers divisés

Depuis près de vingt ans que les Etats occidentaux se mesurent au phénomène du terrorisme, jamais ils n'ont réussi à pousser au-delà leur coopération. Sous différentes dénominations qui rassemblent ministres, directeurs de la police et spécialistes de plusieurs pays — groupe de Trevi, groupe de Vienne, groupe de Berne, — on se rencontre ou l'on échange d'utiles expériences, mais on demeure dans l'ensemble, réservé. Le problème n'est d'ailleurs pas uniquement transnational puisque la collaboration entre les différents services qui, à l'intérieur d'un même pays, en France ou ailleurs, traitent du terrorisme, est parfois aussi délicate que s'il s'agissait de services appartenant à des pays étrangers.

Autant que les hommes politiques, les policiers sont, eux mêmes, divisés sur les moyens à mettre en œuvre. En témoignent les résultats d'un colloque confidentiel tenu à Paris, sous l'égide du Conseil de l'Europe, les 9 et 10 décembre 1985, en présence du secrétaire général d'Interpol, M. Raymond Kendall, du patron du Bundeskriminal (BKA) allemand, M. Heinrich Boge, du directeur central de la PJ française, M. Michel Guyot, et de quelques autres hauts policiers et parlementaires européens.

Les policiers qui participent à ces réunions sont en général de deux types : les blasés et les doctrinaires. Le patron de la PJ française, M. Michel Guyot, qui quittera ses fonctions dans trois mois, appartient d'évidence à la première catégorie. En matière de coopération policière internationale, a-t-il placidement affirmé, rien ne remplace les contacts personnels et les réunions informelles d'information. Il ne pouvait dire plus simplement qu'il ne tenait pas à voir les autres Etats venir mettre leur nez dans les affaires policières françaises par le biais de « machins » internationaux.

Au cours de la même réunion, d'autres policiers, en revanche, ont plaidé pour un renforcement des pouvoirs policiers (*« Les hommes politiques devraient éviter de limiter encore les compétences de la police »*, a affirmé le chef du puissant BKA) et pour une centralisation des moyens, notamment en ce qui concerne le renseignement, en créant un centre européen qui collationnerait toute information utile à la lutte antiterroriste.

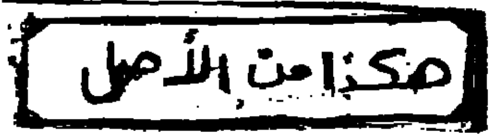
Problèmes de préséance

Le principe même d'un tel organisme soulève des difficultés de tous ordres, notamment juridiques, quant à la protection des données à caractère personnel. M. Raymond Kendall a souligné le problème en constatant que *« la police se trouve devant un dilemme. D'un côté, le public demande qu'elle agisse efficacement. De l'autre, ses moyens sont de plus en plus limités, par exemple par la législation sur la protection des individus. Le recours à des méthodes telles que l'écoute téléphonique et la constitution de dossiers sur des personnes suspectes est de plus en plus limité »*.

Mais, plus encore que juridiques, une telle centralisation du renseignement pose d'insurmontables problèmes de préséance. Qui, en effet, dirigera le nouvel organisme ? En la matière, chacun plaide pour sa chapelle : les responsables du BKA sont plutôt favorables à une structure originale dans laquelle ils occuperaient une place correspondant à leurs importants moyens, notamment informatiques ; ceux d'Interpol se considèrent comme naturellement désignés pour diriger toute nouvelle structure internationale de lutte antiterroriste. Les problèmes posés par la création d'une éventuelle unité d'intervention commune, comme la proposition en est faite parfois, pèsent d'un poids encore plus lourd.

Face à ces difficultés objectives, il est très probable que les nouveaux appels au renforcement de la coopération connaissent le sort des appels précédents : l'oubli plus ou moins rapide. Beaucoup de responsables policiers n'en feront d'ailleurs pas une maladie. A toute nouvelle structure de coopération officielle, ils préfèrent, et de loin, les contacts informels, sans protocole... ni contrôle trop tatillon.

G. M.



Etranger

CHILI : après l'attentat manqué contre le général Pinochet

Arrestations et opérations de police se multiplient

Arrestations, rafles et patrouilles de l'armée et de la police se sont multipliées, le lundi 8 septembre, dans la capitale chilienne après l'instauration de l'état de siège qui a suivi l'attentat manqué contre le président Augusto Pinochet.

Entre quinze et vingt dirigeants d'opposition ont été arrêtés. Parmi eux, M. Ricardo Lagos, un socialiste démocratique, économiste et avocat de quarante-huit ans, membre de l'Alliance démocratique (AD, opposition modérée), M. German Correa, président du Mouvement démocratique populaire (MDP, opposition de gauche), et M. José Carrasco Tapia, trente-huit ans, éditeur de la revue de gauche *Analisis*. Trois prêtres français, Pierre Dubois, Daniel Caruette et Jaime Lancelot, ont aussi été appréhendés à leur domicile dans une quartier ouvrier de la capitale, ainsi que deux prêtres américains, Thomas Henehan et Jorge Cambias, et un Chilien, Jorge Orenalla, a annoncé l'archevêché de Santiago.

Des perquisitions ont d'autre part été effectuées dans plusieurs quartiers de la capitale, où des soldats, dans des véhicules blindés, patrouillent en permanence. Aucun des responsables de l'attentat n'a encore été retrouvé. Le gouvernement chilien a également ordonné la saisie des revues d'opposition *Cauce, APSI* et *Fortin Mapocho*, et demandé au bureau de l'agence britannique Reuter de cesser toute publication d'informations. Les revues *Hoy* (démocrate-chrétienne), *Analisis* et *la Bicicleta* (extrême gauche) ont été interdites à la vente lundi. Revenu au palais présidentiel de La Moneda, le général Pinochet a déclaré : « *Il s'agit d'un guerre au sens propre du terme.* »

L'attentat manqué contre le chef d'Etat a été condamné de manière catégorique par plusieurs dirigeants de l'opposition modérée au régime militaire, ainsi que par le principal syndicat du pays (*Commandement national des travailleurs*) et par l'Eglise catholique. « *Avec cette violence, le pays trouvera difficilement la réconciliation et la paix que nous cherchons* », a déclaré M. Gabriel Valdes, président de la Démocratie chrétienne. Les partisans du général Pinochet ont, eux, décidé de maintenir un rassemblement ce mardi dans le centre de Santiago, en dépit de l'état de siège.

Treize partis d'opposition au régime militaire ont, de leur côté, approuvé lundi un texte sur la possibilité et la nécessité d'une transition pacifique vers la démocratie. Seule cette solution permettra au Chili d'échapper à la violence et à l'extrémisme qui le frappent actuellement, estiment, dans un manifeste, ces mouvements politiques allant de la droite conservatrice à un secteur de la gauche marxiste. Les trois principaux partis qui appartiennent au Mouvement démocratique populaire (MDP, marxiste) n'ont, en revanche, pas signé ce *manifeste*.

Washington redoute une radicalisation favorable au PC

La réinstauration de l'état de siège au Chili a suscité inquiétude et irritation dans les milieux dirigeants américains qui avaient, ces derniers mois, multiplié les démarches auprès du général Pinochet en faveur d'un retour à la démocratie.

WASHINGTON
de notre correspondant

L'enchaînement des événements de dimanche est venu renforcer les craintes entretenues au département d'Etat sur l'enclenchement d'un incontrôlable processus de radicalisation dans ce pays. Dès le début de l'été, les diplomates américains en charge des affaires latino-américaines s'étaient inquiétés de l'influence grandissante du Front patriotique Manuel Rodrigez (FPMR), dans lequel ils voient le « bras armé » du Parti communiste chilien.

Tout comme le général Pinochet, les responsables américains considèrent également que les caches d'armes découvertes le mois dernier par les forces de sécurité chiliennes étaient bien destinées au Front patriotique et marquent un accroissement de l'aide cubaine à l'opposition d' extrême gauche dans la mesure où, de fabrication américaine, les armes saisies proviendraient des champs de bataille vietnamiens.

Entièrement ou partiellement réelle, cette évolution préoccupe gravement les responsables américains, car ils ne sont en aucun cas prêts à prendre le risque de favoriser une transition à la faveur de laquelle le Parti communiste – traditionnellement fort au Chili – pourrait prendre part au pouvoir. Il s'agit là – logiquement de la part d'un gouvernement totalement engagé dans le soutien aux « contras » nicaraguayens – d'une position de principe *a priori* inaltérable, mais tant le département d'Etat que la Maison Blanche sont dans le même temps conscients que plus long sera le retour à la démocratie, plus forte sera l'extrême gauche.

Cette vérité s'est profondément imposée à une équipe pour laquelle elle était loin d'être évidente il y a encore deux ans. On a successivement vu, en juillet, le sous-secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires interaméricaines, M. Robert Gelbart, se rendre à Santiago pour plaider l'ouverture auprès du général Pinochet, l'ambassadeur américain au Chili assister aux obsèques d'un jeune photographe chilien, fils de réfugiés vivant à Washington et qui avait été délibérément arrosé d'essence et brûlé vif par les forces de l'ordre, et le sous-secrétaire d'Etat pour les affaires interaméricaines, le très conservateur Elliott Abrams déclarer que, en l'état actuel des choses, il se prononcerait contre l'octroi de nouveaux prêts internationaux au Chili.

En août, après que le héraut de l'extrême droite américaine, le sénateur Jesse Helms, eut bruyamment pris la défense du général Pinochet au nom de la lutte antitotalitaire, c'est le général John Galvin, commandant du Southern Command et à ce titre « proconsul » militaire en Amérique latine et centrale, qui a été envoyé auprès du général Pinochet pour lui faire comprendre que, sénateur Helms ou pas, tout le monde à Washington – y compris le président Reagan – attendait de lui des gestes concrets pour aller vers une démocratisation.

Comme les précédentes, cette dernière mission s'est heurtée à une fin de non-recevoir. Le problème avec le chef de l'Etat chilien est qu'il n'est pas un dictateur d'opérette mais un idéologue obtus et buté qui se croit investi d'une mission.

L'extrême gauche « adore » l'état de siège

Le degré d'organisation que suppose l'attentat dont il a failli être victime lui donne maintenant des arguments tant auprès de ses forces armées (sans lesquelles Washington *ne voudrait aujourd'hui rien faire*) qu'auprès de certains courants républicains dont l'influence n'est certainement pas négligeable.

Ce rapport de forces se lisait aisément lundi entre les lignes des déclarations du porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, soucieux de souligner la condamnation américaine de l'attentat, de présenter des condoléances aux familles des policiers tués et d'exprimer seulement une « *préoccupation* » devant la réinstauration de l'état de siège, dont il a souhaité qu'il soit « *rapidement* » levé, car ces « *mesures extrêmes empêchent le développement du processus de dialogue (...) nécessaire à une transition pacifique vers la démocratie* ».

Quelques heures plus tard, un haut responsable du département d'Etat nous parlait d'une « *radicalisation à croissance exponentielle* » que le régime chilien croit pouvoir contrôler à travers son propre processus institutionnel sans réaliser qu'il a « *très peu de crédibilité auprès de la population* ». L'extrême gauche, ajoutait ce haut fonctionnaire, « *adore* » l'état de siège, car elle sait qu'elle lui fera bénéficier de nouveaux soutiens, puisqu'il conduit à une « *polarisation plus large* ».

Ce qu'il faut, disait encore ce fonctionnaire qui ne passe certainement pas pour un libéral, « *c'est un développement du dialogue avec l'opposition démocratique* » et non pas des « *restrictions des libertés* », la « *fermeture de revues* » et « *l'arrestation d'hommes qui n'ont rien à voir avec cet attentat* ».

Que vont alors faire les Etats-Unis ? Au vague des réponses, il apparaît qu'ils ne le savent pas trop, même si M. Abrams déclarait à *Newsweek*, avant même les événements du week-end, que Washington n'avait « *plus beaucoup d'autre choix* » que des sanctions économiques et de continuer aussi d'espérer que l'opposition non communiste se regroupera... en se démarquant du PC et de ses alliés.

BERNARD GUETTA.

La dialectique de la violence

(Suite de la première page.)

Les chefs de ces deux armes lui ont fait remarquer que son mandat s'achevait normalement en 1989, et le chef de l'Etat a fait un *peu marche arrière*, disant qu'on « *l'avait mal compris* ». Des membres importants de la junte, comme les généraux Matthei et Stange, le clan des « luthériens », avaient déjà fait connaître leurs réserves quant à une « réélection » tout en réaffirmant leur plus « *absolue loyauté* ». La solidarité totale des forces armées – pilier puissant du régime mais de *plus en plus isolé de la société* civile – est un des impératifs catégoriques du maintien au pouvoir du général Pinochet. Une exploitation habile de l'attentat du 7 septembre peut contribuer au renforcement de cette solidarité.

Une autre condition, jusqu'à présent remplie, est la division des forces de l'opposition civile. De l'extrême gauche révolutionnaire à la droite très conservatrice, la somme des partis, des associations professionnelles ou des groupes politiques hostiles au régime militaire et favorables à un retour des institutions démocratiques est écrasante : les enquêtes d'opinion les plus sérieuses n'accordent pas plus de 10 % des voix au gouvernement Pinochet.

Mais si l'objectif à atteindre est approuvé par une immense majorité des Chiliens, les moyens d'y parvenir diffèrent. La violence armée, pratiquée par le Front *patriotique Manuel-Rodriguez*, et approuvée implicitement par le Parti communiste, est sévèrement condamnée par les partis du centre gauche à la droite, membres de l'Alliance démocratique dominée par la démocratie chrétienne. Les leaders de la DC, à commencer par le président de cette formation-clé, Gabriel Valdes, ont constamment et instamment demandé au PCC de renoncer au principe de la lutte armée pour permettre un regroupement général de tous les courants de l'opposition, et d'abord des deux principaux, le Mouvement démocratique populaire (MDP, dont l'axe est le Parti communiste) et l'Alliance. En vain. Le PC rétorque que le peuple « *ne fait que répondre à la violence armée du régime* ».

Le dialogue de sourds sur le thème « *de toutes les formes de lutte* » explique, en grande partie, la paralysie et l'inefficacité des mouvements de rue, des *protestas*, commencées en 1983 et qui se sont progressivement essoufflées.

Significativement, les dirigeants de l'Alliance démocratique se sont désolidarisés de l'appel à la grève générale lancé au début de septembre par le MDP. Ils ont été imités par les responsables de l'Assemblée de la société civile, créé pour tenter de surmonter les divergences « politiques » des leaders des différentes oppositions. Tous admettent qu'ils ont jusqu'à présent échoué.

La désobéissance civile, même massive, *n'a pas suffi* pour obtenir un dialogue avec le gouvernement débouchant sur une transition démocratique pacifique. Et Gabriel Valdes ajoute que c'est un « *militaire* » qui devrait diriger et organiser la transition. Ce constat d'échec n'implique pas que la seule lutte armée peut faire tomber le régime, comme le reconnaissait, en août 1985 à Santiago, le principal dirigeant du PC clandestin.

Pourtant la dialectique de la violence est en marche. La polarisation grandissante, une évidence. L'attentat manqué du 7 septembre contre le général Pinochet n'est que le point d'orgue d'une longue liste d'actions armées. Sabotges de pylones électriques, attaques de postes de police, bombes et dynamitages ; 267 actes de « violence terroriste » ont été officiellement dénombrés au cours des six premiers mois de 1986. Le Front a même réussi, à la fin août, à enlever un colonel, libéré quelques jours plus tard à la demande du cardinal Fresno, archevêque de Santiago. Les milices du Front agissent presque à visage découvert dans les immenses *poblaciones* de Santiago, comme celles de la Victoria, traditionnel point chaud lors des *protestas*.

La violence « institutionnelle » s'exerce depuis treize ans mais elle connaît des hausses, des bavures *qui choquent l'opinion*, et même des représentants du gouvernement et de l'armée. Par exemple, l'égorgement de trois membres importants du Parti communiste en mars 1985, ou le cas, plus récent, des deux jeunes gens brûlés vifs par des membres des forces de sécurité au cours d'une manifestation de rue, le 2 juillet.

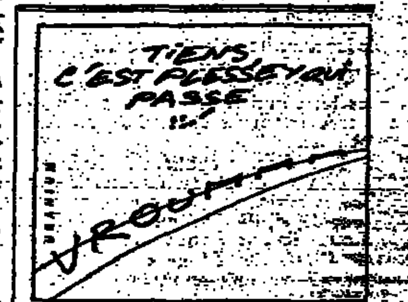
Carmen Gloria Quintana, l'une des victimes, a survécu. Elle a porté des accusations précises qui ont conduit à l'arrestation de plusieurs militaires, dont trois officiers. Son compagnon, Rodrigo Rojas Denegri, a pu parler avant de mourir et il a désigné ses agresseurs. Rodrigo résidait aux Etats-Unis. Un « détail » important. Car si l'« affaire des brûlés vifs » a traumatisé l'opinion chilienne, elle a profondément choqué celle des Etats-Unis, amplement informée par sa presse.

Et elle s'ajoute aux griefs de l'administration américaine à l'égard du régime du général Pinochet. Les mises en garde de Washington pour une amélioration des droits de l'homme au Chili se multiplient, et les menaces de pressions se précisent, formulées par des porte-parole autorisés. Un prêt de 250 millions de dollars de la Banque mondiale et un autre de 293 *millions* de dollars de la Banque interaméricaine de développement pourraient être bloqués par un veto de Washington ainsi que l'a laissé entendre le secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires interaméricaines, Elliott Abrams (*le Monde* du 9 septembre).

Les relations entre le Chili et les Etats-Unis ne cessent de se détériorer. L'ambassade américaine à Santiago entretient des contacts réguliers avec les leaders de l'opposition. Le général Galvin, commandant du Southern Command, basé à Panama, est venu sur place « *pour renouer des liens* » avec l'armée chilienne. Pour la première fois les Etats-Unis ont voté, en mars, une résolution des Nations unies condamnant les violations des droits de l'homme au Chili. Et pour la première fois depuis 1973, les Etats-Unis – qui ont favorisé l'installation du régime militaire – paraissent unanimes « *à tous les niveaux de décision* » pour souhaiter, et encourager, une transition démocratique aussi rapide que possible.

L'escalade de la violence permet sans doute au général Pinochet de justifier ses thèses. Mais la perspective d'un nouveau Salvador dans le cône sud préoccupe les Etats-Unis. Et c'est aussi et d'abord à Washington que se trouve aujourd'hui la clé du problème chilien.

MARCEL NIEDERGANG.



ÉTATS-UNIS

Ouverture, à New-York, du procès de huit importants chefs de la Mafia

Le « procès du siècle » contre la Mafia aura finalement lieu. Après le rejet des objections présentées par la défense pour justifier un nouveau report, la sélection des jurés – une entreprise qui promet d'être laborieuse – a commencé, le lundi 8 septembre, à New-York.

Dans le box des accusés, une brochette de figures du « milieu » comme la justice américaine n'en avait pas réuni depuis longtemps. Les inculpés sont au nombre de huit, dont les « parrains » présumés de trois des principales « familles » de Cosa Nostra, nom donné au crime organisé new-yorkais : Anthony Corallo, dit « Tony l'Esquive », Anthony Salerno, dit « Gros Tony », et Carmine Persico, dit « le Serpent », considérés respectivement comme les chefs des familles Lucchese, Genovese et Colombo. Ils sont tous accusés de faire partie d'une « commission » suprême de la Mafia, qui coordonnerait au plus haut niveau les activités criminelles de la pègre et serait chargée de régler les querelles entre les différents clans.

Selon les experts, ce procès pourrait fournir les indications plus passionnantes sur le crime organisé depuis la confession du mafioso repenti, Joe Valachi, en 1963. L'intérêt des révélations attendues pourrait toutefois être amoindri par l'absence au tribunal des chefs des deux autres grandes « familles » new-yorkaises : Paul Castellano (famille Gambino) abattu en décembre 1985 en plein centre de New-York, vraisemblablement à la suite d'un règlement de comptes, et Philip Rastelli (famille Bonanno) qui est inculpé, mais qui sera jugé séparément, car il fait l'objet d'une seconde procédure judiciaire devant *un autre tribunal*.

Sans être aux abois, la Mafia connaît des luttes intestines accrues depuis la vaste offensive lancée contre elle par le gouvernement américain et qui s'est traduite depuis deux ans par des centaines d'inculpations. On meurt aussi beaucoup depuis quelque temps dans les rangs de la pègre new-yorkaise, le plus souvent de mort violente. La « famille » la plus touchée paraît être le clan Gambino.

Le successeur de Paul Castellano à sa tête, John Gotti, fait actuellement l'objet d'un procès à New-York pour meurtre, racket, contrebande de cigarettes et paris illégaux. La police voit en ce fringant quadragénaire l'instigateur de l'assassinat de son ancien chef, voire de celui du numéro deux de la « famille », Frank De Cicco, tué en avril par un engin explosif.

Les autorités américaines soupçonnent depuis longtemps l'existence, au sein de la Mafia, d'une « commission » faisant fonction de direction collégiale. La création de cette instance remonterait à 1931, du temps où Charles « Lucky » Luciano régnait en maître sur l'organisation. La police affirme aujourd'hui détenir les preuves de l'activité d'une telle « commission », car elle dispose des enregistrements de dizaines d'heures de conversations entre mafiosi, qui avaient été placés sur écoutes. Les huit accusés du procès, qui s'est ouvert lundi à New-York, ont décidé de plaider non coupables.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

Visite de M. Fidel Castro à Luanda

M. Fidel Castro a quitté, le dimanche 7 septembre, Harare, où il a assisté au sommet des non-alignés, pour se rendre « *en visite d'amitié et de travail* » en Angola, a-t-on annoncé lundi, de source officielle, à La Havane. A Harare, le premier cubain avait déclaré que les troupes cubaines présentes en Angola resteraient dans ce pays « *aussi longtemps que l'apartheid demeurerait en Afrique du Sud* », rejetant ainsi l'idée défendue par Prétoria et Washington selon laquelle l'indépendance de la Namibie doit nécessairement aboutir au retrait du contingent cubain d'Angola.

S'agissant, par ailleurs, des combats qui opposent l'armée gouvernementale aux rebelles de l'UNITA, les troupes de Luanda ont annoncé qu'elles contrôlaient entièrement la ville stratégique de Cuito-Cuanavale, dans le sud-est du pays, « après avoir repoussé, le mois dernier, plusieurs offensives de l'armée sud-africaine ».

De son côté, l'UNITA, le *mouvement d'opposition armée de* M. Jonas Savimbi, a affirmé, lundi 8 septembre, avoir tué quatre-vingt-sept soldats angolais et seize Cubains au cours de différentes actions, menées du 1er au 4 *septembre, dans les provinces de Kuanza*, Bié et Moxico, situées respectivement dans le nord, le centre et le centre-est du pays. L'UNITA reconnaît avoir eu vingt-huit morts dans ses rangs au cours de la même *période.* – *(AFP, Reuter.)*

Ethiopie

M. Getachew justifie sa défection par sa « conception de la démocratie »

L'ambassadeur d'Ethiopie en France, M. Kebreth Getachew, qui a fait défection la semaine dernière (*le Monde* daté 7-8 septembre), a annoncé, le lundi 8 septembre, dans un appel téléphonique à l'AFP, qu'il avait volontairement mis fin à ses fonctions et qu'il ne regagnerait pas Addis-Abeba, justifiant sa décision par sa « *conception de la démocratie et du respect de l'homme* ». Refusant d'indiquer le nom du pays où il se trouve, M. Getachew a qualifié sa décision de « *très pénible* », estimant que celle-ci « *met fin à un très long service dévoué et loyal à* [sa] *patrie* ». – *(AFP.)*

Philippines

Les communistes rejettent une proposition de cessez-le-feu

Un dernier bilan de l'attentat commis dans une église du sud des Philippines (*le Monde* du 9 septembre) s'élève à au moins onze morts et plus de cent blessés, a-t-on appris, le le lundi 8 septembre, de source militaire. Jean-Paul II a adressé un message aux autorités religieuses locales dans lequel il condamne « *cette forme particulièrement lâche de terrorisme* ».

Entre-temps, les communistes ont rejeté la proposition de cessez-le-feu de trente jours émise samedi par des représentants du gouvernement. Dans un communiqué, le Front démocratique national – regroupement animé par les communistes – estime, en effet, que pour qu'un cessez-le-feu soit « *effectif et ait un sens, il doit faire partie d'un règlement politique global des causes fondamentales de la lutte révolutionnaire* ». – *(AFP.)*

● **CUBA : Mme Bofill reçue au Quai d'Orsay.** – L'épouse de M. Ricardo Bofill, *réfugié depuis le 27 août* dernier à l'ambassade de France à La Havane, a été reçue, le lundi 8 septembre, par le directeur d'Amérique du ministère des affaires étrangères, « *pour un premier contact* », a indiqué le Quai d'Orsay. *On n'exclut pas*, à Paris – où Mme Maria-Elena Bofill était arrivée dimanche – qu'elle puisse également avoir un entretien avec le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond.



Diplomatie

Après l'inculpation en URSS de Nicholas Daniloff

Moscou : M. Gorbatchev estime « inutile de se rencontrer pour rien »

Le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Guerassimov, a estimé, mardi 9 septembre, que le cas du journaliste américain Nicholas Daniloff, inculpé d'espionnage, pourrait être réglé *« sur une base de réciprocité »* si l'URSS et les Etats-Unis *« faisaient des efforts supplémentaires »*. Au cours d'une conférence de presse, M. Guerassimov s'est abstenu toutefois d'établir un lien entre l'affaire Daniloff et celle de Guennadi Zacharov, le fonctionnaire de l'ONU détenu et inculpé d'espionnage aux Etats-Unis. *« Il ne faut pas faire des relations soviéto-américaines les otages du cas relativement insignifiant de M. Daniloff »*, a ajouté le porte-parole.

MOSCOU
de notre correspondant

M. Gorbatchev reste favorable à une nouvelle rencontre avec M. Reagan, mais estime qu'*« il est inutile de se rencontrer pour rien »*. Le dirigeant soviétique s'est ainsi exprimé en répondant par écrit aux questions posées par M. Zdenek Oreni, rédacteur en chef de l'organe du PC tchécoslovaque, *Rude Pravo*. Les réponses — qui ont été remises à M. Oreni par M. Ligatchev, le numéro deux du PC soviétique, lequel semble « garder la maison » pendant les vacances de M. Gorbatchev — sont publiées ce mardi 9 septembre par la *Pravda*.

« Nous sommes pour la tenue d'une rencontre soviéto-américaine au sommet, d'une rencontre qui marquerait un progrès notable, ne serait-ce que dans le règlement d'un ou de deux problèmes importants touchant la sécurité internationale », a affirmé M. Gorbatchev. *« Nous espérons que la prochaine rencontre d'Edouard Chevardnadze avec le secrétaire d'Etat américain George Shultz* [les 19 et 20 septembre à Washington] *aidera à préciser où nous en sommes aujourd'hui et à voir si le dialogue soviéto-américain a des chances de progresser »*, a-t-il ajouté.

M. Gorbatchev estime cependant que l'Occident accorde trop d'importance à cette question de sommet et oublie le problème de fond qu'est la cessation des essais nucléaires. Une rencontre qui aurait lieu dans le contexte d'une aggravation de la course aux armements ne ferait, selon lui, que *« tromper les gens »* et *« calmer l'opinion par un simulacre d'amélioration »*.

Le dirigeant soviétique accuse la Maison Blanche de faire preuve d'un optimisme de façade et d'organiser intentionnellement des fuites destinées à faire croire que les préparatifs du sommet *« battent leur plein »*. M. Gorbatchev se pose par contraste comme un gardien intransigeant de la *« confidentialité »* des messages échangés ces derniers temps avec M. Reagan. Il conteste la thèse diffusée par la presse américaine selon laquelle la lettre de M. Reagan en date du 25 juillet contient des initiatives nouvelles et que *« tout dépend maintenant de Moscou »*. M. Gorbatchev révèle au passage qu'il s'apprête à répondre au président américain.

L'essentiel des propos du secrétaire général est une défense et illustration du moratoire soviétique sur les essais nucléaires. On sait que cette mesure, en vigueur depuis l'été 1985, a été prorogée jusqu'au 1er janvier prochain. M. Gorbatchev n'est pas loin de voir dans cette question la pierre de touche des relations Est-Ouest. Elle fait apparaître à ses yeux la bonne volonté éclatante des Soviétiques, qui prouvent par des actes leur désir d'aboutir à une réduction des armements. Elle montre également la duplicité foncière des Américains, qui ont recours à des arguments spécieux pour justifier leur refus de se joindre au moratoire.

La sobriété s'impose en revanche à propos de l'affaire Daniloff, que n'évoque pas le numéro un soviétique, mais qui tend à devenir un obstacle majeur au dialogue Est-Ouest. Le journaliste américain inculpé dimanche d'espionnage fait l'objet de nouvelles accusations dans un article paru lundi soir dans les *Izvestia*.

Le quotidien affirme que Nicholas Daniloff était en relation avec un diplomate américain, Paul Stombaugh, accusé d'espionnage et expulsé en juin 1985. Les *Izvestia* décrivent, en outre, les documents qui ont été saisis sur le correspondant d'*US News and World Report* au moment de son arrestation. Il s'agirait de vingt-six photos d'installations militaires soviétiques, d'une carte d'Afghanistan sur laquelle serait indiqué à la main l'emplacement des unités militaires et d'un schéma également tracé à la main, concernant d'autres bases soviétiques.

Le quotidien révèle enfin que le ressortissant soviétique « Micha », qui a transmis ces documents au journaliste américain, a été arrêté. Il avait rencontré Nicholas Daniloff en 1982 à Frounze, capitale de la Kirghizie, une République soviétique d'Asie centrale.

Les *Izvestia* affirment que Nicholas Daniloff s'était tout particulièrement intéressé alors aux installations militaires de Frounze et aux unités stationnées dans cette ville qui s'apprêtaient à partir pour l'Afghanistan. Le ton de cet article est particulièrement désagréable. Les *Izvestia* affirment notamment que Nicholas Daniloff était considéré avec suspicion par ses collègues américains. Le quotidien oublie de mentionner que vingt-neuf d'entre eux ont écrit il y a quelques jours à M. Gorbatchev pour demander la libération de leur confrère.

DOMINIQUE DHOMBRES.



Washington : la détention d'un Américain innocent est un « scandale »

Huit jours après l'arrestation de M. Nicholas Daniloff, le correspondant à Moscou de *US News and World Report*, et vingt-quatre heures après son inculpation pour espionnage, M. Reagan a rompu, lundi 8 septembre, le prudent silence qu'il s'était jusqu'à présent imposé sur cette affaire.

« La prolongation de la détention en URSS d'un Américain innocent constitue un scandale », a déclaré M. Reagan à Denver (Colorado), où il était venu soutenir un candidat républicain au Sénat. *« Nous avons clairement exprimé notre position par plusieurs canaux, et l'Union soviétique sait maintenant à quel point pourraient être sérieuses les conséquences sur nos relations si Nick Daniloff n'était pas mis en liberté »*, a poursuivi le président américain, avant d'ajouter : *« J'en appelle aux autorités soviétiques pour qu'elles agissent avec responsabilité et rapidement afin que nos pays puissent (...) résoudre des problèmes existants au lieu d'en créer de nouveaux »*. Si ce n'était pas le cas, a conclu M. Reagan sous les applaudissements, *« il n'y aura aucun moyen d'empêcher cet incident de devenir un obstacle majeur dans nos relations »*.

Auparavant, le président américain avait affirmé qu'il n'y aurait pas d'échange de M. Daniloff contre *« un de leurs espions pris la main dans le sac »*. Mais cette fermeté de façade est largement contredite par l'empressement avec lequel la Maison Blanche souligne officieusement la volonté de M. Reagan d'éviter une véritable épreuve de force sur cette affaire ; par l'absence de toute menace précise de représailles dans la déclaration présidentielle, enfin par la confusion qui règne en ce moment à ce sujet dans les milieux dirigeants.

Tandis que certains responsables déclarent que l'offre de compromis faite la semaine dernière tient toujours (la libération de M. Daniloff contre la liberté provisoire du fonctionnaire de l'ONU arrêté à New-York), d'autres disent exactement le contraire. Notamment le porte-parole du département d'Etat, M. Bernard Kalb, qui a par ailleurs *« catégoriquement »* démenti, lundi, les nouvelles accusations des *Izvestia* sur les *« liens étroits »* entre M. Daniloff et la CIA.

Cette dernière escalade soviétique a semblé prendre autant de court les responsables américains que l'inculpation, la veille, de M. Daniloff. Aussi bien le Congrès, de retour de vacances lundi, s'est rué en rangs serrés sur ce dossier. Le Sénat s'apprêtait à voter, ce mardi, à l'unanimité une résolution qualifiant l'inculpation du journaliste américain de *« claire violation des règles acceptées de la loi internationale et des libertés civiles »*. Les démocrates sont là en première ligne : ainsi leur chef de file, le sénateur Robert Byrd, a estimé que l'arrestation de M. Daniloff portait *« le sceau de l'ère de Joseph Staline plutôt que celui d'une direction moscovite nouveau genre, soucieuse de son image et affamée de relations publiques »*.

On parle d'une possible réduction du nombre des diplomates soviétiques en poste à Washington ou à New-York, ou encore de la limitation des échanges culturels, à peine repris. En attendant, le Kremlin réussit la démonstration qu'il n'est pas seul demandeur dans la recherche d'un accord sur la réduction des armements. M. Reagan l'est aussi, et Moscou le contraint à le manifester. Encore quelque temps pourtant, et le président américain pourrait bien claquer la porte, avec l'approbation des électeurs.

BERNARD GUETTA.

M. Kohl rencontre M. Chirac à Paris

Le chancelier Kohl était attendu, ce mardi 9 septembre, à Paris. Arrivé vers 17 h 30 à Villacoublay, le chef du gouvernement ouest-allemand devait rendre, vers 18 heures, une visite de courtoisie à M. Mitterrand à l'Elysée, puis avoir un premier entretien avec M. Chirac à l'hôtel Matignon, suivi, après une conférence de presse commune, d'un dîner de travail en tête-à-tête, et enfin regagner Bonn tard dans la soirée.

Au cours de leur deux conversations, il était prévu que MM. Kohl et Chirac abordent notamment, outre le traditionnel tour d'horizon de la situation internationale, l'examen d'un certain nombre de dossiers de la coopération bilatérale et européenne. En particulier dans le domaine industriel (projet de construction en commun d'un hélicoptère de combat et d'un TGV Paris-Cologne-Bonn, avenir de l'Airbus, etc.), mais aussi agricole et monétaire, la France souhaitant la réduction des taux d'intérêts allemands.

● RECTIFICATIF : Une erreur s'est glissée dans notre article intitulé *« Les différends industriels pèsent sur la rentrée franco-allemande »*, paru dans *le Monde* du 9 septembre. Les forges de Dilling qui devraient absorber le groupe Arbed-Saarstahl, sont filiales de la société Sacilor et non d'Usinor.

M. Jacques Bernière est nommé ambassadeur à Ryad

M. Jacques Bernière, ambassadeur de France à Singapour, a été nommé au même poste à Ryad, en remplacement de M. Bernard Lopinot, a annoncé lundi 8 septembre le ministère des affaires étrangères.

[Né le 31 août 1937, licencié en droit, diplômé d'études supérieures de droit public, diplômé de l'Institut d'études politiques, ancien élève de l'ENA, M. Jacques Bernière est entré à l'administration centrale du Quai d'Orsay (affaires atomiques et spatiales) en 1965. Il a ensuite été affecté à Djakarta en 1967, à Bruxelles (Communautés européennes) en 1969, au cabinet du premier ministre en 1972, à la délégation française à l'Assemblée générale des Nations unies en 1974, de nouveau à l'administration centrale (budget et affaires financières), comme sous-directeur, en 1975, à Bonn, comme premier conseiller, en 1979, et enfin à Singapour, également accrédité à Brunei, en août 1984.]

Diplomatie

Un entretien avec le ministre des affaires étrangères

« Le nouveau style politique de l'URSS ne nous dispense pas d'être vigilants »

estime M. Jean-Bernard Raimond

Le Monde *a publié dans ses éditions datées 9 septembre, la première partie d'un entretien avec M. Jean-Bernard Raimond. Le ministre des affaires étrangères faisait le point sur les attentats terroristes et les derniers développements de la situation au Proche-Orient. On trouvera ci-dessous la seconde partie de cet entretien, où M. Raimond évoque l'état des relations Est-Ouest et passe en revue différents aspects de la diplomatie française.*

« M. Chirac ira-t-il bientôt à Moscou ?

— A ma connaissance, la date n'est pas arrêtée, mais il ira à Moscou.

— Pensez-vous qu'un sommet soviéto-américain aura lieu avant la fin de l'année ?

— Avant la fin de l'année, je ne sais, mais il y a un très fort désir des deux côtés que ce sommet ait lieu. Ce qui devrait d'ailleurs permettre qu'il ait de la substance.

— Vous pensez à un accord sur les FNI, les euromissiles ?

— Peut-être, mais il faudrait être partie à la négociation pour dire sous quelle forme un tel type d'accord pourrait intervenir. Cela étant, il est vrai que les Soviétiques ont toujours dit qu'il s'agissait d'un champ de discussion isolé du reste, sans lien avec d'autres négociations. Ils devraient donc être prêts à un accord séparé. Les Américains nous ont donné toutes garanties sur le fait que leur position serait *une position globale, et qu'ils ne* prendraient pas en compte les forces tierces.

— Un accord sur les FNI ne vous inquiète pas ?

— Compte tenu de ce que nous ont dit les Américains, cela ne nous inquiète pas pour l'instant, mais c'est évidemment une question très délicate, qui peut poser des problèmes pour l'Europe. Les Soviétiques, quant à eux, ont toujours tendance à impliquer les forces tierces.

La force française de dissuasion

— Quels moyens la France aurait-elle de refuser une prise en compte de ses forces ?

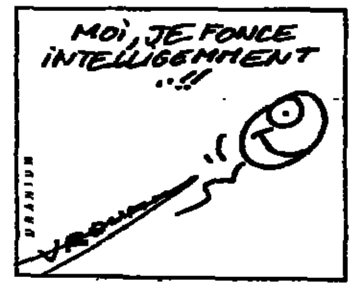
— Personne ne peut nous empêcher de moderniser notre force de dissuasion. C'est une question de volonté politique. Aussi longtemps qu'un désarmement substantiel des grandes puissances ne sera pas intervenu dans le domaine stratégique, nous n'aurons aucune raison de ne pas maintenir notre volonté politique dans ce secteur fondamental.

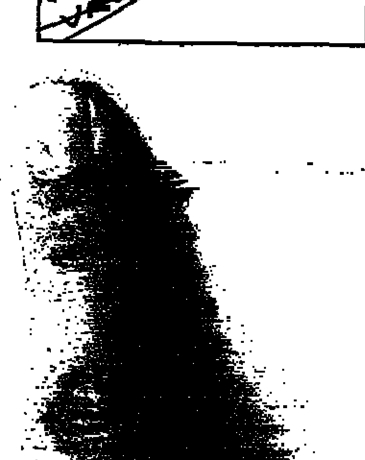
— Et de la conférence de Stockholm sur le désarmement en Europe, *attendez-vous quelque chose ?*

— Oui. Nous avions pressenti à Moscou qu'il y avait une ouverture soviétique, et, depuis, l'URSS a accepté l'idée d'inspections aériennes. Il y a encore des discussions sur les modalités de ces inspections. La conférence se terminera le 19 septembre, et il y a une bonne chance d'arriver à un accord. Même s'il s'agit d'un accord qui porte sur un domaine limité, qui ne touche pas aux intérêts vitaux des uns et des autres, ce serait significatif.

— Cela vous paraît révélateur d'un nouveau style soviétique ?

— Oui, mais ce n'est pas une raison pour cesser d'être vigilant, c'est un point auquel je tiens beaucoup. Je tiens, en effet, beaucoup à la distinction entre l'analyse qu'on fait des nouveaux dirigeants soviétiques et qui chez moi est positive, du point de vue de la volonté de changement, aussi bien sur le plan intérieur que sur le plan extérieur, et celle des conséquences qu'on doit en tirer. Il faut que les Soviétiques comprennent qu'il y a des intérêts occidentaux, qu'il y a une conception occidentale du compromis, qu'ils doivent assimiler. Mais il faut leur parler franchement, et les écouter attentivement parce qu'ils ont des choses à dire. Je tiens beaucoup à cette distinction.





Une nouvelle génération de dirigeants

— Si vous deviez citer les indices qui vous paraissent encourageants d'un changement de style ou de forme depuis six mois, lesquels citeriez-vous ?

— J'en citerais plusieurs. En premier lieu, ce qu'on appelle le style, mais qui va plus loin. C'est d'abord le fait qu'un homme comme M. Gorbatchev, lorsqu'il est à l'étranger, est capable d'accepter une conférence de presse conjointe avec le président de la République et d'employer un langage pratiquement non idéologique. Cela a été le cas aussi à la fin du sommet de Genève. En revanche, il est vrai que, lorsqu'il a parlé devant le vingt-septième congrès, et qu'il a lu pendant six heures un rapport, ce dernier contenait tout un fleuve idéologique.

» Je relève en second lieu qu'il a choisi de s'entourer d'hommes appartenant à une nouvelle génération, ce qui ne veut pas dire simplement des hommes plus jeunes, mais des hommes qui n'ont pas la même formation, qui sont ouverts sur le monde extérieur.

» Je note en troisième lieu une volonté de changement du système économique et social, qui s'opère avec la plus grande prudence ; dans deux ou trois ans, les dirigeants actuels auront à choisir, et ce sera alors un choix difficile qui touchera à la nature du système. Le pourront-ils ? Le voudront-ils ? C'est une autre affaire.

— *Croyez-vous qu'il soit possible de toucher à la nature du système ? M. Gorbatchev n'est pas suicidaire, il se souvient de ce qui est arrivé à Khrouchtchev.*

— En toute honnêteté intellectuelle, je ne peux pas répondre pour M. Gorbatchev. Quand il se sera passé deux ou trois ans, son équipe et lui auront fait des analyses, ils auront subi des échecs. Ils auront alors à choisir entre ne rien toucher à ce système et s'enfoncer dans la stagnation économique et sociale ou bien faire un saut, difficile à contrôler, mais qui leur permettrait d'avoir cette efficacité technologique, économique et sociale qui manque à l'Union soviétique. Moi, par tempérament, je ne crois pas que les sociétés soient éternellement stables. Elles évoluent. Je ne sais pas si, pour l'Union soviétique, ce sera un saut qualitatif brutal ou s'ils trouveront un processus harmonieux.

— *Vous qui avez vécu là-bas,* vous pensez que le système est compatible avec le critère de la compétence, de l'efficacité ?

— *Pour l'instant, les dirigeants* touchent à la périphérie du système, mais pas à sa nature même. Or c'est la nature du système qui *s'oppose* à *son efficacité.* C'est donc à elle qu'il faudrait toucher pour le rendre pluraliste.

L'Europe et la politique agricole

— Et qu'ils se suicident politiquement ?

— Pas forcément. Ils peuvent choisir entre deux risques. Ils auraient avantage, à mon sens, à faire un choix audacieux.

— L'Afghanistan ? Le président, quand il était à Moscou, a été, comme vous d'ailleurs, surpris *par la dureté du ton.* Y *a-t-il eu du* nouveau depuis ?

— Les Soviétiques souhaiteraient procéder à des retraits de troupes, mais les choix qu'ils pourront faire en Afghanistan, à mon avis, seront déterminés par la conviction qu'ils auront de la stabilité du régime instauré. Ils prendront peut-être des initiatives de retrait de troupes ou autres, mais ils seront très vigilants sur la solidité du système.

— La nomination — d'ailleurs tardive — de M. Bosson comme ministre délégué aux affaires européennes va-t-elle vous conduire à vous dégager de ce domaine de l'action gouvernementale ?

— Je suis tout à fait heureux d'avoir un ministre délégué auprès de moi. C'était indispensable, notamment en raison des nombreuses réunions européennes auxquelles il m'était matériellement impossible de participer. J'ai toujours pris part aux réunions du conseil « affaires générales », mais je n'avais pas le temps par exemple d'aller au conseil « marché intérieur ». Je n'ai pas eu le temps encore, et je le regrette, de me rendre au Parlement européen. M. Bosson, pour sa part, pourra y aller régulièrement.

— *La ratification de l'acte unique ?* On a l'impression qu'aucun pays concerné n'est aujourd'hui pressé de consulter son Parlement, exception faite du Danemark.

— Je soumettrai bientôt l'acte unique au conseil des ministres ; si ce n'est pas le prochain, ce sera le suivant. La procédure de ratification devrait se passer normalement à l'automne.

— Il n'y a pas de problème entre le président de la République et le premier ministre, notamment à propos de la politique agricole commune ?

— Il peut y avoir entre eux des nuances mais tout le monde est bien d'accord sur la nécessité de préserver la politique agricole commune. C'est non seulement l'intérêt de la France mais aussi celui de la Communauté de rester exportatrice de produits agroalimentaires. Il y a des problèmes très difficiles à résoudre, notamment budgétaires. Il y a aussi celui des négociations commerciales. Même si nous avons déjà résolu un certain nombre de *questions qui nous opposaient* aux Américains, le problème le plus important est celui des négociations multilatérales de Punta-del-Este, *et l'Europe est isolée du* fait des questions agricoles.

— Pour en revenir aux échéances budgétaires, on a quand même l'impression que pour Matignon il y a un secteur sacro-saint, auquel il ne faudra absolument pas toucher, celui de la PAC, alors que pour l'Elysée des secteurs comme ceux de la recherche, du développement de la technologie sont tout aussi prioritaires.

— Je pense que ce sont des affaires que nous aborderons pragmatiquement au fur et à *mesure, et que les nuances qui* peuvent exister s'atténueront.

— Ce sont plus que des nuances.

— Face aux échéances pratiques, ce ne seront plus que des nuances.

Les relations franco-allemandes

— Une autre pomme de discorde avait été l'élargissement. On ne songe plus, aujourd'hui, à le renégocier ?

— *En effet,* cela a *été* dit clairement. Les problèmes se posent maintenant au-delà de l'élargissement. Ils se posent par exemple à *propos des pays tiers méditerranéens* et là il y a des problèmes avec les Espagnols qui bloquent les négociations. M. Bosson et son homologue espagnol s'en entretiendront précisément dans les tout prochains jours.

— On a l'impression que les relations franco-allemandes, tout en restant en principe excellentes, traversent une période décevante.

— Je crois qu'elles sont tellement importantes, tellement nécessaires que les difficultés seront surmontées. Je pense notamment que la rencontre qu'a le chancelier Kohl avec le premier ministre ce 9 septembre permettra de progresser, notamment dans la solution des problèmes *communautaires.*

— Mais elle est très brève, cette rencontre, puisqu'elle ne dure que le temps d'un dîner.

— Elle peut être aussi très dense. Il peut se passer beaucoup de choses dans un dîner de travail.

— On a l'impression aujourd'hui qu'une des conditions pour que la cohabitation fonctionne, c'est qu'il n'y ait pas de grande initiative diplomatique française. *L'idée serait : pour que* ça marche, profil bas.

— Je n'en suis pas si sûr. Par exemple, l'idée de normaliser nos relations avec Téhéran a été une initiative importante, qui était tout à fait nouvelle.

— Pas entièrement ; elle avait été amorcée par le précédent gouvernement.

— C'était sur des bases très différentes, très ponctuelles.

» Notre initiative est incontestablement fondée sur une autre *conception. Maintenant, une* bonne politique étrangère, ce n'est pas forcément une politique en technicolor, avec des « coups ». C'est une politique *cohérente.* Or j'ai l'impression depuis cinq mois, sans aucune présomption, de mettre en œuvre une politique cohérente menée de façon continue.

— Même sur le Proche-Orient ?

— Oui, ainsi la FINUL. Dès le mois d'avril, nous avions demandé que son mandat ne soit pas reconduit pour six mois et que nous soyons déchargés de la logistique.

— Pour en rester au Proche-Orient, est-ce très cohérent de voir le premier ministre établir un parallèle entre le problème palestinien et celui de la Corrèze, quitte à vous contraindre ensuite à « ramer » pour rétablir la situation ? Est-ce très cohérent de l'entendre affirmer que le premier ministre australien est *« très stupide »,* quitte ensuite à ce que nos diplomates expliquent le contraire ?

— Pour ce qui est de la *première question,* M. Chirac *considère* que les propos qui lui ont été prêtés ne sont pas les siens. Recevoir à leur demande MM. Essid, Souss et Kaddoumi ne faisait donc aucune difficulté. Et puis on connaît bien les vues de M. Chirac sur le monde arabe, l'Irak. Alors mettre cela en balance avec les propos qui ont été rapportés ! D'ailleurs les dirigeants arabes ne se sont pas posé tant de problèmes.

La Nouvelle-Zélande et l'Australie

— Et le cas de M. Hawke, le premier ministre australien ?

— Parlons d'abord de la Nouvelle-Zélande. On n'en parle pas parce que notre contentieux avec elle est réglé. *Mais,* auparavant, on parlait beaucoup du capitaine Prieur et du commandant Mafart. C'est un problème qui nous a donné beaucoup de travail. Nous avons cherché, fondamentalement, à rétablir la confiance avec M. Lange, quels que soient les propos qu'il a pu ou peut tenir.

— Les Néo-Zélandais ne sont quand même pas des Iraniens.

— Je ne fais pas de comparaison avec les Iraniens. Je dis simplement que, quand nous sommes arrivés, cette affaire n'était pas jouée. Pour ce qui est de l'Australie, je suis également persuadé que nous réussirons à entretenir des rapports de confiance. Il y a cependant des problèmes avec l'Australie comme avec la Nouvelle-Zélande, des problèmes beaucoup plus graves que ceux auxquels vous faites allusion. C'est leur attitude à l'égard du nucléaire. J'espère qu'un jour nos amis australiens et néo-zélandais comprendront qu'on ne peut en même temps faire appel à la dissuasion nucléaire dans la défense occidentale et soutenir des mouvements antinucléaires. C'est un problème dont il faudra parler dans le cadre de nos relations d'amitié avec la Nouvelle-*Zélande comme avec l'Australie.*

» Le premier ministre considère que le ministère des affaires étrangères, au cours des dernières années, n'a peut-être pas porté une attention suffisante aux problèmes du Pacifique sud et que notre aide et notre présence dans la zone ont *été insuffisantes. C'est* ce que nous allons nous attacher à corriger. »

Propos recueillis par
JACQUES AMALRIC
et BERNARD BRIGOULEIX

Les relations entre Tokyo et Séoul

Le limogeage d'un ministre japonais ne satisfait pas entièrement les Sud-Coréens

SÉOUL
de notre envoyé spécial

Le limogeage de M. Fujio, ministre japonais de l'éducation nationale, décidé lundi 8 septembre dans la soirée par le premier ministre Nakasone, ne satisfait pas entièrement les Coréens. Ces derniers ont été ulcérés par les déclarations intempestives de l'ex-ministre, qui a notamment affirmé que l'occupation de la péninsule par le Japon de 1910 à 1945 avait été décidée avec leur consentement. Ils demandent aujourd'hui au gouvernement japonais d'exprimer formellement ses excuses. En attendant, le ministre sud-coréen des affaires étrangères a fait savoir à Tokyo que la rencontre, prévue pour le 10 septembre, des chefs de la diplomatie des deux pays était ajournée. De leur côté, les Japonais insistent pour que cette rencontre ait lieu : elle pourrait, en effet, être l'occasion pour leur gouvernement de chercher à apaiser les esprits.

Pour les Sud-Coréens, l'incident suscité par les déclarations de M. Fujio est le plus grave depuis le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays en 1965. Le quotidien *Dong-ha* dénonçait lundi la *« conception impérialiste de l'histoire »* que conserveraient, selon lui, les Japonais et estimait que les déclarations de M. Fujio constituaient un *« acte ébranlant l'équilibre politique instauré depuis la fin de la seconde guerre mondiale ».*

La réécriture de l'histoire

Le ton quelque peu outré de ces commentaires (ce n'est pas la *première fois que de tels incidents* ont lieu entre le Japon et la Corée du Sud, et cette crise n'est peut-être pas la plus aiguë que les deux pays aient connue) témoigne en tout cas de l'extrême sensibilité des Coréens lorsqu'il s'agit des relations avec le Japon. Les déclarations de M. Fujio, faites au cours d'une interview à la revue mensuelle *Bungei Shunju,* ont été ressenties à Séoul comme un affront. Elles le furent d'autant plus que Tokyo a récemment ajourné la visite du prince impérial Akihito (officiellement en raison de l'état de santé de son épouse). Or les Sud-Coréens souhaitaient que cette visite soit l'occasion pour les Japonais d'exprimer au plus haut niveau (la famille impériale) leurs regrets pour ce qu'ils avaient fait dans leur pays pendant l'occupation. Afin d'apaiser Séoul, M. Nakasone a décidé d'assister à l'ouverture des Jeux asiatiques qui se dérouleront à partir du *20 septembre à Séoul.*

La réaction coréenne est d'autant plus vive que l'on estime à Séoul que les déclarations de M. Fujio reflètent une nouvelle arrogance japonaise et la renaissance d'un nationalisme virulent. *« M. Fujio n'est pas le seul »,* titrait le *Dong-ha Ilbo* dans son éditorial de lundi.

Sans doute, comme le notait ce mardi l'*Asahi Shimbun,* les remarques de l'ex-ministre de l'éducation nationale, qui, depuis sa nomination, n'a cessé de provoquer des controverses (c'est en effet l'un des plus acharnés défenseurs d'une réécriture de l'histoire évinçant toutes les responsabilités japonaises dans l'invasion de l'Asie et la guerre du Pacifique), sont-elles symptomatiques de la nouvelle confiance en eux-mêmes des libéraux démocrates à la suite de leur victoire électorale de juillet. Le nationalisme exacerbé et passéiste de M. Fujio n'est toutefois représentatif que d'une petite minorité de politiciens. *Il* gêne cependant d'autant plus M. Nakasone que celui-ci, sans épouser les thèses extrémistes de son ex-ministre, n'en cherche pas *moins* à stimuler le sentiment national nippon.

L'incident, délibérément provoqué par M. Fujio, reflète à la fois les frustrations personnelles de celui-ci (l'ex-ministre était dépité de ne pas avoir obtenu un portefeuille plus prestigieux) et les amertumes de la droite du Parti libéral démocrate. Celle-ci se sentait proche de M. Nakasone, et elle a été déçue par sa décision de ne pas se rendre cette année au sanctuaire Yasukuni, où reposent les cendres de soldats morts pendant la guerre (et celles des chefs condamnés par le tribunal de Tokyo). *« M. Nakasone est un soleil couchant »,* a déclaré M. Fujio, qui, en refusant de démissionner, a contraint le premier ministre à le limoger. Afin de respecter cependant l'équilibre des forces au sein de la majorité, M. Nakasone a nommé à son poste un autre membre de la faction de M. Abe, ex-ministre des affaires étrangères, M. Shiokawa.

La première crise du nouveau cabinet Nakasone est révélatrice des ambiguïtés de l'attitude du premier ministre : *nationaliste (sur la question* de la morale à l'école, de la révision des manuels scolaires, de la défense, des visites à Yasukuni) lorsqu'il estime que cela peut le servir, M. Nakasone sait aussi changer de position si cela est nécessaire : c'est ce qu'il a fait afin d'obtenir le plus large consensus possible à son maintien au pouvoir. C'est dans ce sens politique, ou cet opportunisme, qu'il faut chercher la raison de la modération qu'il manifeste depuis quelques semaines. Mais le premier ministre a aussi déçu ainsi ses amis de droite, et M. Fujio le lui a fait sentir, le mettant dans une position délicate vis-à-vis de Séoul.

PHILIPPE PONS.

Le Japon va négocier avec les Etats-Unis sa participation aux recherches sur la « guerre des étoiles »

Tokyo (*AFP*). — Le gouvernement japonais a décidé, le mardi 9 septembre, d'entamer des pourparler avec les Etats-Unis *afin d'établir* les modalités d'une participation japonaise à l'initiative de défense stratégique (IDS) du président Ronald Reagan, dont le but est la mise sur pied d'un système de défense antimissiles basé dans l'espace.

Le secrétaire général du gouvernement, M. Masaharu Gotoda, a annoncé dans un communiqué que ces pourparlers auraient pour but de *mettre au point* un accord entre les deux gouvernements afin de faciliter la participation du secteur privé japonais aux divers programmes de l'IDS.

La décision de Tokyo porte ainsi à quatre le nombre de pays ayant répondu favorablement à l'invitation de Washington de participer à l'IDS. Les trois premiers ont été l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne et Israël.

La déclaration de M. Gotoda précise que la décision adoptée mardi ne constitue pas une violation d'une résolution de 1969 de la Diète (Parlement japonais) interdisant toute exploitation par le Japon de ses recherches dans le domaine spatial à des fins militaires. Le président Reagan, poursuit *le communiqué, a indiqué* à Tokyo dès 1985 que l'IDS avait pour but de neutraliser une attaque ennemie de missiles balistiques à l'aide d'un système de défense non nucléaire, le but visé étant l'abolition des armes nucléaires.

La participation de Tokyo à l'IDS, affirme M. Gotoda, est *« conforme à la politique prioritaire du Japon, qui consiste à rechercher des relations stables entre l'Ouest et l'Est au moyen d'une réduction draconienne des armements nucléaires ».*

En outre, la participation du Japon aura pour conséquence d'améliorer le niveau technologique de l'industrie nippone et d'accroître la coopération entre Tokyo et Washington, ajoute le communiqué.

Sur ce point toutefois, la déclaration gouvernementale souligne que les conséquences technologiques seront d'autant plus sensibles que les résultats des recherches pourront être utilisés *« de manière appropriée ».* Cette formule reflète l'inquiétude principale des milieux industriels japonais, qui redoutent qu'un secret imposé par les Etats-Unis ne limite ou n'interdise l'exploitation commerciale d'éventuelles retombées technologiques. Les négociations avec Washington devraient notamment porter sur ce point, *l'industrie nippone tenant compte de* l'exemple de la RFA, liée aux Etats-Unis par le secret.

Proche-Orient

LIBAN : l'insécurité dans le secteur musulman

Un Américain est enlevé à Beyrouth-Ouest

Un citoyen américain, M. Frank Reed, directeur du Collège international de Beyrouth-Ouest, a été enlevé ce mardi 9 septembre dans le secteur musulman de la capitale. Le Djihad islamique a revendiqué l'enlèvement.

Le secrétaire général adjoint des Nations unies, M. Marrack Goulding, s'est entretenu, le lundi 8 septembre, à Beyrouth, avec le président Amine Gemayel de la protection de la FINUL. M. Goulding a également rencontré le premier ministre, M. Karamé, le ministre d'Etat du Liban sud, M. Nabih Berri (chef du mouvement chiite Amal) et le chef du PSP (à majorité druze), M. Walid Joumblatt. Dimanche soir et lundi matin, des affrontements entre miliciens d'Amal et miliciens du Hezbollah (chiites extrémistes pro-iraniens) ont fait trois morts et plusieurs blessés dans la banlieue sud de Beyrouth. Le calme a été rétabli après que des délégations des deux mouvements eurent tenu une réunion de conciliation à l'ambassade d'Iran. Enfin, pour la seconde fois en moins d'un mois, le gouvernement devait se réunir ce mardi en formation de *« comité de dialogue »*.

BEYROUTH
de notre correspondant

Le Liban est-il en train de faire son deuil de la FINUL ? Même s'il ne l'avoue pas – et s'il affirme tout haut le contraire, – le gouvernement, ou ce qui en tient lieu à Beyrouth, c'est-à-dire toutes les fractions qui y sont présentes, sait pertinemment que les forces de l'ONU pourraient bien quitter le pays.

Pourtant, Amal, principale milice chiite, se démène et signifie à tous les habitants du Sud qu'attaquer la FINUL, c'est s'en prendre à lui-même. Il explique que les « casques bleus » font, certes, un peu de police – fort utile au demeurant – dans leur zone de déploiement, mais ne gênent en rien les opérations de la résistance libanaise contre Israël ; le risque de débordement par le Hezbollah (Parti de Dieu, intégriste) et, plus généralement, par un courant diffus venu d'Iran est évident.

Le précédent de la force multinationale et de son départ forcé en mars 1984 est encore dans tous les esprits. Comme alors, l'initiative du harcèlement vient manifestement des pro-Iraniens. Mais, à la différence de ce qui s'était passé il y a deux ans, Damas et Téhéran ne sont plus sur la même longueur d'onde. Au contraire, la Syrie est, avec la France, au premier chef et Amal, accessoirement, l'une des cibles que vise l'opération de déstabilisation de la FINUL.

Déjà, on craint ici les retombées sur le dialogue qui s'est réamorcé de façon inespérée la semaine dernière entre les protagonistes internes de la guerre. Pour parvenir ne serait-ce qu'à la « trêve durable » recherchée – personne n'ose aspirer à plus, – les obstacles sont innombrables. Ainsi, d'emblée, les deux ministres, pourtant modérés chargés d'établir une synthèse de projet de nouveau pacte national ont été incapables de s'entendre sur un minimum de points. Menacé de débordement au Sud au sein de sa communauté, Amal pourrait se voir contraint à durcir ses positions à Beyrouth. Sentant le vent, les Forces libanaises (milice chrétienne) font pleuvoir leurs griefs sur la milice chiite, multipliant à l'opposé les amabilités à l'endroit du chef druze, M. Joumblatt, qui leur rend ces gracieusetés, quand il n'en pren pas l'initiative. S'étant placé le mieux possible sur le mouvant échiquier libanais, M. Joumblatt est en état d'attendre sereinement le succès ou l'échec du dialogue engagé. Non sans humour, il a, en pleine séance du comité du dialogue, mardi dernier, offert des... bonbons à ses partenaires. Par ailleurs, on redoute à Beyrouth que la riposte d'Israël au massacre d'Istanbul puisse, partiellement au moins, se produire au Liban. Avec ou sans dialogue, on vit toujours ici sur un volcan.

LUCIEN GEORGE.

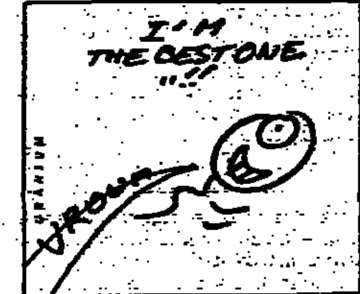
La guerre du Golfe

Dix-sept civils tués à Bassorah selon l'Irak

Manama *(AFP)*. – Dix-sept personnes ont été tuées et quarante-trois autres blessées parmi la population civile lors d'un bombardement, lundi 8 septembre, de la ville irakienne de Bassorah (Sud), par l'artillerie iranienne à longue portée, a annoncé dans la soirée un communiqué de l'état-major irakien. Le communiqué militaire irakien ajoute que, au total, quatorze habitations et huit magasins ont été détruits ou endommagés lors de ces bombardements. C'est la première fois depuis plusieurs mois que Bagdad fait état d'un bilan aussi lourd de morts parmi la population civile en une journée.

D'autre part, l'agence d'information du Golfe indique que le président Saddam Hussein a présidé dans la soirée une réunion conjointe du Commandement de la révolution iranienne et du Commandement du parti Baas (au pouvoir en Irak), consacrée notamment à la situation sur le front et aux préparatifs des forces irakiennes.

● **Le roi Hussein de Jordanie** a subi, le vendredi 5 septembre, avec succès, une opération des sinus dans un hôpital de Londres, a rapporté lundi l'agence jordanienne de presse, en précisant que le souverain devait regagner Amman dans quelques jours. – *(Reuter.)*





Afrique

TUNISIE : après sa fuite par l'Algérie

M. Mzali est exclu du Parti socialiste destourien

Les milieux officiels algériens sont d'une grande discrétion sur le passage dans leur pays de l'ancien premier ministre tunisien en fuite, M. Mzali. Leur embarras s'explique par le fait que M. Mzali avait largement contribué au rééquilibrage de la politique maghrébine de la Tunisie, jusqu'alors très proche du Maroc, en encourageant le président Bourguiba à signer le « traité de fraternité et de concorde » avec Alger, en mars 1983.

TUNIS
de notre correspondant

Le président Bourguiba a décidé, le lundi 8 septembre, d'exclure son ancien premier ministre, M. Mohammed Mzali, du Parti socialiste destourien, et de demander la levée de son immunité parlementaire afin d'engager des poursuites judiciaires à son encontre.

Dans un premier temps, ces poursuites seront basées sur le *« franchissement illégal des frontières »*, lors de sa fuite en Algérie dans la nuit du mercredi 3 au jeudi 4 septembre. Mais dans une phase ultérieure, au vu des résultats des diverses enquêtes actuellement en cours, M. Mzali pourrait être directement impliqué dans d'autres affaires à caractère financier, mais aussi politique. Les faits qui seraient alors retenus contre lui remontant à la période durant laquelle il était chef du gouvernement, il devrait en répondre devant la Haute Cour de justice.

L'agence Tunis Afrique Presse a apporté lundi un certain nombre de précisions sur les conditions dans lesquelles M. Mzali a quitté le pays. Selon elle, c'est vêtu d'une blouse grise, coiffé d'une chéchia et affublé d'une fausse moustache et de lunettes noires qu'il a passé la frontière à hauteur de la localité de Hammam Boumenten, face au village algérien tout proche de Rmel Essouk, au nord de la Kroumirie.

Toujours selon la version de l'agence, M. Mzali avait quitté son domicile de la banlieue de Tunis mercredi en fin de journée, pour se rendre chez M. Rachid Azzouz, ingénieur-conseil, son voisin et ami, organisateur de sa fuite, qui l'avait conduit en voiture jusqu'à la frontière, distante de 200 kilomètres. M. Azzouz avait regagné son domicile en fin de nuit pour aussitôt quitter Tunis jeudi matin, à destination de l'étranger. Mais six personnes impliquées *de près ou de loin* ont été arrêtées, dont trois membres de la famille de M. Azzouz et le *passeur*.

On apprend par ailleurs dans les milieux politiques tunisiens que M. Mzali se serait présenté, dès le lendemain de son arrivée en Algérie, à l'aéroport d'Annaba, muni de son passeport, pour embarquer sur un vol vers l'Europe. Sa destination finale est très probablement la Suisse.

Reste à savoir quelle est la part d'intoxication dans cet assez piètre feuilleton, alimenté quotidiennement par de nouvelles « informations ». M. Mzali avait lui-même donné le ton vendredi dernier, en faisant croire qu'il se trouvait à Palerme.

Davantage de français à l'école

D'autre part, la « démzalisation » commence en matière d'enseignement. Le gouvernement a décidé de renforcer l'enseignement du français, parallèlement à celui de l'arabe, dans l'enseignement primaire à partir de la prochaine rentrée scolaire, qui aura lieu le 1er octobre. Désormais, le français sera inscrit au programme dès la seconde année, à raison de cinq heures par semaine, et non plus à compter de la quatrième année. Les élèves de troisième année auront trois heures de français par semaine, *et ceux de sixième trois heures de* plus que l'an passé.

Ainsi revient-on approximativement à la formule en vigueur durant les années 60, et qui avait été modifiée dans le cadre de la politique d'arabisation dont l'ancien premier ministre s'était fait le champion, et qu'il avait commencé à appliquer alors qu'il était encore ministre de l'éducation nationale.

En rendant officielle cette réforme lundi, M. Amor Chadli, ministre de l'éducation, de l'enseignement et de la recherche scientifique, a déclaré : *« La langue étant un outil de base pour le contact et la compréhension, il a été décidé de renforcer la langue arabe en tant que langue fondamentale, et la langue française en tant qu'instrument permettant l'ouverture sur la civilisation contemporaine et la maîtrise des sciences et de la technologie. »*

La réforme de l'enseignement avait été décidée en juin dernier par le président Bourguiba, qui s'était montré fort irrité des mauvais résultats (13 % de réussite) au baccalauréat, dont une seconde session exceptionnelle doit être organisée la semaine prochaine.

MICHEL DEURÉ.

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Trois militants de l'ANC ont été pendus

Trois membres du Congrès national africain (ANC) ont été pendus, ce mardi 9 septembre, à la prison de Pretoria, a annoncé un responsable de la Cour suprême sud-africaine. L'un des trois hommes, Andrew Zondo, avait été condamné à mort pour sa participation à un attentat à la bombe contre un centre commercial, qui avait entraîné la mort de cinq personnes. Les deux autres, Sipho Xulu et Clarence Payi, âgés respectivement de vingt-cinq et vingt ans, avaient été reconnus coupables du meurtre d'un informateur de la police.

Le président sud-africain, M. Pieter Botha, avait rejeté lundi les recours en grâce et les demandes de report d'exécution déposés par les avocats. Le Front démocratique uni (UDF, principale organisation anti-apartheid légale) avait estimé que les trois hommes n'étaient pas des criminels mais des *« prisonniers de guerre »*.

A New-York, le Conseil de sécurité des Nations unies n'a pu parvenir, lundi 8 septembre, à un accord sur une initiative en faveur de Sipho Xulu et Clarence Payi. Au cours d'une séance à huis clos réunissant les quinze membres du Conseil, les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont fait valoir que le Conseil ayant gardé le silence sur d'autres événements récents comme le détournement d'un avion à Karachi ou l'attaque contre la synagogue d'Istanbul, il n'avait pas à prendre position sur le cas des militants de l'ANC.

En Afrique du Sud, quatre hommes ont été tués dimanche soir par la police, à Durban, au cours d'une fusillade avec les forces de l'ordre. Celles-ci ont annoncé que des armes fabriquées en Union *soviétique ont été saisies. A Johan*nesburg, une explosion a eu lieu lundi après-midi dans un immeuble du centre de la ville sans faire de victimes.

Au Cap, vingt-quatre heures après son intronisation comme archevêque, le révérend Desmond Tutu a effectué, lundi, une visite du bidonville de Crossroads, en compagnie de Robert Runcie, archevêque de Cantorbery, et de Mme Coretta Scott King, veuve de Martin Luther King. Se déclarant *« horrifié »* par les conditions de vie dans la cité noire, l'archevêque Runcie a appelé la minorité blanche au pouvoir à négocier avec l'opposition anti-apartheid. – *(AFP, Reuter)*.

LIBÉRIA

Une dirigeante de l'opposition se réfugie aux Etats-Unis

Mme Ellen Johnson-Sirleaf, ancien ministre des finances et principale dirigeante du Liberian Action Party (LAP, la plus importante formation d'opposition au gouvernement du président Jackson Doe), s'est échappée du Libéria, malgré l'interdiction de voyager à l'extérieur du pays qui la frappait, et serait actuellement *réfugiée* aux Etats-Unis, a *rapporté*, le lundi 8 septembre, le journal indépendant de Monrovia, *Suntimes*. Selon le correspondant de ce journal aux Etats-Unis, Mme Johnson-Sirleaf a déclaré qu'elle avait quitté son pays car *« elle craignait pour sa vie et devait, de plus, se faire soigner »*.

En juin 1985, elle avait été condamnée par un tribunal militaire à dix ans de prison pour avoir qualifié les dirigeants libériens *« d'idiots, d'ignorants et de niais »*. Amnistiée par le président Doe, elle avait refusé le poste de sénateur auquel elle avait été élue, appliquant ainsi une décision de tous les partis de l'opposition de boycotter la nouvelle législature en raison des fraudes électorales ayant marqué les élections libériennes.

Mme Johnson-Sirleaf avait été de nouveau arrêtée en novembre dernier et accusée de trahison, après l'échec de la tentative de coup d'Etat contre le président Doe. Celui-ci a appelé, samedi 6 septembre, les partis d'opposition à rallier le parti au pouvoir, le NDPL, *« avant qu'il ne soit trop tard »*, indiquant que ceux qui refuseront seront déclarés *« citoyens hors la loi »*. – *(AFP.)*

ALGÉRIE

Visite d'une délégation du Pentagone

Invitée par le colonel Kadhafi à rejoindre la Libye dans la lutte contre *« l'impérialisme américain »*, l'Algérie, a reçu pendant quarante-huit heures, le week-end dernier, M. Richard Armitage, secrétaire adjoint à la défense, chargé à Washington des questions de sécurité internationale, qui venait de Tunisie *(le Monde* du 5 septembre) à la tête d'une délégation du Pentagone.

L'agence algérienne de presse indique seulement que M. Armitage s'est entretenu de *« questions d'intérêt mutuel »* avec le général Mustapha Cheloufi, secrétaire général du ministère de la défense. De source diplomatique, on déclare que l'achat de matériel militaire américain a dû être évoqué. De même source, on précise que depuis la visite du président Chadli à Washington, en avril 1985, l'Algérie a acheté des jeeps et des camions militaires américains, pour une valeur de 50 millions de dollars.

Asie

CHINE : le dixième anniversaire de la mort de Mao

Une place de choix dans les bibliothèques

PÉKIN
de notre correspondant

Pékin. – Ce mardi 9 septembre est un jour comme les autres en Chine. Pourtant, il y a dix ans, jour pour jour, mourait Mao Zedong. Ses successeurs ont décidé de ne rien faire pour célébrer cet anniversaire encombrant. Car Mao est toujours présent, son poids continue de peser sur la Chine de 1986. Malgré ses erreurs, l'idéologie qu'il a imposée à son pays demeure, faute de mieux.

Sur la place Tiananmen, où se trouve le mausolée du Grand Timonier, le nombre des visiteurs est plus important que de coutume, même si l'animation n'est guère différente de celle des jours ordinaires. le *Quotidien du peuple* annonce à la une la publication de nouvelles *Œuvres choisies* en deux tomes, d'un recueil de poèmes, d'une compilation de souvenirs en anglais et d'un livre sur les goûts de lecture de Mao, très éclectiques puisqu'il lisait même la Bible. A l'intérieur, on trouve quelques photos, mais *aucun article* politique ni aucune mention de l'anniversaire de sa mort. Il a fallu attendre un quart d'heure pour que le journal télévisé de lundi en parle. A la grande librairie de la rue commerçante Wangfujing, on vend les nouveaux livres dans un stand assez animé, mais pas plus que le voisin, où l'on s'arrache des ouvrages pour apprendre l'anglais...

Il y a quelques jours, l'organe théorique du PCC, le *Drapeau rouge*, a cependant publié un article de M. Wang Zhen, membre du Politburo, donnant le *la* sur ce qu'il faut aujourd'hui penser de Mao et du maoïsme. La *« pensée de Mao Zedong »* est un *« trésor spirituel précieux »* et la propager *« constitue la meilleure commémoration du camarade Mao Zedong »*. Maintenant que ses anciens partisans ont été contraints à se tenir tranquilles, son idéologie a été récupérée, mise au service de la politique de réformes de M. Deng Xiaoping, qui apparaît de plus en plus souvent en photo à côté de Mao et qui a calligraphié le titre de son recueil de poèmes. *« Il faut constater que beaucoup de choses que nous faisons pour la modernisation*, écrit M. Wang, *avaient été avancées par le camarade Mao Zedong et n'avaient pas été réalisées. »*

Ce 9 septembre se déroule donc dans le même calme que l'anniversaire récent du déclenchement de la révolution culturelle de 1966. Les autorités se sentant enfin assez sûres d'elles-mêmes pour pouvoir se permettre de remettre Mao à sa place, une place d'honneur certes, mais sur une étagère de bibliothèque. Ce qui n'est pas si mal, après tout, pour un homme qui commença sa carrière comme aide-bibliothécaire à l'université de Pékin. Mais, plus que tout, ce qui frappe à Pékin aujourd'hui, c'est l'indifférence des gens. Indifférence envers Mao, indifférence également envers tout ce qui est politique. Et comme Mao voulait que la politique soit au poste de commandement, il n'y a plus guère de place pour lui dans une société qui ne pense qu'à s'enrichir. Le dixième anniversaire de la mort de Mao ? Un rond dans l'eau des lacs de Pékin...

PATRICE DE BEER.

★ *Le Monde* publiera, dans ses éditions datées du samedi 13 septembre, un dossier sur la Chine à l'heure du dixième anniversaire de la mort de Mao Zedong.

PAKISTAN : après sa libération

Mlle Benazir Bhutto envisage une nouvelle « stratégie » pour obtenir le « retour à la démocratie »

KARACHI
De notre envoyé spécial

Elle est là, souriante et volubile, entourée de sa cour, sous l'immense portrait de son père dans le grand salon de la résidence familiale. vingt-cinq jours de prison n'ont apparemment pas entamé sa détermination. *« Bien sûr que nous allons poursuivre notre campagne pour le retour à la démocratie »*, dit-elle.

Tous les chefs du Mouvement pour la restauration de la démocratie (MRD, onze partis coalisés de l'opposition), qui avaient été arrêtés en même temps, ont également été libérés. Mais c'est elle, évidemment, qui est la plus fêtée. Dehors, dans son jardin, malgré l'heure avancée de la nuit, quelques centaines de militants hurlent son nom et lancent des pétales de rose. Benazir Bhutto, leur madone, leur guide, leur espoir est à nouveau libre. *« Zia Ul Haq* (le chef de l'Etat) *et sa bande de terroristes »* n'ont pas pu la retenir longtemps. Elle devait comparaître, ce mardi 9 septembre, dans la matinée, devant la Haute Cour de Karachi. *« Le régime a préféré me libérer la veille car il savait ma détention illégale. C'est une défaite pour gouvernement »*, juge-t-elle.

Défaite ? Peut-être. Mais il faut se rendre à l'évidence : l'arrestation de la fille d'Ali Bhutto, l'ancien premier ministre exécuté en 1979, n'a pas provoqué le soulèvement populaire que certains, autour d'elle, avaient pu espérer. Mlle Benazir Bhutto le sait. *« Les protestations ont été écrasées dans le sang »*, rétorque-t-elle avant de poursuivre : *« Ce régime a démontré qu'il était prêt à tout pour garder le pouvoir. Y compris à massacrer les gens. Quarante innocents ont été tués depuis le 14 août alors que nous menions une campagne pacifique. Ils n'ont même plus besoin de prétexte pour employer le terrorisme d'Etat contre nous. »* Ce « tournant » annonce-t-il un changement de tactique ? Elle ne sait pas encore, elle sort de prison, elle va consulter son parti et ses alliés. Mais *« il est possible que nous ayons à réviser notre stratégie pour atteindre notre objectif »*.

Il s'agissait, rappelons-le, d'accroître la pression populaire, jusqu'au 20 septembre, afin d'obtenir du pouvoir la convocation des élections générales (prévues pour 1990) dès cet automne. Mlle Bhutto ne l'a pas dit, mais on voit mal comment ce programme pourrait être désormais réalisé. Pour l'heure, l'« héritière » savoure sa liberté *retrouvée. Bien que la solitude d'une* cellule ne soit pas *« un lit de roses quotidien »*, elle n'a pas été physiquement maltraitée.

Elle a eu droit, parfois, à quelques journaux et le personnel de l'établissement pénitentiaire s'est comporté aussi courtoisement que possible à son égard. Tout de même, elle préfère être dehors : *« Je sais qu'ils peuvent revenir m'arrêter d'un jour à l'autre. Mais nous continuerons de tenir des réunions publiques. C'est notre droit constitutionnel. Nous sommes prêts à risquer notre vie pour le retour à la démocratie. »*

Le gouvernement « civil » de M. Mohamed Khan Junejo, lui, a montré qu'il était prêt à prendre le risque de détruire l'image « démocratique » qu'il s'efforçait péniblement de bâtir pour lui-même. De nouvelles épreuves de force sont sans doute à prévoir.

PATRICE CLAUDE.

● **La prise d'otages de Karachi.** – La compagnie américaine Pan Am a décidé de suspendre ses vols sur Karachi jusqu'à la conclusion de l'enquête sur la prise d'otages à bord de l'un de ses appareils, dont le dernier bilan est de 20 morts. Entre-temps, les quatre pirates arrêtés par les Pakistanais ont été inculpés de piraterie, de meurtre et de tentative de meurtre. – *(AFP, Reuter.)*

La préparation des élections sénatoriales

Le RPR devrait bénéficier des pertes de la gauche

Avec l'élection, dimanche 7 septembre, des délégués des conseils municipaux, la campagne électorale pour les élections sénatoriales est entrée dans sa phase active. Cent dix-sept sièges sont soumis à renouvellement. S'y ajoutent trois élections partielles. En outre, la représentation des Français de l'étranger passe cette année de deux à quatre sénateurs, dans cette série renouvelable.

Le battage publicitaire à coups d'affiches, de renforts de vedettes nationales, de grands meetings populaires est de mise pour tout scrutin... à l'exception des sénatoriales. Le contact discret et la réunion de travail qui est toujours susceptible de se transformer en déjeuner ou dîner, telles sont les immuables recettes des candidats sénateurs. Le marketing politique est balbutiant quand il s'agit de s'adresser à un électorat réduit (moins de cinquante mille électeurs sont convoqués le 28 septembre), plus sensible à l'intérêt personnel et à l'écoute que lui aura témoignés le candidat qu'à son « image ». Une campagne, qu'elle soit bonne ou mauvaise, ne peut en outre être considérée comme déterminante, dans une élection sénatoriale qui est surtout le reflet des scrutins qui l'ont précédée.

Députés et conseillers régionaux élus en mars 1986, conseillers généraux renouvelés en mars 1982 et mars 1985 sont concernés par le prochain scrutin ainsi que les délégués municipaux. Ces derniers, désignés dimanche 7 septembre, qui représentent près de 96 % du corps des grands électeurs, sont l'émanation des conseils municipaux élus en mars 1983, dans lesquels la droite, en particulier le RPR, avait progressé aux dépens de la gauche et singulièrement du Parti communiste.

Trois ans après, l'onde de choc atteint en toute logique le Sénat, volontiers considéré comme *« le grand conseil des communes de France »*.

Les « mauvais » résultats enregistrés par la gauche lors des dernières séries d'élections locales se répercutent avec d'autant plus d'évidence qu'ils contrastent avec ceux de la période d'avant 1977 qui lui furent particulièrement favorables. Or, les sénateurs, dont le siège est renouvelable cette année, ont été élus il y a neuf ans.

La série « C » concernée par le scrutin du 28 septembre est en outre celle où la proportion des sièges pourvus à la proportionnelle est la plus forte : 62 des 117 sièges (soit 53 %) seront pourvus selon ce mode de scrutin, les 55 autres l'étant au scrutin majoritaire (la série « A » renouvelée en 1980 ne comportait que 12,1 % des sièges à pourvoir à la proportionnelle, la série « B » renouvelée en 1983 en comptait 29 %).

Qui dit proportionnelle et scrutin de listes dit aussi politisation plus marquée et donc traduction nette en termes sénatoriaux des précédentes municipales.

Le PCF est le premier à en faire la constatation : vingt-trois de leurs vingt-quatre sénateurs ont été élus à la proportionnelle. Dix-neuf sont soumis à renouvellement dont seize dans la seule région parisienne, où il avait essuyé les revers les plus sérieux, il y a trois ans. Du coup, se pose la question de savoir si le PCF pourra constituer un groupe au soir du 28 septembre, c'est-à-dire s'il aura au moins quinze sénateurs, ce qui suppose qu'il en conserve au moins dix lors du prochain scrutin.

L'union de la majorité

Le Parti socialiste, qui avait mieux résisté que son allié d'alors en 1983 (il avait rétabli au deuxième tour en sa faveur nombre de situations difficiles), ne devrait pas être exempté de pertes. Vingt et un de ses sénateurs sont soumis à renouvellement, auxquels s'ajoutent trois sièges vacants (Var, Aude et Puy-de-Dôme) qu'il détenait jusqu'à la démission ou l'élection à l'Assemblée nationale de leurs titulaires. L'érosion constatée au fil des consultations électorales dans le Sud-Est, ne devrait pas épargner ses positions ni dans le Var (où il avait le monopole de la représentation au Sénat avec trois sièges sur trois) ni dans le Vaucluse, où la majorité doit lui prendre l'un de ses deux sièges. Quant aux pertes assurées d'un siège à Paris ou en Savoie, probable en Seine-Saint-Denis, possible dans le Val-d'Oise, elles pourraient être compensées par un gain dans les Yvelines, dans le Rhône, voire dans l'Essonne.

Ces points d'incertitude sont liés non pas tant au poids de la gauche elle-même qu'à la situation au sein de la majorité. Dans un certain nombre de départements, les socialistes ou les communistes peuvent espérer tirer leur épingle d'un jeu compliqué par la division de leurs adversaires.

RPR et UDF se sont mis d'accord sur le principe d'union *« derrière et avec les sortants »*. Les exceptions confirmant les règles les mieux établies, les cas de concurrence se traduisent par des compétitions organisées, car inévitables, ou mettent en relief des dissidences ouvertes.

Côté UDF, le scrutin du 28 septembre devrait favoriser le Parti républicain. Quinze de ses quarante-neuf sénateurs sont soumis à renouvellement. Non seulement il devrait conserver cet acquis, mais encore l'enrichir de nouveaux venus, tels M. Roger Chinaud à Paris, M. Jean Clouet dans le Val-de-Marne, MM. Maurice Arreckx et François Trucy, respectivement l'ancien et le nouveau maire de Toulon (Var), ou encore M. Michel Poniatowski dans le Val-d'Oise.

Premier groupe de par ses effectifs, l'union centriste voit son hégémonie menacée au palais du Luxembourg par le RPR. Aussi léger soit-il, un reflux d'un ou deux sièges, voire même un *statu quo* maintenant à soixante et onze le nombre de ses membres (dont trente sont renouvelables), ne manquerait pas de le faire passer derrière le RPR.

Le parti de M. Jacques Chirac a, depuis 1981, découvert tout l'intérêt du Sénat, et, par voie de conséquences, la nécessité de s'implanter pour disposer d'un réseau d'élus locaux. Ce travail devrait commencer à se traduire le 28 septembre. Ainsi, dans des départements où il ne comptait aucun sénateur, le RPR devrait désormais en gagner. C'est le cas dans le Rhône, les Yvelines, la Seine-Saint-Denis et le Val-d'Oise. Comptant aujourd'hui cinquante-neuf sénateurs (auquel il convient d'ajouter le siège du Finistère, vacant depuis l'élection au Palais-Bourbon de M. Marc Bécam), dont dix-sept sont renouvelables, le groupe RPR peut espérer en gagner plus d'une douzaine.

Ce rééquilibrage des forces politiques au sein du Sénat, amorcé lors du précédent renouvellement de septembre 1983, devrait se tradnire également au moment de l'ouvertare de la session parlementaire le 2 octobre quand il s'agira d'élire les bureaux des commissions et d'installer celui du Sénat. La présidence de M. Alain Poher n'est l'objet d'aucune contestation dans les rangs de la majorité. En revanche, la présidence de la commission des finances, jusqu'alors occupée par M. Edouard Bonnefous (UDF-CDS, membre du groupe sénatorial de la Gauche démocratique), est convoitée par le RPR.

ANNE CHAUSSEBOURG.



Les chiffres indiquent le nombre de sièges à pourvoir

Où vote-t-on...

La série C est composée des départements suivants :

- Bas-Rhin, Haut-Rhin, Rhône, Haute-Saône, Saône-et-Loire, Sarthe, Savoie, Haute-Savoie, Seine-Maritime, Deux-Sèvres, Somme, Tarn, Tarn-et-Garonne, Var, Vaucluse, Vendée, Vienne, Haute-Vienne, Vosges et Yonne.
- Paris et les départements de la région parisienne : Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne et Val-d'Oise.
- Départements d'outre-mer : Guadeloupe et Martinique.
- Collectivités territoriales : Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon.
- Quatre représentants des Français établis hors de France : aux deux sièges soumis à renouvellement, s'ajoutent deux nouveaux créés en vertu de la loi du 17 juin 1983. Celle-ci a porté de six à douze le nombre des sénateurs représentant les Français de l'étranger et précise que cette augmentation s'effectue de façon échelonnée par la création de deux sièges lors de chacun des trois renouvellement partiels du Sénat suivant la promulgation de la loi, c'est-à-dire en 1983, 1986 et 1989.

En outre, trois élections partielles sont également organisées afin de pourvoir trois sièges vacants : ceux de MM. Marc Bécam (Finistère) et Roger Quilliot (Puy-de-Dôme) élus le 16 mars dernier, à l'Assemblée nationale, celui de M. Pierre Bastié (Aude) qui a donné sa démission le 16 juillet dernier.

... et comment ?

L'élection des sénateurs, — dont le mandat est de neuf ans — soumis à renouvellement par tiers tous les trois ans, est organisée au suffrage universel indirect et nécessite la réunion d'un collège électoral. Ce dernier est composé, dans le cadre du département, des députés, des conseillers généraux et, depuis la loi du 10 juillet 1985, des conseillers régionaux. De plus, des délégués des conseillers municipaux sont invités à participer au scrutin, leur nombre étant déterminé en fonction de l'importance de la population des communes. Ainsi, dans les communes de moins de 9 000 habitants, les conseils municipaux élisent de 1 à 15 délégués ; dans les municipalités de plus de 9 000 habitants, tous les conseillers municipaux sont délégués de droit. En outre, dans les communes de plus de 30 000 habitants, les élus municipaux élisent des délégués supplémentaires, à raison de 1 pour 1 000 habitants au-dessus de 30 000. La date de la désignation des délégués des conseils municipaux est fixée par décret et doit précéder d'au moins trois semaines celle du scrutin.

Les candidats aux élections sénatoriales se soumettent aux mêmes conditions d'éligibilité que les députés. Mais ils doivent être âgés d'au moins trente-cinq ans, tandis que l'âge minimum pour entrer au Palais-Bourbon n'est que de vingt-trois ans. Les déclarations de candidature sont déposées au moins huit jours avant la date du scrutin.

L'une des principales originalités de l'élection des sénateurs réside dans la coexistence de deux modes de scrutin : le scrutin majoritaire et la représentation proportionnelle. Le choix de l'un ou de l'autre dépend du nombre de sièges à pourvoir dans chaque département, nombre établi en fonction de la population.

L'élection se déroule au scrutin majoritaire à deux tours dans les départements devant élire moins de cinq sénateurs, ainsi que dans les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon. Une seule exception à ce principe : le Val-d'Oise, dont les sénateurs sont élus à la proportionnelle, alors qu'il n'y a que quatre sièges à pourvoir (1). Les candidats peuvent se présenter de façon isolée ou sur une liste non bloquée, le décompte des voix, à l'issue du scrutin, s'effectuant par nom. Pour être élu au premier tour, les candidats doivent recueillir la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de voix égal au quart des électeurs inscrits, alors que, au second tour, la majorité relative suffit. En cas d'égalité des suffrages, le plus âgé des candidats est proclamé élu.

La représentation proportionnelle est appliquée, suivant la règle de la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel, dans les départements où cinq sièges ou plus sont à pourvoir. Les candidats sont élus, suivant l'ordre de présentation de leur liste.

En ce qui concerne les représentants des Français établis hors de France, la loi du 18 mai 1983 a défini de nouvelles modalités électorales. Ainsi leurs sénateurs seront élus directement par le Conseil supérieur des Français à l'étranger (CSFE), à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne, sans panachage, ni vote préferentiel. Le système précédemment appliqué consistait en la ratification par les membres du Sénat des candidatures proposées par le CSFE. La contestation de l'élection d'un sénateur relève de la compétence du Conseil constitutionnel, comme c'esr le cas pour le contentieux relatif à l'élection des députés.

(1) Le statut particulier du Val-d'Oise est défini par la loi du 12 juillet 1966 disposant que, pour les départements issus de l'ancienne Seine-et-Oise, la représentation proportionnelle est maintenue pour l'élection des sénateurs. Or, le Val-d'Oise reste le seul de ces départements à n'élire que quatre représentants, les autres — l'Essonne, les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne et les Yvelines — envoyant déjà au palais du Luxembourg au moins cinq sénateurs.

V. D.

MM. Giscard d'Estaing et Lecanuet louent les qualités de M. Barre

« Pourquoi faut-il que les Français se décident en 1986 pour 1988 ? », s'est interrogé M. Giscard d'Estaing qui était, le lundi 8 septembre, l'invité du journal télévisé Soir 3. *« Ce n'est pas bon* a-t-il insisté, *« de vivre en campagne électorale permanente »*.

Acceptant toutefois d'évoquer la candidature de M. Raymond Barre à l'Élysée, l'ancien président a déclaré : *« M. Barre a de grandes qualités. C'est pour cela que je l'ai nommé premier ministre. Je l'ai gardé pour cela de 1976 à 1981. Il est donc au nombre de ceux qui peuvent tout à fait légitimement postuler à cette fonction. »*

Pour sa part, M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, interrogé par France-Inter sur le choix du meilleur candidat de l'UDF pour l'élection présidentielle, a déclaré qu'il n'écartait *« aucun des présidentiables de l'UDF »*, mais que, *« en l'état actuel de l'opinion »*, M. Raymond Barre lui semblait toujours *« le plus apte à être le candidat de l'UDF et à recueillir autour de son nom le plus grand nombre d'adhésions »*.

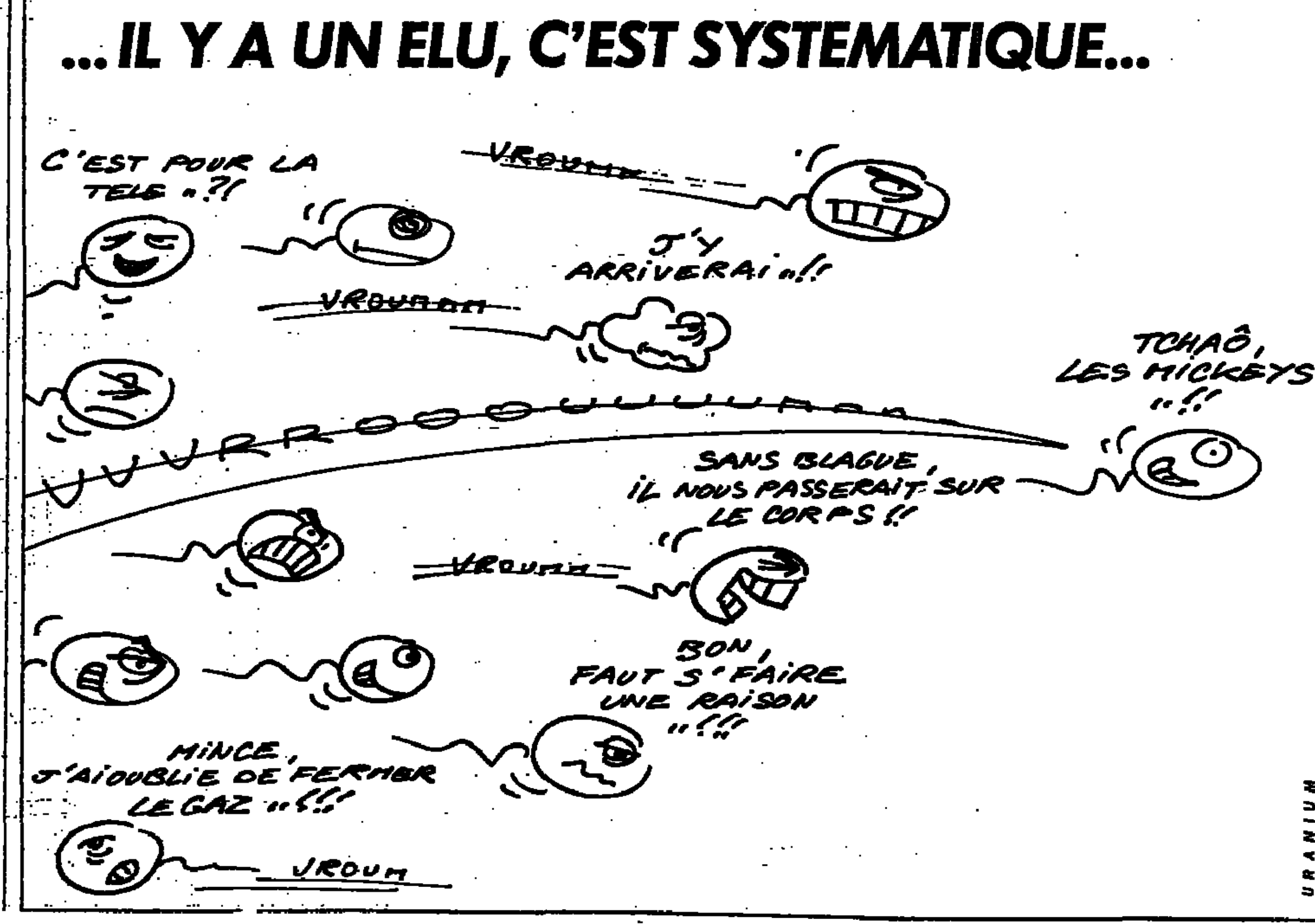
Dans l'hypothèse de sa candidature, M. Lecanuet a encore précisé que, *« aucun homme seul ne peut l'emporter »* et que, par conséquent, le député de Lyon *« aura nécessairement besoin du support, du soutien, de l'activité des élus et des militants à travers toute la France »*.

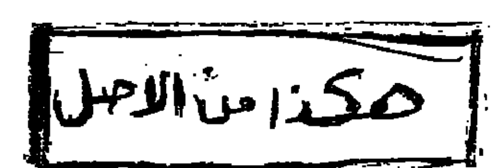
EN BREF

- **M. André Fourcans, nouveau député européen.** — Agé de quarante ans, professeur d'économie et de finances à l'Essec et membre du conseil national de l'UDF, M. André Fourcans (adhérent direct) remplace au Parlement européen M. Yves Galland, récemment nommé ministre délégué chargé des collectivités locales.

- **Le PS présentera son « livre noir » sur le découpage électoral.** — M. Jean-Jacques Queyranne, porte-parole du Parti socialiste, a annoncé le lundi 8 septembre, au cours du point de presse hebdomadaire du PS que le « livre noir » de son parti sur le découpage électoral élaboré par le ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, sera présenté, vendredi 12 septembre, par M. Jean Poperen au siège du Parti socialiste. M. Queyranne a précisé que ce livre comportera une vingtaine d'exemples démontrant *« les méthodes utilisées par M. Pasqua pour réduire au maximum l'influence de la gauche et plus particulièrment celle du Parti socialiste »*.

RECTIFICATIF. — Une erreur s'est glissée dans le compte rendu de la réunion du club Espaces 89 publié dans nos éditions du 9 septembre. Il était écrit que M. Henri Weber mettait en cause l'idée d'un salaire minimum garanti. Il fallait lire : l'idée d'un revenu minimum garanti, indépendant du travail, que le PS avait mis officiellement en avant pendant la campagne des élections législatives.





Politique

Le PCF et ses contestataires

L'espoir a quitté « le parti »

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

Il y a ceux qui y croient encore et ceux qui n'y croient déjà plus. « Ils » se trouvent de part et d'autre d'une ligne invisible qui traverse le Parti communiste : un trait qui partage tout ce qui constitue l'« opposition » à l'intérieur du PCF. Cette troupe hétéroclite, qui regroupe les « rénovateurs » de fraîche date, les contestataires rodés, les aspirants au changement intérieur, les inquiets de la marginalisation, les pourfendeurs de direction locale ou nationale et les camarades anti-tabous, cette base qui a pétitionné ou bien a gardé le silence s'est brisée. Ici et là, on travaille à *regrouper, rassembler*, échanger et faire bouger mais ici, on garde espoir dans « le parti » alors que là on fait litière de ses illusions.

Exemple parmi tant d'autres de cette diversité communiste : Carrefour 13. Le nom ne cache pas l'objectif du projet, marqué par une grande ouverture d'esprit, et le chiffre indique que l'initiative se déroule dans le département des Bouches-du-Rhône. Derrière Marseille, dans les communes accrochées aux coteaux de l'arrière-pays, des communistes chiffonnés par la tournure interne des choses se sont mis en tête de faire de la politique horizontalement, et non plus verticalement. Une façon de remettre en cause le mode ordinaire de fonctionnement du PCF, qui va plutôt du haut vers le bas que de gauche à droite.

Une douzaine d'entre eux – maires, enseignants, employés et retraités – ont constitué ce Carrefour, qui a pour but d'élaborer un « *projet politique novateur* », de réaliser une « *union de la gauche* », de « *mettre en œuvre des luttes conséquentes contre la droite et l'extrême droite* », ainsi que de reconquérir « *des solidarités et des libertés* ». La plate-forme est commune à tous les promoteurs du projet mais tous n'ont pas la même vision du déroulement des opérations.

Si le jeune enseignant Michel Iafelice assure que « *cette initiative ne va pas contre le parti* », le maire de Gréasque, Robert Albaredes, lui, se place délibérément en dehors du PCF : « *Il n'y a plus rien à faire à l'intérieur* ». Mais il ajoute que le but « *n'est pas de rassembler les aigris du parti* ». Aveuglement contre lucidité ? Espoir contre fatalisme ?

Après vingt-trois ans passés au PCF, M. Albaredes n'a pas repris sa carte en 1985. « *Je ne veux pas assumer l'héritage de ceux qui ont conduit le parti là où il est* », affirme-t-il haut et fort. La clandestinité n'est pas pour lui. Son problème n'est pas de s'engager dans un hypothétique débat interne, attendu en vain ces dernières années, mais de « *rassembler* » car « *il y a tout un peuple de gauche qui est perdu pour le combat politique en raison de la sclérose du PCF* ». Devant un Parti communiste dont « *le mode de fonctionnement est à revoir* » et dont « *le discours est trop marqué par une réflexion du dix-neuvième siècle qui n'a pas appréhendé les mutations du vingtième* », le maire de Gréasque a la hantise de voir s'envoler un capital : « *On a tous très peur que le peuple de gauche disparaisse réellement.* »

La force de l'habitude

Dehors, dedans ? Avec ou sans le parti ? M. André Fournel est sur le fil du rasoir. « *J'y suis encore mais de manière négative* » confie cet adhérent du cru 1970. A vrai dire, il ne croit pas beaucoup aux transformations venues de l'intérieur : « *Je ne pense pas y rester longtemps si le parti reste comme ça.* » Quant à M. Albert Gauche, maire de Mimet et figure du communisme rural, il peut se permettre, après trente-trois années de parti, de voir les choses avec philosophie. « *Nous sommes les mandataires d'une population qui, aujourd'hui, ne veut plus suivre le parti* » affirme-t-il tout en soulignant que la cellule de sa commune « *ne comprendrait pas* » qu'il ne prenne plus sa carte. La force de l'habitude n'empêche pas son inconscient de voyager vers les rivages socialistes : « *Si on se casse la figure, il ne faut pas écarter l'hypothèse d'une création de tendance à l'intérieur du PS.* »

La simple évocation de cette tentation social-démocrate fait bouillir intérieurement, M. Iaflice. Sous une langue de bois de belle facture, qui a pour fonction essentielle de combattre les éventuelles dérives de ses camarades, il veut encore espérer dans son parti car « *des cadres prennent conscience du danger de marginalisation* ». Tout vacille fors l'espoir ! M. Iafelice a d'autant plus de mérite à s'accrocher à ses convictions qu'il a déjà fait passer son désir de débat et de modification interne à l'épreuve des faits. Après les législatives de mars dernier, il lance un appel pour une assemblée générale de militants. Il est repoussé par la hiérarchie. « *J'ai reçu des coups de téléphone en permanence qui m'enjoignaient de m'expliquer*, lâche-t-il, amer. *J'ai été agressé verbalement et traité de provocateur par le secrétaire de section.* » Autour de l'étang de Berre, l'appareil du PCF ne plaisante pas avec les militants à la recherche de la démocratie interne.

Militant depuis 1977, il fait parti de ces cuvées dont la direction affirme, en privé, qu'elles sont les moins fiables politiquement car trop marquées par le programme commun de... gouvernement. Et paradoxalement, c'est M. Albaredes et non pas M. Iafelice qui lance : « *Nous sommes tous des fils de 1977.* » *A contrario*, c'est M. Iafelice qui se montre le plus attaché au PCF même s'il indique que le « *parti n'est pas crédible pour les jeunes* ». Il n'empêche que « *les acquis théoriques et la mémoire collective sont les deux armes essentielles du PCF* » qui permettront « *la reconstruction de quelque chose* ». Ni sous-marin du PS, ni submersible du PCF, il veut défendre des « *valeurs démocratiques et progressistes* »... Pour le moment, c'est par le biais de Carrefour 13.

Structure « *locale et souple* », ce Carrefour se voudrait avant tout « *un lieu d'échange* ». Personne ne parle de stucture plus formelle mais chacun y pense un peu. « *On ne veut pas créer le PSU vis-à-vis de la SFIO* », affirme M. Fournel qui n'en ajoute pas moins : « *Si on n'aborde pas la question de la structure à un moment donné, cela signifiera que nous avons échoué.* » Pour M. Albaredes, « *il faut dépasser l'expérience dans la micro-région mais la structure, si elle naît, devra éviter les mauvais côtés de ce que nous avons connu* ». Traduction de M. Gauche, le bien nommé : « *Il ne faut pas créer inutilement un machin supplémentaire.* »

Arrivés à la croisée des chemins, nombre de militants contestataires « encartés » ou « d'ex » récents se demandent s'ils raccrochent leur militantisme au ratelier ou s'ils s'engagent dans un nouveau combat. Au grand dam de l'appareil, la question du parti semble être déjà réglée pour une majorité d'entre eux.

OLIVIER BIFFAUD.

Après la divulgation d'un rapport mettant en cause la gestion de l'ancienne majorité du conseil régional

Imbroglio et règlement de comptes en Guadeloupe

POINTE-A-PITRE
de notre correspondant

Evoquant le rapport privé mettant en cause la gestion de l'ancienne majorité du conseil régional de la Guadeloupe (*le Monde* du 9 septembre), M. Félix Proto (PS), nouveau président de cette assemblée, a souligné, le lundi 8 septembre, que cette étude avait été commandée « *par une décision unanime* » du nouveau bureau du conseil, lors de sa première réunion, mais il a ajouté que « *ses résultats sont confidentiels et n'ont pas vocation à être diffusés ou communiqués* ».

M. Proto a pécisé que les conclusions de ce rapport, impliquant plusieurs élus locaux dans diverses irrégularités, avaient été transmises au préfet, chargé du contrôle *a posteriori* de la légalité des décisions des collectivités locales. Or celui-ci, M. Yves Bonnet, déclarait, lundi soir, ne pas être informé de l'existence de ce document. Mme Lucette Michaux-Chevry, secrétaire d'Etat chargé de la francophonie, mais aussi conseiller régional, disait également ne rien savoir et attendre l'assemblée plénière du conseil régional prévue cette semaine à Basse-Terre.

Pour sa part, le président de l'Institut régional d'études et de promotion économique (IREPE), M. Philippe Chaulet, conseiller régional et général, maire de Bouillante, apparenté RPR, qui est l'une des principales personnalités mises en cause dans les irrégularités financières relevées, a réagi en menaçant M. Proto « *d'autres fuites* » sur « *certains pôts-de-vin virés de compte à compte* » et sur « *certains diamantaires* ».

Ces deux allusions, reprises par certaines radios locales, visent des faits remontant à une époque où M. Proto ne détenait aucun mandat électif ni aucune responsabilité au sein du PS. La première évoque un chèque de plusieurs dizaines de milliers de francs qui aurait été émis et encaissé dans le but de favoriser le règlement d'un dossier d'incendie par une compagnie d'assurances. La seconde se réfère à un dossier douanier et judiciaire.

Voilà près de dix ans, en effet, les douaniers de la Martinique avaient arrêté un intermédiaire entre des diamantaires hollandais et des clients guadeloupéens, tous médecins de profession, dont M. Proto. Les diamants avaient été saisis à Amsterdam, et le dossier avait été confié au tribunal de grande instance de Fort-de-France qui, voilà un peu plus d'un an, s'était déclaré incompétent. Le dossier ayant été transmis ensuite au tribunal de Pointe-à-Pitre, M. Proto, devenu une personnalité politique, a alors versé une somme importante aux douanes – quatre millions, dit-on – dans le cadre d'une transaction ordinaire.

Informé de ces allusions, M. Proto a aussitôt répliqué qu'il s'agit là d'affaires personnelles concernant sa vie privée et n'engageant pas les deniers des contribuables.

En marge de ce règlement de comptes, on a appris lundi que, dès le 23 janvier dernier, la chambre régionale des comptes avait, dans un rapport, attiré l'attention des autorités locales sur diverses anomalies dans la gestion administrative des affaires régionales en parlant notamment de « *pratiques contestables et irrégulières* ».

ANDRÉ LÉGER.

En Nouvelle-Calédonie

M. Lafleur dénonce l'« irresponsabilité » du FLNKS

NOUMÉA
de notre correspondant

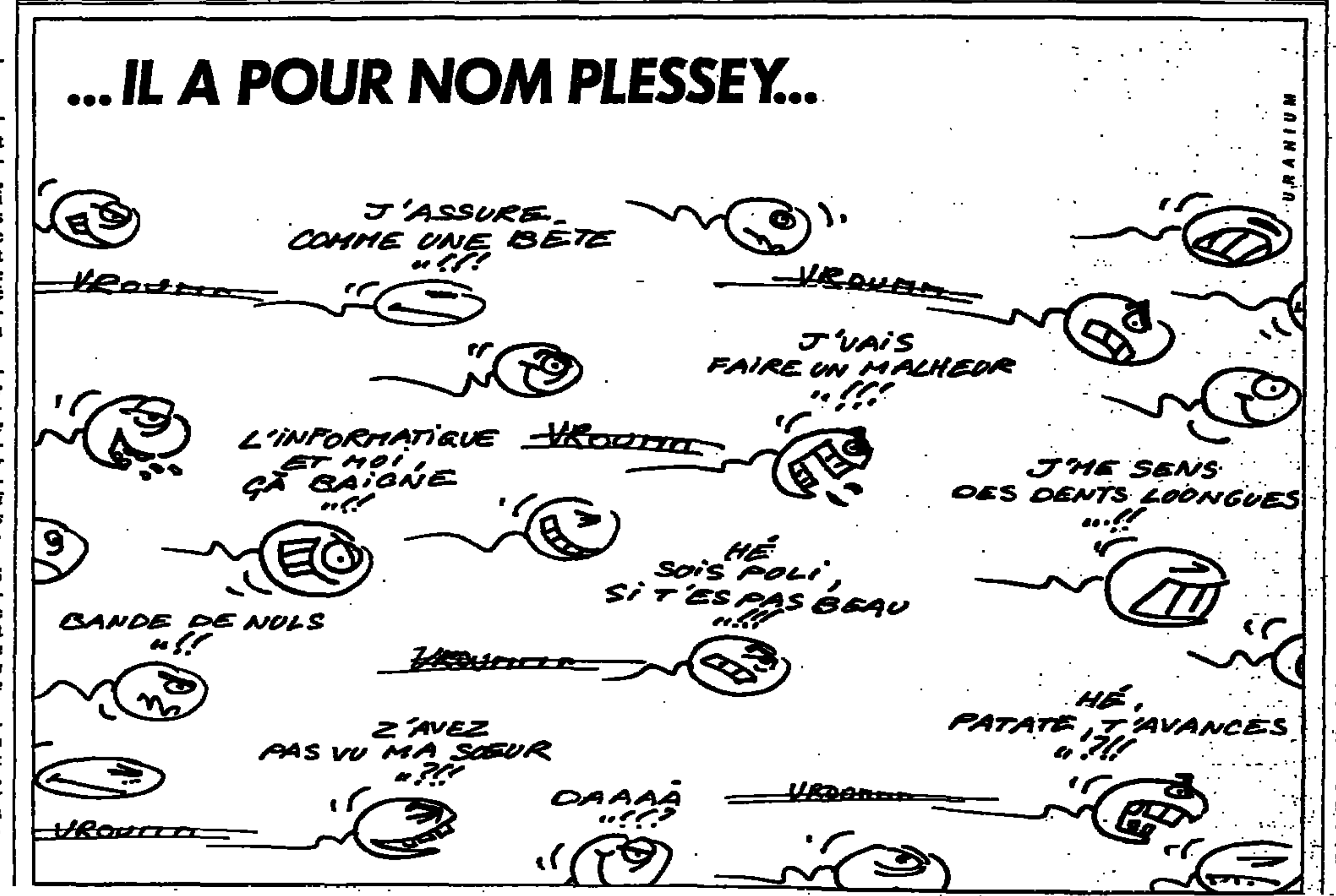
Le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), M. Jacques Lafleur, député RPR, a dénoncé, le mardi 9 septembre, à Nouméa, les termes de la réaction du bureau politique du FLNKS à la suite de l'incident de Nakéty au cours duquel un jeune mélanésien de dix-sept ans a été blessé par une balle tirée par un lieutenant parachutiste (*le Monde* du 9 septembre).

« *Le FLNKS, demeure, au lendemain de ses échecs, le parti de l'irresponsabilité en Nouvelle-Calédonie*, a-t-il déclaré. *La violence verbale* [du mouvement indépendantiste] *ne peut qu'influencer, exposer et condamner une partie de la jeunesse en la menant, aujourd'hui comme hier, à des attitudes, des provocations et des actes sanctionnés par la loi républicaine.* »

Le bureau politique du FLNKS avait estimé, la veille, que la « *tentative de meurtre* » contre le jeune Jean-Christophe Pouperon illustrait « *l'algérisation de la situation en Kanaki* » et qu'il « *s'attendait un jour à devoir dénoncer des actes de torture, comme en Algérie* ».

De son côté, le lieutenant Jean-François Hogard, l'auteur du coup de feu, n'a toujours pas fait l'objet d'une inculpation. La justice attend, avant de la prononcer, de recueillir un certain nombre d'informations supplémentaires sur les circonstances de l'incident.

F. B.



Les convents maçonniques

« Le chômage est une forme de violence inacceptable »

souligne le Grand Orient de France

M. Roger Leray, grand maître du Grand Orient de France, la principale obédience maçonnique française, a été réélu dans sa charge, le samedi 6 septembre, en recueillant 31 des 33 suffrages exprimés par les membres du conseil de l'ordre. Il y a eu deux bulletins blancs mais aucun autre candidat ne s'était déclaré.

Au terme du convent annuel du GODF, M. Leray a insisté, lundi 8 septembre, sur les conséquences des mutations économiques et sociales de la société contemporaine.

« *Le débat politique, quand il n'est pas interdit, nous apparaît anachronique et affligeant*, a notamment déclaré le grand maître du GODF au cours d'une conférence de presse. *Les références implicites mais étroitement constantes à Adam Smith pour les uns, à Marx pour les autres, sont significatives de pauvreté dialectique (...). L'égoïsme systématisé de Smith ne vaut pas plus que le collectivisme réglementé de Marx (...). Les nationalisations ont montré, c'est évident désormais, leurs limites (...). Mais la privatisation n'est pas davantage une panacée (...). C'est se comporter dangereusement et irrationnellement que de faire croire aux capacités salvatrices d'un système exclusif ou d'un autre. Nous dénonçons le manichéisme également sous ses formes économiques. L'avenir de l'économie, dont la finalité est de permettre et d'assurer la promotion de l'homme, est mixte.* »

Evoquant les attentats terroristes commis en France et ailleurs, M. Leray a souligné : « *Les francs-maçons du Grand Orient de France ont dénoncé à de nombreuses reprises le terrorisme, criminellement imbécile en ce qu'il ne résout rien. Nous renouvelons aujourd'hui notre condamnation sans nuance du terrorisme sous toutes ses formes, en précisant, suivant nos travaux de l'année, qu'il y a terrorisme par le recours à la violence alors que sont possibles par la loi démocratique les échanges, les confrontations, les débats.* » Le grand maître du GODF a ajouté, toutefois : « *Le chômage est une autre forme de violence inacceptable dont nous ne cessons de dénoncer les dangers, mais dont nous disons inlassablement depuis 1979 qu'il n'est pas réductible aussi longtemps que ne seront pas reconsidérées les règles productivistes des sociétés industrialisées et des sociétés en voie de l'être.* »

Dans ses réponses aux questions des journalistes, M. Leray s'est refusé, d'autre part, à toute polémique avec le grand maître de la Grande Loge de France, M. Jean Verdun, qui avait publiquement désapprouvé, il y a quelques jours (*le Monde* daté 7-8 septembre), l'initiative prise par le Grand Orient d'organiser du 11 au 17 mai 1987 à Paris un rassemblement maçonnique international placé sous le haut patronage de M. François Mitterrand.

Soulignant que l'importance que revêtirait cette manifestation suffisait à justifier à l'avance l'invitation lancée au président de la République – et acceptée par celui-ci – M. Leray, qui est membre du Parti socialiste, s'est borné à estimer que, en la circonstance, son homologue ne s'était peut-être exprimé qu'à titre personnel quand il avait implicitement reproché au Grand Orient de vouloir fournir une tribune politicienne au chef de l'Etat. Le grand maître du GODF a d'ailleurs précisé que, malgré les prises de position de M. Verdun, une délégation de la Grande Loge avait assisté, comme d'habitude, à la séance officielle de conclusion du convent annuel.

A. R.

Le Droit humain préconise la création d'un centre d'étude des fécondations « in vitro »

La Fédération française du droit humain, qui ne rend compte à l'extérieur d'une partie de ses activités que depuis 1984, a tenu, du 4 au 7 septembre, son convent annuel. Troisième obédience par ordre d'importance, mixte dès son origine (à la fin du dix-neuvième siècle), la Fédération française du droit humain est forte, selon ses responsables, de quelque 9 200 membres répartis en 266 ateliers. Trente-deux demandes d'ouverture de nouveaux ateliers sont en cours d'examen.

La question sociale mise à l'étude au cours de l'année écoulée et débattue au cours du dernier convent était consacrée aux problèmes éthiques posés par le phénomène nouveau des « mères porteuses ».

La Fédération française du droit humain préconise la création d'un centre d'étude des fécondations *in vitro*. Elle souhaite aussi qu'une « *entente intervienne entre les comités d'éthique internationaux, pour éviter une déviation de ces progrès scientifiques vers un but d'eugénisme* ».

La persistance de telles préoccupations (la Fédération française du droit humain avait consacré une partie de son convent de 1984 aux manipulations génétiques et à leurs dangers potentiels) s'explique partiellement par une très forte présence féminine (deux tiers des membres).

Soixante pour cent des membres de la Fédération française du droit humain ont moins de quarante ans. Le recrutement (les couples n'y sont pas rares) s'effectue largement parmi les cadres moyens.

Seule obédience à s'inscrire structurellement dans un dispositif international – le Droit humain est plus ou moins représenté dans une quarantaine de pays – la Fédération française adhère au rite dit écossais ancien accepté, le plus répandu dans le monde (il est pratiqué par la Grande Loge de France).

Si les ateliers de la Fédération française du droit humain sont pour l'essentiel des « loges bleues » (du 1er au 3e degré d'initiation), 12 % des membres appartiennent aux « loges de perfection » (4e au 14e degré), aux « chapitres rose-croix » (15e au 18e degré) ou aux « aréopages » (19e au 30e degré).

Le convent de cette année a tenu à rappeler que la Fédération française du droit humain s'élève contre toute forme de racisme et qu'elle est hostile aux associations et partis qui favorisent ou vantent le développement de la xénophobie. La question soumise aux ateliers, avant débat lors du prochain convent, est du reste : « *Comment préparer la société multi-ethnique et multi-raciale de demain où chacun pourra vivre sa différence dans la même nation.* »

A la présidence du conseil national de la Fédération, M. Claude Grenier, quarante-deux ans, chef de service à l'ASSEDIC, résidant à Angers, succède à Mme Marie-Josèphe Gut, qui a occupé ces fonctions pendant deux ans.

M. K.

Le Monde

MEDECINE

Catastrophes : le facteur humain

Tchernobyl, le « Nimitz », Challenger, Three-Mile-Island, Los Angeles... La plupart des grands accidents industriels ou aéronautiques sont dus à des erreurs humaines. Un contrôle médical et psychologique plus rigoureux du personnel s'impose.

LE 26 mai 1981 — lendemain de fête — un avion à réaction EA-6 B Prowler s'écrasait sur le pont du navire porte-avions nucléaire *Nimitz* au large de la Georgie. Quatorze hommes furent tués et quarante-quatre grièvement blessés après l'explosion, puis l'incendie, qui détruisirent complètement quatre autres avions, alors que soixante étaient gravement endommagés. Le coût du plus grave accident de toute l'histoire de l'aviation navale américaine en temps de paix s'éleva à plus de 200 millions de dollars (1 400 millions de francs).

Trois semaines plus tard, le président de la commission parlementaire de la défense annonçait que plusieurs des marins et des soldats tués dans cette tragédie étaient, selon les résultats des autopsies pratiquées, sous l'effet de drogues.

Après avoir nié ces informations, la marine américaine reconnaissait que plusieurs des soldats tués — responsables des décollages et atterrissages sur le porte-avions nucléaire — avaient fumé « fortement » de la marijuana immédiatement avant l'accident.

Mieux encore, l'autopsie du pilote de l'avion révéla que son organisme contenait onze fois la dose admise d'un antihistaminique (la Bromazine) qui, à ces taux, entraîne des troubles de la vision, une certaine somnolence et des tremblements. En outre, l'enquête, dès lors étendue à tout le personnel du navire, indiqua que 28 % (presque un sur trois) étaient des *« usagers habituels des amphétamines »*, un stimulant particulièrement toxique et qui altère à la fois la conscience, la motricité (tremblements) et le jugement.

Le professeur H. Abrams, membre du centre de l'université américaine Stanford pour la sécurité internationale et le contrôle des armements, ému par ce rapport, se consacra dès lors à une enquête plus poussée sur les capacités physiques — et psychiques — de ceux qui, à un degré ou à un autre de responsabilité, sont conduits à manipuler les armes nucléaires. Cent douze mille individus aux Etats-Unis assument la responsabilité des silos, des bombardiers ou des sous-marins équipés d'engins nucléaires ou de missiles balistiques, et quatorze mille cinq cents militaires stationnés en Europe s'occupent des armes nucléaires tactiques, dont les fusées Pershing.

Certes, l'armée déploie des efforts considérables, souligne le professeur Abrams, pour s'assurer de l'équilibre psychologique de ces hommes et de leur santé physique. Un programme sévère de sélection (Personnel Reliability Program) a été conçu à cette fin, qui comporte aussi bien une enquête de police sur les antécédents des candidats que des examens techniques sur leurs capacités professionnelles et leurs facultés d'adaptation aux changements de l'environnement ou aux stress.

Des comportements aberrants

Un examen médical couronne cette sélection, mais elle ne comporte aucun test psychologique, aucun examen psychiatrique, et l'examen médical n'est obligatoire que si le candidat ne dispose pas d'un bilan récent. Aucune vérification de ses antécédents familiaux (maladies mentales, alcoolisme, drogue) n'est requise.

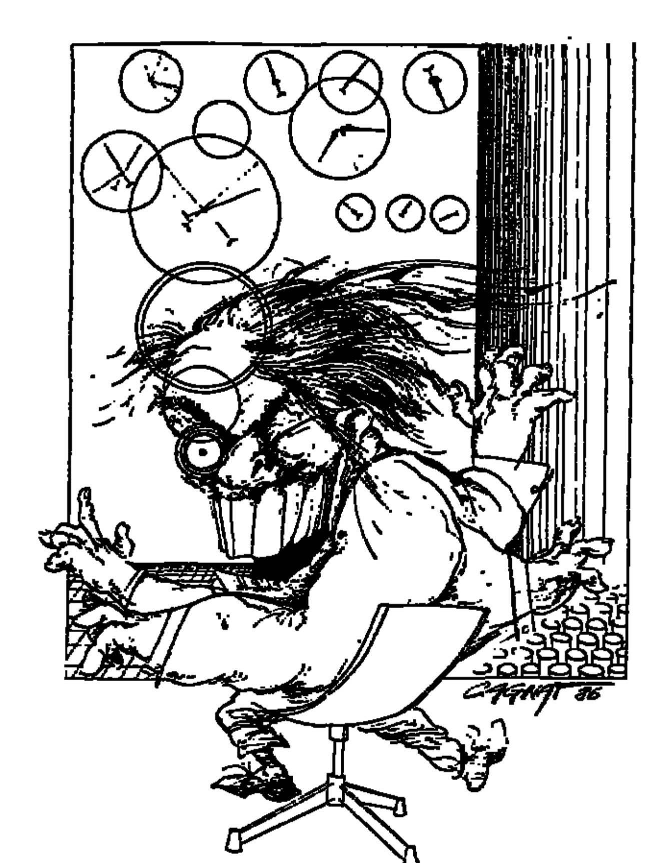
Une fois le candidat accepté, ses camarades sont censés évaluer ses aptitudes, mais aucun examen régulier n'est conduit, et l'obligation du secret médical interdit en toute hypothèse d'en connaître le résultat.

En dépit de ces lacunes, cinquante et un mille militaires responsables d'armes nucléaires ont été licenciés de 1975 à 1984, soit plus de cinq mille par an, en raison de *« comportements aberrants »* relevant de négligences répétées, d'infractions graves, d'usage abusif d'alcool ou de drogue, ou d'un diagnostic de psychopathie ou d'instabilité psychique.

Pour la seule année 1985, plus de trois mille militaires attachés au nucléaire ont été renvoyés, *« ce qui signifie qu'à tout instant des milliers d'individus potentiellement instables ont la responsabilité quotidienne de manier des armes nucléaires »*. Or ce maniement, qu'il se fasse dans l'isolement des silos, dans les sous-marins nucléaires ou ailleurs, implique des stress particuliers qui ne peuvent qu'exacerber les déséquilibres psychiques et les effets de l'absorption d'alcool ou de drogues...

Des habitudes qui semblent très répandues dans l'armée américaine en général, si l'on en croit les quelques rapports disponibles, et notamment celui de 1981 conduit au sein des troupes stationnées en Italie et en Allemagne de l'Ouest. Quarante-trois pour cent des militaires ont admis avoir recours à des drogues diverses durant le service, dont 17 % des aviateurs, 35 % des « marines » et 49 % des marins. A bord du porte-avions *Forestal*, 60 % des membres de l'équipage prenaient des drogues au cours de leur service, allant de la marijuana (40 %) aux amphétamines (10 %), à la cocaïne (7 %), aux hallucinogènes (5 %) et à l'héroïne (1 %).

Si l'on substitue l'alcool à la drogue, il est vraisemblable que l'on trouverait les mêmes résultats inquiétants dans l'armée soviétique, un pays où l'alcoolisme a pris l'allure d'une épidémie d'une telle gravité (la consommation d'alcool y a doublé en vingt ans) que M. Gorbatchev a fait du combat contre l'alcoolisme une priorité de l'action gouvernementale.



Les horaires d'activité qui sont appliqués à ceux qui œuvrent dans le nucléaire, qu'il soit militaire ou civil, ajoutent un facteur supplémentaire de déséquilibre à leur comportement.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(Lire la suite page 12.)

L'ESPÈCE HUMAINE MANIPULÉE

Les audaces du professeur Chen

C'est le professeur Christopher Chen, du centre hospitalo-universitaire de l'université Flinders à Adelaïde, dans le sud de l'Australie, qui est à l'origine de la première naissance au monde (des jumeaux) obtenue à partir d'ovules conservés par congélation. L'équipe du Flinders Medical Centre n'est pas inconnue des milieux spécialisés. Après Cambridge et Melbourne, elle fut la troisième au monde à obtenir des bébés-éprouvettes. C'était en 1982.

LE professeur Chen est né et a fait ses études de médecine à Singapour. Il s'est spécialisé en gynécologie à Oxford et à Edimbourg avant de venir à Adélaïde, en 1978, pour y poursuivre ses travaux de recherche sur la reproduction humaine. En 1980, il mettait sur pied le programme de fécondation *in vitro* du Flinders Medical Centre. Chercheur, le professeur Chen est aussi clinicien : il dirige la clinique de fertilité de l'université Flinders.

« Pouvez-vous retracer l'histoire de cette naissance ?

— En décembre 1985, nous annoncions que nous avions obtenu une grossesse à partir d'ovules congelés. Il faut remonter en fait à neuf mois avant cette date, quand le besoin de développer cette nouvelle technique s'est fait sentir de manière pressante.

» La congélation des embryons humains a suscité en Australie beaucoup d'opposition. Pour obtenir une grossesse à partir d'embryons congelés, il est nécessaire d'implanter chez la femme au moins trois embryons, du moins si l'on veut avoir un taux de réussite de 30 à 40 %. Or, pour pouvoir compter sur trois embryons, il faut prélever un assez grand nombre d'ovules, car nous ne sommes pas certains que tous seront fécondés avec succès. Nous donnons donc aux patientes, pour stimuler la production d'œufs, de fortes doses hormonales. Mais une fois que nous avons les ovules, il n'est pas facile de déterminer lesquels sont bons et lesquels ne le sont pas. Le seul moyen, c'est de les mettre en contact avec le sperme du mari et de voir si la fécondation a lieu. Mais puisque nous ne réimplantons que trois embryons, nous nous retrouvons avec un surplus d'embryons. C'est là que les *groupes religieux entrent en scène. Ils disent que nous* « gâchons » de la vie humaine. *L'alternative ? Congeler les* embryons. Or on sait que 50 % des embryons ne survivent pas au processus de la congélation. De *nouveau, c'est le tollé dans* l'Eglise.

» Les techniques de la fécondation *in vitro* nous ont laissés avec ce dilemme moral.

» Que faire ? Réimplanter tous les embryons obtenus ? Ce n'est pas une solution non plus. On se retrouve avec des triplés, des quadruplés. Face à cette pression grandissante, nous n'avions plus le choix. Il nous fallait trouver un moyen pour éviter d'avoir à stocker des embryons. La voie logique : congeler des ovules.

» La congélation d'ovules chez l'être humain — ce n'est pas le cas chez l'animal — en est encore à un stade très préliminaire. Ceux qui ont essayé de congeler des ovules humains ont en général échoué, car l'ovule est une cellule relativement grande et c'est une cellule unique. Si cet ovule ne survit pas, c'est terminé. Tandis que, dans l'embryon, il y a environ huit cellules. Si, au cours de l'opération, deux cellules meurent, ce n'est pas très grave : les autres peuvent régénérer et la grossesse être un succès.

» Congeler un ovule, c'est plus délicat. Il nous a fallu neuf mois pour mettre notre technique au point. Pour protéger l'ovule pendant la phase de congélation, nous utilisons une solution de dimethyl sulphoxide, un produit chimique tout à fait commun, le même que celui qu'on utilise dans la congélation des embryons.

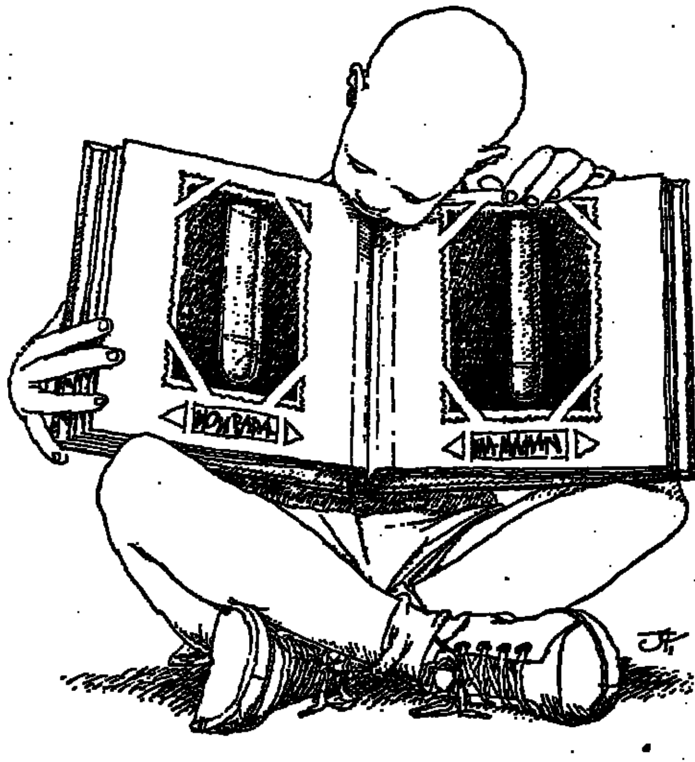
— Mais pourquoi réussissez-vous là où les autres échouent ?

— *Je ne cherche pas coûte que* coûte à réduire la taille de la cellule. Je sais que les autres chercheurs utilisent trois ou quatre *produits chimiques à la fois pour* tenter de faire rétrécir l'ovule. Je pense que c'est pour cela qu'ils échouent. Tous ces produits endommagent l'ovule.

» Mais je présume aussi que ma technique de congélation proprement dite diffère de la leur. *Sinon ils obtiendraient les mêmes* résultats que moi. Notre technique consiste à congeler d'abord la cellule à une température de – 7 degrés Celsius. A cette température, elle devient solide. Alors nous abaissons doucement cette température jusqu'à – 196 degrés Celsius. C'est ce qu'on appelle le « temps biologique ». A – 196 degrés, la cellule ne vieillit plus. Théoriquement, on peut la conserver indéfiniment. Pratiquement, nous envisageons de garder les ovules congelés un maximum de dix ans.

» Il nous faut ensuite ramener la cellule à la vie pour pouvoir l'utiliser. La phase de réchauffe*ment doit être très rapide : c'est la* clé de l'opération. Il faut aller vite sinon la glace cristallise à l'intérieur de l'ovule et celle-ci se détériore. Nous passons de – 196 degrés à + 40 degrés en une demi-minute environ, soit un taux de 300 degrés par minute.

» *Avec la méthode que je viens* de vous décrire, j'ai traité quatre patientes. Avec la quatrième, tout a marché, de bout en bout. Trois de ses ovules ont été décongelés. Ils ont été fécondés tous les trois. Nous avons réimplanté dans son utérus les trois embryons obtenus. Deux ont survécu, donnant naissance à des jumeaux, un garçon et une fille.



— Les spécialistes britanniques et français, certains chercheurs australiens aussi émettent des réserves sur la méthode. Ils évoquent la fragilité particulière de l'ovule, la possibilité d'une altération du patrimoine héréditaire au cours de l'opération... Que répondez-vous ?

— Ma réponse est simple : s'il y a altération des chromosomes, il n'y a pas fécondation. Les spécialistes dont vous parlez doivent utiliser une technique différente dont je ne peux me porter garant. Non, personnellement, je n'ai pas rencontré ce problème.

» D'après ce que j'ai cru comprendre lors du Congrès interna*tional sur la fécondation in vitro* qui s'est tenu à Melbourne en novembre 1985, les savants britanniques comme ceux du Centre *de lutte contre la stérilité de* Monash Melbourne, utilisent, comme je vous le disais, plusieurs produits chimiques — et des produits qui n'ont pas suffisamment été testés — pour déshydrater la cellule avant de la congeler. Il se peut que ce soient ces produits qui abîment le patrimoine héréditaire. Il est prouvé par contre que le produit que j'utilise, le dimethyl sulphoxide, n'a pas d'effets néfastes. Quand un produit marche, *pourquoi en changer* ?

» Quant à la fragilité de l'ovule... bien sûr, si la congélation est mal faite, vous fracturez *la cellule. Le moment auquel vous* congelez est aussi très important. La cellule doit être mûre. Pour chaque patiente, il faut déterminer le moment optimal. Cela varie d'une patiente à l'autre, et toutes sortes de facteurs très techniques entrent en jeu. Pour ma patiente, nous avons congelé les ovules cinq heures après les avoir prélevés.

— A ce stade de vos travaux, considérez-vous la congélation d'ovules comme une alternative efficace et sans risque à la congélation d'embryons ? Quels sont par ailleurs à vos yeux les avantages de cette méthode ?

— Nous avons prouvé que nous étions capables d'obtenir de cette manière une grossesse humaine normale. Ce n'est qu'un tout premier pas. Avant de conclure à l'efficacité de cette technique, nous devons la tester sur un bien plus grand échantillon de femmes. Elle n'est pas encore assez fiable. Elle doit être raffinée. Nous travaillons à cela, à présent. Au Flinders Medical Centre, la congélation d'ovules est désormais pour nos patientes une forme de traitement parmi d'autres. Nous leur proposons cette technique quand nous avons prélevé chez elles plus de quatre ovules. Elles ont la possibilité alors de faire congeler les ovules excédentaires. Je précise que nous n'acceptons de congeler que les ovules qui ont l'air sain.

— On dit parfois que si, à Adelaïde, vous avez réussi cette « première », ce n'est pas parce que vous êtes de « meilleurs » chercheurs, si l'on peut dire, mais parce que la loi, en Australie du Sud, vous permet de faire ce qu'elle ne permet plus, à Melbourne par exemple ?

— *(Rires.)* Oui, la loi en Australie du Sud m'autorise à congeler des ovules, à les faire féconder et *à les replacer dans l'utérus de* la femme.

» Je répondrai seulement que certains chercheurs ont le tort de *vouloir entreprendre sans deman*der d'autorisation au préalable. Ils privilégient un peu trop leurs résultats scientifiques, oublient qu'il s'agit d'abord de soigner des êtres humains. Ici, *tout* ce que nous entreprenons, nous le faisons d'abord approuver par le comité éthique de l'hôpital. Ce comité m'a donné la permission de congeler des ovules, c'est pour cela que j'ai réussi.

» Il ne faut pas perdre de vue que la fécondation *in vitro* est une forme de traitement. Aucune loi ne devrait pouvoir resteindre la mise au point de nouveaux moyens thérapeutiques. Toutefois, les législateurs devraient pouvoir exercer une sorte de frein sur ces individus qui ont tendance à vouloir dépasser les frontières de la raison : comme ces chercheurs qui aujourd'hui, par exemple, essaient de provoquer des grossesses chez l'homme... Personnellement, j'essaie de ne jamais oublier que si je suis chercheur, je suis aussi clinicien. Il *faut distinguer les deux choses.* Nous ne devons jamais oublier que nous sommes d'abord au service de nos patients.

Propos recueillis par
SYLVIE CROSSMAN

Catastrophes : le facteur humain

(Suite de la page 11.)

Les accidents dus à des erreurs humaines survenus dans l'armée — comme dans l'industrie — sont beaucoup plus nombreux après 1 heure du matin, lorsque le rythme biologique dit circadien commande un affaiblissement des capacités de réaction.

Cet affaiblissement était caractéristique lors du célèbre accident de la centrale nucléaire américaine de Three-Mile-Island survenu le 28 mars 1979 à 4 heures du matin. Une série d'erreurs commises en équipe conduisirent à cet accident. En dépit des multiples « lampes *rouges » et signaux d'alarme (plus* de cent) déclenchés les uns après les autres, il fallut plus de deux heures un quart aux techniciens présents pour s'apercevoir que la marche des pompes de secours ne pouvait être effective, les valves étant restées fermées...

A Tchernobyl, les erreurs hu*maines ont été plus flagrantes* encore, et leurs résultats plus catastrophiques. Le rapport soviétique présenté à Vienne donne la description horrifiante d'ingénieurs conduisant une expérience à haut risque avec la plupart des systèmes de sécurité du réacteur déconnectés par leurs soins. La séquence extraordinaire d'erreurs mortelles ainsi commises en équipe par de véritables apprentis sorciers a été assimilée par le chef de la délégation soviétique, M. Valéri Legasov, à celle que commettrait *« un pilote d'avion supersonique s'il ouvrait la porte de son appareil en plein vol »...*

Le pari de la sécurité

« Irresponsabilité, incurie, indiscipline, incompétence, confiance en soi illégitime », tels sont les qualificatifs appliqués par les responsables soviétiques eux-mêmes à ceux dont le comportement a conduit, à 1 h 23 le 26 avril et après douze heures d'aberrations, à une explosion qui a lâché dans l'environnement 50 millions de curies de radioactivité, envoyant à plus de 1 200 mètres d'altitude divers produits de fission, menaçant la vie de cent trente-cinq mille personnes qu'il fallut évacuer d'urgence, désertifiant pour des années une zone de 30 kilomètres autour de la centrale, tuant trente et une personnes, en irradiant gravement deux cent trois, dont beaucoup garderont des séquelles irréversibles, et faisant peser sur des milliers d'individus la menace ultérieure de cancers ou de leucémies...

Les défenseurs du nucléaire se plaisent à rappeler que toute activité humaine comporte des risques et que les centrales ont connu — comparativement aux autres activités industrielles ou privées — un nombre moindre d'incidents ou d'accidents. Mais il ne saurait y avoir de commune mesure entre le désastre international que peut provoquer un accident comme celui de Tchernobyl, voire la destruction de la planète — ou l'hiver nucléaire — qu'entraînerait le déclenchement des armes atomiques modernes, et d'autres accidents, d'ordre chimique, automobile ou aérien par exemple, si sérieux soient-ils.

Les personnels navigants de l'aviation — civile et militaire — sont soumis régulièrement à des bilans physiques et psychiques impitoyables. Il leur est de même imposé une hygiène de vie rigoureuse. La moindre anomalie — que les médecins des compagnies ont le devoir de signaler — entraîne une interdiction de pilotage.

Electricité de France, qui a recruté pour ses centrales nucléaires dix-huit mille personnes de 1975 à 1985, ne procède à aucun bilan physique et psychique avant leur embauche. La surveillance médicale de ces personnes ne se fait ensuite, comme dans toutes les entreprises, que par les médecins du travail, qui sont tenus au secret et dont le statut est pour le moins ambigu.

Néanmoins, EDF a mis sur pied — en liaison avec des équipes médicales — un *« programme d'étude et de recherche sur les facteurs humains »*. Chaque fois que survient dans le monde un incident ou un accident relatif au nucléaire, il fait l'objet d'une enquête poussée incluant toutes les possibilités d'erreurs humaines et les problèmes — de conception ou d'ergonomie — qui ont pu les faciliter.

En somme, l'action développée en France de façon continue auprès du personnel des centrales vise essentiellement à prévoir (et donc à prévenir) les erreurs possibles, à sensibiliser en permanence les techniciens, à améliorer et leur formation et la conception du travail d'équipe et des salles de commande.

La sérénité et la confiance de la France envers son nucléaire civil, le second au monde par son importance, et le premier par la rapidité de son élaboration, n'en inquiète pas moins ses voisins, notamment l'Allemagne de l'Ouest et le Luxembourg, qui se demandent si le programme de formation continue et celui sur les facteurs humains constituent réellement une garantie suffisante contre le risque d'un accident pour l'heure difficilement prévisible...

A l'échelle internationale, la Nuclear *Regulatory Commission* a demandé récemment qu'une surveillance et une sélection médicale sévère soient appliquées à tous les employés des centrales nucléaires *mondiales*, du même type que celles en vigueur chez les militaires. Aucune décision n'a encore été prise à ce sujet, mais le drame des Soviétiques ne peut qu'inciter l'opinion publique à se sentir plus que jamais concernée par la qualification et l'équilibre physique et psychique de ceux qui assument une responsabilité plus lourde encore que celle des pilotes d'avion...

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

Jacques Testart sur le seuil du sacré

Pour la première fois, un biologiste annonce publiquement qu'il a décidé d'arrêter les recherches sur certains aspects de la manipulation de la procréation humaine.

LE professeur Jacques Testart (hôpital Antoine-Béclère, Clamart) l'un des meilleurs spécialistes mondiaux de la fécondation *in vitro* et de la congélation d'embryons humains, déclare être profondément inquiet de l'évolution des recherches dans son domaine et propose un moratoire international. *« Je ne veux pas faire certaines choses,* nous a déclaré le professeur Testart. *Mon dernier (exploit) aura été la congélation d'embryons humains. Je n'irai pas plus loin, je ne tenterai pas d'autres « premières ». D'autres le feront, non pas parce qu'ils sont les meilleurs, mais parce qu'ils ont envie de le faire, de faire parler d'eux, de passer à la télévision. J'ai pleinement conscience qu'une telle décision équivaut pour moi à une forme de suicide professionnel.*

» Je sais aussi que ma position est ultra-minoritaire dans le monde scientifique. (...) La logique de la recherche s'applique même à ce qui est encore privé de l'odeur du progrès mais on peut ne pas l'appliquer à ce qui a déjà le goût d'un énorme danger pour l'homme. Je revendique aussi une logique de la non-découverte, une éthique de la non-recherche. Qu'on cesse de faire semblant de croire que la recherche serait neutre, seules ses applications étant qualifiées de bonnes ou mauvaises. Qu'on démontre qu'une seule fois une découverte n'a pas été appliquée alors qu'elle correspondait à un besoin préexistant ou créé par elle-même. C'est bien en amont de la découverte qu'il faut opérer les choix éthiques. »

Etonnante profession de foi pour cet athée convaincu, ancien militant trotskiste, qui estime aujourd'hui que certaines choses sont *« sacrées »*. Situation difficile aussi pour ce chercheur à la compétence unanimement reconnue, depuis longtemps en guerre contre le pouvoir médical (il n'est pas médecin), et qui, après un parcours original (de l'animal à l'homme), continue de combattre les systèmes trop rigides et les idées trop bien reçues.

Il ne s'agit certes pas pour lui d'arrêter toute activité scientifique. *« Moi, « chercheur en procréation assistée », j'ai décidé d'arrêter*, écrit-il dans un passionnant petit ouvrage (1). *Non pas la recherche pour mieux faire ce que nous faisons déjà, mais celle qui œuvre à un changement radical de la personne humaine là où la médecine reproductive rejoint la médecine prédictive. Que les fanatiques de l'artifice se tranquillisent, les chercheurs sont nombreux, et j'ai conscience, sur ce point, d'être isolé. Que les hommes inquiets, ceux qu'on nommait « humanistes » et qu'on dit aujourd'hui « nostalgiques », s'interrogent. Qu'ils le fassent vite. »*

Identité de l'œuf

Pour lui, la barrière à ne pas franchir est celle des recherches portant sur le *« diagnostic d'identité de l'œuf »*. *« Je ne veux pas, par exemple,* explique-t-il, *couper un œuf humain en deux, prélever une ou quelques cellules sur un œuf fécondé pour établir le sexe de l'enfant à naître ou pour faire un diagnostic d'anomalie génétique. Je vais m'attacher en revanche à perfectionner les techniques existantes et à développer chez l'animal les études sur la congélation des ovules. »*

Comment celui qui a réussi la fécondation *in vitro* du premier bébé-éprouvette français et qui avec son équipe obtient, grâce à une technique originale, les meilleurs résultats au monde sur la congélation des embryons humains, peut-il aujourd'hui nourrir de telles convictions ? Il faut, pour le suivre, comprendre que la congélation des spermatozoïdes ou des embryons humains n'est en rien comparable à l'atteinte de l'intégrité de l'œuf humain. Pour le professeur Testart, on ne peut plus aujourd'hui se voiler la face : toucher à l'intégrité de l'œuf, c'est prendre la responsabilité des événements qui suivront.

Un millier de bébés

« On ne sait pas encore établir le sexe de l'embryon humain, mais je ne doute pas un seul instant qu'on y parvienne (2), confie-t-il. *Au début, cette technique sera proposée comme un progrès médical pour toutes les maladies héréditaires liées au sexe. Puis on verra rapidement les gens venir vers la fécondation* in vitro *pour choisir le sexe de l'enfant à naître. On devra alors implanter des embryons à la demande. Ceux qui ne seront pas utilisés ne poseront pas de problème puisqu'il ne s'agira somme toute que d'avortements* in vitro. *A moins qu'on ne cède ces embryons à d'autres... »*

La manipulation de l'œuf laisse aussi entrevoir d'autres perspectives qui pourraient devenir réalités dans un avenir proche. Il s'agit par exemple de la fécondation de l'ovule par l'ovule (le spermatozoïde étant exclu), de l'autoprocréation féminine (qui permettrait à une femme d'avoir pour enfant son double génétique), du clonage, de la création artificielle de jumeaux ou de la banque de tissus de rechange (à partir de cellules prélevées sur l'embryon et cultivées pour une future utilisation thérapeutique). Cela peut être également la grossesse masculine (qui fait aujourd'hui fantasmer plus d'un bel esprit), la gestation humaine chez l'animal, voire la création de chimères homme-animal. Nul doute, là encore, que certains sont tentés.

« Au congrès international de Vienne sur la Fécondation in vitro *avec transfert d'embryon (FIVETE), en avril 1986, de nombreux embryologistes étaient sollicités de présenter l'état de leurs travaux chez l'animal,* raconte Jacques Testart. *Parmi eux, S.M. Willadsen qui, après avoir fabriqué des chimères chèvre-mouton en fusionnant les embryons des deux espèces, venait d'obtenir trois agneaux par la technique du clonage. Il commença ainsi son exposé :* « J'ai lu récemment la déclaration d'une commission de médecins de la CEE impliqués dans la FIVETE et mettant en garde contre des manipulations abusives de l'œuf humain ; en particulier, le clonage y est fermement condamné. Alors je voudrais vous poser une question : Pourquoi m'avez-vous demandé de faire un exposé ? »

Cet appel sera-t-il entendu ? On compte déjà en France huit bébés nés après avoir été conservés par congélation à un stade embryonnaire de leur développement. De nombreux autres suivront : plus d'une vingtaine d'équipes expérimentent déjà officiellement cette technique. Bientôt, près d'un millier de bébés seront nés grâce à la fécondation *in vitro*. En dépit de cette extraordinaire diffusion, ces techniques continuent d'être mises en œuvre en l'absence de toute réglementation. Jusqu'à quand ?

JEAN-YVES NAU.

(1) *L'Œuf transparent*, de Jacques Testart. Editions Flammarion, préface de Michel Serres, 203 pages, 32 F. Cet ouvrage sera mis en vente début octobre.

(2) Une équipe scientifique multidisciplinaire française annoncera dans quelques jours avoir mis pour la première fois au point une technique de diagnostic du sexe sur des embryons bovins.



JUSTICE

Au tribunal de Paris

Sincérité tardive

Ils avaient été surpris et pris ensemble, le 12 mai, l'un remettant une dose d'héroïne, l'autre recevant du « client » 300 francs. Le premier, Azzedin Saïagh, n'avait pas discuté. Pour autant, il n'avait rien dit qui puisse gêner Brahim Aarbia, Marocain comme lui, tenacement appliqué à se proclamer innocent de ce trafic. Il est vrai que chez Saïagh on avait trouvé 15 grammes de drogue et rien chez Aarbia.

Et puis, le 8 septembre, devant la 12e chambre du tribunal de Paris, dans la léthargie d'une audience de vacation, tout a basculé. *« Je vais vous dire, monsieur le Président*, a confessé Saïagh, *il était au courant. »* Traduite par l'interprète, la phrase sidère Brahim Aarbia. *« Je ne connais pas du tout ce bonhomme. »* Le « bonhomme », en mal de vérité, n'en persiste pas moins.

Et quand le président, M. Jean Guigué, lui demandera : *« Mais, dites-moi, un peu, cette héroïne d'où venait-elle ? »* Il répondra d'un trait : *« Elle m'avait été confiée par lui. »* On s'étonne, comme il convient, de révélations si tardives. Azzedin Saïagh en donne les raisons : *« Il voulait que je l'innocente ; sur le moment, j'ai accepté ; ensuite, j'aurais bien voulu tout raconter au juge d'instruction, mais c'était trop tard, le dossier était renvoyé chez vous ; aujourd'hui, je veux seulement vous dire la vérité. »*

Il a l'air sincère. Il l'est peut-être vraiment, ce qui n'empêche pas les arrière-pensées. Pour le substitut, voilà, en tout cas, qui *« remet les choses en place »*. Car le représentant du ministère public croit Azzedin Saïagh grâce à qui *« tout devient clair »*. Il explique : *« L'expérience nous a déjà montré que celui qui reçoit l'argent dans ce genre de trafic, c'est le patron, et que celui qui remet la drogue, c'est le subalterne. Mais il faut sévir contre ces gens qui intoxiquent la France de façon régulière et méritent des peines qui ne soient pas inférieures à deux ans de prison. »*

Les défenseurs font ce qu'ils peuvent. Celui de Saïagh, Me Maurice Danon, fait valoir, évidemment, la *« courageuse sincérité, fût-elle tardive »* de son client. Il ajoute que celui-ci est en France depuis plus de dix ans. Il travaillait. Le chômage est venu. Pour en oublier les affres, il a touché à la drogue. De là sa rencontre avec Aarbia et tout le reste.

Me Didier Seban doit, lui, se battre contre les perfides accusations portées contre Aarbia, *« bouc émissaire idéal »*. Il y voit *« une manœuvre »* ; il en éprouve *« un malaise »*, il crie casse-cou.

Le tribunal qui, dans son dossier, a aussi les déclarations du « client », racontant qu'il achetait ainsi soit à l'un, soit à l'autre depuis plusieurs années, distinguera pourtant : dix-huit mois de prison pour Saïagh, trois ans pour Aarbia. Mais l'un comme l'autre seront reconduits à la frontière après l'expiration de ces peines et cinq ans d'interdiction du territoire français.

La scène a duré une demi-heure.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

FAITS DIVERS

Dans les Yvelines

Deux officiers et un sous-officier de l'armée de l'air ont péri lors d'un accident d'hélicoptère

Deux officiers de l'armée de l'air, le commandant Jean-Marie Etienne et le capitaine Jean-Louis Otramba, et un sous-officier de l'armée de l'air, l'adjudant-chef Jean-Paul Droyllard, ont péri dans l'accident, lundi 8 septembre, d'un hélicoptère Puma, qui s'est écrasé, pour une raison encore inconnue, aux abords de l'autoroute A-10, fermée à la circulation, près de Saint-Martin-de-Bréthencourt (Yvelines). Un quatrième occupant, un militaire dont l'identité n'a pas été révélée, est gravement brûlé.

Selon un témoin, qui travaillait dans un champ voisin, le Puma a fait des cercles autour de cette portion de l'autoroute, paraissant avoir des ennuis techniques. Puis l'hélicoptère a perdu de l'altitude et il a pris feu à l'atterrissage.

Le Puma appartenait au Groupe des liaisons aériennes ministérielles (GLAM), qui est équipé, à la base de Villacoublay (Yvelines), de plusieurs modèles d'hélicoptères et d'avions pour le transport des personnalités gouvernementales. Le GLAM dépend du premier ministre, mais il est soutenu par l'armée de l'air.

EDUCATION

En contradiction avec la réglementation nationale

L'université de Nice augmente ses droits d'inscription

La libération des droits d'inscription des étudiants est un des points controversés du projet actuel de réforme universitaire. Les uns y voient le risque d'une ségrégation accrue, par l'argent, à l'entrée dans l'enseignement supérieur ; les autres un moyen d'élargir l'autonomie financière des universités. L'université de Nice a, pour la première fois, ouvertement sauté le pas, en augmentant sensiblement cette année le niveau des droits que doivent acquitter ses étudiants. Cette hausse est modulée en fonction du niveau d'études (400 F ou 500 F pour le premier cycle, 600 F pour le second et 800 F pour le troisième) et en fonction du coût des études par discipline, puisque l'inscription en premier cycle s'élève à 400 F pour les lettres et le droit, mais à 500 F pour les sciences, les sciences économiques et la médecine.

Passée inaperçue, le 24 avril dernier, lorsqu'elle a été adoptée par une nette majorité du conseil de l'université, cette décision suscite aujourd'hui le mécontentement de bon nombre d'étudiants qui envisagent, sur les conseils de l'UNEF-ID, de déposer un recours devant le tribunal administratif. En effet, après une période d'incertitude au printemps dernier, M. Alain Devaquet, ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, a fixé comme les années précédentes, un taux uniforme de droits d'inscription pour toutes les universités françaises (450 F) et renoncé à mettre en œuvre le système de « fourchette » (avec des droits de 400 francs à 800 francs) déjà envisagé par son prédécesseur. Demander aux étudiants 500 francs, 600 francs ou 800 francs n'est donc pas en conformité avec la réglementation nationale.

« Le mérite de la clarté ».

Pour M. Marcel Azzaro, président de l'université de Nice, les choses sont simples. D'une part, la décision budgétaire incriminée a été adoptée en avril et anticipait en quelque sorte sur la politique vers laquelle semblait s'orienter à ce moment-là le ministère : la mise en place d'une modulation pondérée des droits. D'autre part, son université a *« pris ses responsabilités »* : cette augmentation des droits est justifiée par des dépenses indispensables qui ont été examinées par le conseil de l'université (aménagement des locaux pour accroître la capacité d'accueil de l'université, installation d'un système de protection d'importants équipements informatiques...).

Cette décision a donc *« le mérite de la clarté et tout le monde sait à quoi s'en tenir »*. Il est vrai que bon nombre d'universités ont déjà instauré – discrètement – des redevances complémentaires destinées à couvrir telle ou telle prestation spécifique (frais de dossier, documentation, activités sportives, troisième cycle spécialisé). Plutôt que de multiplier les astuces de présentation budgétaire, mieux vaudrait, estime M. Azzaro, poser clairement le problème du financement des universités.

Un langage auquel on ne semble pas insensible au rectorat de Nice, où l'on estime très difficile de demander aujourd'hui une modification *a posteriori* de décisions budgétaires sur lesquelles reposent des engagements de dépenses déjà réalisées. D'autant que le projet de réforme universitaire adopté par le gouvernement en juillet et qui sera examiné par le Sénat dès le mois d'octobre s'attache en premier lieu à élargir l'autonomie des universités.

Ce précédent risque de rendre plus inconfortable encore la position de M. Alain Devaquet, déjà soumis aux pressions insistantes de ses amis politiques favorables à une libération des droits d'inscription (*le Monde* du 2 août). Au ministère de l'enseignement supérieur, où l'on ignorait, semble-t-il, cette situation, on estime que les universités ont certes le droit d'instaurer des droits facultatifs, mais qu'elles doivent, en matière de droits obligatoires, se conformer à la réglementation nationale.

● **Des enseignants séquestrés.** – Cinq instituteurs de l'école de Meilhan-sur-Garonne (Lot-et-Garonne) ont été retenus dans une classe pendant plusieurs heures, lundi 8 septembre, par une vingtaine de parents d'élèves qui réclament la nomination d'un nouvel instituteur. Selon un scénario identique, des parents de l'école maternelle Jules-Ferry de Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis) ont séquestrés lundi la directrice pour protester contre la fermeture d'une classe qui porte les effectifs des autres sections à plus de trente élèves.

Une enquête de « Que Choisir ? »

Formations « bidon »

Il n'est pas nécessaire d'avoir pignon sur rue pour attirer les pigeons ! Telle est la conclusion d'une enquête du mensuel *Que Choisir ?* dans son numéro de septembre sur une centaine d'écoles privées proposant des formations aux métiers du tertiaire : publicité, informatique, tourisme, commerce et secrétariat. Ces formations courtes, à profil professionnel affiché, dans des secteurs supposés en expansion, séduisent un nombre croissant de candidats, prêts à investir 10 000 à 30 000 francs par an en moyenne pour accroître leurs chances de trouver un emploi au terme de leurs études.

Or c'est précisément là que le bât blesse. Beaucoup de ces écoles se targuent de délivrer un diplôme reconnu et apprécié par les entreprises. Mais il y a parfois loin de la publicité aguicheuse – voire mensongère – à la réalité. Tel institut propose un diplôme d'aide vétérinaire totalement ignoré par la corporation ; tel autre, une formation d'assistante dentaire qui n'a aucune valeur puisque la profession est réglementée. Enfin, sur 350 écoles d'informatique existant à Paris, une dizaine seulement ont obtenu le certificat créé il y a deux ans par la Société française des informaticiens pour moraliser la formation dans ce secteur.

Les résultats ne sont guère plus flatteurs quand on examine les taux de réussite de ces établissements privés au brevet de technicien supérieur de tourisme, secrétariat, comptabilité, publicité, informatique, commerce international et action commerciale. Ces résultats sont souvent sensiblement inférieurs au taux moyen de réussite des sections de techniciens supérieurs (STS) des lycées privés ou publics pour les BTS équivalents.

Mais surtout, s'étageant de 0 à 100 %, ils reflètent l'extrême diversité de ces écoles privées, certaines offrant une formation sérieuse d'un niveau équivalent aux meilleures STS, d'autres s'apparentant purement et simplement à des escroqueries.

SCIENCES

L'arrêt des fouilles de la Grande pyramide

Grain de sable

La mission française qui fouillait la pyramide de Kheops a plié bagages, lundi 9 septembre, après une dizaine de jours de travail. Sans avoir découvert de cavité derrière le mur ouest du couloir menant à la chambre de la reine, mais sans avoir totalement échoué non plus. Comme les deux premiers forages, le troisième, achevé dans la matinée du 8 juillet, a une nouvelle fois révélé la présence de sable après quelque deux mètres de percement. En somme la même chose, si ce n'est qu'au sable remonté par le carottier était mêlée une espèce de poussière noire *« comme si il y avait eu de l'enduit »*.

Il n'a pas été possible, pour des raisons techniques, de traverser toute l'épaisseur du sable – environ 40 centimètres – comme cela avait été fait pour les forages précédents.

Nul doute dans ces conditions que cet arrêt des opérations ne fasse la joie des sceptiques (1). En particulier de cette partie de la communauté égyptologique française qui, comme Jean-Philippe Lauer, quatre-vingt-quatre ans, restaurateur et exégète du grand complexe funéraire de la pyramide à degrés de Djezer, considère que cette campagne de fouilles est *« grotesque »*.

Pourtant, les deux architectes d'Arras Gilles Dormion et Jean-Patrice Goidin ne se sont jamais piqués d'être des égyptologues et se sont prêtés de bonne grâce à la critique de leurs hypothèses par l'inspecteur général des monuments historiques, M. Yves Boiret, ou par un architecte spécialisé dans l'archéologie orientale, M. Bernard Maury. De même certains égyptologues égyptiens présents sur le site, bien que très sceptiques au départ, ont été finalement convaincus par le travail des Français. Il ne s'agit pas, bien sûr, de défendre à tout crin les hypothèses de Gilles Dormion et de Jean-Patrice Goidin ni de *« trop tirer les indices ou les présomptions pour les rendre crédibles »*, mais plutôt, comme le dit M. Chawki Nakhla, responsable de la conservation des antiquités égyptiennes, *« de vérifier par des moyens scientifiques indiscutables leur réalité »*.

S'il est vrai que les mesures de microgravimétrie n'ont rien donné dans la chambre du roi, à proximité de laquelle on pensait qu'il existait une cavité, elles ont en revanche montré de façon claire qu'il en existait une, *« de taille significative »*, au voisinage de la paroi ouest du couloir de la reine. Les deux experts Jean-Claude Erling et Yves Lemoine, qui ont une réputation à défendre dans leur discipline (2), se sont-ils trompés dans leur calcul ? Certains peuvent le penser. Mais ces deux experts avaient montré, en mai, à l'occasion d'une première mission, la plus grande prudence, et ne se sont prononcés de manière catégorique qu'à l'occasion de la campagne de mesures complémentaires de ces derniers jours. Avec succès, semble-t-il, si l'on en juge aussi par les résultats des recherches microgravimétriques menées il y a trois jours sur l'emplacement de la barque solaire, enterrée près de la face sud de Kheops. La méthode doit avoir convaincu les Egyptiens, puisque M. Nakhla envisageait d'y faire appel pour des fouilles sur le site de Saqqarah, et que le directeur des antiquités égyptiennes serait prêt, dit-on, à donner son feu vert pour une nouvelle mission française, dotée de moyens accrus dans Kheops, à la fin de l'année.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) 450 000 F ont été dépensés à ce jour : 300 000 F en septembre, dont les deux tiers ont été pris en charge par EDF et le reste par le ministère des affaires étrangères ; 100 000 F en mai, dont 20 000 F par EDF et 50 000 F supplémentaires pour des essais divers payés par EDF.

(2) La CPGF recherche notamment des cavités sur les terrains où doivent être construites des centrales nucléaires et sur les emplacements des lignes du TGV.

مكبر من الاصل

Environnement

Le tribunal administratif ne s'oppose pas à la mise en route de Cattenom

STRASBOURG
de notre correspondant

Le tribunal administratif de Strasbourg a refusé le sursis à exécution que demandaient devant lui de nombreux opposants à la centrale nucléaire de Cattenom. Rien ne s'oppose donc à l'entrée en service de la centrale dans les prochaines semaines. Les juges strasbourgeois – qui ne se prononceront sur le fond que dans quelques mois – ont débouté le Land de Sarre, une douzaine de municipalités de la région de Trèves, la ville de Luxembourg et plusieurs associations écologistes.

Pour autant, les juges remarquent que plusieurs arguments de la requête – ceux qui dénoncent la violation du traité du 27 mars 1957 instituant la *Communauté européenne de l'énergie* atomique et ceux qui dénoncent l'illégalité des arrêtés autorisant les tranches 3 et 4 de la centrale – « *paraissent, en l'état de l'instruction, sérieux* ».

Mais, « *dans les circonstances de l'affaire et compte tenu des intérêts en présence* », le tribunal n'a pas admis le sursis à exécution. Le ministre de l'environnement du Land de Sarre, M. Jo Leinen, s'est déclaré déçu de cette décision.

Ce jugement est « *curieux* » car « *il reconnaît le bien-fondé des recours mais ne donne pas droit aux requérants au nom de l'intérêt général* », a indiqué M. Leinen, ajoutant que son gouvernement examinerait, mardi, la possibilité de faire appel devant le Conseil d'Etat français. Le chef du groupe parlementaire chrétien-*démocrate* au *Parlement* de Sarre, M. Günther Schwarz, a réaffirmé pour sa part que Cattenom « *ne devait pas entrer en service avant que tous les doutes sur sa sécurité soient levés* », nous indique notre correspondant à Bonn.

En attendant que le tribunal administratif s'engage sur le fond, les élus concernés souhaitent que le gouvernement ouest-allemand continue, pour sa part, des démarches auprès de Paris afin d'obtenir que EDF modifie sa position.

J. F.

● **AUTOMOBILE : *Alain Prost* à l'amende.** – La Fédération internationale de sport automobile (FISA) a approuvé lundi 8 septembre la disqualification, lors du Grand Prix d'Italie, du pilote de formule 1 Alain Prost (*le Monde* du 9 septembre). La Fédération a infligé au pilote français une amende de 5 000 dollars (environ 34 800 francs) pour « *déclarations injurieuses et mensongères* ». Les responsables du sport automobile reprochent au pilote, disqualifié pour avoir changé de voiture au moment du départ, d'avoir affirmé que « *les décisions des commissaires étaient idiotes* ».

Le Carnet du Monde

Naissances

– Irène et Henri REYNAUD,
et Frédéric
ont la joie d'annoncer la naissance de

Anne.

Saint-Cloud, le 29 juin 1986.

– Isabelle CHARTIER
et Jean-Frédéric BROSSARD

sont heureux d'annoncer la naissance de

Clarisse,

le 20 août 1986.

19, avenue Jean-Moulin,
75014 Paris.

– Edith et Louis CHIPAUX

ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils,

Pierre.

Paris, le 21 août 1986.

– Josette et Jean DOMERC,
Corinne
et Michel BRAC DE LA PERRIÈRE,
sont heureux d'annoncer la naissance de leur petite-fille

Maya Juliette
BRAC DE LA PERRIÈRE,
sœur d'Aladin,

le 3 septembre 1986.

12, avenue Martin-Luther-King,
78230 Le Pecq.
Dar Brac El-Biar,
Alger.

Mariages

– Isabelle MARCHAL
et
Francis MOULET

sont heureux de faire part de leur mariage célébré le 27 septembre 1986.

7, rue Paul-Boulhaut,
55100 Verdun.

– Mme Joseph Vaturi,
Mme Joseph Didi,
M. Marcel Didi,
Alice et Daniel Morgaine,
ont la joie d'annoncer le mariage de

Manuela MORGAINE
avec
Georges DIDI-HUBERMAN,

célébré à Rome et à Paris, les 3 et 7 septembre 1986, dans l'intimité.

14-16, rue François-Ier,
75008 Paris.
20, cité des Fleurs,
75017 Paris.

Décès

– Mme Georges Altieri,
son épouse,
M. et Mme Jean-Paul Altieri
et leur fille,
M. et Mme Yannick Porta,
ses enfants et petite-fille,
Les familles Joseph Biaggi, Roger Altieri, *Dominique Germoni,* Jacques Paret,
Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges ALTIERI,
chevalier de la Légion d'honneur,
président-directeur général
de la Société hôtelière
et de ravitaillement maritime,

survenu le 2 septembre 1986, à Marseille.

– Mme Alice Cohen-Hadria,
son épouse,
M. et Mme André Bitbol,
M. et Mme Fernand Krief,
M. et Mme Pierre Bellaiche,
ses enfants,
Brigitte, Laurent et Dorothée,
Bernard et Frédéric,
Jean-Marc et Philippe,
Stéphane, Gaëlle et Ludovic,
ses petits-enfants,

ont l'immense douleur de faire part du décès de

Me René COHEN-HADRIA,
avocat honoraire au barreau de Paris,
chevalier de la Légion d'honneur.

Les obsèques auront lieu le mercredi 10 septembre 1986, réunion porte principale du cimetière parisien de Pantin, à 14 h 20.

La *famille s'excuse* de ne pas recevoir.

48, boulevard des Batignolles,
75017 Paris.

La direction et le personnel de la société Omnium Promotion

ont le regret de faire part du décès de

M. René COHEN-HADRIA.

– On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

Mme Alice DURAND-BOUSSU,

survenu à Paris, le 24 août 1986, munie des sacrements de l'Eglise.

Les cérémonies religieuses et l'inhu*mation ont eu lieu à Paris et à* Saint-Paul-de-Fenouillet, dans l'intimité.

Priez pour elle.

– Les cours Dutilleul,
ont le regret de faire part du décès de leur ancienne et dévouée collaboratrice,

Mme Yvonne FARGEOT,

survenu à Lyon, le 5 septembre 1986, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Les obsèques ont été célébrées le mardi 9 septembre 1986 dans l'intimité familiale, à Regny (Loire).

42 et 53, rue de Billancourt,
92100 Boulogne.

– Mme Bernard Hautefort,
son épouse,
Véronique et Martin Patino,
Bertrand et Michèle Hautefort,
Eric et Véronique Hautefort,
Christine et Kamel El Gharbi,
Patrick Hautefort,
Laurence et Philippe Clauwaert,
Béatrice Hautefort,
ses enfants
Sandra, Géraldine, Igor,
Louis, Anaïs,
Charlotte, Matthieu, Camille,
Daphné,
ses petits-enfants,
Mme Lucien Bonnefond,
sa belle-mère,
Les familles Hautefort, Rodier, Abadie de Madières, Bonnefond, Gallois,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Bernard HAUTEFORT,

survenu le 7 septembre 1986, à l'âge de soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 11 septembre, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine, 90, avenue du Roule.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Chatou.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– On nous prie d'annoncer le décès, dans sa cent-unième année, de

Mme Simone MORIZET,
née Debat-Poussa,
veuve d'André Morizet,
maire de Boulogne-Billancourt
sénateur de la Seine 1876-1942.

De la part de sa famille et de ses amis.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité, au cimetière de Nazelles.

Clos de la Mazère,
Nazelles (Indre-et-Loire).
19, quai de Bourbon,
75004 Paris.

– Mme Roger Nataf,
M. et Mme Lucien Nataf,
leurs enfants, Thierry-Albert et Philippe-Roger,
Le professeur et Mme Gabriel Coscas,
leurs enfants, Florence et Brigitte,
Ses parents et alliés,
Ses amis,

ont la douleur de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-cinquième année, du

docteur Roger NATAF,
professeur honoraire
des universités françaises,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national
du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,
commandeur de l'ordre national
de la République tunisienne.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, à Paris, le mercredi 10 septembre 1986, à 16 heures.

192 *bis*, rue de Vaugirard,
75015 Paris.
En-Naouara, Hammamet.

– Chamonix.

Mme Claude Prébois
et ses enfants, Rodolph et Pauline, Christophe et Sigolène Prébois,
Mme Geneviève Prébois,
M. Christian Prébois,
M. et Mme Alain Renault
et leurs enfants,
Les familles Prébois, Toquet, Claverie, Dagot, Saint-Arroman, Gorde,

ont la douleur de faire part du décès de

Claude PRÉBOIS,

survenu subitement à l'arête des Cosmiques, le 7 septembre 1986, à Chamonix, dans sa cinquante et unième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Michel de Chamonix, le mercredi 10 septembre, à 9 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Passage des Mottets, Les Bois,
Chamonix,
90, rue Sully,
69006 Lyon.

– Le conseil d'administration
Et le personnel de la société Les Constructeurs professionnels associés (COPRA)
ont l'immense peine d'apprendre le décès de

M. Claude PRÉBOIS,
fondateur et censeur de la société
Les Constructeurs professionnels associés

survenu subitement à Chamonix le 7 septembre 1986,
et s'associent à la douleur de ses proches et amis.

– Mme Jean Real,
Ses enfants, ses petits-enfants,
Sa famille,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean REAL,
agrégé de l'Université,
professeur honoraire
au lycée Champollion
et à l'Institut d'études politiques
de Grenoble,

survenu à Grenoble le 2 septembre 1986, dans sa soixante-dix-huitième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le jeudi 4 septembre, en l'église Saint-Luc, à Grenoble, 49, quai Jongkind, 38000 Grenoble.

Selon la volonté du défunt, des dons peuvent être envoyés à Amnesty International, 18, rue Théodore-Deck, 75015 Paris.

– Les familles Taillebot, Dehoux
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Andrée TAILLEBOT,
agrégée de l'Université,

survenu à Lyon, le 4 septembre 1986, dans sa quatre-vingt-treizième année.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 8 septembre dans l'intimité familiale à Retournac (Haute-Loire).

– Le directeur
Et les membres de l'Institut français de Pondichéry
ont la tristesse de faire part du décès de

M. G. THANIKAIMONI,
docteur d'Etat,
chef du département de palynologie,

survenu à Karachi, le 6 septembre 1986, victime du terrorisme.

– Mme Marie-Rose Victorri,
M. et Mme Marcel Victorri,
et leurs enfants,
M. Michel Margotin et Mme,
née Victorri
et leurs enfants,
M. et Mme Bernard Victorri
et leurs enfants,
Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Albert VICTORRI,

survenu le 2 septembre 1986, à Fréjus, à l'âge de soixante-douze ans.

Les obsèques ont été célébrées le vendredi 5 septembre à Saint-Raphaël.

– Mmes Lucette et Monique Vidal,
ses filles,
Mme Lina Dussarrat,
Le colonel et Mme Sabathié,
et Frédéric,
M. et Mme Jean Lannes,
et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Fernand VIDAL,
née Jeanne Dussarrat,
institutrice en retraite.

Les obsèques civiles auront lieu le mercredi 10 septembre, à 11 heures, au cimetière des Pins-Francs de Bordeaux-Cauderan.

61, avenue de la Marne,
92120 Montrouge.

Anniversaires

– Pour le dixième anniversaire du rappel à Dieu de

André VERCHALY,

une pensée est demandée à ceux qui ne l'ont pas oublié, en union avec la messe qui sera célébrée le 12 septembre à Paris.



Communication

Un entretien avec Mme Michèle Cotta

« Il ne fallait pas imposer, mais convaincre »

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle rend public, ce mardi 9 septembre, son quatrième et dernier rapport. Créée par la loi du 29 juillet 1982 et officiellement installée le 31 août suivant par le président de la République, la Haute Autorité devrait être remplacée prochainement par la Commission nationale pour la communication et les libertés prévue par la nouvelle loi. C'est donc un bilan de quatre années que dresse Mme Michèle Cotta dans l'entretien qu'elle nous a accordé. La présidente de la Haute Autorité, qui assurera dès la semaine prochaine une chronique quotidienne sur Europe 1, devrait d'ailleurs démissionner de son poste incessamment.

« Ainsi les neuf sages de l'audiovisuel français seront bientôt treize ?

— Je m'explique mal l'absence de réaction ou de débat sur le mode de composition de la nouvelle commission. Comme si soudain cela n'avait plus d'importance, ou comme si le système adopté pour nommer treize membres était une amélioration. Cela m'a paru stupéfiant. Quand je pense au tollé suscité il y a quatre ans par la décision de calquer la composition de la Haute Autorité sur celle du Conseil constitutionnel ! Il semblait pourtant judicieux de reprendre un dispositif existant déjà dans la vie politique française.

— Ne risquait-on pas de politiser l'institution en créant, presque structurellement, un clivage majorité-opposition (à l'époque 6 contre 3) ?

— Faux ! D'abord, personne n'a nommé de militants. Ensuite, les faits démentent totalement cette interprétation. Jusqu'à ce que soit officiellement annoncée la décision de nous supprimer. Le clivage 6-3 n'est apparu sur aucun vote important. Y compris une élection. On a toujours essayé de dégager de larges majorités, et je peux affirmer qu'aucun de nous n'aura été l'homme lige de qui l'avait nommé.

» Alors on peut penser que le mode de désignation adopté n'était pas le meilleur — je trouve au moins aussi intéressante la composition de la commission Caillavet (1), — mais il a fait ses preuves, permettant, grâce au renouvellement partiel tous les trois ans, d'intégrer en les aplanissant les soubresauts de la politique.

— A quelles sortes de pressions avez-vous été soumise ?

— A toutes sortes de pressions contradictoires. C'est la première fois dans l'histoire de l'audiovisuel qu'existait une institution-tampon entre les milieux professionnels et les pouvoirs politiques. Les tentatives de pressions venaient donc des deux bords. Cependant notre devoir était de protéger les premiers des seconds, d'éviter que les politiques, fidèles à la règle « plus on me verra, mieux ce sera », ne fassent main basse sur la télévision. C'est pour eux une obsession permanente qui tient au trop long maintien de la notion de télévision gouvernementale. C'est donc à nous qu'il appartenait de veiller scrupuleusement à l'équilibre. Sans nous occuper vingt-quatre heures sur vingt-quatre heures de l'information télévisée, mais en surveillant particulièrement quelques grands dossiers délicats (école privée, projet de référendum, interventions télévisées des ministres). Il nous fallait aussi, sans gêner les PDG dans leurs initiatives, observer avec précaution les différentes nominations à l'intérieur des chaînes. Des nominations qui, à l'inverse du système anglais, nous échappaient complètement, et qui pouvaient pourtant avoir une signification politique.

— Votre pouvoir de suggestion était important. N'aviez-vous pas recommandé au président Holleaux de choisir Serge Moati comme directeur de FR 3 ?

— De la même façon que nous avions pensé qu'un professionnel comme Jean Isard pouvait être précieux auprès de Jean-Noël Jeanneney à Radio-France ; ou qu'un administratif seconderait avantageusement Pierre Desgraupes à Antenne 2. Nous suggérions souvent des couples à la tête des sociétés de programme, en recherchant les professionnels dont le profil complétait celui du PDG.

— Comment se passaient les nominations de PDG ?

— Les premières, en 1982, se sont faites avec la rapidité et l'inconscience des débuts. J'étais sidérée par la vitesse avec laquelle la mayonnaise prenait. Les secondes ont été plus mouvementées, et j'ai été mise en minorité sur l'élection de Jean-Claude Héberlé. Les dernières, en 1985, ont montré que l'institution était adulte et avait atteint une allure de croisière. Forts de l'expérience précédente, nous avons eu entre nous un maximum de discussions et avons pris des risques en nommant des professionnels.

— Des « PDG de cohabitation » ?

— En tout cas, des personnalités qui ne poseraient aucun problème en cas de changement de majorité. C'est d'ailleurs pour cela qu'a été créée la Haute Autorité : faire échapper les professionnels aux péripéties de la vie politique. Et l'échec essentiel de notre institution — il n'est pas de notre fait — est justement de n'avoir pu survivre elle-même au changement de majorité.

— L'octroi des autorisations de radios était-il aussi délicat ?

— Ah ! C'est en tout cas le dossier qui nous a valu le plus de lettres d'hommes politiques ! Des recommandations systématiques de parlementaires attirant notre attention sur telle ou telle radio de leur circonscription. Des pressions normales somme toute qui, pour la plupart, se contrebalançaient et s'annulaient mutuellement. Nous donnions de toute façon le maximum d'autorisations en vérifiant sur chaque ville s'il y avait équilibre entre les différents types de radios et entre les diverses tendances politiques. Nous autorisions Solidarité ? Alors il nous fallait aussi Libertaire. Il n'y a eu qu'une intervention pressante pour protéger une grosse radio parisienne (2). Encore ne venait-elle pas du sommet mais d'une poignée d'individus.

— Vous parlez de pressions « normales ». Aviez-vous les moyens de résister ?

— C'est plus facile de résister à neuf que de résister seul. Et l'indépendance, pour nous, était surtout une valeur collective. Notre force, c'était notre cohésion.

— Une cohésion fragile.

— Non, car je crois au patriotisme d'institution. Dès le début nous avons compris que notre succès en dépendait ; qu'il nous faudrait réussir tous ensemble ou pas du tout ; que personne ne tirerait seul son épingle du jeu. Pour exister, pour être autre chose qu'une simple chambre d'enregistrement, la Haute Autorité devait impérativement rechercher l'équilibre. Sinon, elle aurait éclaté. Ce fut ma hantise pendant ces quatre dernières années. Imaginez le coup terrible porté à l'institution si un ou plusieurs membres avaient souhaité partir... Il faut tenir compte de l'avis et de la sensibilité de chacun ; parler, convaincre, peut-être transiger ; en tout cas, ne jamais forcer une partie, même minoritaire, à se déjuger. C'était une formidable école de tolérance.

— De quoi a manqué la Haute Autorité pour mener une action plus efficace ?

— D'abord d'un pouvoir de gestion sur le budget de l'audiovisuel public. C'eût été cohérent avec le reste de nos missions concernant les sociétés de programme. Ensuite, il me semble que le droit français ne nous a pas donné un profil juridictionnel suffisant. Sanctions inadaptées, incompétence pour saisir la justice... Cela a considérablement limité notre action.

— Cela s'est ressenti particulièrement sur le dossier des radios locales privées ?

— Oui. Sans doute aurait-il pu y avoir une meilleure coordination avec le ministère de la communication et avec la justice. Mais le dossier était complexe et le droit de la communication en pleine création. Les juges n'étaient pas forcément au parfum. Mais ceci est affaire de temps, et le dossier touffu des radios libres ne me donne pas de regret. Nous nous sommes attachés à éviter les actions policières au profit d'un processus judiciaire. Je préfère voir une poignée de radios se chevaucher sur la bande FM plutôt que de savoir certains animateurs en prison.

— N'avez-vous pas fait trop confiance à Télédiffusion de France (TDF) ?

— Il y a eu en permanence des heurts entre la Haute Autorité et le pouvoir technique, bras séculier d'une tutelle politique. Car nous n'avions aucun pouvoir sur TDF, qui était prise en tenailles entre le pouvoir politique, ses nouvelles ambitions commerciales et le rôle de gendarme auquel on l'avait formée. Réfugiée derrière l'alibi technique, l'établissement pouvait faire en réalité ce qu'il voulait. Il nous fallait être en permanence vigilants.

— Pourquoi vous être contenté d'une administration aussi réduite ?

— D'abord parce que je n'avais pas le choix. Le budget de la Haute Autorité était un budget de rigueur. Mais j'étais partisane d'une petite équipe souple et motivée. Et je maintiens qu'un organisme de ce genre, conçu comme un gros cabinet, serait bien préférable à une institution sur laquelle s'abattrait un déluge de cadres, et qui n'échapperait pas aux lourdeurs des super-administrations. La CNCL fera bien d'y prendre garde, elle qui disposera de tout ce qu'il faut pour être indépendante, du moins si elle le désire.

— En faisant preuve de pragmatisme ou de tolérance envers certaines pratiques commerciales de TF1, n'engagiez-vous pas le système dans une dérégulation propre à faciliter la privatisation de la chaîne ?

— La voie était étroite, j'en conviens. Et il fallait peser les risques. Il était urgent, dans la conjoncture de l'époque, de remonter l'audience de TF1, donc de lui donner des moyens. Car le service public doit rester dans la concurrence et ne pas sombrer dans un ghetto qui signerait sa mort.

» C'est d'ailleurs pourquoi je trouve indispensable que coexistent au moins deux chaînes publiques. Et que des radios publiques soient implantées dans toutes les régions. Leur rôle est irremplaçable.

— Que pensez-vous alors de la diminution des ressources du service public ?

— C'est un problème crucial. Je ne suis pas sûre qu'on puisse à la fois supprimer la taxe sur les magnétoscopes, baisser la redevance et limiter les ressources publicitaires...

— Le métier de journaliste ne vous avait pas préparée à une telle mission. Comment avez-vous vécu l'expérience ?

— J'avais tout de même présidé Radio France ! Et puis les journalistes et la Haute Autorité partagent la même exigence : le respect des équilibres. Je n'étais donc pas dépaysée et la tâche était exaltante. J'ai parfois regretté la distance qui me tenait éloignée de l'action. C'était l'aspect le plus ingrat de ma fonction. Et je pense qu'il ne faut pas l'exercer trop longtemps. Il faut se garder de se replier comme de vieux juges dans leur forteresse ou transformer en années-lumières la distance pourtant nécessaire. L'idéal serait une mobilité à l'américaine.

— Le terme de neuf ans vous semble excessif ?

— C'est plus long que dans les autres pays. Neuf ans... c'est une vie pour quelqu'un de quarante-cinq ans... A soixante-cinq ans, j'imagine que c'est autre chose.

— Aviez-vous le sentiment d'avoir un poste de pouvoir ?

— Je l'ai davantage ressenti comme un poste de persuasion. Il ne fallait pas imposer mais convaincre. C'est cela qui était passionnant.

— Et de quoi a convaincu la Haute Autorité ?

— De la nécessité d'une institution dans son genre ; de son rôle comme élément essentiel de la démocratie audiovisuelle et de l'irréversabilité de la distanciation entre le pouvoir politique et la télévision. »

Propos recueillis par
ANNICK COJEAN.

(1) La commission Caillavet comporte six membres : trois personnalités qualifiées désignées respectivement par le président de la République (le président), le président de l'Assemblée nationale et le président du Sénat ; un membre du Conseil d'Etat, un membre de la Cour de cassation, et un membre de la Cour des comptes, désignés par leurs assemblées respectives.

(2) Il s'agit de la radio NRJ soutenue à l'origine par le Parti socialiste.

Le dernier rapport

Un épais volume de plus de cinq cents pages qui couvre une année mouvementée, une période charnière de l'audiovisuel français allant de la nomination des PDG des sociétés publiques (octobre 1985) à la nouvelle loi sur la communication en passant par la création de deux chaînes privées et par la campagne électorale de mars 86. Ainsi se présente le quatrième rapport de la Haute Autorité.

On y chercherait en vain traces de polémiques politiques ou essais de testament. En guise d'épitaphe, le simple constat que la loi, votée par le Parlement, organise le remplacement de la Haute Autorité par une Commission nationale pour la communication et les libertés et une note lapidaire : « *Ce rapport sera donc le dernier* ».

Et on entre dans le vif du sujet. Les « neuf sages » énumèrent sobrement leurs initiatives, notent quelques tendances générales, distribuent bons et mauvais points aux sociétés de l'audiovisuel public, font parfois quelques recommandations et laissent filtrer à l'occasion quelques regrets.

● **Les bons points.** — Ils concernent essentiellement les chaînes publiques sur lesquelles la Haute Autorité exerce la tutelle. Ainsi, les neuf sages estiment que la « guerre des chaînes » s'est un peu apaisée, à l'exception des débuts de soirée où la concurrence fait toujours rage. Selon eux, l'harmonisation des programmes a tout de même fait des progrès, dans le domaine des émissions pour la jeunesse, plus nombreuses et mieux réparties dans la semaine, et dans celui des retransmissions sportives. Bon point aussi pour la fiction télévisuelle dont le volume programmé a augmenté de 29 % grâce notamment aux efforts de TF 1.

Satisfecit surtout pour les sociétés de radio : France-Inter dont l'audience s'est stabilisée et qui défend la chanson française, France-Culture qui favorise la découverte de nouveaux talents, France-Musique qui a su conduire des opérations décentralisées et marier dans un bon pourcentage émissions distractives et productions plus didactiques, les radios décentralisées, enfin, qui assurent « *la couverture régulière des manifestations artistiques régionales* ». RFI reçoit sa part de louanges pour maintenir à travers le monde le rayonnement de la francophonie. La Haute Autorité en profite pour « *attirer l'attention des pouvoirs publics sur la précarité de l'avenir de cette société au cas où elle tirerait ses revenus de la seule redevance* ».

● **Les mauvais points.** — Tout n'est pas rose cependant. Les neuf sages regrettent que les présidents de chaîne n'aient pas voulu consacrer une soirée par semaine à tour de rôle « *à des programmes plus ambitieux dans le domaine de la culture et diffusés sans préoccupation d'audience* ». Ils déplorent la diminution du nombre de documentaires qui ne représentent plus que 16 % des programmes, celle des spectacles de théâtre qui chutent de 11,5 %. Surtout, la Haute Autorité se livre à un véritable réquisitoire contre la dégradation de l'expression, dénonçant l'« *appauvrissement syntaxique* », le « *laisser-aller de la prononciation* », l'invasion du jargon technique et des anglicismes sur nos antennes.

● **Les dossiers épineux.** — Les neuf sages estiment que le pluralisme de l'information a été respecté malgré le dérapage des temps de parole en 1985 au profit de la majorité d'alors. Mais ils ne peuvent que constater la multiplication des saisines et la réticence des partis politiques à accepter la règle des « trois tiers » (un tiers de temps pour le gouvernement, un tiers pour la majorité, un tiers pour l'opposition).

A propos du parrainage d'émissions, la Haute Autorité considère qu'elle a limité les dégâts en s'opposant au sponsoring sauvage et en codifiant l'intervention des annonceurs hors des écrans publicitaires. La lecture du rapport montre que le financement de « Cocoricocoboy » ne fut pas le seul dossier litigieux.

Sur le difficile dossier des radios locales privées, les neuf sages défendent les principes retenus par le renouvellement des autorisations : nécessité d'une équipe rédactionnelle pour chaque station, limitation de la concentration et des franchises. Mais ils reconnaissent que la complexité de la situation parisienne et la fin prévisible de leurs mandats ne leur ont pas permis de mener l'entreprise jusqu'au bout.

● **Les regrets.** — Reste le domaine de la télévision privée, phénomène essentiel du nouveau paysage audiovisuel, dont la Haute Autorité a été tenue à l'écart par les bouleversements politiques et réglementaires. Les neuf sages n'ont pas accepté les circonstances de l'attribution des concessions de la « 5 » et de la « 6 ». Ils rappellent leur avis, resté sans suite, sur les cahiers des charges des deux nouvelles chaînes, défendent le principe d'une égalité de contraintes entre télévisions publiques et télévisions privées pour un exercice sain de la concurrence.

La Haute Autorité regrette de n'avoir pu donner un commencement de satisfaction aux six cents demandes de télévisions locales. Le temps lui a manqué et, surtout, un état clair et définitif des fréquences disponibles. Ainsi, la seule incursion des neuf sages dans ce nouveau secteur privé de l'image restera l'autorisation accordée au premier réseau câblé, celui de Cergy-Pontoise. Une occasion, vite saisie, d'assouplir le cahier des charges du câble jugé trop restrictif et peu réaliste économiquement.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

مكرر من الاجل

Culture

CINÉMA

A Venise

Le cinéma italien existe

La fin de la Mostra approche. Des questions se posent. Le directeur sera-t-il encore là en 1987 ? A qui ira le Lion d'or ? Où est le cinéma italien ?

A peine M. Jack Lang avait-il quitté la place (Saint-Marc), ayant eu le temps de faire remarquer que dix des films projetés à Venise – et non des moindres – du *Rayon vert* de Rohmer à *l'Agriculteur* d'Angelopoulos, du *Mélo* d'Alain Resnais au *Fatherland* de Ken Loach, avaient bénéficié de l'aide du ministère de la culture, le sien, que M. Léotard arrivait. Il venait remettre les insignes de Commandeur des arts et lettres à M. Gian Luigi Rondi, directeur de la 43e Mostra. M. Rondi, aussi rond que son nom, chemise et sourire plus blancs que blanc, aime autant les médailles que le cinéma, ce n'est pas peu dire. Selon la loi, il devrait abandonner l'an prochain ce poste de responsabilité qu'il a occupé durant quatre années... Mais on peut changer la loi.

Avec une onction toute épiscopale, Gian Luigi Rondi joint les mains et murmure : *Je ferai ce qu'on me dira* ». On lui aurait déjà dit qu'il serait encore là en 1987. Pour l'heure, il a parcouru 35 pays, visionné 420 films, en a choisi 66, dont énormément de français n'est-ce-pas ?

M. Rondi répond noblement « *Je ne demande jamais son passeport à un créateur.* », enchanté qu'il est de sa sélection et de lui-même jusqu'à se laisser aller à manquer de discrétion. Ainsi, n'a-t-il pas hésité à glisser dans tous les casiers de presse, la photocopie d'une lettre manuscrite où Volker Schlöndorff déclinait l'offre de participer au jury. Lettre tout à fait confidentielle faisant état de soucis personnels, mais qui contenait des compliments destinés au festival et surtout, commmençait par ces mots : « *Caro Gian Luigi, ami vénéré* ».

L'ami vénéré, lorsqu'on l'interroge, envisage sans trembler « *la disparition inéluctable des salles et le moment où les films ne parviendront plus aux spectateurs qu'à travers le petit écran* », puis il reprend comme on remonte un réveil son discours bien huilé sur le cinéma d'auteur (il l'aime), qui génère des œuvres, et le cinéma commercial (il ne l'aime pas), qui fournit des produits.

M. Jack Valenti, président des producteurs américains, lui a répondu sur ce point dans *La Stampa* : « *Les films du festival sont destinés à l'intelligentzia et auront un public limité. Je vous le demande, qu'est-ce qu'on a contre les films que les gens ont envie de voir ? Verdi et Puccini écrivaient leur musique pour le peuple.* »

Vieux débat, injuste et stérile lorsqu'on le pose en ces termes. La sélection de la 43e Mostra a *été* disons inégale, comportant quelques échantillons à ranger dans la catégorie « Et le navet va... » Et beaucoup de films intéressants. La manifestation était évidemment l'occasion de vérifier si le cinéma italien que l'on donne un peu facilement pour mort, vit encore. En tout cas, il existe.



Claudia Cardinale dans « La Storia » de Luigi Comencini.

Certes la physionomie de son marché est plutôt anémique. La fréquentation reprend un peu, mais si en 1983 il y eut 111 films distribués sur le marché intérieur, ils n'étaient plus que 81 en 1985. Parmi les dix plus gros succès de l'année on ne trouve que deux films italiens, *Rambo II* tient la tête suivi de *Rocky IV*. Avec Stallone...

Une comédie amère

Pourtant, les « grands » transalpins, en une tonique dispora créative, tournent. Bertolucci en Chine, Rosi en Colombie, les frères Taviani à qui la Mostra rend hommage, aux Etats-Unis. Scola et Fellini à Cinecitta.

Et au Lido, une quinzaine de réalisations nationales sont à l'affiche dans les différentes sections. Parmi celles-ci, *Regalo di Natale* de Pupi Avati, Bolognais de quarante-huit ans. Dans la lignée de *Mes chers amis* ou de *Nous nous sommes tant aimés*, retrouvailles et désenchantement. Quatre copains que la vie a séparés se réunissent la nuit de Noël autour d'une table de poker. Ils y perdront leur chemise et leurs dernières illusions. Dialogue juste, dramaturgie efficace (unité de lieu, de temps, d'action), mise en images à la lisière du téléfilm.

Ou bien, une petite œuvre *Sembra morto ma è solo svenuto* (« Il a l'air mort, mais il n'est qu'évanoui ») de Felice Fezina, un jeune Romain de trente-deux ans. C'est une comédie amère et un peu pâteuse où l'on voit un benêt devenir le complice involontaire d'un trafiquant de drogue, amant de sa sœur.

Ou encore, et c'est là une bonne surprise, le retour après dix ans de silence de Mancesco Maselli avec *Storia d'amore*. Maselli, qui donnait plutôt dans le genre didactique et moralisateur *(le Soupçon)* offre ici un film touchant, empreint d'un romantisme social ramenant aux belles heures du néoréalisme. La trajectoire de Bruna (Valeria Golino, formidable), petite mère courage de dix-huit ans, dans la périphérie romaine et des deux jeunes hommes de sa courte vie. Malgré un dénouement trop noir, il se dégage beaucoup de charme et de vérité de cette histoire d'amour 86.

Enfin et surtout, hors compétition, invitée semble-t-il avec réticence par Gian Luigi Rondi, boudée par son interprète principale Claudia Cardinale, projetée à des heures impossibles, mais surmontant ces obstacles dérisoires, *la Storia* adaptée du roman d'Elsa Morante. Quatre heures trente d'émotion pure, une tragédie splendide, filmée au bord des larmes par Luigi Comencini qui ne pourra désormais aller plus haut dans la maîtrise, ni plus loin dans la compassion, montrant comme jamais l'Histoire ogresse des destinées, dévoreuses de petits enfants...

Tous ces films, et les autres, il faut le signaler, le souligner, ont été projetés la plupart du temps dans des conditions déplorables, indignes de la salle paroissiale d'une commune de la banlieue rouge : lumière qui faiblit, son qui gratte, Dolby qui chuinte, sous-titres qui sombrent...

« J'adore être juré »

Le président du jury, Alain Robbe-Grillet a accepté ces inconvénients avec une philosophie goguenarde. Il sourit comme un faune dans sa barbe grise et constate : « *J'adore être juré, ça m'oblige à voir des films qui ne m'intéressent pas !* » Parmi les manifestations les plus incongrues qu'il a honorées de son jugement, il rappelle « Le Festival du film étouffé d'Alès », ou celui du « film qui dérange à Bruxelles ». « *Peu de jurés s'étaient dérangés,* précise-t-il, *nous étions quatre.* »

Que pense le scénariste de *l'Année dernière à Marienbad* du nouveau Resnais ? Alain Robbe-Grillet annonce prudemment la couleur : « *Avant que je le voie, Alain m'a dit : ce n'est pas un film pour toi* ». Et maintenant ? « *Je l'ai vu... Mélo ressemble à un très beau concert de musique contemporaine. Où un Pierre Boulez se mettrait à diriger du Saint-Saëns...* »

Dans la foulée de cette formule grâcieusement assassine, le grognard de l'avant-garde raconte sa bataille de Marienbad : « *C'était un film maudit. Par son producteur, Edmond Tenoudji, qui le détestait et avait promis qu'il ne sortirait jamais. Et par le gouvernement français. Nous étions alors, ne l'oublions pas, en pleine guerre d'Algérie. Et Florence Malraux, Alain Resnais et moi-même avions signé le manifeste des 121. Le soir de la projection, au Lido, après qu'eut retenti la Marseillaise, l'ambassadeur de France, Gaston Palewski, fit tous ses efforts pour ne pas apparaître sur les photos aux côtés des 121... A la fin, deux jurés en vinrent aux mains. Et puis* Marienbad *eut le Lion d'or. Tout fut changé, la malédiction était levée...* »

C'était il y a trente-cinq ans. Tout le monde était plus jeune alors. Même le cinéma.

DANIÈLE HEYMANN.

A Deauville

La passion du pouvoir et les pouvoirs de la passion

Manipulations des médias, des esprits et des corps, le cynisme est finalement vaincu par l'honnêteté et le romantisme, le temps d'un film.

Les jeux de l'esbroufe

Les coulisses de la politique-spectacle sont encore plus excitantes que celles des théâtres ou des studios hollywoodiens, parce qu'elles ont été jusqu'à présent moins exploitées par le cinéma. Surprendre, comme dans *les Coulisses du pouvoir*, de Sidney Lumet, les faiblesses des hommes qui nous gouvernent nous venge des contraintes qu'*ils* nous imposent. De même, les voir manipulés par un semi-clochard alcoolique (Gene Hackman), désabusé mais loyal, et par un camelot gigolo speedé bronzé (Richard Gere) qui entre deux voyages a juste le temps de faire l'amour sous la douche avec sa dévouée et ravissante secrétaire (Kate Capshaw) ou dans un hôtel avec son ex-femme (Julie Christie) et qui se détend en jouant de la batterie sur le siège devant lui, un walkman aux oreilles. Quand il s'aperçoit que *le seul homme qu'il* admire lui a menti, il n'a plus le courage de faire le Max Roach.

Sidney Lumet annonce qu'on va entrer dans ces *Coulisses du pouvoir*, mais il fait comme ses héros, il ne tient qu'une faible partie de ses promesses. Il montre par exemple comment on truque un spot publicitaire pour transformer une chute de cheval en prouesse de cow-boy et autres *gadgets*. Mais il s'en tient là. Ses personnages sont de tels pantins, de tels stéréotypes, avec des sentiments tellement standards, et en même temps une morale tellement pesante, qu'on ne sait pas trop où commence la dérision. C'est ambigu. *Il y a trop de complaisance* dans la manière de représenter le cynisme finalement vaincu par l'honnêteté, et le visage de l'Amérique de demain sous les traits d'un écolo candide qui ressemble au cousin de Kennedy...

Sidney Lumet a voulu montrer le vide et a fait un film vide. Seulement, on ne s'en aperçoit qu'après. Pendant, on est distrait par les décors super-modernistes, tout plexiglass translucide et lumière indirecte, ordinateurs et fauteuils relax. Au long du film, on attend qu'il se passe quelque chose, il ne se passe rien, c'est peu dire que les acteurs sont mauvais.

Sidney Lumet est mûr pour les pratiques qu'il feint de dénoncer.

COLETTE GODARD.

L'amour, pas la drague

A propos d'hier soir, d'Edward Zwick, c'est le récit que fait, de ses exploits amoureux, Bernie le macho (Jim Belushi) à son copain Danny (Rob Lowe). Ils appartiennent à la même équipe de base-ball, se retrouvent dans des beuveries de célibataires et Danny drague pour imiter Bernie. Mais, après avoir passé une nuit avec Debbie (Demi Moore), dessinatrice de pub, il s'aperçoit qu'il a envie de vivre avec elle. Alors Danny et Debbie s'installent ensemble, essaient de former un couple, ce qui déplaît autant à Bernie qu'à Joan (Elizabeth Perkins), colocataire de la jeune fille et psychologue travaillée, peut-être bien, par les pulsions qu'elle prête aux autres.

Cela se passe à Chicago dans les années 80. *Il* y est question des formes « modernes » de l'amour, de la liberté sexuelle aussi grande pour les femmes que pour les hommes, opposée aux sentiments, à la tendresse vieux jeu. Le scénario est adapté d'une pièce de David Mamet, *Sexual perversity at Chicago*, titre ironique recouvrant une étude de mœurs. Edward Zwick, dont c'est la première réalisation, fait oublier l'origine théâtrale par la multiplication des lieux et toute une description urbaine qui change de New-York et de San-Franciso-Los Angeles, métropoles préférées du cinéma américain. Il a la fibre romantique et prend son temps – un peu trop, il y a des redites – pour amener le triomphe de l'amour vrai et du couple monogame. C'est la nouvelle audace à l'écran depuis que la chair trop complaisante ou trop satisfaite est devenue triste, triste. On y croit, au moins le temps du film, parce que Rob Lowe a la beauté du diable, est bon comédien, parce que Demi Moore a une drôle de frimousse, des réactions à fleur de peau, à fleur de cœur.

JACQUES SICLIER.

MUSIQUE

A la chapelle de la Salpêtrière

Les opéras d'église de Benjamin Britten

La Rivière aux courlis et le Fils prodigue, deux des trois opéras spécialement écrits par le compositeur anglais pour ce type d'édifice religieux à l'acoustique si particulière, sont représentés à Paris. Des œuvres trop méconnues.

Rares sont les œuvres, même liturgiques, qui ne souffrent pas d'être exécutées dans des églises. *L'excès de réverbération, en général*, nuit à la clarté de la polyphonie, à la netteté des rythmes et créé une exécrable confusion harmonique. L'originalité des trois opéras d'église de Benjamin Britten, composés entre 1964 et 1968, vient de ce que le compositeur a tenu compte, dans son écriture, des phénomènes acoustiques. Ainsi, ces œuvres possèdent-elles une couleur et une puissance sonore étonnantes sans requérir davantage qu'un petit ensemble d'instruments solistes, quelques choristes et des chanteurs, certes solides, mais dont le volume vocal importe moins que l'intelligence dramatique.

L'idée d'écrire de telles œuvres est venue à Britten lors d'un séjour au Japon. Découvrant à la fois l'économie du théâtre Nô et la musique instrumentale du Gagaku, il envisagea de trouver une équivalence dans la tradition européenne. Le chant grégorien et les mystères du Moyen Age offraient au moins un point de départ. Ainsi *The Curlew River (la Rivière aux courlis)* et *The Prodigal Son (le Fil prodigue)* commencent et s'achèvent l'un et l'autre, vocalement, par un chant emprunté au répertoire grégorien et, instrumentalement, par une longue mélodie traitée selon le système de l'hétérophonie : tous les musiciens jouent à peu près la même ligne mélodique plus ou moins ornée, l'absence de synchronisation absolue (que les battements d'une petite percussion accentuent encore) créant une *épaisseur sonore extrêmement riche.*

La réverbération des voûtes de l'église, loin d'ajouter à la confusion, unifie cette diversité ; comme la musique ne module guère et s'articule autour d'une échelle de degrés fixes, les sons peuvent coexister longtemps et se renforcent l'un l'autre sans se nuire. Les chanteurs, comme les instrumentistes, étant invités à tenir compte de ce qu'ils entendent, et d'en jouer comme d'un tremplin et par ricochet, il existe une parfaite adéquation entre les procédés d'écriture et les conditions d'exécution. Outre que Britten possédait un sens dramatique aigu, il n'y a par ailleurs ni une phrase de trop, ni la moindre longueur dans les livrets de William Plomer.

Ces *opéras d'église sont mal* connus en France : il n'en existe pas d'enregistrements disponibles et les exécutions en sont restées fort rares. Le spectacle qu'on peut voir à Paris à la chapelle de la Salpêtrière (1) est assez exemplaire. Au-delà de la relative modestie des *moyens, on* sent les bénéfices d'un véritable travail d'équipe. Les chanteurs et les musiciens (dirigés par Peter Crockford), Anglais pour la plupart, méritent des éloges presque sans réserve ; le décor unique, qui comporte deux éléments mobiles, un plateau tournant à l'avant-scène et une toile de fond déroulable au gré des événements, convient fort bien aux œuvres. La mise en scène de Philippe Piffault n'est exempte ni d'une certaine gaucherie ni de quelques naïvetés dans ses choix d'interprétation ou de stylisation mais, incontestablement, l'esprit qui a présidé à cette réalisation est bien celui des œuvres.

GÉRARD CONDÉ.

(1) Dernières représentations les 9 et 10 septembre à 20 h 45, 47, boulevard de l'Hôpital. Tél. : 42-77-28-25.

Un centre pour la musique de chambre à Paris

Un centre de pratique instrumentale, le premier de cette nature en France, vient de s'ouvrir dans le neuvième arrondissement à Paris. Les amateurs de bon niveau qui auront été retenus à l'issue des auditions (clôture le 5 octobre) pourront bénéficier d'une formation instrumentale collective, répartie sur vingt cycles de musique de chambre, et participer à la constitution d'un orchestre, dont la direction sera confiée à Claude Bardon. Les professeurs seront notamment : les pianistes Jean Martin et Noël Lee, le violoncelliste Christophe Coin, le violoniste Alain Moglia, le compositeur Patrice Mestral.

Créé par l'ASSERCAM Ile-de-France, soutenu par le ministère de la culture et le conseil régional, ce centre, dont le responsable artistique est Paul Boufil, sera inauguré officiellement par un concert d'ouverture le 30 septembre à 20 h 30 à l'église Saint-Merri.

★ Renseignements : Association pour l'expansion et la coordination des activités régionales musicales en Ile-de-France, 9, rue la Bruyère, 75009 Paris. Tél. : 42-85-45-28.

● M. Marc Soustrot vient d'être nommé directeur artistique de l'Opéra de Nantes où il cumulera ses fonctions avec celles de directeur musical de l'Orchestre philharmonique des pays de Loire. Il devrait prendre la direction du grand opéra régional dont la création devrait intervenir au mieux qu'à la saison prochaine.



Culture

MODE

Les stylistes envoient les hommes se rhabiller

Shérifs en pantoufles ou arlequins

« Changez-vous, ça change tout. » Tel est le slogan que les professionnels de la mode lancent aux hommes français. Mais, à observer les défilés, la proposition prend parfois l'allure d'une blague.

On les a vus cet été déferler sur la digue ou dans les boîtes avec des polos toniques, des vestes destructurées et des shorts flous. Ils nous ont séduites avec leur bandana négligemment noué autour du cou, des pulls en coton irrésistibles et des mocassins à ficelles. L'été prochain, la compétition risque d'être bien plus difficile. *« Un look 60 mâtiné d'Orient Express et de show biz »*, annonce dans son communiqué le Salon international d'habillement masculin, qui nous promet *« de grands manteaux d'été très longs et tubulaires »*, des poches à soufflet géantes et des imprimés folkloriques. On a du mal à le croire mais c'est ainsi : *« Le vêtement sera ironique et légèrement décadré. »*.

Les couturiers ont multiplié les blagues : doublures de blousons et chemises imprimées de Sioux chez Hermès, boots à talons chez Jean-Paul Gaultier et, un peu partout, boutonnages asymétriques, pyjamas de plage et cascade de badges et de gros boutons. Il faut bien les séduire, ces hommes, et déclencher chez eux l'envie de quitter leur costume de conseil d'administration.

Les chiffres sont consternants : selon un sondage réalisé par la Fédération française des industries du vêtement masculin, 40 % de nos compagnons reconnaissent n'avoir pas changé de style ces dernières années. Le Français met neuf ans et un mois pour acheter un pardessus ou un imperméable (quand l'Allemand se décide au bout de quatre ans) et ne s'offre un costume que tous les cinq ans (tous les deux ans chez le Britannique). Les couturiers ont décidé de lutter contre cette aboulie. Ils ont confié un budget de huit millions de francs à l'agence Intermarco pour pousser les hommes à renouveler leur garde-robe. Le slogan va percuter les plus sales et les plus timides : *« Changez-vous, ça change tout. »*

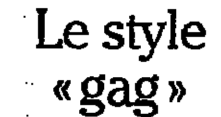
Déjà, au cours des défilés, on a pu saisir l'esprit de la campagne. Les stylistes, fortement impressionnés par les créatifs et les croqueurs de socio-styles, ont proposé une galerie de portraits : la gent masculine se diviserait en 59 % de conservateurs, « ambassadeurs » et « shérifs en pantoufles », et en 41 % d'anticonformistes type « arlequins », « Brummels », « hommes des bois » (étude réalisée en 1985 par le Centre de communication avancée pour la Fédération française des industries du vêtement masculin). Aussi, pendant une semaine, les mannequins ont vécu à un rythme binaire : cravatés, costumés, le regard sombre, ils défilaient pour présenter le businessman. Trois minutes plus tard, les mêmes apparaissaient gambadants, le minois fendu d'un sourire, les fesses tendues d'un bermuda junior. Gag et contre-gag.

L'été 87 ressemblait à un jeu-test. Il fallait trouver sa case : grand reporter en saharienne, romancier naturaliste en pantalon à pinces de coutil noir, cow-boy en jean ou brooker au look irréprochable... Ciblée, trop ciblée, la mode masculine semble s'être laissé accaparer par des obsessions de belle-mère ou de publicitaire : triomphe de l'homme propret, dynamique et prêt à clipper. Heureusement, le succès commercial appartient parfois à ceux qui ne créent pas pour les premiers de la classe et les chahuteurs professionnels.

Le meilleur exemple ? Marithé et François Girbaud, qui injectent de la vie dans la mode masculine, lancent un coton « qui fait du bruit », préservent la transparence du cuir, réhabilitent la fonction de la bretelle (suspendre un pantalon qui bouge). *« Ce qui nous intéresse, c'est travailler la matière, et vendre. Donner aux hommes la possibilité de vivre confortablement. Ils n'ont pas envie d'être étonnés tous les six mois... »*

LAURENCE BENAIM.

Au défilé de Jean-Paul Gaultier-Hommes ; archétypes des groupies de Jean-Paul.



Le style « gag »

L'homme français représente un marché à conquérir, mais aussi un casse-tête. Les rubans, les dentelles, les broderies, les fastes d'avant le dix-neuvième siècle, constituent un interdit. Aujourd'hui, la marge de fantaisie est étroite. Tout de suite, la provocation guette : les shorts à jarretelles de Jean-Paul Gaultier sont drôles, mais certainement pas rentables.

La mode féminine apporte tout au moins des idées que les femmes ont envie de saisir. En revanche, les hommes qui achètent achètent toujours le même costume dans les mêmes couleurs. A partir de là, il est difficile pour les créateurs de faire passer leur image, leur « message » personnel.

Moues farouches et bronzage californien

Ça passe beaucoup par la mise en scène. Ainsi Angelo Tarlazzi pose deux jeunes gens sur une étagère et les habille de rayures. Dans la pièce à côté, des garçons en marinière passent et repassent, une fleur piquée sur le béret posé bien en arrière.

Cerruti compose des tableaux avec des meubles élégants et des vrais mannequins, grandes poupées sans visage. Chic confortable, attitudes désinvoltes sous de grandes photos qui reproduisent la même scène mais avec des modèles vivants.

Montana fait défiler des athlètes : moues farouches, bronzage californien, pectoraux glabres sous le lin clair et souple. Yoghi Yamamoto a dégoté des adolescents blafards coiffés lisse avec un épi, style conscrit ou collégien grandi trop vite, perdus dans des pantalons trop larges tenus par des bretelles, trop courts sur les chevilles maigres, par dessus des vestes boudinées et de magnifiques chemises ornées de grandes fleurs rouges.

Entre gag et tradition, on n'a pas encore trouvé ce qui pourrait faire la mode masculine.

COLETTE GODARD.

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LA DRAGUE, LA MARIÉE MISE A NU PAR SES CÉLIBATAIRES, MÊME, le Grand Edgar (43-20-90-09), 20 h 15 et 22 h.

COUSCOUS AU CŒUR, l'Espace Gaîté (43-27-95-94), 22 h.

FANDOS ET LIS, Jardin des Abbesses (42-62-40-93) 20 h 30.

LES AMOUREUX DE MOLIÈRE, Bouffes Parisiens (42-96-60-24), 21 h.

VINGT ANS DE PIANOS FORCÉS, Fontaine (48-74-74-40), 20 h 30.

LE SYSTÈME RIBADIER, la Bruyère (48-74-76-99), 21 h.

PAUL LÉAUTAUD, CE VIEIL ENFANT PERDU, Guichet Montparnasse (43-27-88-61), 19 h.

AUX ARMES CITOYENS, Essaion (42-78-46-42), 20 h 30.

Les autres salles

ANTOINE (42-08-77-71), 20 h 30 : Lily et Lily.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24), 21 h : les Amoureux de Molière.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), 21 h : Poil de carotte.

DAUNOU (42-61-69-14), 21 h : Au secours, elle me veut.

EDOUARD VII (47-42-57-49), 20 h 30 : la Répétition.

ESSAION (42-78-46-42), 20 h 30 : Aux armes citoyens.

FONTAINE (48-74-74-40), 20 h 30 : Vingt ans de piano forcé.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61), 21 h : Loup entouré de chiens à la tombée du soir.

GRAND EDGARD (43-20-90-09), 20 h 15 : la Drague ; 22 h : la Mariée mise à nu par ses célibataires, même.

HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 22 h 30 : la Leçon.

JARDIN DES ABBESSES (42-62-40-93), 20 h 30 : Fandos et Lis.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99), 21 h : le Système Ribadier.

LUCERNAIRE (45-44-57-34), I. : 22 h : l'Amour goût. – Petite Salle, 20 h : Arlequin, serviteur de deux maîtres ; 22 h 30 : Fantomas, Elysées Chicago.

MARIE STUART (45-08-17-80), 18 h 30 : Dad.

MONTPARNASSE (43-22-77-74), Grande Salle : la Maison du lac. – Petite Salle : Violences.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), 20 h 30 : Mais qui est qui ?

PALAIS-ROYAL (42-97-59-81), 20 h 45 : l'Amuse-gueule.

THÉATRE DE L'ŒUVRE (48-74-42-52), 20 h 45 : l'Escalier.

THÉATRE D'EDGAR (43-22-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

THEATRE SAINT-GEORGES (48-78-63-47), 20 h 45 : Faisons un rêve.

TINTAMARRE (48-87-33-82), 20 h 15 : A Star is Beur ; 21 h 30 : Poivre de Cayenne ; 22 h 30 : Mémoire à suivre.

TOURTOUR (48-87-82-48), 18 h 30 : Namouna ; 20 h 30 : le Petit Prince ; 22 h 30 : la Nuit des morts de rire.

Les cafés-théâtres

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulous ; 22 h 30 : L'Étoffe des blaireaux. – II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11), I. 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. – II. 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes. – III. 20 h 15 : Pierre Salvadori.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51), 20 h 15 : Ficelles.

PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 15 : Nous, on sème.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03), 20 h 15 : D. and J. Memories ; 21 h 30 : Nos désirs font désordre ; 22 h 30 : Pièces détachées.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h, dim. 15 h 30 : Touche pas à mon vote.

Music-hall

LUCERNAIRE (45-44-57-34), à 20 h : C. Vence chante Boris Vian.

OLYMPIA (47-42-25-49), à 20 h 30 : Y. Lecoq.

POTINIÈRE (42-61-44-16), à 21 heures : les Aventuriers de la gauche perdue.

Danse

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35), 20 h 30 : Zonkouaqui.

Opérettes, comédies musicales

DÉJAZET, TLP (48-87-97-34), 21 h : la Petite Boutique des horreurs.

Les concerts

Chapelle de la Salpêtrière, 20 h 45 : « Curlew River », « The Prodigal Song », opéras d'église de B. Britten. Dir. musicale P. Crockford, mise en scène P. Piffault.

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 20 h 30 : R. Parrot, hautbois, R. Siegel, piano. (Bach, Mozart, Marcello...).

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h 30 : W. Donni Jazz Band.

CITHEA (43-57-99-26), 20 h : Trio Davenport.

MAGNETIC TERRACE (42-36-26-44), 22 h : Sexteto Tango de Buenos-Aires.

MÉRIDIEN (47-58-12-30), 22 h : M. Saury.

NEW MORNING (45-23-51-41), 21 h 30 : C. Baker Trio.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70), 21 h : La Velle en trio.

LA PINTE (43-26-26-15), 21 h 30 : Dei Mei.

SLOW CLUB (42-33-84-30), 21 h 30 : R. Franc Hot Jazz Sextet.

SUNSET (42-61-46-60), 23 h : Trio Barret, Texier, Romano.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (42-33-58-37), 22 h : O. Piro Quintet.

Festival estival de Paris

(42-27-12-68)

Auditorium des Halles, 18 h 30 : H. Jeanney, piano (Chopin).

Mardi 9 septembre

HAVRE (Fr.) : *Studio 43 (h.sp.) 9e* (47-70-63-40).

HIGHLANDER (Brit., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46). – V.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).

L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.) : *République Cinéma, 11e (48-05-51-33)* ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

HITCHER (A., v.o.) (*) : George V, 8e (45-62-41-46).

IL ETAIT UNE FOIS LA TERRE (A) : La Géode, 19e (42-45-56-00).

LE JARDIN D'ENFANTS *(Sov., v.o.)* : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76).

JEAN DE FLORETTE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Grand Rex, 2e (42-46-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Saint-Lazare Pasquier, *8e (43-98-35-43)* ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Mistral, (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé (2 salles), 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; Mayfair Pathé, 16e (45-25-27-06) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Wépler Pathé, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

KARATÉ KID, LE MOMENT DE VÉRITÉ (2) (A., v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82). – *V.f. : Rex*, 2e (42-36-83-93) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Clichy Pathé, 18e (45-22-46-01).

LE LIEU DU CRIME (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

MAINE OCÉAN (Fr.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

LE MAL PAR LE MAL (A.) : V.f. Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86).

MAMMAME (Fr.) : 14 Juillet Odéon (Hsp.), 6e (43-26-59-83).

LE MÉTRO DE LA MORT (*) (Brit., v.f.) : Gaîté Rochechouart, 9e (48-78-81-77).

LE MOME (*) (Fr) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

MONA LISA (*) (Brit.) (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; *14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83)* ; Colisée, 8e (43-59-29-46). – V.f. : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76). – V.f : Lumière, 9e (42-46-49-07).

OPERA DO MALANDRO (Franco-brésilien, v.o) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

OUT OF AFRICA (A., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Colisée, 8e (43-59-29-46). – V.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

LE PALTOQUET (Fr.) : *Forum, 1er* (42-97-53-74) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Impérial, 2e. (47-42-72-52) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

PIRATES (A., v.o. et v.f.) : George V, 8e (45-42-41-46).

POLTERGEIST (*) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46). – V.f. : Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Clichy Pathé, 18e (45-22-46-01).

PYGMÉES (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

QUI TROP EMBRASSE... (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : *Epée-de-Bois, 5e* (43-37-57-47).

RÉGIME SANS PAIN (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

ROMEO ET JULIETTE (Brit., v.o.) : Vendôme, 2e (47-42-97-52).

LA *ROSE* POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

RUNAWAY TRAIN (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

LE SACRIFICE (Franco-suédois, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25).

SHORT CIRCUIT (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40).

SOLEIL DE NUIT (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97). – V.f. : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) (hsp.) : Utopia, *5e (43-26-84-65)*.

TEEN WOLF (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93).

THE SHOP AROUND THE CORNER (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

TENUE DE SOIRÉE (Fr.) (*) : Capri, 2e (45-08-11-69) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

TOUCH OF ZEN (Chinois, v.o.) : Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60).

37°2 LE MATIN (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Capri, 2e (45-08-11-69) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

UN SACRÉ BORDEL (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

UNDER THE CHERRYMOON (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-52-83) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16). – V.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (43-36-23-44).

YIDDISH CONNECTION (Fr.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Ermitage, 8e (45-*63-16-16) ; UGC Boulevard, 9e* (45-74-95-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Convention, *15e (45-74-93-40) ; Images, 18e* (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).

Les grandes reprises

AILLEURS, L'HERBE EST PLUS VERTE (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).

A L'EST D'EDEN (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

AMADEUS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

L'ARBRE AUX SABOTS (It.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

AU CŒUR DE LA NUIT (Brit., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).

BARRY LYNDON (A., v.o.) : Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42).

BERLIN AFFAIR (All., v.o.) (*) : Studio Galande (h. sp.), 5e (43-54-72-71).

BLADE RUNNER (A., v.o.) (*) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30).

BONS BAISERS DE RUSSIE (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46). – V.f. : Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

BUGSY MALONE (A., v.o.) : Utopia, 5e *(43-26-84-65)*.

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (46-22-44-21).

LE CANARDEUR (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40). – V.f. : Images, 18e (45-22-47-94).

CENDRILLON (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42).

CHAMPION (A., v.o.) (1949) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LA CLÉ DE VERRE (A.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

COMMANDO (A.) (*) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

COMMENT ÉPOUSER UN MILLIONNAIRE (A., v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (43-25-78-37).

LE COUTEAU DANS L'EAU (A., v.o.) : Parthéon, 5e (43-54-15-04).

LA CROISÉE DES DESTINS (A., v.o.) : Républic, 11e (48-05-51-33).

LA DAME DE SHANGHAI (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14).

DÉLIVRANCE (A.) (*) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

LA DÉCHIRURE (A., v.o.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).

LES ENFANT DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Cinoches, 6e (46-33-10-82). – V. f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86).

LE FAUCON MALTAIS (A., v.o.) . Action Christine Bis, 6e (43-29-11-30).

LA FILLE DE RYAN (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

GOLDFINGER (A., v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

HUIT ET DEMI (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (It., v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).

IL ÉTAIT UNE FOIS LA RÉVOLUTION (A., v.f.) : Grand Pavois (H.s.p.), 15e (45-54-46-85).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Saint-Ambroise (H.s.p.), 11e (47-00-89-16).

KAGEMUSHA (Jap.) (v.o.) : Chatelet Victoria, 1er (45-08-94-14).

LILI MARLEN (All., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

LUDWIG (It.) (version intégrale) (v.o) : Bonaparte, 6e (43-26-12-12).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Studio Galande (h. sp.), 5e (43-54-72-71) ; Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (45-08-11-69).

MY FAIR LADY (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46).

NAZARIN (Mex., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).

NOBLESSE OBLIGE (Brit., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Studio Galande (h. sp.), 5e (43-54-72-71).

ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

PAS D'ORCHIDÉES POUR MISS BLANDISH (A.) (*) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).

PÉRIL EN LA DEMEURE (Fr.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

PETER PAN (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-40).

PIC-NIC A HANGING ROCK (Aus., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76).

POUR UNE POIGNÉE DE DOLLARS (A., v.f.) : Grand Pavois (H.s.p.), 15e (45-54-46-85).

ROBIN DES BOIS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-40).

LA ROSE TATOUÉE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

ROCKY IV (A., v.f.) : Maxéville, 9e (47-70-72-86).

LA ROUTE DES INDES (Brit., v.o.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

SALO OU LES 120 JOURNÉES DE SODOME (It., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16).

SANS TOIT NI LOI (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LE SOLITAIRE DE FORT HUMBOLT (A., v.f.) : Le Club, 9e (47-70-81-47).

SUBWAY (Fr.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

TCHAO PANTIN (Fr.) : Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

TOOTSIE (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

LA VIE EST A NOUS (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LA VIE EST UN ROMAN (Fr.) : Grand Pavois (H.s.p.), 15e (45-54-46-85).

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) (*) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

16 h, Septembre 36 : les films à l'affiche : Calvacade, de F. Lloyd (Vostf) ; Carte blanche à Henri Langlois : 19 h, Nana, de Jean Renoir ; 21 h, Moana, de R.J. Flaherty.

Les exclusivités

ABSOLUTE BEGINNERS (Brit., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

AFTER HOURS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

L'AME SŒUR (Suis.) : Luxembourg (h.sp.), 6e (46-33-97-77).

L'AMOUR SORCIER (Esp., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LES ANGES SONT PLIÉS EN DIEUX (Afr. du Sud, v.f.) : Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

ANNE TRISTER (Canadien) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26).

BEAU TEMPS MAIS ORAGEUX EN FIN DE JOURNÉE (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

LES BALISEURS DU DÉSERT (Tunisien, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

BIRDY (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82). – V.f. : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).

BLACK MIC-MAC (Fr.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE BONHEUR A ENCORE FRAPPÉ (Fr.) : Utopia (h. sp.), 5e (43-26-84-65).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).

CASH-CASH (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).

CENT FRANCS L'AMOUR (*) (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

CLOCK WISE (Brit., v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

LE CONTRAT (A., v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58) ; Gaîté Rochechouart, 9e (48-78-81-77) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

CORPS ET BIENS (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; 14-Juillet Racine, 6e (43-26-19-68) ; UGC *Biarritz, 8e (45-62-20-40)* ; *UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40)* ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

CRAZY FAMILY (Jap., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) ; Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).

DANS LES BRAS DE L'ENFER (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Paris Ciné, 10e (47-70-21-71) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

LE DIABLE AU CORPS (It., v.o.) (*) : Cinoche, 6e (46-33-10-82). – V.f. : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16).

LE DIAMANT DU NIL (A., v.o.) : Espace Gaîté (h. sp.), 14e (43-27-95-94).

DROLES D'ESPIONS (A., v.o.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08).

L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : La Géode, 19e (42-45-66-00).

ESCORT GIRL (Br., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-35-59-83) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). – V.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

FX, EFFET DE CHOC (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21). – V.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Images, 18e (45-22-47-94).

GARDIEN DE LA NUIT (Fr.), Denfert, 14e (43-21-41-01).

GENESIS (Ind., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

GINGER ET FRED (It., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

GOLDEN EIGHTIES (Franco-Belge) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

HANNAH ET SES SŒURS (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

LES FILMS NOUVEAUX

ACT OF VENGEANCE, film américain de John Mackenzie, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Convention St-Charles, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES AVENTURES DE JACK BURTON, film américain de John Carpenter, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-07-54-409) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

L'INVASION VIENT DE MARS, film américain de Tobe Hooper, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; George-V, 8e (45-62-41-26) ; Triomphe, 8e *(45-62-45-76)* ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC *Convention, 15e (45-74-93-40)* ; Wepler Pathé, 18e (45-22-56-01).

MELO, film français d'Alain Resnais : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Reflet Médicis, 5e (43-54-42-34) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; *14 juillet Parnasse, 6e* (43-26-58-00) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE, film britannique de Stephen Frears, v.o. : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; St-André des Arts, *6e* (43-26-48-18) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont *Parnasse, 14e* (43-35-30-40).

LE RAYON VERT, film français de Eric Rohmer : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

SAUVE-TOI LOLA, film français de Michel Drach : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; *Hautefeuille, 6e* (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; PLM St-Jacques, 14e *(45-89-68-42)* ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

AVANT-PREMIÈRE

CRITTERS, film américain de *Stephen Herek* ; *Pathé Clichy, 22 h, 18e* (45-22-46-01)

PARIS EN VISITES

MERCREDI 10 SEPTEMBRE

« Le dix-huitième siècle français au musée Nissim-de-Camondo », 10 h 30, entrée musée.

« L'Opéra et ses souterrains », 13 h 30, sur les marches.

« De saint Louis à Baudelaire : l'île Saint-Louis », 16 heures, métro Pont-Marie (Paris Passion).

« Jardins et cités d'artistes de Montmartre », 14 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt (Paris pittoresque et insolite).

« Les appartements royaux du Louvre », 11 heures, devant l'église Saint-Germain-l'Auxerrois (C.A. Messer).

« *Exposition Saint-Laurent* », *15 h 30*, 113, rue de Rivoli (M. Hager).

« Hôtels et passages pittoresques du quartier du Faubourg-Saint-Honoré », 15 heures, parvis église de la Madeleine (M. Pohyer).

« *Les Carmes et les massacres de septembre* », 15 heures, 70, rue de Vaugirard (Approche de l'art).

« Aspects du quartier Latin et caves gothiques du collège des Bernardins », 15 heures, portail église Saint-Julien-le-Pauvre (Cerise Sagave).

« Les salons de l'Hôtel de Ville : histoire de la Ville de Paris, d'Etienne Marcel à la Commune », 14 h 15, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau (P.Y. Jaslet).

« Le Marais et ses rénovations, les hôtels de Sens, d'Aumont et Brinvilliers », 14 h 30, 6, boulevard Henri-IV (Vieux Paris).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

CONFÉRENCES

11 bis, rue Keppler, 19 h 30 : « Eveil à la fraternité universelle ».

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 9 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Série : Tous en boîte.
Coup de pub.
Avec J.-P. Sentier ; G. Legrand ; R. Blanche ; Alexandre Seypulska ; O. Hémon...

21 h 25 Hauts de gammes.
Emission d'Eric Lipmann.
Documents d'archives de l'INA (Tito Gobbi, Elisabeth Schwarzkopf, Renata Tebaldi) ; documents d'aujourd'hui : l'Orchestre français des jeunes dirigé par Sylvain Cambreling, au Festival de Montreux ; Jorg Demus au Festival de Sceaux ; finale du concours des jeunes chefs d'orchestre de Besançon ; page musicale : la Fantaisie chorale, de Beethoven, avec l'Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, dir. Marek Janowski ; extrait du film L'amour sorcier, de Carlos Saura.

22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Mardi cinéma, en direct de Deauville,
Il était une fois un flic. □
Film français de Georges Lautner (1972), avec M. Darc, M. Constantin, M. Lonsdale, R. Castel.
Pour démasquer un gang de trafiquants de drogue, un flic se voit affublé d'une famille et d'un petit garçon turbulent. Lautner a essayé de faire une synthèse entre ses habituelles comédies parodiques et un ton de film policier plus sérieux. Ce n'est pas très réussi, et le film perd en humour ce qu'il ne parvient pas à gagner en crédibilité.

22 h 15 Mardi cinéma.
L'actualité cinématographique et les jeux, avec Bernard Blier, Clémentine Célarié, Roland Giraud, Pauline Lafont, Dominique Lavanant et Guy Marchand.

23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : Le bon, la brute et le truand. ■■
Film de Sergio Leone (1967) avec C. Eastwood, E. Wallach, L. Van Cleef.
En pleine guerre de Sécession, indifférents au conflit qui déchire le pays, trois hommes poursuivent un même but : un trésor enfoui dans un vieux cimetière. Le titre est déjà un clin d'œil. Poursuivant sa quête du western réaliste qui le rendit célèbre, Leone abandonne les valeurs morales du genre traditionnel tel qu'on l'a conçu à Hollywood. Reste une épopée picaresque bourrée d'humour et de violence.

23 h 15 Journal.

23 h 40 Prélude à la nuit.
Divertimento pour deux pianos, de Milosz Magin, interprété par Milosz Magin et Henri Gorsieb.

CANAL PLUS

20 h 35, Cinéma : Les Chinois à Paris. ■ Film français de Jean Yanne (1974), avec J. Yanne, N. Calfan, M. Serrault, B. Blier, K. Nagaztuka, G. Wilson ; **22 h 20, Flash d'informations** ; **22 h 30 Cinéma : Terminator.** □ Film américain de James Cameron (1985), avec A. Schwarzenegger, M. Biehn, L. Hamilton, P. Winfield ; **0 h 10, Cinéma : Lola Montès.** ■■ Film français de Max Ophuls (1955), avec M. Carol, P. Ustinov, A. Walbrook, I. Deany, L. Delamare, H. Guisol ; **1 h 55, Série : Rawhide.**

LA « 5 »

20 h 30, Feuilleton : Racines. (1er épisode.) ; **22 h 15, Téléfilm : Les veuves au parfum.** (1re partie.) De Ian Toynton. Avec A. Mitchell, M. O'Farrel, F. Mendley, E. Mettley ; **0 h 20, Feuilleton : Racines** ; **2 h 15, Série : Star Trek.**

TV 6

14 h, Tonic 6 ; 17 h, Système 6. Invité : Level 42 ; 19 h, NRJ 6 ; 20 h, Tonic 6 ; 23 h, NRJ 6 (rediff.) ; **0 h, Tonic 6.**

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le journal du corps.
21 h 30 Musique : Diagonales.
22 h 30 Nuits magnétiques : La nuit et le moment.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : XVe Festival de musique de Saintes. Conzonance stravaganti, Due Gagliarde, de Macque ; Canzon franceze terza, de Salvatore ; Sinfonia et Passacaglio, sonate a quattro, de Marini ; Canzon VI a quattro, toccata terza (livre I), Canzon V a quattro et capriccio sopra la basso fiammenga, de Frescobaldi ; Ricercare, de Luyton ; Intrada et balletto del Marchese di Caravaggio con la sua gagliarda, Alemana, La bella Pedrina, Aria del Granduca, Gagliarda detta la Lisfeltina, Il Spagnoletto, Galeria d'amore, de Zanetti, par le Concerto Italiano, dir. Fabio Bondi.

22 h Concert du GRM : Michel Chion.

23 h Les soirées de France-Musique : Eventails (œuvres de Rameau, Debussy, Dhana, de Florentia, Beethoven) ; à 0 h, Poissons d'or.

Mercredi 10 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF1

13 h 50 Vitamine.
Jem ; Cascades en direct ; Allo Loula ; Mrs. Pepperpote ; Cinéma ; jeu policier ; Les Gobots ; Vitaboum ; Look ; Vitavurms ; animaux ; Les Snorkys.

16 h 25 Série : L'étrange M. Duvallier.
D'après le roman de Claude Klotz.
Avec Louis Velle, Sabine Azéma, Albert Médina...
Un très vieux monsieur riche, c'est M. Duvallier, et un aventurieux, dynamique et insaisissable, c'est Raner. Mais Duvallier et Raner ne sont en fait qu'une seule et même personne...

17 h 25 Série : Les 400 coups de Virginie.
d'après les chroniques de Marcel Mithois, réal. Bernard Queysanne.
Avec A. Alvina, F. Morhange, S. Sauvion, Y Marie...

18 h 30 Mini-journal, pour les jeunes.
De Patrice Drevet.

18 h 55 Feuilleton : Santa Barbara.
19 h 20 Tirage du Tac-O-Tac.
19 h 25 Journal.
19 h 55 Football.
Championnat d'Europe des nations, en direct de Reykjavik.
Islande-France.
Premier match de qualification pour l'équipe de France, qui, récemment battue en match amical par la Suisse, n'aborde pas dans les meilleures conditions cette épreuve.

20 h 45 Tirage du Loto (pendant la mi-temps).

21 h 50 Histoires naturelles.
Emission proposée par Igor Barrère, Etienne Lalou et Jean-Pierre Fleury. Le Kenya.

22 h 50 Athlétisme (en différé.)
Finale du Grand Prix international à Rome.

23 h 30 Journal.
23 h 45 Rubrique information.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

13 h 50 Cinéma : Un homme nommé Cheval. ■■
Film d'Elliot Silverstein (1969), avec R. Harris, C. Tsopel, J. Gascon, Dame J. Anderson, M. Tupou.

15 h 40 Récré A2.
Les schtroumpfs ; Ty Uan ; Silas ; Flip Bouc ; Cosmocats.

17 h 35 Terre des bêtes.
18 h 5 Série : Capitol.
18 h 30 Magazine : C'est la vie.
Les jeunes et l'emploi.

18 h 45 Jeu : Des chiffres et des lettres.
D'Armand Jammot. Présenté par Patrice Laffont.

19 h 5 D'accord, pas d'accord.
Sel de cuisine fluoré.

19 h 15 Actualités régionales.
19 h 40 Le nouveau théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 35 L'heure de vérité.
Emission animée par François-Henri de Virieu. Invité : Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation.
Le ministre répondra aux questions d'Alain Duhamel, Albert du Roy, Philippe Sessier.

21 h 55 Le dossier d'Alain Decaux.
L'histoire vraie du « Diable au corps ».
Une histoire qui commence en 1917 et qui a dû être plus dramatique encore que le chef-d'œuvre de Raymond Radiguet.

23 h 15 Cyclisme.
Le Tour de l'Avenir.

23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Feuilleton : Davy Crockett.
Le roi des trappeurs.

17 h 30 Feuilleton : Les aventures d'Huckleberry Finn et Tom Sawyer.
Bienvenue à mon voisin.
Avec Ian Tracey, Sammy Snyers, Brigitte Horney, Bernie Coulson...

17 h 55 Croqu'soleil.
Bouboa refuse de se lever tôt.

19 h Le 19-20 de l'information.
19 h 15 Actualités régionales.
19 h 55 Dessin animé : Les entrechats.
20 h 5 Les jeux à Roscoff.
20 h 30 Mister Swing.
Spécial Michel Jonasz.
Réal. Jean Van Den Bongaard.
▶ *Des interviews de Jonasz, de ses musiciens, des gens qui l'entourent ; des répétitions... et, bien sûr, des chansons.*

21 h 40 Magazine : Thalassa.
Magazine de la mer, émission de G. Pernoud.
Que cent pirogues repartent pêcher...
Reportage sur l'archipel des Bissagos (une cinquantaine d'îles au large de la Guinée-Bissau) où la pêche reprend, petit à petit, ses droits.

22 h 30 Journal.

22 h 55 Magazine : Mach 3
Magazine de l'air et de l'espace de François et Max Armanet.
Championnats du monde de voltige ; premier grand prix international de vitesse en planeur ; actualité aéronautique et spatiale.

23 h 25 Prélude à la nuit.
Quatuor en ré majeur pour flûte, violon, alto et violoncelle de Mozart, interprété par le quatuor Mozart.

CANAL PLUS

14 h, Cabou Cadin ; 14 h 45, Téléfilm : Les folles aventures de Robin des Bois ; 16 h 15, Les coulisses ; 16 h 30, Football : France-Hongrie (espoirs) ; **18 h 35, Dessins animés ; 18 h 45, Top 50 ; 19 h 15, Zénith ; 20 h 5, Starquizz ; 21 h, Cinéma : L'empereur du Nord** ■■, film américain de Robert Aldrich (1973), avec L. Marvin, E. Borgnine, K. Carradine ; **22 h 55, Flash d'informations ; 23 h 5, Boxe,** Championnat des mi-lourds (WBC), en direct de Londres. Denis Andries contre Tony Sibson ; **0 h 45, Cinéma : No man's land** ■■, film suisse d'Alain Tanner (1985), avec H. Quester, M. Mezières, J.-P. Ecoffey, B. Berr, M.-L. Felber ; **2 h 30, As-tu vu Montbéliard ?** Le 3e Festival de vidéo et de télévision de Montbéliard.

LA « 5 »

17 h 15, Série : Shérif, fais-moi peur ; 18 h 10, Série : Riptide ; 19 h 10, Série : Happy Days ; 19 h 35, Série : Star Trek ; 20 h 30, Série : L'inspecteur Derrick ; 21 h 40, Série : Arabesque ; 22 h 35, Téléfilm : Les veuves au parfum, (2e partie.) ; **0 h 25, Série : L'inspecteur Derrick ; 1 h 35, Série : Arabesque.**

TV 6

14 h, Tonic 6 ; 17 h, Système 6, invité : Billy ; **19 h, NRJ 6,** invitée : Bibie ; **20 h, Tonic 6 ; 23 h, NRJ 6,** (rediff.) ; **0 h, Tonic 6.**

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Pour ainsi dire. Numéro spécial consacré au Festival poétique de Cogolin, avec E. Sanguinetti, R. Laporte, A. Schwerner, M. Descheng.
21 h 30 Musique : de l'écriture musicale.
22 h 30 Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h Concert : Semaines internationales de musique de Lucerne, en direct du Kunsthaus. Massimilla Doni, opéra en six tableaux, op. 50 (1934-1935), d'Othmar Schoeck, par les chœurs et Orchestre symphonique de la radio de Cologne, dir. : Gerd Albrecht ; chef des chœurs : Herbert Schernus ; solistes : C. Lindsey, soprano ; E. Mathis, soprano ; Josef Protschka, ténor ; D. van der Walt, ténor ; H. Winkler, ténor ; H. Stamm, bass ; R. Hermann, baryton ; A. Knettenbaum, soprano ; W. Hess, ténor ; F. Giertzsch, baryton.

23 h Les soirées de France-Musique. Jazz-club en direct du Petit Journal Montparnasse ; le trio Martial Solal.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps entre le mardi 9 septembre à 0 heure et le dimanche 14 septembre à 24 heures.

Après un rapide épisode orageux sur les régions méditerranéennes, un courant perturbé d'ouest-sud-ouest gagnera le sud-ouest et les régions sud de la France, puis se généralisera aux régions du nord et à toute la France, donnant des pluies discontinues, à caractère orageux à partir de vendredi.

Mercredi matin, des nuages menaçants obscurciront encore le ciel de la Corse et des régions situées à l'est du Rhône où des orages continueront à éclater. Ils devraient, toutefois, s'évacuer assez rapidement vers l'Italie pour laisser place, dans l'après-midi à un temps plus ensoleillé.

Sur les Pyrénées, l'Aquitaine et la région Midi-Pyrénées, la situation ira en se dégradant : des nuages de plus en plus abondants envahiront le ciel par le sud. Le reste du pays sera dominé dès le matin par le soleil et la fraîcheur. Après dissipation des quelques brumes matinales présentes au lever du jour, ces régions bénéficieront, en effet, d'un temps très ensoleillé, tout juste voilé de quelques nuages.

Les températures minimales, en baisse générale, avoisineront dans l'intérieur 6 à 9 degrés sur la moitié nord, 9 à 12 degrés sur la moitié sud, et près des côtes 10 à 12 degrés sur l'Atlantique et la Manche, 15 à 17 degrés en Méditerranée.

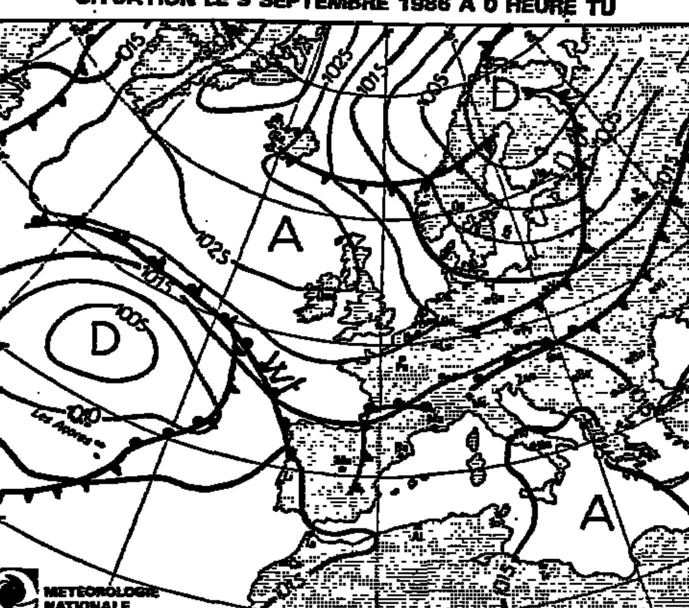
Quant aux températures maximales, elles varieront entre 16 et 22 degrés sur la moitié nord, 22 et 26 degrés plus au sud, atteignant 26 à 30 degrés près de la Méditerranée. Un vent modéré de secteur nord s'établira sur l'ensemble de la France.

Jeudi 11 : Le temps sera le matin, très nuageux, des côtes Atlantiques au golfe du Lion avec de faibles pluies près des côtes, nuageux de la Bretagne au Massif Central, brouillards locaux ailleurs.

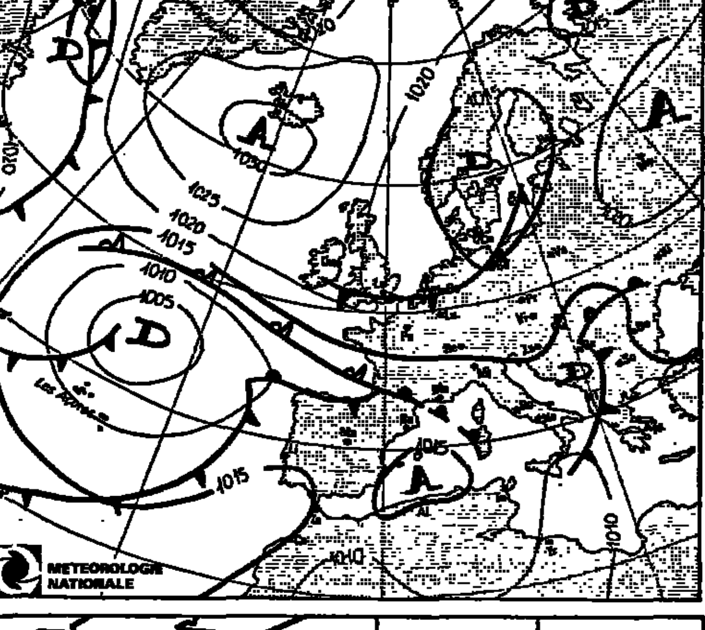
Vendredi 12 : Le temps très nuageux à couvert gagnera la moitié ouest du pays avec des pluies discontinues sous forme d'ondées orageuses en cours de journée. Sur la moitié est de la France, le temps sera généralement peu nuageux avec cependant quelques orages isolés.

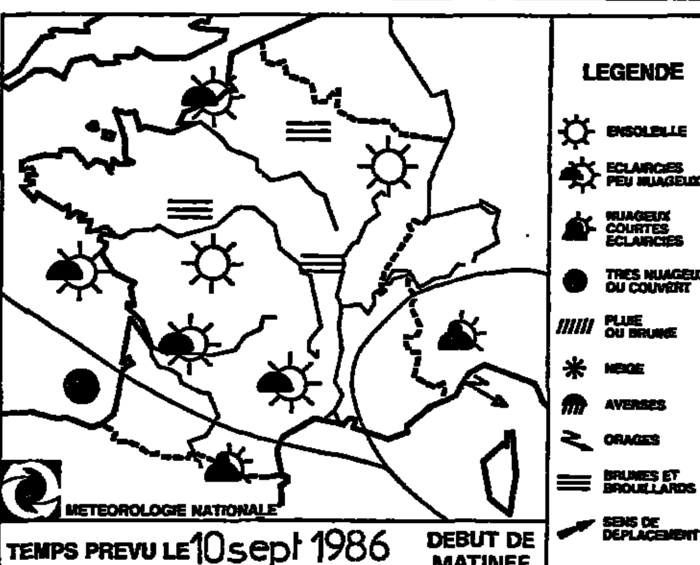
Samedi 13 et dimanche 14 : Un temps nuageux avec des ondées orageuses se généralisera à toute la France samedi. Un ciel plus variable avec des averses gagnera l'ouest de la France dimanche et les orages se maintiendront sur les autres régions.

SITUATION LE 9 SEPTEMBRE 1986 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 11 SEPTEMBRE A 0 HEURE TU





TEMPÉRATURES maxima - minima
Valeurs extrêmes relevées entre le 8-9-1986 à 6 h TU et le 9-9-1986 à 6 h TU

Temps observé le 9-9-1986 à 6 heures TU

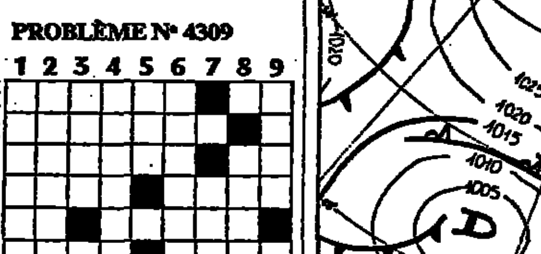
	max	min	temps
FRANCE			
AJACCIO	25	14	N
BIARRITZ	23	15	B
BORDEAUX	25	14	P
BOURGES	22	11	S
BREST	19	12	N
CAEN	18	10	C
CHERBOURG	16	12	C
CLERMONT-FERR.	25	11	C
DIJON	21	12	C
GRENOBLE St-M-H	27	13	P
LILLE	18	4	S
LIMOGES	23	12	N
LYON	25	12	A
MARSEILLE-MAR.	27	20	N
NANCY	19	8	S
NANTES	23	12	S
NICE	24	20	N
PARIS-MONTS.	19	9	S
PAU	24	13	A
PERPIGNAN	26	17	C
RENNES	21	9	S
ST-ÉTIENNE	26	13	C
STRASBOURG	21	11	C
TOURS	22	10	C
TOULOUSE	25	15	P
POINTE-A-P.	28	24	A
ÉTRANGER			
ALGER	32	20	N
AMSTERDAM	16	5	S
ATHÈNES	28	18	S
BANGKOK	29	23	P
BARCELONE	25	18	N
BELGRADE	28	13	N
BERLIN	15	4	S
BRUXELLES	16	4	S
LE CAIRE	33	23	S
COPENHAGUE	16	4	S
DAKAR	29	24	O
DELHI	38	27	S
DJERBA	33	24	A
GENÈVE	26	12	C
HONGKONG	30	27	A
ISTANBUL	26	18	N
JÉRUSALEM	26	18	N
LISBONNE	27	19	P
LONDRES	17	5	S
LOS ANGELES	24	17	C
LUXEMBOURG	16	7	N
MADRID	30	20	A
MARRAKECH	36	21	S
MEXICO	25	13	A
MILAN	27	17	N
MONTRÉAL	16	5	S
MOSCOU	16	8	S
NAIROBI	29	13	S
NEW-YORK	22	14	S
OSLO	16	3	S
PALMA-DE-MAL.	28	17	N
PÉKIN	28	20	S
RIO-DE-JANEIRO	23	19	S
ROME	27	19	S
SINGAPOUR	28	23	C
STOCKHOLM	14	6	S
SYDNEY	16	11	S
TOKYO	29	22	A
TUNIS	32	21	C
VARSOVIE	15	9	C
VENISE	25	17	N
VIENNE	21	13	N

A	B	C	N	O	P	S	T	*
averse	brume	couvert	nuageux	orage	pluie	soleil	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4309



	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I							■		
II								■	
III							■		
IV					■				
V			■						■
VI					■				
VII		■		■					
VIII					■				
IX						■			
X								■	
XI	■				■		■		

HORIZONTALEMENT

I. Esprit conservateur, sauf quand il s'agit de secrets. Vieux langage. – II. Etaient, avant La Fontaine, imbattables à la course. – III. Font les gros yeux. Démonstratif. – IV. Allai de l'avant. Qui ne risque plus de couler. – V. Dépôts de bière. Beau corps de chasse. – VI. Commune de Belgique. Le couvert ou dans l'assiette. – VII. Porta ou reporta. – VIII. Vedette de western ou emblème de shérif. Alternative pour des gens hostiles à la casse. – IX. Rejeton de gitane. Source de l'aube. – X. Ses mystères étaient fort éloignés de ceux de Paris. – XI. Etoile pennsylvanienne ou Virginien étoilé. Sa Côte évoque le jus de Bacchus plus que l'eau de mer.

VERTICALEMENT

1. Tare pesant lourd dans la balance économique. – 2. Concentration d'espèces. A failli, contre son gré, devenir infanticide. – 3. Démonstratif. Genre de gâterie peu goûtée du gibier. – 4. Adjectif cependant très démonstratif pour une chose ne tenant pas debout. Ne peut être directrice quand elle est indépendante. – 5. Avec l'emballage. Pour conclure les débats. – 6. Où le plomb permet d'assurer un certain aplomb. Personnel. – 7. Qui font l'objet d'un pôle d'attraction. – 8. Victimes d'une insuffisance thyroïdienne ou intellectuelle. – 9. Après y avoir remis la pièce, on en tire des pots de vin. Purger au sommet.

Solution du problème n° 4308

Horizontalement

I. Sablier. – II. Ocre. Noce. – III. Utes. Cuit. – IV. Bifilaire. – V. Io. Nés. – VI. Sn. E.V. E.N.A. – VII. Endurants. – VIII. Aurige. – IX. Air. Eden. – X. Prière. Os. – XI. Têtus. Ane.

Verticalement

1. Soubise. Apt. – 2. Actionnaire. – 3. Bref. Durit. – 4. Lésineur. Eu. – 5. Lévriers. – 6. En-cas. Agde. – 7. Roui. Enée. – 8. Cirent. Non. – 9. Fête. Ase. Se.

GUY BROUTY.

annonces associations

Appels

Arts au Carré propose à la vente de façon urgente :
1) une machine à écrire *Olivetti à mémoire interne et ligne de visualisation*, valeur neuve 14 000 F, prix à débattre,
2) deux clicheurs de plaque offset à partir de 2 000 F.
Tél. : 46-33-81-94 (bur.) et 42-02-36-33 (dom.).

Association ALPHA IV groupe alphabétisation travailleurs immigrés, cherche moniteurs bénévoles, avec expérience ou *non, pour donner cours 1 soir* par semaine quart. Bastille. Tél. : 42-77-44-38 ou 45-89-67-23 soir ou w.e., ou se présenter 15 ou 16 ou 17 sept. à 19 h 15 : 51 bis, rue de la Roquette 75011 Paris, 2e étage. *Prévoir aussi séance* de lancement samedi 20 sept. de 14 h à 19 h s/place.

Rejoignez les équipes bénévoles de quartier d'accueil et promotion pour étoffer leurs actions de lutte contre l'analphabétisme et le *racisme* : cours d'alpha, permanences juridiques. Réunions d'info : Tél. : 43-66-09-00.

Sessions et Stages

ANGLAIS-FRANÇAIS ALLEMAND-RUSSE
Apprentissage efficace, joyeux, rapide par la suggestopédie à sa source française. Tél. : 43-28-22-64

THÉATRE EN ACTES
COURS DE THÉATRE
SECTION PROFESSIONNELLE
Jeu/Voix/Chant/Entraînement physique/*Histoire du Théâtre*
Technique du plateau
SECTION AMATEURS
Cours enfants/adolescents adultes
Tél. : (1) 43-57-35-13

DES « CLÉS » POUR VOIR... Mieux voir notre monde à travers son ART, pour le connaître et l'aimer, telle est la perspective vivante, et moderne que propose l'association ARTE : séances audiovisuelles complétées de visites : (groupe de 15 personnes).
Calendrier sur demande : ARTE, 13, rue Mazarine Paris (6e). Tél. : 43-25-90-84.

Cours et stages d'Italien
cours d'Espagnol
TRILOGOS. Initiative et recherche sur le langage et la communication.
Tél. : 48-07-83-36.

CREATEURS D'ENTREPRISES
LA BOUTIQUE DE GESTION DE PARIS
vous propose

— un accueil gratuit (diagnostic de projet).
— un service de suivi et de conseil personnalisé (juridique, fiscal, social, financier...).
— un programme complet de formation.

Les prochaines sessions :

Ce qu'il faut savoir pour créer votre entreprise.
1 journée. Le 6 octobre.

Les outils de gestion indispensables au créateur d'entreprise.
Du 29 septembre au 3 octobre.

Vos statuts de SARL ou EURL sur mesure.
Les 22 et 23 septembre.

Votre suivi de gestion sur mesure.
6 demi-journées à partir du 16 septembre.

Du social à l'économique. Un autre projet d'entreprise. Du 13 au 17 octobre.

Renseignements et programme sur simple demande. Boutique de Gestion de Paris 95, bd. Voltaire. 75011 Paris.
Tél. : 43-55-09-48.

Du plaisir d'écrire au travail du texte. Ateliers d'écriture Elisabeth Bing.
3, r. Jean-Bart 75006 Paris.
Tél. : 45-48-07-93. Ateliers adultes, enfants, ateliers hebdomadaires, stages intensifs. Envoi documentation sur demande. Prochains week-ends sensibilisation : 27-28 sept., 4-5 octobre, 25-26 octobre.

INSTITUT MILTON H. ERICKSON DE PARIS
(Médecins et psychologues) formation : Hypnose clinique psychothérapie Ericksonienne
28, rue des Ecoles.
Tél. : 43-29-83-49.

DANS LA DOUCEUR PROVENÇALE
se reposer, se ressaisir, trouver la paix après le stress, les tensions, les difficultés de tous ordres à la
RÉSIDENCE GAUGUIN
● au cœur d'un village animé
● sécurité, calme, standing
● qualité relationnelle, créativité, loisirs diversifiés
● grand parc, séjours toutes durées
● Ecoute toujours disponible et attentive à vos difficultés.
Renseig. tél. : (16) 42-20-66-79 après 19 h
ou association
LA VIE DEVANT SOI
La Roucheyrolle — Carmel
07140 Les Vans.

● Prix de la ligne 30 F TTC (28 signes, lettres ou espaces).
● Joindre une photocopie de déclaration au *J.O.*
● Chèque libellé à l'ordre de Régie-Presse LMA et à adresser au plus tard le jeudi pour parution du mardi daté mercredi à Régie-Presse LMA, 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

« Services »

COLLOQUE

« Droit social » et « la précarité des avantages acquis »

La revue *Droit social*, dirigée par le professeur Jean-Jacques Dupeyroux, organise, le vendredi 26 septembre à l'université Paris-II (92, rue d'Assas, 75006 Paris), un colloque sur le thème de *« la précarité des avantages acquis »*. Placé sous la présidence de M. Jean Laroque, procureur général honoraire près la Cour de cassation, ce colloque sera ouvert à 8 h 30 par une introduction du professeur Dupeyroux, suivie par une intervention de M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, sur l'adaptation du droit du travail.

La matinée sera consacrée à un débat portant sur les *« avantages acquis et modification du contrat de travail »*. M. Jean-Maurice Verdier, président de l'Association française de droit du travail, présidera la séance au cours de laquelle interviendront MM. Henry Blaise, professeur à la faculté des sciences juridiques de Rennes, Arnaud Lyon-Caen, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, Bernard Teyssié, professeur à la faculté de droit et de sciences économiques de Montpellier.

A 14 h 30, M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, interviendra sur le thème *« du changement imposé aux adaptations négociées »*. Lors de la séance de l'après-midi, présidée par Mme Martine Aubry, directeur des relations du travail, MM. Philippe Langlois, professeur à l'université de Paris-X, Pierre Rodière, professeur à l'université de Paris-I, et Jean Savatier, professeur à la faculté de droit et de sciences sociales de Poitiers, traiteront des *« avantages acquis et modifications des règles régissant le contrat de travail »*.

★ Renseignements complémentaires : téléphone 43-25-15-25 ou 43-29-21-40 postes 445 et 538.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du mardi 9 septembre :

UN DÉCRET

● N° 86-1017 du 5 septembre 1986 portant modification du décret du 16 juin 1959 relatif au soutien financier de l'Etat à l'industrie cinématographique.

UN ARRÊTÉ

● Du 4 août 1986 modifiant les tableaux A1, A2 et B annexés à l'arrêté du 30 juillet 1965 fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif.

EN BREF

● **SOLIDARITÉ : Fondation Claude-Pompidou.** — Depuis seize ans bientôt — elle a été créée, le *16 septembre 1976 — la Fondation* Claude-Pompidou vient en aide aux familles d'enfants handicapés et aux malades hospitalisés. Pour renforcer ses équipes, elle recherche des volontaires. Pour les enfants handicapés, téléphoner au 45-08-45-15 (une session de formation aura lieu le 8 octobre 1986). Pour les personnes hospitalisées, téléphoner au 46-08-45-99.

★ Fondation Claude-Pompidou, 42, rue du Louvre, 75001 Paris. Tél. : 42-36-45-73 et 45-08-07-49.

Echecs

CHAMPIONNAT DU MONDE
LONDRES-LENINGRAD 1986

Après la perte de la quatorzième partie

Le glas pour Karpov

Quand il a vu Kasparov jouer : *1.é4*, il a pris deux minutes avant de répondre : ...é5, et puis, sans hésitation, il s'est lancé dans l'Espagnole. Que risquait-il ? Quatre fois dans ses deux précédents matchs contre le même rival, il l'avait déjà employée : trois nulles et une victoire. Tout cela avec les Noirs, comme le lundi 8 septembre dans la quatorzième partie. Pour Karpov, il y avait là l'occasion, sinon la certitude, de partager le point.

D'ailleurs, jusqu'au quinzième coup, tout *n'alla pas si mal pour lui* : bon développement, fous balayant les grandes diagonales et cavalier empoisonnant sur b4. Six coups plus tard, c'était déjà moins bien : après trois échanges, Karpov se retrouvait avec trois pions isolés (b5, d6 et d3). Le dernier était bien passé mais n'avait aucune chance de survie. Il est vrai que Kasparov n'allait pas non plus pouvoir garder longtemps son pion a et, au temps, c'est le challenger qui était en avance.

Au vingt et unième coup donc (où l'on remarque que la colonne d est « bourrée » de la première à la dernière case), c'est encore l'incertitude. Mais pour répondre au plan de Kasparov (22.Fb2, 23.Cf5), que le champion du monde mit quarante-six minutes à trouver, Karpov prit, lui, en quatre coups, quatre-*vingt-sept minutes ! Un retard épouvantable* qui va l'amener à commettre, sinon une « gaffe », du moins un très mauvais coup (31...Dd6). Il n'avait alors plus que cinq minutes pour arriver à l'ajournement.

Kasparov, qui avait dix minutes, n'allait pas rater l'occasion (32.Cç5) et, au quarantième coup, il ajournait la partie dans une position que Karpov a jugé si désespérée qu'il a abandonné sans reprendre le jeu, ce mardi.

La perte de cette partie sonne *probablement* le glas pour Karpov. Il doit, maintenant qu'il est mené 8-6, gagner trois fois, sur les dix parties restantes, pour reconquérir son titre, puisque, à douze partout, c'est Kasparov qui reste champion du monde. Une tâche quasi impossible.

B. de C.

Blancs : KASPAROV
Noirs : KARPOV
Quatorzième partie
Partie espagnole

1. é4	é5	22. Fb2 (17)	Da5 (39)
2. Cf3	Cç6	23. Cf5 (29)	Cé5 (19)
3. Fb5	a6	24. Fxé5	dxé5 (14)
4. Fa4	Cf6	25. Ch3	Db6 (15)
5. 0-0	Fé7	26. Dxd3	Ta8
6. Té1	b5	27. Tç1 (29)	g6
7. Fb3	d6	28. Cé3	Fxa3
8. ç3	0-0	29. Ta1	Ta4 (18)
9. h3	Fb7	30. Cg4	Ff8
10. d4	Té8	31. Tç1	Dd6
11. Cbd2	Ff8	32. Cç5	Tç4
12. a4	h6	33. Txç4	bxç4
13. Fç2	éxd4	34. Cxb7	çxd3
14. çxd4	Cb4	35. Cxd6	Fxd6
15. Fb1	ç5	36. Rf1	Rg7
16. d5 (6)	Cd7	37. f3	f5
17. Ta3	ç4	38. Cf2	d2
18. axb5	axb5	39. Ré2	Fb4
19. Cd4	Txa3	40. Cd3	Fç3
20. bxa3	Cd3		aband.
21. Fxd3	çxd3		

Les chiffres entre parenthèses représentent, en minutes, le temps de réflexion pour le coup joué.

Position à l'ajournement : BLANCS : Ré2, Cd3, Pd5, é4, f3, g2 et h3 ; NOIRS : Rg7, Fb3, Pd2, é5, f5, g6 et h6.

SECTEURS DE POINTE

CONTROLE DES SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES

Des cartes au banc d'essai

Même si les Japonais y pensent, ce n'est pas demain que l'on pourra supprimer les tests de bonne conformité et de bon fonctionnement des cartes électroniques.

LES équipements d'essais représentent de 10 % à 20 % de l'investissement dans une usine de construction d'appareils électroniques. Ce n'est pas un mince marché, environ 650 millions de dollars en 1984, réduit à 500 millions en 1986 par la crise qu'a connue cette branche industrielle, mais qui devrait bientôt dépasser ses niveaux antérieurs.

Principal fabricant avec l'américain Genrad d'équipements de test automatique de cartes électroniques, la société Factron, du groupe Schlumberger, vient d'organiser une visite de son usine de fabrication à Wimbourne, en Grande-Bretagne, à l'occasion de la sortie de nouveaux équipements, les testeurs 700-E, qui complètent et renouvellent la gamme actuelle.

Factron existe depuis 1984 ou plutôt depuis 1960. En 1960, le constructeur de composants américains Fairchild crée une division, Fairchild Test Systems, qui grossit ensuite après l'apport de plusieurs petites sociétés spécialisées, en particulier Faultfinders. De son côté, Schlumberger prend en 1977 le contrôle de l'entreprise britannique Membrain, fondée en 1970. Après la reprise de Fairchild par Schlumberger en 1979, une réorganisation d'ensemble est entreprise qui aboutit à la création au sein du groupe Schlumberger d'une division Computer Aided Systems, qui regroupe plusieurs sociétés : Applicon et Benson pour la conception assistée par ordinateur, MDSI pour la fabrication assistée par ordinateur, Sentry et Factron pour le test des composants et des systèmes, respectivement, enfin Nissec qui couvre le marché japonais. Sociétés *« indépendantes mais sœurs »*, suivant les termes de M. Arthur Buckland, directeur général de Factron, qui s'échangent des techniques et des matériels, voire même des hommes, et mènent en commun divers développements.

Le test des systèmes électroniques passe par plusieurs étapes. Il faut d'abord s'assurer que les composants sont bons. Puis il faut vérifier les cartes sur lesquelles ces composants sont montés. Dans les réalisations actuelles, où plusieurs dizaines de composants complexes sont montés sur des cartes imprimées contenant plusieurs couches de lignes de connexion, c'est par centaines ou souvent par milliers que se comptent les points de mesure.

L'automatisation des essais est donc une nécessité, mais le problème est alors d'écrire le programme qui indique la succession des mesures à faire et des valeurs à contrôler. Ce programme est en effet spécifique à chaque modèle de carte. Les testeurs actuels contiennent donc un ordinateur qui engendre automatiquement ce programme à partir du dessin de la carte et de la liste des composants : ces informations sont extraites du système de conception aidé par ordinateur qui a servi au dessin de la carte, et de banques de données qui fournissent, pour chaque composant, la nature des mesures à faire.

Plus simples et plus rapides

La réalisation de ce genre de test, qui montre que la carte est bien conforme à son dessin, est actuellement bien maîtrisée. Plus difficile est le test fonctionnel, qui doit venir ensuite et qui prouve que la carte, ou l'assemblage de cartes, fonctionne bien comme on l'attend. Ces tests fonctionnels mettent en évidence des défauts « dynamiques » qui échappent aux tests précédents. Pour ce genre de test la série 700-E dispose d'un nouveau logiciel faisant appel à un système expert de diagnostic, qui diminue sensiblement le nombre d'essais à faire pour déterminer l'origine d'un défaut. Dans deux mois sera aussi disponible un logiciel qui simplifiera l'écriture des programmes de test fonctionnel.

Reste une question que beaucoup se posent : le test électronique, en tant qu'activité indépendante, a-t-il un avenir ? L'industrie japonaise fait actuellement beaucoup d'efforts en direction du « zéro-test » : il s'agit de serrer les contraintes du dessin et de la production pour qu'on soit certain que le produit fonctionne correctement et qu'on puisse se contenter d'un simple contrôle final, ce dernier n'entraînant alors qu'un faible taux de rejet. Ce serait la mort du test, mais on n'y croit guère chez Factron, du moins à moyen terme. M. Buckland déclare à ce propos que *« nous battons les Japonais dans leur pays même puisque Nissec tient plus de 50 % du marché. Et il faudra longtemps pour que l'industrie japonaise dans son ensemble, puis l'industrie mondiale, atteignent un niveau de qualité de fabrication qui permette de supprimer les tests »*.

MAURICE ARVONNY.

L'INFORMATISATION DU PMU

Les ordinateurs dans la course

Les 6 200 points de vente du PMU sont désormais équipés d'un terminal et reliés à un système presque entièrement informatisé. Coût de l'opération : 1 milliard de francs et un important plan social.

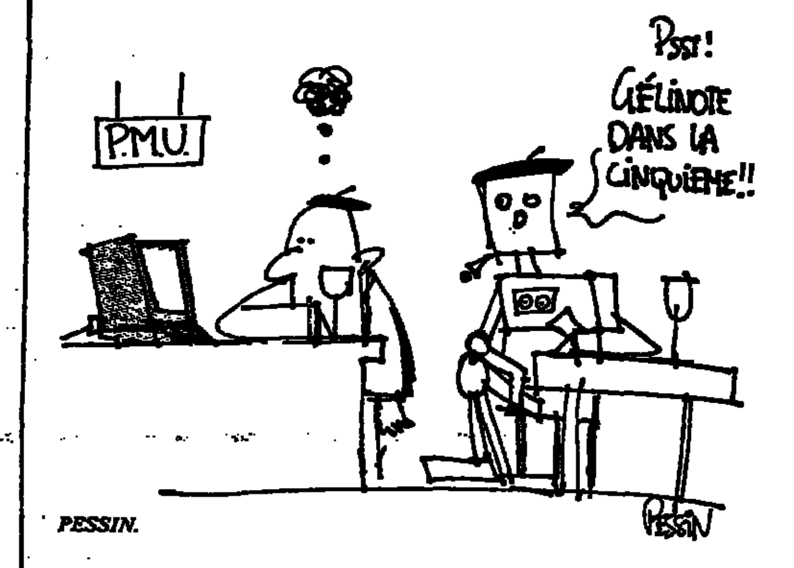
MÊME la plus noble conquête de l'homme, le cheval, n'échappe pas à l'informatique. Y compris le seigneur de son espèce, le cheval de course. Si l'informatique ne permet pas encore de savoir, à coup sûr, qui sera le gagnant d'une course — où serait le charme d'ailleurs ? — elle permet néanmoins de gérer d'une manière plus rationnelle la masse des paris engagés sur les hippodromes, et hors des hippodromes, et de diminuer ainsi les frais de fonctionnement des sociétés chargées du recouvrement des fonds et de la distribution des gains : le Pari mutuel urbain (PMU) et le Pari mutuel sur hippodrome (PMH).

Ainsi, le PMU, qui récolte les enjeux exclusivement hors hippodromes, à partir de 6 200 points de vente, mais qui apporte à lui seul 88 % de l'ensemble des paris sur les courses de chevaux en France, a-t-il décidé de s'informatiser en 1973. Cette informatisation n'étant devenue effective qu'en 1984, les études et les choix techniques ayant été longuement mûris pour éviter que des erreurs coûteuses ne soient commises.

Le PMU, « service technique » des cinq sociétés de courses parisiennes, société de droit privé sous la double tutelle des ministères de l'agriculture et des finances, a pour fonction essentielle de recueillir les paris pris sur les courses parisiennes et de redistribuer les gains aux gagnants, après déduction des prélèvements dus à l'Etat et aux sociétés de courses.

Ainsi, en 1985, sur les 25,8 milliards de francs représentant le montant total des enjeux — le chiffre d'affaires du PMU, — 20,5 % ont été prélevés par l'Etat et les collectivités locales — soit 5,2 milliards de francs — et 9,8 % sont revenus aux sociétés de courses parisiennes. Sur ces 9,8 %, 5,68 % représentent le taux de gestion du PMU. Les fonds remis aux sociétés de courses servent à autofinancer l'institution des courses, ainsi que l'ensemble du secteur cheval et l'administration des haras nationaux.

Bien qu'ayant connu un succès constant depuis sa création, et ayant vu son chiffre d'affaires augmenter régulièrement, passant ainsi de 7,5 milliards de francs en 1971 à 22 milliards en 1982, 24,7 milliards en 1983 et 26,4 milliards en 1984, le PMU s'est trouvé confronté, comme bien d'autres sociétés, à une augmentation de ses frais de fonctionnement, due pour une bonne part aux frais salariaux (63 % en 1982, 1983 et 1984). Cela, ajouté à une baisse des paris pris au PMU en 1985, a diminué la part impartie aux sociétés de courses de 100 millions de francs en 1984 et de 200 millions en 1985, l'Etat n'entendant visiblement pas diminuer sa part.



PESSIN.

Fiabilité d'abord

Il était donc urgent de redresser ces fâcheuses tendances. L'informatisation fut décidée. Mais ne commença à s'implanter qu'en 1984. Pourquoi un tel délai entre les études et la réalisation ? Ainsi que l'explique Serge Seletzky, directeur de l'informatique et des techniques nouvelles au PMU, cet organisme est essentiellement une machine à gérer une énorme masse d'informations : 1,36 milliard de bulletins par an, 15 millions de paris traités les jours de tiercé. Opérations à effectuer au jour le jour, puisqu'il y a des courses tous les jours, y compris les dimanches, les jours fériés et le 1er mai. Il fallait donc concevoir un système fiable, opaque à la fraude, utilisant un grand nombre de liaisons téléphoniques, pour que tous ces paris puissent « remonter » jusqu'au service central, près de Paris, par l'intermédiaire des centres régionaux. Or, jusqu'en 1978, la technologie n'était pas tout à fait prête, et le nombre de lignes téléphoniques plutôt réduit. *« Aussi, la démarche a-t-elle été prudente, étant donné l'impact des mauvais choix. Mais les résultats actuels sont probants »*, d'autant qu'ils se traduisent par une augmentation de 7 % du montant des enjeux dans les points de vente équipés de terminaux.

Il fallait résoudre un autre problème important : la conversion des 3 600 salariés titulaires du PMU, personnel *a priori* difficile à convertir car peu qualifié, utilisé essentiellement à des tâches manuelles, et la diminution des effectifs à 2 500 personnes. Le PMU et les pouvoirs publics ont pourtant choisi de limiter le coût humain de l'opération. Un plan social a été négocié, avec les représentants du personnel, garantissant le maintien de l'emploi aux salariés du PMU. Certains sont partis en préretraite ; les autres ont reçu une formation professionnelle, d'une durée d'un mois environ pour la reconversion à *« des métiers nouveaux qui tournent autour de l'informatique »*. Essentiellement, deux types de tâches : l'installation technique et la maintenance de tous les points de vente informatisés ; la supervision du déroulement des opérations sur les mini-ordinateurs équipant les centres régionaux et le service central. Le personnel est ainsi passé sans coup férir de l'« ère de l'aiguille à tricoter » — du nom donné aux longues tiges qui permettaient la sélection des gagnants en fonction des encoches faites sur les anciens billets — à celle de l'ordinateur.

Un système décentralisé

Pour l'équipement informatique proprement dit, le système qui a été finalement retenu est un système à intelligence décentralisée. Les 6 200 points de vente du PMU en France sont dotés d'un ou plusieurs terminaux (de 1 à 7), gérés par un contrôleur qui sert d'interface avec les mini-ordinateurs équipant les 25 centres régionaux chargés du traitement de l'information (les UTI : unités de traitement informatique).

La liaison entre les points de vente et les UTI se fait au moyen des lignes téléphoniques. La communication entre les UTI et le service central se fait, lui, au moyen du réseau TRANSPAC. Il y a 4 mini-ordinateurs par UTI, et une vingtaine ailleurs, ce qui fera un total de 120. La commande a été passée à la société française Bull, qui fournit les mini 6/54 et maintenant des DPD/6-750. Les contrôleurs et les terminaux sont fabriqués par Matra, qui devra fournir, compte tenu de l'augmentation prévue du nombre de points de vente de 20 %, 8 500 contrôleurs et 13 500 terminaux, soit une commande de 500 millions de francs.

Pour respecter les règles de sécurité, et *« l'obligation de disponibilité totale »*, sur les 4 mini-ordinateurs équipant chaque UTI, 2 sont là en « back up », pour réaliser un basculement en cas de panne. Le basculement peut également se faire d'un UTI à un autre. Et, s'il y a rupture d'une liaison téléphonique entre le point de vente et un UTI, on utilise la cassette qui a enregistré sur place.

De même, un soin tout particulier a été apporté à la réalisation des terminaux de point de vente. Ils sont en effet totalement originaux, et ont été conçus, suivant les spécifications du PMU, par la société PMC (Périphériques de matériels de contrôle). Il fallait que le terminal soit facile d'emploi, fiable et sûr contre la fraude.

En raison des contraintes d'environnement — les cafés ne sont pas spécialement conçus pour abriter des matériels informatiques, — il fallait un matériel aussi solide que les matériels embarqués. Le terminal comprend un lecteur optique, une imprimante intégrée, un petit clavier et une bande journal amovible pour des raisons de sécurité, qui garde une trace de toutes les opérations. Le parieur prépare lui-même, comme auparavant son pari, coche des cases et présente son ticket au terminal. Le ticket est saisi par un lecteur optique, contrôlé et traité. Le parieur en reçoit un double.

Les terminaux sont équipés d'un contrôleur, véritable micro-ordinateur, fermé, non accessible, toujours sous tension. C'est lui qui est en permanence en liaison avec les centres régionaux et qui mémorise et transmet l'information dans un sens comme dans l'autre. Il est doté d'une mémoire vive, d'une cassette et d'un logiciel d'application.

Actuellement, l'informatisation du PMU continue, et le 18 septembre, Caen et Toulouse doivent « basculer » sur informatique, ce qui portera à 30 % la part du territoire français qui sera équipé.

Parier chez soi ?

Combien coûte cette modernisation ? Quand tout sera terminé : la bagatelle de 1 milliard de francs. Certains font remarquer qu'il y a eu une certaine dérive financière, puisque le budget initialement prévu en 1982, avant toute consultation, était évalué à 500 millions de francs 1982. Serge Seletzky conteste cette analyse et estime que cette augmentation s'explique à la fois par le taux de l'inflation, fort pendant ces années-là, et la non-prise en compte dans le budget initial de nouveaux projets, tels l'informatisation de la comptabilité et de la gestion du parc de matériel, ainsi que l'extension de 20 % du réseau du PMU.

Un problème demeure cependant, celui du financement. Si les deux tiers de l'opération ont déjà été financés par des fonds de modernisation sous l'égide de l'Etat, reste à trouver le dernier tiers. Le PMU est ainsi à la recherche d'un financement relais.

Cela ne l'empêche pas d'avoir encore d'autres projets de modernisation : la réalisation, en 1987, de paris sur Minitel — certaines personnes, en effet, n'aiment pas l'environnement du café, et préféreraient parier chez elles, — l'automatisation course par course, et l'installation de points de vente ailleurs que dans les cafés : sont ainsi déjà en cours de « test » l'Euromarché de Saint-Michel-sur-Orge, dans l'Essonne, Auchan-Lac, près de Bordeaux, et la pâtisserie de Heurtin, dans le Médoc. Tout prochainement, devraient être « essayés » le Mammouth de Lyon et les stations BP.

CHRISTIANE GALUS.







SECTEURS DE POINTE

Notre société, basée à Paris, a pour seul objet ***le conseil et l'ingénierie des systèmes informatiques*** *dans les secteurs bancaire et financier : Bourse, Organismes de Crédit, Banques... Créée en 1982, nous atteignons aujourd'hui un effectif d'une cinquantaine de collaborateurs spécialisés dans notre domaine.*
Pour développer notre présence au sein des Banques, nous recherchons un

Responsable du secteur Banque

Reportant au Directeur Général, vous participez aux Comités de Direction pour l'élaboration de différentes politiques en matière de développement économique et humain.
Manager d'un centre de profit géré en "direction par objectifs," vos responsabilités sont de trois niveaux :
- ***commercial :*** *vous générez une nouvelle clientèle et faites foisonner le portefeuille déjà existant,*
- ***technique :*** *la société prenant la responsabilité des projets qui lui sont confiés, vous veillez à leur bon déroulement par l'intermédiaire de vos chefs de projets,*
- ***humain :*** *vous êtes garant de l'optimisation de vos ressources en personnel, de la formation et de la gestion de carrière de vos collaborateurs.*

De formation supérieure, votre expérience d'homme de banque s'est déroulée au moins pour partie en SSII sur des opérations du domaine bancaire comme directeur de projets. Vous avez pu, de plus, occuper un rôle opérationnel au sein d'une banque, ce qui vous donne une réelle plus-value.
Une rémunération attractive, liée partiellement aux résultats de votre secteur, vous conforte dans le choix d'une société partageant avec vous une volonté de réussite dans ce secteur porteur.

MDa..

***Michel DHEUR**, notre Conseil, étudiera avec soin et en toute confidentialité, les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence 8609.34 au Cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.*

Conseil en ressources humaines.

Plan Champs



Premier fabricant français d'équipements automobile, partenaire reconnu des constructeurs mondiaux - 28.000 personnes - CA 11,5 milliards de francs 50 % à l'exportation - propose à jeunes Ingénieurs ou cadres de potentiel élevé des carrières très évolutives.

Dans cette perspective, VALEO recherche pour sa Direction des études avancées, un

Ingénieur d'études mathématiques appliquées

Diplômé grande école ECP, Mines (ou école même niveau) option mathématiques appliquées, ayant 2 ou 3 ans d'expérience ou ayant effectué des stages probants.
Il participera à la conception ou à l'optimisation des produits, en liaison avec les ingénieurs des services techniques.
Son activité concernera des domaines techniques variés (mécanique, vibrations, thermique, électromagnétisme). Il mettra en œuvre toutes méthodes relevant des mathématiques ou de l'analyse numérique : éléments finis, numérisation d'équations différentielles, optimisation, intelligence artificielle...
Poste à Paris.

Ecrire sous réf. UG 137 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
étap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

METTEZ VOS DIPLOMES EN BANQUE

45 000 personnes, une presence dans 65 pays, 2600 implantations en France, 3.200.000 comptes gérés, un bilan de 738 milliards de francs... la Société Générale est l'une des plus grandes banques mondiales. On le sait ! Ce que l'on sait moins, c'est l'aspect très diversifié de ses activités, «5 banques en une» en quelque sorte :

Une banque internationale
pour y assurer des missions de financement de projets internationaux, de conseil en commerce extérieur, les *fonctions de cambiste ou de trésorier en devises.*

Une banque de services financiers
pour participer à des missions d'analyse financière, de gestion de patrimoines ou au développement des nouveaux marchés financiers.

Une banque de particuliers
pour y assurer la gestion de comptes et de patrimoines d'une clientèle de particuliers.

Une banque des entreprises
pour y *mener des missions de conseil et repondre aux* besoins de fonctionnement courant d'une clientèle d'entrepreneurs individuels ou de sociétés.

Une banque d'affaires
pour aider les entreprises à financer leurs innovations, acquisitions, fusions...

Autant de domaines, autant de missions pour innover, réaliser, se réaliser en participant activement à notre expansion.

Diplômés (ées) grandes écoles de Commerce et d'Ingénieurs

HEC, ESSEC, ESCP, ESCAE, IEP, DESS, MAITRISES...,
X, PONTS, MINES, CENTRALE...,
MBA, ISA.

que vous soyez débutant ou riche d'une première expérience,

nous vous offrons une solide formation théorique et pratique. Cette approche de nos produits et méthodes vous permettra de choisir votre spécialité en toute connaissance de cause.

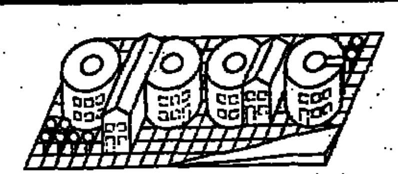
Diversité des métiers, souplesse des structures décentralisées, mobilité interne, sont les principaux atouts qui vous permettront de devenir autonome et responsable pour évoluer rapidement dans le métier que vous aurez choisi.

Vous êtes mobile, vous souhaitez une rémunération motivante et les moyens que peut offrir un groupe de notre taille.

Alors, mettons nos ambitions en commun pour réussir ensemble! Diane Gardies attend votre candidature adressée à son attention, à : Société Générale, Direction des Relations Humaines, Service du Recrutement, 7 rue Caumartin 75009 Paris.



L'avenir au pluriel



Important Organisme Public à caractère industriel et commercial de la région parisienne (400 MF, 450 personnes), soucieux d'une gestion rigoureuse, nous renforçons actuellement notre organisation.

Dans ce cadre, pour seconder notre Directeur Financier, Organisation et Informatique, nous recherchons un

RESPONSABLE INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

Ingénieur de formation, ayant environ 8 années d'expérience en entreprises dans des fonctions directement liées à l'informatique (maîtrise d'œuvre de projet, implantation de système, exploitation...), nous lui confierons :

- La gestion des moyens internes (Bull DPS 7 - Mini 6 - 45 terminaux - micro-ordinateurs);
- La maintenance et le développement des logiciels en place (gestion et bureautique);
- L'animation d'une équipe de 15 personnes dont plusieurs cadres.

Ce candidat à fort potentiel participera très étroitement à l'élaboration du Plan Informatique et Bureautique à moyen terme.

Adresser C.V. + photo sous nº 7 512 LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Captez notre énergie créative

Vous sortez d'une Grande Ecole.
Votre tête est bien faite, et vous avez de l'énergie à revendre, vous voulez apprendre, créer.

CGI : UN RYTHME DE DEVELOPPEMENT DE PLUS DE 35% PAR AN.
Une des plus fortes rentabilités du secteur.

CGI : UN ENVIRONNEMENT HUMAIN GENERATEUR D'ENERGIE
Une formation à nos méthodes, permettant l'éveil de votre potentiel.

CGI : UN EVENTAIL DE CARRIERES
Consultant, ingénieur système, concepteur, réalisateur, formateur, ingénieur technico-commercial, ingénieur commercial... vous aurez tous la possibilité d'évoluer rapidement vers des postes à responsabilité.

CGI : UN RAYONNEMENT INTERNATIONAL
Barcelone, Bordeaux, Bruxelles, Chicago, Dallas, Genève, Lille, Lyon, Madrid, Marseille, Milan, Montréal, Nantes, New York, Paris, Toulouse, Turin, Washington.

Quelle que soit votre date de disponibilité, adressez votre candidature (lettre manuscrite et CV) sous référence DJ/1/09 à

Madame Jamet
Compagnie Générale d'Informatique
84 rue de Grenelle
75007 Paris



comia·fao
VITRE - ILLE ET VILAINE
Partagez notre succès!



Spécialisés dans la fourniture de biens d'équipement agro-industriels, *nous réalisons 20% de notre C.A. à l'export, et dans le cadre de notre croissance* (60% en deux ans) nous recherchons deux

ingénieurs d'affaires

● ouest ● sud-est

Vous avez un fort potentiel commercial, une disponibilité totale, un esprit rigoureux et méthodique, une formation **Arts et Métiers ou équivalent.**

Nous vous proposons la responsabilité d'un secteur géographique au sein de notre département industriel. Deux secteurs à pouvoir : Ouest et Sud-Est.

Vous négocierez au plus haut niveau la réalisation d'équipements lourds dans le domaine agro-industriel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo récente et rémunération actuelle sous référence F/MO/120 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo, 75001 Paris, qui transmettra.

Le Groupe Roullier, de dimension internationale, est leader en agro-fourniture et emploie 2 100 personnes. Son C.A. est de 2,4 Milliards de Francs.

GROUPE ROULLIER

Organisation et Publicité

FRAÎCHEMENT DIPLÔMÉ EN INFORMATIQUE... MIAGE

Petite société (30 personnes) en pleine expansion, nous sommes la filiale « Assurance » d'un des plus grands Groupes Financiers français.
Nous souhaitons intégrer un jeune informaticien (MIAGE débutant) à notre équipe informatique afin de développer nos nouveaux contrats sur HP 3000.
La maîtrise du Cobol est indispensable.
Lieu de travail : Paris Saint Lazare.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous référence 809 M à notre Conseil :

UNILOG
Ethnos

9, rue Alfred de Vigny,
75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC *Informatique*

DESSEIN

SECTEURS DE POINTE

UNE VOLONTE DE PERFECTION

Ford

FORD développe son unité de production d'engins industriels à **Charleville-Mézières**. Elle recherche les collaborateurs suivants :

Responsable Maintenance

Responsable de cette fonction essentielle, pour l'ensemble des unités de production des tracto-pelles, vous dirigez ce service de 6 contremaîtres et 40 agents, sur les plans technique, organisationnel, de gestion et de personnel. Vous assurez l'ensemble des interventions de maintenance prédictive, préventive et corrective.

Ingénieur diplômé à dominante électrotechnique, à 28/30 ans vous avez une bonne expérience, de l'ordre de 5 ans, de ces responsabilités acquises idéalement dans la mécanique lourde. Réf. 5/1898 B

Ingénieur Organisation Maintenance

Vous organisez et programmez les interventions de maintenance prédictive, préventive et corrective, vous assurez l'élaboration et le suivi des procédures, des dossiers techniques, des procédés de maintenance. Vous étudiez et proposez les investissements pour les outillages et les moyens de gestion. Enfin, vous gérez les coûts des moyens, interventions et stocks et développez dans ce cadre l'outil informatique.

Ingénieur diplômé à dominante électrotechnique ou électronique, vous avez 2 à 3 ans d'expérience dans une fonction maintenance ou méthodes industrielles. Réf. 5/1898 A

Ingénieur Qualité

Mesurer la performance qualité de l'usine, déterminer et mettre en oeuvre les méthodes et moyens permettant d'améliorer la qualité, assurer les études statistiques en déduire les actions correctives, participer au lancement de nouveaux produits ou procédés, enfin mener toute action en faveur de la qualité : voilà le challenge auquel vous êtes appelé !

Ingénieur diplômé à dominante mécanique, vous avez si possible une première expérience de la fonction qualité acquise sur produits industriels. Réf. 5/1898 C

Ingénieur Méthode

Vous avez en charge les études et le suivi de réalisation des projets d'aménagement de l'outil industriel, les projets d'amélioration des procédés de fabrication (mécano-soudure, assemblage), les études de faisabilité des produits, ainsi que les prévisions de coûts industriels. Enfin, vous assistez la production sur les plans technique et organisationnel.

Les candidatures d'ingénieurs débutants seront prises en considération. Réf. 5/1898 D

Tous ces postes nécessitent la pratique de l'anglais. Ils sont situés à **Charleville Mézières** agréable ville des Ardennes.
Ils offrent, au-delà des avantages importants des groupes internationaux, de nombreuses perspectives d'évolution et de formation.

Prière d'adresser, CV, photo, rémunération souhaitée, lettre manuscrite à :

EGOR TECHNOLOGIES
19 rue de Berri, 75008 PARIS.

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE — BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Conception de cartes et circuits intégrés

RESPONSABLE MOYENS I.A.O.

300 000 Francs

Filiale d'un très important groupe français, dont nous sommes un des fers de lance technologiques dans le monde, une de nos activités consiste à concevoir des systèmes et des produits de visualisation temps réel particulièrement performants.

Nos moyens I.A.O., outils essentiels de conception, sont importants et font l'objet d'investissements annuels de près de 3 MF. Nous en cherchons le Responsable. Animateur d'une équipe de huit ingénieurs, il aura pour mission, en liaison avec les différents laboratoires, d'harmoniser l'ensemble des moyens I.A.O. ainsi que leurs procédures de mise en oeuvre, de développer les outils nécessaires et d'assurer la formation des utilisateurs.

Ce poste évolutif est basé en proche banlieue Nord-Ouest de Paris.

Il s'adresse à un ingénieur électronicien confirmé ayant acquis, à travers une expérience en développement de circuit intégré, une bonne pratique des outils d'I.A.O.

Se rendant régulièrement aux Etats-Unis, il devra bien maîtriser l'anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous référence M 32/1688 Q à :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berri - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

aum.

Systèmes de Télécommunications Militaires

NEGOCIATEURS HAUT NIVEAU

Membre d'un puissant groupe français leader mondial en électronique professionnelle, notre vocation est de concevoir et d'assurer le management d'importants systèmes de communications destinés principalement au secteur militaire. Souhaitant obtenir dans un environnement très concurrentiel la maîtrise d'oeuvre des grands programmes de télécommunications destinés aux armées françaises, nous recherchons des négociateurs haut niveau.

Vous êtes ingénieur de formation grandes écoles et vous bénéficiez d'une première expérience technique ou commerciale d'au moins cinq ans.

C'est bien ! Mais c'est votre capacité, face à de nombreux interlocuteurs, à conduire des négociations très longues et complexes aboutissant à la passation de marchés de plusieurs centaines de Millions de Francs, et à monter des opérations de coordinations industrielles qui nous intéresse. La réussite dans ce poste, basé en proche banlieue Ouest de Paris, vous permettra d'évoluer au sein d'un groupe attentif à la gestion de ses cadres.

Merci d'adresser, lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée, sous réf. M 32/1386 T à :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berri - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

aum.

Systèmes de contrôle industriel et de visualisation

RESPONSABLE DES AFFAIRES CIVILES

350 000 Francs

Fer de lance technologique d'un très important groupe Français, leader mondial en électronique professionnelle, une de nos spécialités est d'offrir aux industriels des secteurs de pointe et notamment au nucléaire, des systèmes de contrôle industriel et de visualisation construits autour de puissants moyens informatiques.

Nous recherchons un responsable capable de manager l'ensemble de ces affaires qui représente 100 MF par an. En liaison étroite avec la Direction commerciale et les services techniques, animant une dizaine d'Ingénieurs d'affaires, il assurera une interface efficace entre les usines et les clients afin de coordonner au mieux le déroulement des affaires dans un souci permanent de contrôle des coûts et des délais.

Ce poste est basé en proche banlieue Nord-Ouest de Paris. Il s'adresse à un Ingénieur ayant de préférence une formation en électronique, il devra justifier d'une solide expérience en gestion d'affaires importantes et de réelles qualités d'animateur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 32/1688 P à :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berri - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

aum.

Composants électroniques

INGENIEUR EXPORT SCANDINAVIE

Membre d'un puissant groupe industriel Français, leader mondial en électronique professionnelle, nous avons acquis une solide expérience dans la conception de composants électroniques très sophistiqués que nous destinons aux grands équipementiers militaires et aéronautiques.

Pleinement responsable commercial d'une zone couvrant toute la Scandinavie plus éventuellement la Grande Bretagne, vous assurerez également une interface efficace entre nos usines et les besoins des clients afin de remporter un maximum de marchés face à nos compétiteurs américains et japonais.

Ce poste basé en banlieue Sud de Paris, conviendrait bien à un jeune Ingénieur ayant acquis une première expérience de quelques années soit en étude dans l'électronique professionnelle, soit dans une fonction commerciale France ou export dans le secteur des composants électroniques.

Merci d'adresser, lettre manuscrite, CV, photo, et rémunération souhaitée sous réf. M 32/1407 F à :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berri - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

aum.

Systèmes avancés de télécommunications

L'EXPORT A HAUT NIVEAU SUR L'ASIE DU SUD-EST

Nos grands systèmes de télécommunications ont plus que jamais le vent en poupe en France comme à l'Etranger où nous exportons déjà près d'un Milliard de Francs de C.A.

Pour faire face à notre développement sur l'Asie du Sud-Est, nous recherchons un Ingénieur Commercial Export confirmé. Soutenu par les Services Techniques, le Marketing-Export et les Services de Montage Financiers, il aura pour mission de vendre nos systèmes aux grandes Administrations civiles et militaires sur cette zone.

Ce poste s'inscrivant dans le cadre d'une très large autonomie est basé à Paris.

Il s'adresse de préférence à un diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce ayant acquis une première expérience solide dans l'Exportation de biens d'équipements industriels sur la zone considérée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée, sous réf. M 32/1386 R à :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berri - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

aum.

RESPONSABLE DE LA PROMOTION DES VENTES DE COMPOSANTS ELECTRONIQUES TRES SOPHISTIQUES, UN CHALLENGE INTERNATIONAL !

Important constructeur Français de composants électroniques ultra sophistiqués, notamment hyperfréquences, nous commercialisons nos produits dans les principaux pays industrialisés auprès de grands équipementiers militaires et aéronautiques.

En liaison avec la force de vente et secondé par une petite équipe, vous aurez en charge d'assurer la promotion des produits en France comme à l'étranger, à travers tous les supports existants : salons, symposiums, catalogues, médias, le tout représentant un budget annuel de près de 4 millions de Francs dont vous serez entièrement responsable.

Ce poste basé en banlieue sud de Paris, conviendrait à un diplômé d'études supérieures (Ingénieur ou Ecole de commerce) parfaitement bilingue anglais.

Il aura acquis une expérience d'au moins trois ans en marketing, promotion ou communication de préférence dans le domaine des composants électroniques. La rémunération proposée sera de l'ordre de 300 000 Francs.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous référence M 32/1407 G à :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berri - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

aum.

JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS DE CHOC POUR VENDRE DES COMPOSANTS ELECTRONIQUES DE HAUTE TECHNICITE

Membre d'un puissant groupe industriel Français, nous avons acquis une notoriété mondiale dans la conception et la fabrication de composants électroniques de haute technicité destinés aux grands équipementiers militaires et aéronautiques.

Face à une concurrence très vive notamment américaine et japonaise, votre action à la fois marketing et commerciale mais surtout votre dynamisme et votre présence sur le terrain principalement en Région Parisienne, nous permettront de remporter de nouveaux marchés.

Vous êtes Ingénieur Electronicien de formation, vous avez acquis une première expérience technique ou commerciale que vous souhaitez maintenant élargir. Si vous êtes un battant, nous avons les produits qu'il vous faut et les moyens pour vous soutenir.

Nous avons déjà pensé, par ailleurs, à votre évolution professionnelle qui pourrait se faire au niveau européen.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 32/1407 E à :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berri - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

aum.



SECTEURS DE POINTE

Marketing technique Mini-ordinateurs

Constructeur de systèmes informatiques, nous sommes l'un des plus importants au monde. Notre gamme de produits très large, va du micro au gros système, et nos applications sont à la pointe de l'informatique, de la bureautique, et de la télématique. Nous cherchons actuellement à renforcer nos équipes marketing pour une ligne de mini-ordinateurs. Ces équipes travaillent en relation étroite avec notre unité de développement et le réseau commercial.

Responsable support marketing

Rattaché au responsable de l'activité de support technique marketing, il sera chargé de la partie système et des applications. *Il interviendra principalement en amont de la sortie de nouveaux* produits dont il diffusera des pré-versions et des packages de démonstration auprès du réseau commercial. Il suivra également l'évolution des produits existants. Il encadrera une équipe de 4 ingénieurs. Informaticien expérimenté en avant vente ou en support technique, il a de solides connaissances en matériel et en logiciel (compilateurs, nouveaux langages). Il pratique couramment l'anglais. Réf. S/8105M.

Ingénieur logiciel

Au sein du service support marketing sa fonction sera essentiellement technique. Il aura à introduire de nouveaux outils logiciel. En relation avec les sociétés de service et le réseau commercial, il interviendra surtout dans le domaine du génie logiciel, langage de 4ème génération et programmes transactionnels. Il suivra un stage de formation à nos produits aux Etats-Unis. Ingénieur diplômé *en informatique, il a une expérience de 3 à 4 ans, de préférence sur des outils de* génie logiciel. Anglais courant. Réf. S/8106M.

Chef de projet vidéotex

Rattaché au responsable des applications, il aura en charge le développement de notre activité vidéotex dans laquelle nous sommes leaders sur le marché. Il devra en étudier les évolutions matériel et logiciel, afin d'obtenir des configurations plus importantes et une amélioration des performances. Il aura des relations étroites avec les sociétés de service et notre unité de développement. Il réalisera également l'analyse du marché, la préparation du plan marketing et le lancement des produits. Ingénieur informaticien ayant une expérience du marketing technique (5 ans), il connait les mini-ordinateurs et a de solides compétences en vidéotex. Réf. S/8102M.

La taille du groupe permet de réelles évolutions de carrière à des candidats de valeur. Les postes sont basés en banlieue ouest. Ecrire en précisant la référence choisie. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

POLYMERISATION ET AUTOMATISATION DE PRODUCTION

La SOCIETE FRANCAISE HOECHST est filiale de l'un des leaders mondiaux de la chimie et de la pharmacie. Elle réalise en France un chiffre d'affaires de 5 milliards tant en produits importés qu'en produits fabriqués.

Son activité industrielle s'exerce au sein d'un Centre de Recherches et d'Applications et de quatre usines.

Une de celles-ci, située à STAINS (93) produit une large gamme de **DISPERSIONS**, destinée notamment aux industries de la peinture, des colles et du textile.

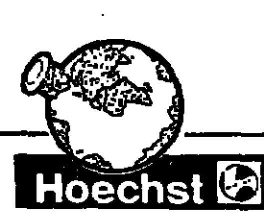
Pour contribuer à sa modernisation, elle souhaite renforcer son équipe de production par un

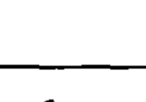
INGENIEUR CHIMISTE

spécialisé en polymérisation.

Ayant déjà une expérience de quelques années en laboratoire ou en production, il doit avoir des connaissances en automatisation et en langue allemande (et/ou anglaise).

Merci de préciser la référence 714 dans la candidature (CV et prétentions) que vous adresserez au Département des Ressources Humaines de la Société Française HOECHST, Tour Roussel Hoechst, Cédex 3, 92080 PARIS LA DEFENSE.





DESSEIN

LYON



Société d'Ingénierie Nucléaire et de Technique de Pointe, filiale d'une importante société industrielle, recherche dans le cadre de son implantation à LYON

Jeunes ingénieurs X, ECP, MINES...

Analyse de structures - thermohydraulique

pour participer à des études de développement en mécanique thermique, mécanique des fluides. Notre technologie exige l'utilisation à l'échelle industrielle des méthodes les plus avancées en analyse de structures et en thermohydraulique.

Nous offrons un environnement spécialisé dans des technologies de pointe, des moyens de calcul importants, de larges possibilités de formation et d'évolution professionnelle.

Leader mondial dans notre spécialité, nous exerçons notre activité dans le cadre d'une large collaboration européenne. A ce titre la connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand serait appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous réf. ET à NOVATOME Service du Personnel, 9/10 PLace de la Gare de la Part-Dieu, BP 3087, 69398 Lyon Cédex 3.

média-system

Jeunes diplomés pour l'informatique

Vous êtes Ingénieurs, diplômés d'Etudes Supérieures Scientifiques ou *Informatiques, issus d'une* Ecole Supérieure de Commerce... débutants ou ayant une première expérience.

Nous sommes la société mère du premier groupe privé français d'assurances : AXA (30 sociétés dans 8 pays, 6 millions de clients, 18 milliards de C.A. dont 30 % à l'étranger).

Nous vous proposons, après plusieurs mois de formation, de devenir :

ANALYSTES EN INFORMATIQUE

Vous serez chargés d'étudier, de concevoir et de mettre en place des applications de gestion avec les services utilisateurs. Pour cela, nous mettons à votre disposition l'ensemble de nos moyens : 3 IBM 4341.

Les postes sont à pourvoir dans deux de nos sociétés associées, à **PARIS**.

Pour un premier contact, merci d'adresser lettre manuscrite + C.V., sous référence AH 27, à :

Mutuelles Unies (GROUPE AXA)



MUTUELLES UNIES
Melle PAVAGEAU
76029 ROUEN CEDEX



L'Equipement Automobile

Partenaire reconnu des constructeurs mondiaux
28000 personnes - C.A. 11,8 Milliards de Francs 45% réalisés à l'étranger

recherche pour

Valeo Thermique Moteur - Radiateurs de refroidissement (La Verrière — 78)

Ingénieurs Mécaniciens Diplômés Grande Ecole
(Centrale, Mines, A.M. ...)

Responsable de la Logistique Commerciale

Directement rattaché au responsable du commerce et des études, vous serez chargé de coordonner les programmes de livraisons clients, de faire évoluer les applications informatiques commerciales et d'entretenir les contacts avec les constructeurs automobiles. Vous assurerez les liaisons avec nos antennes allemandes pour le suivi et le règlement des litiges de livraisons et de facturation. Réf.61843/1/M

Ingénieur Etudes Générales

Au sein du service études et recherches, votre mission comportera :
- la participation à la conception et à l'industrialisation des produits.
- des études technico-économiques de produits non-encore fabriqués.
- l'analyse des évolutions de matières plastiques et des procédés de transformation.
- *la consolidation des connaissances sur les échangeurs et les ventilateurs en liaison* avec le service Recherche et Développement. Réf.61843/2/M

Pour ces deux fonctions, des déplacements de courte durée en Europe sont à prévoir. L'allemand et l'anglais courants sont indispensables. Une formation complémentaire en gestion serait appréciée.

A partir de ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adresser lettre (H/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence du poste choisi à : **Valeo** Service Recrutement I & C - 43 rue Bayen - 75017 PARIS

PUBLICITÉ INFORMATIONS

devanlay
• C.A. + DE 2 MILLIARDS • 25 USINES
• 6500 PERSONNES • 35% DU C.A. REALISE A L'EXPORT



LACOSTE

Exciting

ORLY

POLICHINELLE

Timwear

ORGANISATEUR INFORMATICIEN

rejoignez notre équipe informatique

pour la mise en place d'un projet évolutif et ambitieux disposant de moyens modernes : *IBM 43XX avec MVS - CICS* dans le cadre d'un plan à 3 ans important (investissements prévus 15 millions par an).

Dans une première période de 2 à 3 ans, vous aurez la responsabilité de la mise *en place d'un progiciel de gestion de pointe, largement dimensionné, s'adres*sant à l'ensemble des structures du Groupe.

En relation avec l'ensemble des applications informatiques existantes et en développement, *vous coordonnerez et animerez la mise en place de cet outil,* pièce essentielle du développement du Groupe.

Vous avez environ 28 ans ; une formation type MIAGE ou Ingénieur et bénéficiez d'une expérience de la réalisation *d'applications de gestion en temps réel* acquise dans un contexte de grand ou moyen système.

Vous aimez le contact, savez être à l'écoute des utilisateurs et les aider à définir leurs besoins.

Votre réussite dans ce poste vous ouvrira de larges perspectives d'évolution.

Poste basé à **TROYES**.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo précisant la rémunération actuelle) sous référence 2455-M, seront traitées en toute discrétion par

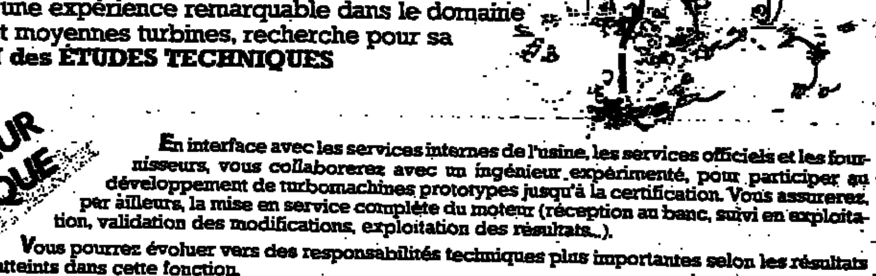




TURBOMECA

Pyrénées-Atlantiques

Cette importante société du secteur aéronautique (4300 personnes, 2 milliards de C.A.) qui possède une expérience remarquable dans le domaine des petites et moyennes turbines, recherche pour sa **DIRECTION des ÉTUDES TECHNIQUES**



INGÉNIEUR DE MARQUE

En interface avec les services internes de l'usine, les services officiels et les fournisseurs, vous *collaborerez* avec un ingénieur expérimenté, pour participer au développement de turbomachines prototypes jusqu'à la certification. Vous assurerez, par ailleurs, la mise en service complète du moteur (réception au banc, suivi en exploitation, validation des modifications, exploitation des résultats...).

Vous pourrez évoluer vers des responsabilités techniques plus importantes selon les résultats atteints dans cette fonction.

Nous souhaitons rencontrer un candidat motivé, *ingénieur mécanicien de préférence (AM, ENSICA, ENSM...)* possédant quelques années d'expérience dans une activité similaire, plus particulièrement dans l'environnement aéronautique. La pratique de l'anglais est indispensable ainsi qu'une certaine disponibilité pour effectuer des déplacements de courte durée.

Ce poste offre de réelles possibilités d'évolution pour un candidat de valeur.



Ingénieur de formation. *Vos connaissances techniques et vos talents d'écriture* font de vous le rédacteur idéal pour favoriser l'utilisation de notre matériel auprès de nos clients. Votre sens créatif vous permettra également de développer notre image de marque dans le monde entier.

A l'écoute des utilisateurs internes, vous concevez, élaborez, réalisez des documents techniques et technico-commerciaux, indispensables aux services après-vente et commerciaux qui en assurent la diffusion auprès de nos nombreux partenaires.

Intégré à l'équipe rédaction du *service*, vous prendrez, à terme, de plus larges responsabilités en fonction de votre réussite.

L'anglais est indispensable, au même titre que votre goût pour la communication et votre esprit de synthèse.

Merci d'adresser candidatures (*lettre manuscrite, CV, photo* et *prétentions*) en précisant la référence du poste choisi, à :

J.-C. ALESSANDRINI - Direction du Personnel - TURBOMECA - BORDES 64320 BIZANOS

SECTEURS DE POINTE

ORDIS



LEVALLOIS - Pour mieux s'adapter à l'évolution de la statégie du groupe, FIAT FRANCE S.A. crée un centre informatique et définit un nouveau système d'information.

Dotés d'équipements sophistiqués (IBM 4381 - MVS/XA - CICS - DB2 - SQL - AS - HRS), nous recherchons pour ce nouveau centre un

■ Responsable des développements

Futur responsable du centre

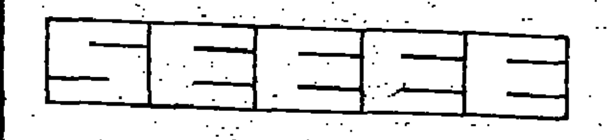
Sous l'autorité du Président de FIAT FRANCE, et en relation avec les Directions des différentes entités concernées, vous serez chargé de coordonner et de superviser l'ensemble des développements, de la conception à la réalisation.

Vous encadrerez les équipes de projet, auxquelles vous apporterez votre soutien, en mettant en place les outils et les méthodes de gestion appropriés, et définirez les orientations des différents domaines d'applications.

De formation supérieure, (Grande Ecole d'Ingénieurs), vous possédez une solide expérience dans le développement et la gestion de grands projets (si possible dans le domaine financier).

Vos qualités d'animateur et de gestionnaire, vous permettront rapidement de prendre la responsabilité complète du centre.

Serge CIQUIE vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MSC/FI/RD à ORDIS, 10, rue Auber, 75009 PARIS.



LA VARENNE - Nous sommes un groupe de distribution spécialisé dans la Vente Par Correspondance, situé en proche banlieue Sud Est.

Nous employons 650 personnes au travers de cinq sociétés.

Equipés de matériel IBM (3 x 38 mod 600/8/6 et 3 x 34), une nouvelle structure informatique nous conduit à créer un département Etudes et à rechercher un

■ Responsable des études

Rattaché au Directeur Organisation et Informatique, vous serez chargé d'animer l'équipe Etudes qui aura en charge l'ensemble des développements pour les différents sites.

Interlocuteur des utilisateurs pour prévoir l'évolution des différents domaines d'applications, vous saurez dynamiser votre service auquel vous apporterez un savoir-faire technique et méthodologique.

De formation supérieure, votre expérience comme Chef de Projet ou Responsable des Etudes, sur un site comparable, ainsi que vos qualités d'animation vous permettront de vous affirmer rapidement dans cette fonction, et de participer à l'évolution de notre société.

Une connaissance du secteur de la distribution serait un atout supplémentaire.

Serge CIQUIE vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MSC/4E/RE à ORDIS, 10, rue Auber, 75009 PARIS.

LA BANQUE FRANCAISE DU COMMERCE EXTERIEUR

La B.F.C.E. est équipée sur 2 sites informatiques d'ordinateurs IBM (1 x 3090 - 2 x 3083 - MVS - 25 MIPS) d'un réseau de 500 terminaux et de mini-ordinateurs.

Dans le cadre de l'évolution de cette configuration, la Direction Informatique (200 personnes) souhaite renforcer l'Exploitation (70 personnes), déjà très automatisée, en recrutant un

■ Responsable du centre de traitement informatique

Rattaché au Responsable de l'Exploitation, vous serez chargé d'animer les cellules planning contrôle, préparation, salle, sécurité, en ayant pour préoccupations essentielles la qualité et la permanence du service aux utilisateurs.

Vous coordonnerez les échanges avec les départements d'études et conseillerez la Direction dans la stratégie d'équipement à moyen terme.

Nous souhaitons rencontrer des Ingénieurs Diplômés, possédant une expérience de 5 ans sur un site comparable et les qualités personnelles d'animation et de rigueur indispensables pour s'affirmer dans ce poste.

Cette fonction pourra évoluer à terme vers de plus larges responsabilités.

Serge CIQUIE vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MSC/BC/RCTI à ORDIS, 10, rue Auber, 75009 PARIS.



PARIS - Nous sommes une société spécialisée dans la conception, la réalisation, et la mise en œuvre de systèmes transactionnels, et d'équipements associés sous la marque TRINDEL pour différents domaines (péages, contrôle d'accès, billeterie, gestion des temps).

Avec 200 personnes dont 150 ingénieurs et techniciens, nous poursuivons notre développement, avec l'appui de nouveaux partenaires, au niveau international.

Dans ce contexte, nous créons les postes de :

■ Chef de projet

Dans le cadre de projets d'informatique industrielle, vous serez chargé de l'animation d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens, depuis les spécifications des systèmes jusqu'à leur mise en service, et vous impliquerez dans le suivi et la réalisation de ceux-ci (évaluation, planning, contacts utilisateurs).

Ce poste qui nécessite de solides compétences en informatique temps réel (micro-calculateurs 310 INTEL, IRMS, 86/286 si possible IRMX 86, C, système de transmission) s'adresse à un ingénieur diplômé possédant une expérience minimum de 3 ans, de réelles aptitudes à la conception et les qualités de contact et de rigueur indispensables pour réussir dans ce poste.
(Réf. MLE/SY/CP)

■ Technicien de développement micro-processeur

Intégré dans une petite équipe de développement, vous assisterez le responsable technique de projet dans les phases de spécifications, puis prendrez en charge la réalisation d'un sous-système logiciel jusqu'à la mise en service.

De formation supérieure (BAC + 2) vous avez acquis au cours d'une expérience de 3 à 5 ans une parfaite maîtrise des systèmes à base de micro-processeurs (INTEL 8085/86/286, PLM 86, IRMX 86) et des outils de développements associés.

Vos qualités de méthodes et de rigueur vous conduiront à terme vers la responsabilité de petits projets. (Réf. MLE/SY/TMP)

Patrick LECLERC vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence du poste choisi à ORDIS, 10, rue Auber, 75009 PARIS.



MEULAN - Nous sommes un groupe international du secteur agro-alimentaire (2000 personnes, C.A. 3,5 milliards de francs).

La mise en œuvre d'un nouveau plan informatique nous amène à rechercher, pour notre société holding située à l'Ouest de Paris, notre

■ Responsable informatique

Rattaché au Directeur de l'Information, vous serez chargé, dans un premier temps, de concevoir et de réaliser les applications (gestion commerciale et financière, gestion de production) pour les trois sociétés françaises, en animant une équipe de 6 personnes, puis de conseiller les filiales étrangères dans leur développement informatique (2 x IBM 36 - 3 x IBM 34 - GAP II - micro-ordinateurs).

Ce poste à large autonomie, représente une réelle oportunité pour un jeune ingénieur d'une grande école (ECP, ESSEC, ECL...).

Il lui permettra de valoriser une expérience d'au moins 4 ans.

Nous attachons une attention particulière aux qualités de dialogue et d'animation nécessaires pour ce poste.

Serge CIQUIE vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MSC/BA/RI à ORDIS, 10, rue Auber, 75009 PARIS.



LA DEFENSE - Filiale d'ELF AQUITAINE, notre société (1800 personnes - 13 établissements - 1,5 milliard de francs de C.A.) est spécialisée dans la fabrication et la vente de produits chimiques dérivés.

Equipés d'un BULL DPS 7/70 (GCOS 7 - TDS), nous optimisons notre système d'information en développant de nouvelles applications, ce qui nous conduit à renforcer notre Département Etudes en recrutant un

■ Chef de projet Gestion industrielle

Vous aurez la charge d'un important projet concernant nos 12 unités de production.

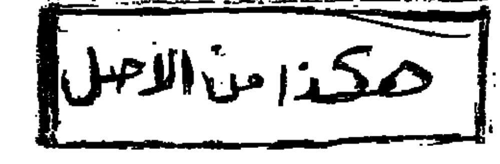
Interlocuteur des utilisateurs, vous conduirez les développements en animant une équipe de réalisation.

De formation supérieure (Ecole d'Ingénieurs - MIAGE), vous avez acquis une expérience d'environ 3 ans sur des projets de gestion de production dans un environnement BULL.

A l'aise dans l'animation des hommes et la résolution des problèmes techniques, vous pourrez, dans ce poste clé, faire la preuve de vos capacités.

Bernard RIQUIER vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MBR/CK/CP à ORDIS, 10, rue Auber, 75009 PARIS.

MEDIA PA





SECTEURS DE POINTE



Directeur technique

Nous sommes une société d'**ingénierie industrielle** réputée par ses réalisations dans le **nucléaire** et sa capacité d'adaptation dans les secteurs de **haute technologie**.

Voulant développer de nouvelles applications sur le marché français et international, nous cherchons un :

Patron de haut niveau issu du milieu industriel

pour diriger le **capital technique** de notre société.
Rattaché à la direction générale et membre du comité de direction, vous :
- animez et gérez cinq divisions spécialisées dans les domaines : *Informatique, Procédés, Génie Civil, Mécanique, Electricité-Contrôle*, soit 220 personnes,
- coordonnez et faites évoluer le savoir-faire et l'action de vos unités au profit des chefs de projet et responsables de centre de profit,
- *optimisez le niveau de qualité et de compétitivité des prestations techniques.*

Agé d'au moins 40 ans, Ingénieur diplômé d'une **grande école scientifique, vous justifiez d'une expérience technique pluridisciplinaire** acquise à un poste clé dans l'industrie.
Votre aisance à communiquer, négocier et diriger une unité importante, votre sens aigu de l'intérêt général, vous incitent à participer activement à notre stratégie de développement et de diversification.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite dans la **plus grande confidentialité**, sous réf 8612.

GRP& **Gilbert Raynaud & Partners** — CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES — *18 avenue des Champs-Elysées 75008 Paris. Tél. (1) 47.23.78.20.*

Vendre et promouvoir l'Organisation par l'espace et les technologies nouvelles en milieu hospitalier



GROUPE ANTOINE BENOIT

Ingénieur Grande Ecole ou Médecin

Tel est le challenge passionnant que nous vous offrons.
En collaboration étroite avec notre équipe d'experts : Organisateurs, Architectes, Informaticiens..., vous aurez à :
- Prospecter le milieu hospitalier dans lequel vous connaissez les décideurs et les rouages de fonctionnement.
- Mener à bien les phases préliminaires visant à la conclusion des affaires que vous aurez à négocier.
- Assurer le suivi de vos clients également pendant la durée des études.

Médecin, ancien élève de l'école de la Santé, ingénieur diplômé d'une grande école, connaissant bien le monde hospitalier, venez renforcer notre structure si vous décidez de mettre vos qualités de négociateur et de développeur d'affaires au service d'un secteur auquel vous croyez.
Nous vous apportons une méthodologie originale, impliquante et performante, et vous offrons une rémunération motivante *liée à l'atteinte de vos objectifs.*

GRP& **Gilbert Raynaud & Partners** — CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement sous la référence 8613, au 18, Av. des Champs-Elysées 75008 PARIS, TEL : 47 23 78 20.

média-system

LA DIVERSITE INFORMATIQUE

LA DIVERSITE DES APPLICATIONS

Le CAM - Centre d'Automatisation pour le Management - est le service informatique filialisé de la Caisse des Dépôts. Plus de 850 cadres et techniciens participent à la réalisation de grands projets, pour la Bourse, la banque, l'assurance-vie, les collectivités locales.

LA DIVERSITE DES TECHNIQUES

La diversité des domaines d'intervention implique la diversité des techniques et, partant, celle des métiers. De la recherche à la bureautique, en passant par les grands systèmes (BULL/DPS 90, l'un des premiers en Europe ; IBM 3090...), les réseaux, la mini (BULL Mini 6, IN 5000), la micro (près de 300 postes déjà installés), nous offrons des emplois de nature et de niveau variés.

Contact-téléphone (1) 42 61 82 81

LA DIVERSITE DES METIERS

- Une solide formation de base : diplôme d'Ingénieur ou Maîtrise.
- Une expérience confirmée d'au moins 3 ans.
- L'opportunité d'être ***concepteur, chef de projet, responsable réseaux, ingénieur système ou infoservice,*** *selon vos aspirations.*

Votre ouverture d'esprit et votre potentiel nous permettront d'étudier avec vous un plan d'évolution professionnelle personnalisé.

Pour toute information complémentaire, appelez "Contact-Téléphone" au (1) 42 61 82 81 (8 h 30 à 18 h 30 du lundi au vendredi, 10 h à 13 h le samedi) ou adressez-nous votre candidature :
CAM - Direction des Ressources Humaines - 4, rue Berthollet, B.P. 16, 94114 Arcueil cedex.



INFORMATIQUE DE LA CAISSE DES DEPOTS

Organisation et Publicité

Informaticiens de haut niveau

Paris. Une société informatique en forte croissance, filiale d'un très grand groupe financier, recherche des ingénieurs de haut niveau.

Responsable des moyens de communication — Réf. L061/M

Dépendant du Directeur Technique, il a la responsabilité technique et financière des moyens en bureautique, mini-ordinateurs, télécommunications et techniques nouvelles (disque optique numérique, I.A.) ainsi que celle des ressources humaines de son service (35 pers.). Il a pour tâche de définir et promouvoir la politique en ces domaines. Sa mission couvre également les activités de recherche et d'expérimentation et, dans certains cas, l'installation et la maintenance des matériels. Il assure les relations avec les utilisateurs et négocie les contrats. Le candidat, âgé d'une trentaine d'années et diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs, a plusieurs années d'expérience de ces techniques et a déjà managé une équipe de cette importance. Le poste requiert une bonne connaissance des matériels et logiciels (minis-micros), des nouvelles *techniques de télécommunications. En outre un fort potentiel de manager et des qualités relationnelles sont* indispensables.

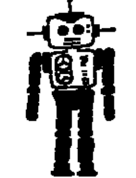
Contrôleur de gestion informatique — Réf. L063/M

Rattaché à la Direction des Systèmes d'information, il définit les moyens et procédures d'évaluation de la productivité des systèmes informatiques : qualité, coûts, délais. A cette fin, il travaille en liaison avec le service qualité, la Direction financière et l'audit et participe à l'élaboration d'indicateurs permanents, au suivi et au contrôle de leur application. Il coordonne les travaux concourant à l'élaboration des tableaux de bord consolidés pour la Direction Générale. Le candidat, jeune ingénieur *diplômé d'une Grande Ecole, a quelques années d'expérience en informatique de gestion avec si possible une* première expérience de la conduite d'un projet. Ce poste requiert de véritables qualités relationnelles, un grand intérêt pour les problèmes techniques et une réelle aptitude à animer des groupes de travail hétérogènes et à proposer des méthodes opérationnelles de suivi.

Merci d'adresser votre C.V., une lettre manuscrite et une photo à H. BOUET en indiquant la référence du poste choisi.

SM **SEMA•SELECTION** 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE Cedex
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC



INGENIEUR

CHEF DU SERVICE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

EN BOURGOGNE

Groupe industriel français de réputation internationale (4500 personnes, 1,7 MMF de CA, 14 usines), nous produisons en très grandes séries des articles destinés à une clientèle difficile qu'il nous a fallu séduire et fidéliser.

Notre outil de production, que nous développons nous-mêmes, est surtout fait de machines automatiques intégrant mécanique de précision, électronique, informatique...

Ingénieur diplômé (ESE, AM...) âgé d'au moins 30 ans, vous avez la maîtrise de l'étude et de la réalisation d'équipements de production automatiques sophistiqués.

A la tête de votre équipe technique, vous êtes le moteur du développement de notre nouvelle génération de machines, très axée productique. Vous déterminez les choix technologiques, dirigez, coordonnez et contrôlez l'activité des intervenants (BE, proto, mise au point) internes et externes, faites avancer les projets en conciliant les divers points de vue aux objectifs à atteindre.

Vous parlez peut-être allemand ou anglais.

Merci d'adresser votre dossier s/réf. 432 LM à notre Conseil :

SODERHU
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS

Soderhu
MEMBRE DE SYNTEC

DESSEIN

INGENIEUR

CHEF DU SERVICE ENTRETIEN EN BOURGOGNE

En trois décennies, nous avons su hisser notre groupe parmi les grands noms mondiaux de notre métier. Nos produits, fabriqués en grandes séries (plusieurs millions d'exemplaires) nécessitent des moyens industriels constamment perfectionnés, intégrant à forte dose les technologies de pointe mais aussi des équipements plus traditionnels.

Ingénieur diplômé (AM...), âgé d'au moins 29 ans, vos connaissances techniques variées jointes à votre première expérience vous permettent aujourd'hui de bien maîtriser l'ensemble des paramètres technico-économiques de la fonction et de savoir diriger les hommes.

Avec votre équipe (30 personnes), votre budget (10 MF) et votre savoir-faire, vous mettez en place et faites vivre une politique et des méthodes modernes d'entretien, pour l'ensemble de nos installations (14 usines), participez aux études et à la réalisation de certains équipements nouveaux...

Vous acceptez des déplacements, surtout de courte durée.

Merci d'adresser votre dossier sous référence 492 LM à notre Conseil.

SODERHU
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS.



MEMBRE DE SYNTEC

DESSEIN



N°1 des ensembliers du sanitaire (céramique, robinetterie...)
1,1 MMF de CA, 2700 personnes, 7 usines
cherche, pour son unité de Saint-Ouen (93)

UN JEUNE INGENIEUR AM...
ou équivalent, à fort potentiel

pour lui confier la direction de son Service Entretien.
Rattaché au Directeur de l'usine, vous dirigez, animez, contrôlez le travail de votre équipe (26 professionnels dont 2 contremaîtres) et planifiez son activité tant pour les interventions ponctuelles que pour les opérations de maintenance générale (lors de la fermeture estivale).
Agé d'au moins 27 ans, vous avez acquis une première expérience de la production dans une affaire industrielle, de préférence mécanique et maîtrisez bien l'ensemble des paramètres technico-économiques, de la fonction.
Ce poste permet de bien connaître l'entreprise, et doit intéresser un jeune ingénieur motivé et parlant bien l'anglais.
Merci d'adresser votre dossier sous réf. 475 M à notre Conseil :

SODERHU
22, rue Saint Agustin
75002 PARIS

Soderhu
MEMBRE DE SYNTEC

DESSEIN

Nous sommes une importante Société de Construction de Matériel Electro-mécanique mondialement connue.
Nous recherchons pour nourrir notre expansion, assurer le développement de nouvelles technologies en matière de systèmes électroniques, pour notre Etablissement de Paris, des :

Ingénieurs Electroniciens — Réf. 81122 M

passionnés par les Microprocesseurs et leurs applications temps réel.

Ingénieurs Informaticiens — Réf. 81121 M

passionnés par le développement de langages évolués orientés vers le contrôle de processus et le suivi graphique.

DEBUTANTS OU AYANT QUELQUES ANNEES D'EXPERIENCE

Un Chef de Groupe — Réf. 40313 M

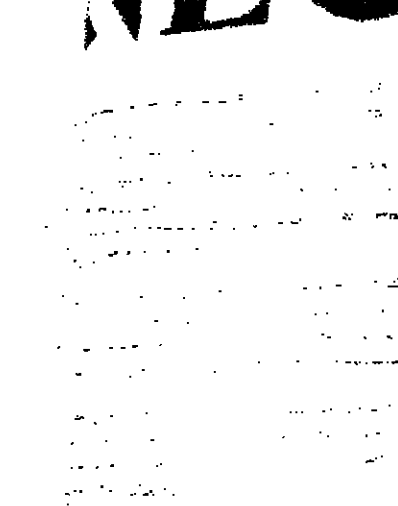
Nous vous demanderons de participer, d'encadrer le développement "Matériel" et "Logiciel" de grands projets.

Pour venir nous rejoindre, vous devez être Ingénieurs Grandes Ecoles, être aussi de ceux qui associent rigueur et créativité.
Parler l'anglais sera un plus.
Des possibilités d'évolution existent au sein de notre Groupe.
Merci d'adresser votre candidature, sous la référence choisie, à notre Conseil Béatrice GALIEVSKY.



13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS
Tél. : 42.85.15.53

LYON 78 89 37 16 ■ MULHOUSE 89 32 26 26



SECTEURS DE POINTE

AFRIQUE FRANCOPHONE

SINORG
SOCIETE INTERNATIONALE DE MANAGEMENT D'ORGANISATION ET D'INFORMATIQUE
recherche

INGENIEURS SYSTEME

- 1 ingénieur système IBM 4381 pratique MVS - TSO - ISPF - PDF — réf. 3113/A
- 1 ingénieur système BULL DPS 307 pratique GCOS7 - TDS - FORMS - IDS2 — réf. 3113/B

Adresser candidature avec c.v., photo, prétentions et date de disponibilité en précisant la référence du poste choisi à :

SINORG
7 RUE ROYALE 75008 PARIS

Ingénieur de recherche produits procédés

CREALIS

Centre de Recherche et d'Analyses de la Branche Produits Secs : une equipe de 50 spécialistes qui participent activement au développement de 6 sociétés représentant une très grande variété de produits : farines infantiles, aliments en pots, plats cuisinés, potages, sauces, confitures, moutardes, condiments, confiserie, pâtisseries...

Le dynamisme des marchés sur lesquels nous intervenons nous incite à renforcer le potentiel humain de notre service Etudes et Projets.
Ingénieur Agro-Alimentaire, au moins 5 ans d'expérience vous ont permis d'acquérir une bonne maitrise des comportements technologiques des matières premières, de préférence dans les domaines de la conserve, de la viande et du poisson.
Vous aurez à orchestrer des tests en pilote et à apporter votre assistance aux usines dans la mise au point des produits et des procédés de fabrication. Vous pourrez élargir et développer votre expérience au sein d'un Centre de Recherche à la pointe de la technologie.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. R 39 M. en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.



LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

UNE ENTREPRISE QUI GAGNE

NEC

Mondialement reconnue dans les domaines des systèmes de télécommunications et des ordinateurs, NEC se positionne parmi les grands de l'électronique.
Parvenue également au premier rang au niveau mondial dans les semi-conducteurs, notre Société doit sa réussite à son avance technologique et à la qualité des hommes qui ont pu la mettre en œuvre.

Avec 95 000 personnes et un chiffre d'affaires de 13 milliards de dollars, NEC est présent dans 140 pays, tant dans les domaines de l'Informatique (36 %), de la communication (32 %), que des composants électroniques (19 %).

Notre succès : une avance technologique importante dans de nombreux domaines, dynamisée par un niveau de recherche et de développement représentant 14 % de notre chiffre d'affaires.

NEC SEMICONDUCTEURS

Avec un chiffre mondial semi-conducteurs de 2,5 milliards de dollars, dont 70 % en circuits intégrés microprocesseurs et mémoires, nous représentons 19 % du chiffre mondial de NEC, employons en Europe plus de 1000 personnes et disposons de deux unités européennes de production, situées en Ecosse et en Irlande.

NEC FRANCE

Notre présence en France dans le semi-conducteur est à l'image de nos ambitions.

Ce sont aujourd'hui 60 collaborateurs, installés dans un tout nouveau site à VELIZY, qui font appel à vos compétences pour faire face à une activité sans cesse croissante et pleine d'avenir.

Tous les postes offerts sont basés au centre de la zone d'affaires de VELIZY et dans un environnement très agréable.

Compte tenu du contexte international de notre Société et des nombreux déplacements en découlant, une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire.

INGENIEUR D'APPLICATION RESEAUX PRE-DIFFUSES/PRE-CARACTERISES

[illegible] une première expérience [illegible] digitale et dans les outils de développement de circuits intégrés, le responsable de l'application [illegible] logiciel et système de nos réseaux pré-diffusés et pré-caractérisés attend votre aide pour assurer la promotion et le développement de ses produits auprès de notre clientèle et de notre force de ventes.

INGENIEUR D'APPLICATION MICROCONTROLEURS

Titulaire d'un diplôme d'ingénieur et possédant une première expérience de laboratoire, vous participerez au support technique logiciel et système de la famille de produits MICROCONTROLEURS 4, 8 et 16 bits. Vous supporterez notre force de ventes, en clientèle et aurez un rôle de conseil [illegible] de cette dernière.

RESPONSABLE MARKETING FAMILLE MICROPROCESSEURS

De formation technique, vous serez responsable de la mise en place [illegible] de notre stratégie pour la France et l'Espagne. Vous assurerez le lien entre notre force de ventes et nos centres européens de marketing et de production. Vous prendrez en charge
- l'[illegible] des prévisions de ventes
- l'élaboration des politiques de prix
- la définition des plans de campagne publicitaires

Une expérience dans un poste similaire serait appréciée.

INGENIEUR DE VENTES GRAND COMPTE

Mettez en valeur l'expérience que vous avez acquise dans la vente, si possible de produits de haute technologie, en commercialisant l'ensemble de notre gamme de produits, microprocesseurs, mémoires, circuits personnalisés... sur le MARCHE INFORMATIQUE, et en assurant la responsabilité du développement et du suivi du portefeuille de l'un de nos principaux clients.

INGENIEUR DE VENTES DEBUTANT

Jeune diplômé, vous aurez pour mission de promouvoir notre gamme de produits sur le MARCHE AUTOMOBILE et ses équipementiers. Vous prendrez en charge un portefeuille existant afin d'assurer son développement, vous élargirez notre clientèle et définirez les stratégies à mettre en place.

INGENIEUR PRODUITS HYPER-FREQUENCES ET FIBRES OPTIQUES

Titulaire d'un diplôme d'Ingénieur Electronicien, vous avez soit une première expérience de laboratoire, soit quelques années d'expérience de ventes de ces composants. Vous prendrez en charge la promotion et la commercialisation de nos produits FIBRES OPTIQUES et HYPERFREQUENCES pour l'ensemble de nos clients, et pour les applications militaires, civiles et spatiales.

POUR NOUS RENCONTRER

Nos responsables vous attendent pour un premier contact au cours de la JOURNEE PORTES OUVERTES organisée le 17 septembre 1986 en nos locaux du 9 rue Paul Dautier à Vélizy.
Venez nous rencontrer d'une manière informelle et sans rendez-vous de 8 h à 20 h, pour définir ensemble les possibilités d'avenir qui vous sont offertes.
Si vous ne pouvez nous rendre visite, nous serons heureux de recevoir votre dossier accompagné d'une photo à l'adresse suivante :
NEC ELECTRONICS (FRANCE) SA - 9, rue Paul Dautier
78142 VELIZY VILLACOUBLAY cedex, à l'attention de
Mme HELLEQUIN - Téléphone : 39.46.96.17.

UN MASTERE EN UN AN

Notre objectif : former les futurs cadres et dirigeants des plus grandes entreprises aux fonctions du management des technologies de l'information. Sanctionnée par un diplôme de haut niveau (Mastère spécialisé, habilité par la Conférence des Grandes Ecoles), cette formation intéresse des

DIPLOMES GRANDES ECOLES X, CENTRALE, SUPELEC, MINES, HEC, ESSEC, OU UNIVERSITAIRES DE MEME NIVEAU.

Dans un environnement géographique exceptionnel (Sophia Antipolis la première Technopole de France à 15 Kms de Nice), un contexte intellectuel particulièrement stimulant, les «pontes» de l'informatique les préparent aux fonctions de Chef de Projet en conception, mise en place et gestion des Systèmes d'information au plus haut niveau. Les candidats sélectionnés - les plus brillants évidemment - bénéficieront d'une Bourse d'Etudes de 60 000 F. et d'une allocation mensuelle de 5 000 F. Mais c'est avant tout le départ d'une grande carrière que nous leur proposons.
Veuillez demander un dossier de candidature et d'information au CERAM, Département Informatique, BP 20, Sophia Antipolis, 06561 VALBONNE CEDEX. Téléphone : 93 95 45 45.



DESSEIN

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.



Vous êtes ingénieurs option informatique, ou maîtrise informatique débutants ou confirmés.

Venez apporter et valoriser votre potentiel technique pour la conception, le développement et le support d'applications ouvertes et évolutives dans le domaine de la bureautique et de la télématique.

Ces applications sont développées sur des plateformes BULL basées sur les matériels DPS 7, Questar 400 et les logiciels de base GCOS 7/TDS/IDS, MS/DOS, CTOS.

Vous êtes rigoureux, méthodique et innovateur, vous aurez la possibilité d'évoluer au sein du Groupe.

Merci d'envoyer votre candidature sous réf. 425 M à Francis CAIRE - BULL S.A. PR OG007G
94 avenue Gambetta
75990 PARIS Cédex 20.

Bull

SOURCES

هكذا من الأصل

هكذا من الاصل





CHEF DE PROJET

Electronique

Une Société qui développe des produits faisant appel aux technologies les plus pointues, recherche UN CHEF DE PROJET. Dans un premier temps, comme ingénieur de laboratoire, il mènera à son terme le développement d'un produit dont la faisabilité est acquise. Dans un deuxième temps, il prendra en charge le développement de toute une gamme de produits nouveaux dans le domaine des asservissements de puissance. Il sera entièrement responsable de l'électronique d'une Division. Ce poste conviendrait à un ingénieur âgé d'au moins 28 ans, de formation ENSEEIHT, I.E.G., SUPELEC, SUP-TELECOM... et possédant une première expérience professionnelle acquise dans une société traitant de problèmes d'électrotechnique (courants forts, commandes de moteurs). Il possédera une bonne connaissance des asservissements analogiques et numériques (filtrage adapté, traitement du signal) ainsi que celle de l'intégration de composants électroniques. Il sera obligatoirement bilingue français/anglais.
Ecrire sous référence 854/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

AFCOREM



L'offre MATRA DATASYSTEME : des solutions informatiques intégrant une large gamme de produits et de services dans les domaines de haute technologie.

Nous recherchons des "Jeunes Battants" décidés à réaliser les objectifs ambitieux qui sont les nôtres et donner une impulsion à leur carrière.

Ingénieurs Commerciaux

Intégrés à nos équipes de vente et formés à nos produits, vous serez responsables de la commercialisation de l'ensemble de nos systèmes dans un secteur déterminé. De formation supérieure commerciale ou scientifique, vous avez déjà prouvé, au cours d'une première expérience, vos capacités à gagner sur le marché de l'informatique. Nous saurons apprécier vos performances. (Réf.MO201/C)

Ingénieurs Technico-Commerciaux

Vous conseillez nos clients et assistez nos ingénieurs commerciaux lors de la vente de systèmes complexes (simulations, acquisitions, temps réel, CAO, réseaux, bases de données...); vous assurez la validité technique de nos propositions. De formation supérieure commerciale ou scientifique, vous avez une assurance technique et commerciale acquise et prouvée au cours d'un premier emploi. (Réf.MO201/T)

Veuillez adresser lettre manuscrite, sous référence choisie en joignant C.V., photo et prétentions à :
DRH MATRA DATASYSTEME 1, avenue Niepce - 78180 Montigny-le-Bretonneux

MATRA DATASYSTEME
L'INFORMATIQUE SIGNEE MATRA

Débutants, et si vous pensiez carrière informatique ?

Groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique, nous avons su depuis plus de vingt ans conquérir une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé, tout en demeurant une entreprise à dimension humaine.

Aujourd'hui, nous recherchons de jeunes collaborateurs • possédant plusieurs années d'études supérieures scientifiques ou en gestion • dégagés des obligations militaires • libres rapidement.

Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, nous vous formerons intégralement à la technique et à nos méthodes et vous permettrons de connaître une véritable évolution au sein de notre groupe.

Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite avec CV détaillé + photo sous réf. M 809 à A.S. PUBLICITE, 3, rue de Liège 75009 Paris, qui transmettra.

Sté de Conseil en Organisation et Informatique

recherche

UN JEUNE INGENIEUR COMMERCIAL

Top niveau 300.000 F +
pour Paris et Région Parisienne.
Envoyer votre candidature à :
OBJECTIFS CONSEIL
160, rue de Bagnolet - 75020 PARIS



Au coeur de l'offre MATRA DATASYSTEME : la Recherche et le Développement, une équipe de 50 chercheurs conçoit et développe nos futurs systèmes 32 et 64 bits. Ils maîtrisent les technologies les plus avancées de la mini informatique (architectures de calculateurs, VLSI, Langages, systèmes d'exploitation et systèmes distribués) et utilisent les outils les plus évolués (compilateur de silicium, CAO électronique, station de travail ...).

Pour renforcer cette équipe, MATRA DATASYSTEME cherche des

Ingénieurs Recherche et Développement

COMPILATION :
vous participez au développement de traducteurs de langage algorithmique et de langage d'intelligence artificielle. (Réf.MO402)

MATERIEL :
vous participez au développement de fonctions logiques de nouveaux systèmes : composants, VLSI, prédiffusés, cartes, architecture générale. (Réf.MO403)

Diplômés Grandes Ecoles ou Université (DEA ou plus), vous avez une première expérience pratique acquise à l'occasion d'un stage ou d'un premier emploi. Vous souhaitez enrichir vos compétences et participer à la réalisation de produits industrialisés.

Veuillez adresser lettre manuscrite, sous référence choisie en joignant C.V., photo et prétentions à :
DRH MATRA DATASYSTEME 1, avenue Niepce - 78180 Montigny-le-Bretonneux

MATRA DATASYSTEME
L'INFORMATIQUE SIGNEE MATRA

...ET VOS PROJETS RESPIRENT.

LE DEFI PERMANENT DES MARQUES MIR, LACROIX, MINIDOU, REX, MAXINET, PERSAVON A LA CONQUETE DE LEURS MARCHES, C'EST L'AVENTURE PASSIONNANTE DE LESIEUR-COTELLE.

CHEF DU SERVICE ANALYTIQUE

Animateur d'une équipe, vous serez l'interlocuteur des chercheurs, des laboratoires d'usines ainsi que des laboratoires publics et privés.
En développant la méthodologie interne, vous serez garant de la qualité des prestations du service analytique.
Vous possédez une expérience d'au moins 4 ans dans ce domaine. Réf. 225

INGENIEURS CHIMISTES

Au sein du Centre Recherche et Développement, votre objectif sera l'extension et l'optimisation de notre gamme de produits d'entretien ménager.
Vous avez des aptitudes au travail en groupe. Réf. 226

Pour ces deux postes, nous recherchons des Ingénieurs, diplômés d'une Grande Ecole de Chimie (thèse appréciée), ayant une bonne connaissance des techniques modernes d'analyse, l'expérience de la formulation, de solides notions de statistiques et d'informatique.
Notre Centre de Recherche et Développement est en pleine expansion, venez apporter votre concours de spécialiste dans les travaux de recherche sur les produits nouveaux ou existants. Attentifs à la gestion des carrières, nous offrons des possibilités d'évolution au sein du groupe.

Adressez-nous votre lettre manuscrite, CV + photo, en précisant la référence, à Lesieur, Recrutement et Carrières Cadres, 122 avenue du Général Leclerc 92100 Boulogne.

GROUPE LESIEUR

DIRECTEUR

LE LEADER EUROPEEN DES TISSUS SPORTSWEAR
(CA 1,6 milliard) recherche le

DIRECTEUR de l'une de ses
UNITES INDUSTRIELLES D'ALSACE

- ACTIVITE : Teinture, Blanchiment, Finissage (14 millions de mètres par an).
- MOYENS HUMAINS : Effectif de 300 personnes
- EQUIPEMENT : très évolué et hautement compétitif (politique soutenue d'investissement du groupe)
- IMPLANTATION : grande ville offrant toutes possibilités sociales, scolaires, culturelles.

Si vous avez la volonté de donner une
DIMENSION NOUVELLE

- A VOTRE VIE PROFESSIONNELLE : par les moyens et les responsabilités qui vous seront confiés
- A VOTRE VIE FAMILIALE : par la situation qui vous sera proposée et que vous puissiez répondre positivement à l'ensemble des

EXIGENCES DE LA FONCTION :

- âge 40/45 ans,
- formation ingénieur grande école ou Docteur/Ingénieur,
- expérience des milieux de la production acquise soit dans le textile, soit en amont (fibres ou colorants),
- connaissances vécues de la G.P.A.O. :

faites parvenir votre CV avec niveau de situation actuelle et prétentions sous réf. 11452 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Leader français dans le domaine de la fabrication d'éléments chauffants destinés à l'industrie, le nucléaire, l'armement, l'aéronautique, nous recherchons un

INGÉNIEUR INDUSTRIALISATION

Rattaché au PDG, il pilotera ses projets depuis l'établissement du cahier des charges et du budget jusqu'à la livraison au service utilisateur.
Il prendra lui même en charge une partie des actions à mener et supervisera une petite équipe de dessinateurs et techniciens.
Une formation d'ingénieurs, une solide expérience d'étude et de mise au point de machines spéciales sont indispensables.
Des connaissances en soudure automatisée seront appréciées.
Une réelle volonté d'entreprendre et de s'autonomiser permettront au candidat d'évoluer, à moyen terme, vers des fonctions plus élargies.



Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à :
MÉTANIC-VULCANIC
Service du Personnel
ZI Les Chenoux
48, rue Louis-Ampère
93330 NEUILLY-SUR-MARNE

MINISTERE DE LA DEFENSE

SERVICE TECHNIQUE DES PROGRAMMES AERONAUTIQUES

recherche

INGENIEUR

pour suivi des systèmes hydrauliques de commande de vol et train d'atterrissage.

Connaissances en électronique demandées. Anglais indispensable.

Ecrire avec C.V. à :
SERVICE TECHNIQUE DES PROGRAMMES AERONAUTIQUES
bureau du personnel
4, avenue de la Porte d'Issy - 75015 PARIS.



DIVISION DES SYSTEMES BALISTIQUES ET SPATIAUX

Nous recherchons un

INGENIEUR "Systèmes spatiaux"

Chef de projet pour la réalisation de système intégré matériels et logiciels

- Formation électronique (SUP. ELEC., ENSERG...)
- 6 ans d'expérience étude systèmes
- Aptitude à la négociation et l'animation d'équipe
- Anglais courant indispensable

Nous sommes une unité décentralisée (1800 personnes) bénéficiant d'une large autonomie et implantée à ST-MEDARD-EN-JALLES près de BORDEAUX.
Nous vous remercions d'adresser votre candidature avec photo à AEROSPATIALE. Département des Relations Humaines BP 11 33165 ST-MEDARD-EN-JALLES Cedex, Tél. 56 57 34 67

L'offre MATRA DATASYSTEME, c'est également un service après-vente attentif aux préoccupations et aux besoins de nos clients. Pour notre Service Support Logiciel et Formation, nous recherchons :

Ingénieurs Support Logiciel

Vous assurez les interventions après-vente sur les logiciels de base et conseillez nos clients dans l'utilisation des systèmes. (Réf.MO505A)

Ingénieur Support Spécialiste Unix

Vous fournissez une assistance technique très spécialisée sur nos systèmes installés fonctionnant sous UNIX : expertises, tests pilotes et interface avec Recherche et Développement. Plusieurs années d'expérience ont fait de vous un spécialiste UNIX. (Réf.MO505B)

Instructeur

Vous prenez en charge la formation de nos clients à l'utilisation et à l'exploitation des systèmes. Vous concevez et assurez la mise à jour des cours. (Réf.MO506)

Ingénieur informaticien de formation, vous avez une bonne connaissance des systèmes d'exploitation et une expérience significative acquise au cours de stages ou d'un premier emploi comme Support, ITC, ou Ingénieur Recherche et Développement.

Veuillez adresser lettre manuscrite, sous référence choisie en joignant C.V., photo et prétentions à :
DRH MATRA DATASYSTEME 1, avenue Niepce - 78180 Montigny-le-Bretonneux

MATRA DATASYSTEME
L'INFORMATIQUE SIGNEE MATRA



SECTEURS DE POINTE

Les alliages sont notre métier

Ce groupe de 3 000 personnes (C.A. de 2 Milliards de F.) est spécialisé dans l'étude et la réalisation d'alliages très complexes conçus pour des applications technologiques de pointe : aéronautique, électronique, novotique, nucléaire, etc... Il exporte plus de 60 % de ses productions, et connaît une expansion constante.

Pour assurer son développement, nous proposons aujourd'hui plusieurs postes pour des :

INGENIEURS GENERALISTES

GRANDES ECOLES

Il leur sera confié immédiatement des fonctions de management et des fonctions opérationnelles importantes dans nos Départements de production, en liaison avec la Direction des fabrications de notre principale unité et de ses filiales.

Nous souhaitons rencontrer des CADRES CONFIRMES, disposant d'une expérience opérationnelle en production, ou dans des fonctions périphériques à la production.

Leur potentiel leur permettra d'évoluer rapidement à des niveaux de responsabilités plus élevés.

Les conditions offertes sont naturellement attractives et les possibilités de carrière variées, au sein du groupe et de ses filiales.

Les postes sont basés dans une ville moyenne agréable à deux heures de Paris.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite de motivation et rémunération sous référence 1/17 E à notre Conseil, **Arnaud de MENDITTE NEMESIS,** 21 rue du Bourg Tibourg 75004 PARIS.

NEMESIS

HAUTE-SAVOIE — 250.000 F +

La vocation de notre Groupe (500 personnes, 300MF de CA dont 80% à l'Export : Europe, USA, Japon) est la conception et la réalisation de systèmes électromécaniques automatisés pour le bâtiment. Leader de notre spécialité, nous poursuivons activement notre développement et recherchons un

Jeune Ingénieur d'Etudes, pour diriger le B.E. électromécanique

Rattaché au Directeur Industriel, il encadrera l'équipe de 15 Ingénieurs et Techniciens chargés de la conception et des études de l'ensemble des produits électromécaniques, depuis la définition du cahier des charges jusqu'à l'homologation finale.

A 30 ans environ, Ingénieur Electrotechnicien (ESE, ENSIEG, ENSEEIHT, ENSEM, INSA...), vous possédez une expérience significative de la conception des moteurs électriques et, dans l'idéal, une bonne connaissance des matériaux composites.

Notre Conseil ALGOE étudiera votre candidature en toute confidentialité.

Merci d'écrire sous réf. 993 en précisant votre rémunération actuelle à François PHILIBERT, 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY-Cx.



Responsable technique

Pyrénées - 200.000 F

Protection électrique et électronique - Cet important constructeur français de matériel électrique et électronique (600 personnes, 250 millions de francs de chiffre d'affaires) connaît un développement constant. Il recherche pour son siège basé dans les Hautes-Pyrénées le responsable technique de son activité protection électrique et électronique (parafoudres). Rattaché au directeur du département protection et systèmes (EPS), il sera responsable avec un maximum d'autonomie de l'activité d'une cinquantaine de personnes. Sa mission englobera les études et les méthodes ainsi que la planification et l'organisation de la production (montage essentiellement) d'une activité en croissance régulière de 30% depuis 5 ans. La personne que nous recherchons est un ingénieur diplômé pouvant justifier de compétences importantes en électricité, électronique et micro-informatique et nanti d'une première expérience réussie en bureau d'études électronique ou électromécanique. Pour ce poste basé dans les Hautes-Pyrénées, la rémunération de l'ordre de 200.000 francs sera fonction des compétences et de l'expérience du candidat retenu. Ecrire à Arlette BIEBUYCK sous la référence A/T 7144M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

71 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. 61.63.70.63

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Des méthodes et des outils informatiques à l'échelle d'un grand groupe industriel.

Notre taille est internationale. Nous investissons en permanence, en hommes comme en outils. La décentralisation et l'optimisation des systemes d'information sont pour nous une priorité. Pour atteindre nos objectifs, plusieurs postes sont à pourvoir.

Méthodes et outils de conception. — *Réf. MC 643*

Prenez la responsabilité d'une mission vitale pour notre essor informatique : instaurer dans l'ensemble de notre Groupe une methode de conception adaptee a nos importants développements.
Vous concevrez et réaliserez toutes les adaptations de la méthode MERISE qui vous paraîtront nécessaires. Vous appliquerez cette méthode sur d'importants projets "pilotes".
Vous choisirez également des outils d'aide à la conception, supports indispensables pour la bonne utilisation de la méthode.
Vous entreprendrez la promotion de cet ensemble méthodologique auprès des différentes divisions du Groupe.
Vos qualités d'adaptation, de contact et votre sens du terrain seront nécessaires pour mener à bien vos objectifs.
De formation supérieure, vous avez 5 à 6 ans d'expérience informatique. Vous pratiquez, sur des projets d'envergure, une methode de conception (MERISE ou AXIAL) depuis 2 ans minimum; vous en connaissez toutes les caractéristiques et limites. Votre maîtrise vous permettra de l'adapter à nos projets suivant leur nature et importance.

Génie logiciel, SGBD. — *Réf. GL 642*

Dans une optique Système de Production et Infocentre, venez rechercher, tester, et choisir les outils de realisation à la mesure de nos grands projets.
Nous vous confierons en première mission le domaine des SGBD relationnels et leurs langages de développement associés. Le choix effectué, vous assurerez la promotion de ces outils et deviendrez le support technique des unités operationnelles. Votre sens du concret, votre souci de précision et de fiabilité seront des atouts primordiaux.
Vous avez une formation supérieure, 4 à 5 ans d'expérience et vous connaissez bien l'environnement IBM sous MVS.
Vous nous apportez votre savoir-faire en architecture de systèmes et modelisation de donnees, en SGBD et langages associés.
Ces deux postes sont basés en proche banlieue Ouest de Paris.



DATAID SELECTION
GROUPE DATAID

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant bien la référence du poste choisi à notre conseil DATAID SELECTION - 48, av. Raymond Poincare 75116 PARIS.



Société de services et d'ingénierie à forte croissance

recherche pour son département

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

(systèmes embarqués, avionique, imagerie, logiciels de base...)

INGENIEURS GRANDES ECOLES

(MINES, ESE, ENST, ENSIMAG, ENSEEIHT...)
(Option informatique ou automatique)
ayant acquis une première expérience sous l'un des environnements suivants : 68000, UNIX, C, PASCAL, VAX, 8086, 8088, RMX, PDP, MITRA, SOLAR.



- Evolution assurée dans le cadre de notre expansion.
- Rémunération élevée.

Merci d'adresser votre candidature (s. réf. MB 91) à

BETEL INGENIERIE
23, rue de la Paix - 75002 Paris

EUROSOFT — **A la pointe des technologies nouvelles**

GROUPE INDEPENDANT D'INGENIERIE INFORMATIQUE AUX ACTIVITES DIVERSIFIEES,
recherche dans le cadre de son expansion des professionnels de très bon niveau.

INGENIEURS GRANDE ECOLE
2 à 5 ans d'expérience dans les domaines concernés

pour Paris Région Parisienne

INGENIEUR COMMERCIAL SENIOR
Ingénierie Grands Comptes, informatique répartie et bureautique. réf. WD 121

INGENIEURS GENIE LOGICIEL
Sur projets Européens ESPRIT, EUREKA. réf. RI 116

INGENIEURS INFORMATICIENS
Systèmes d'armes et commutation téléphonique. réf. SH 117

pour Grand Sud-Ouest

INGENIEURS LOGICIEL
De bonnes connaissances GOULD / MPX, VAX / VMS, MD / SINTRAN, UNIX. réf. UF 119

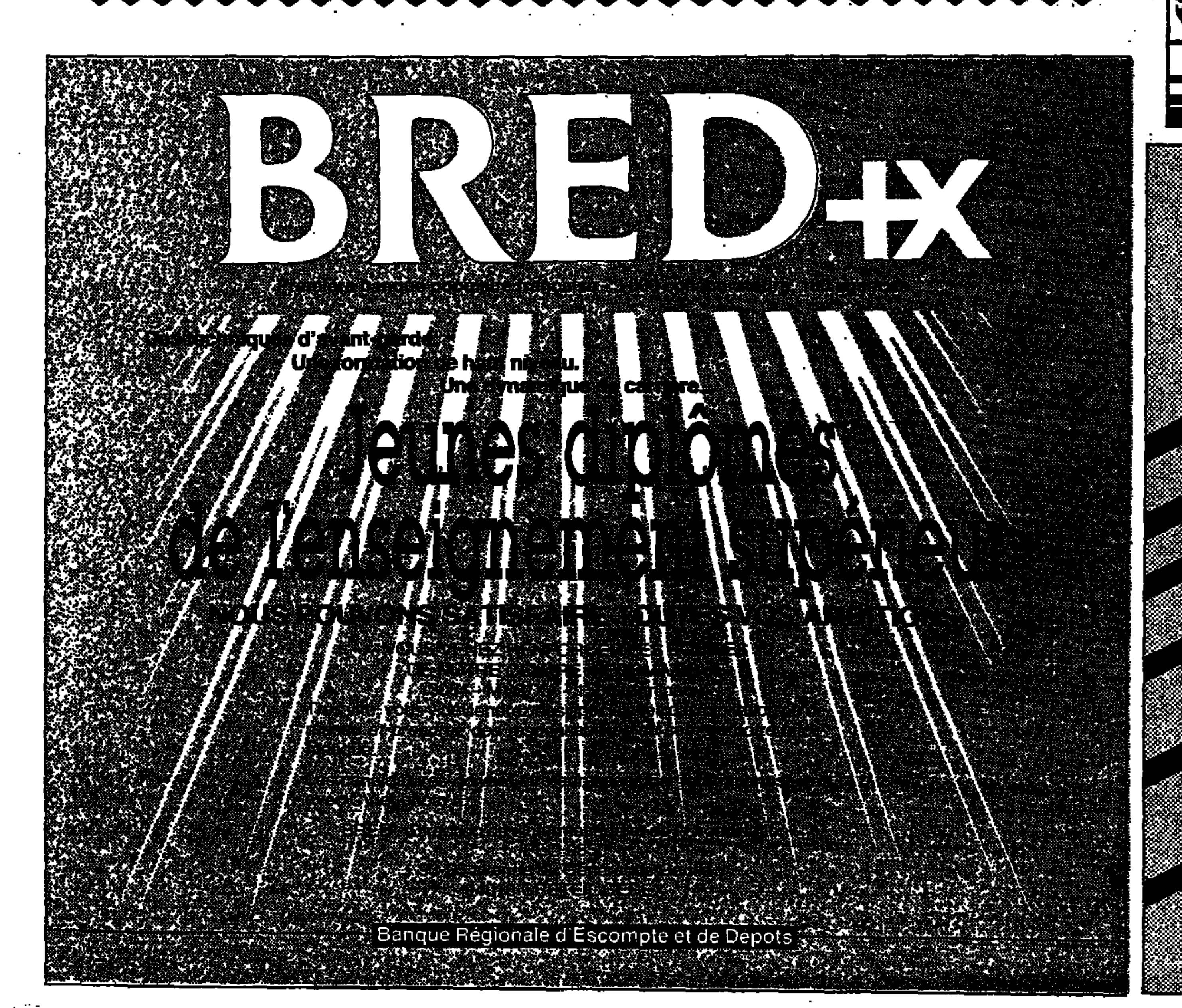
pour Lannion

CHEF DE PROJETS réf. TG 118
INTELLIGENCE ARTIFICIELLE
Création de notre équipe Intelligence Artificielle.

pour Bretagne Pays de Loire

INGENIEURS LOGICIEL
temps réel, traitement du signal, contrôle de process... réf. VE 120

Pour rester à la pointe des technologies nouvelles dans un groupe en pleine évolution, adresser lettre + CV en précisant la référence du poste choisie à **EUROSOFT** 38, boulevard Henri Sellier 92150 SURESNES.





SECTEURS DE POINTE



L'Equipement Automobile

Partenaire reconnu des constructeurs mondiaux
28000 personnes - C.A. 11,5 Milliards de Francs 45% réalisés à l'étranger

recherche

Ingénieurs Electrotechniciens
Diplômés Grande Ecole (ENSIEG, ENSEEIHT, ESIM ...)

Ingénieur Etudes Moteurs Electriques

Valeo Thermique Habitacle (La Verrière — 78)
Disposant d'une large autonomie, vous serez chargé de préparer les calculs, suivre la réalisation des prototypes et interpréter les résultats des essais sur les produits nouveaux et les évolutions de produits actuels. Vous coordonnerez les actions des services internes (achats, prototypes, laboratoire) et participerez aux relations avec les services extérieurs. De bonnes connaissances en électronique (commandes et régulation) sont indispensables.
Réf.61844/1/M

Ingénieur Etudes et Recherches

Valeo Direction des Etudes Avancées (Saint-Ouen — 93)
Responsable d'une équipe de techniciens, vous aurez à effectuer calculs, essais, mises au point de maquettes dans le cadre de projets de recherche concernant les machines électriques tournantes existantes ou nouvelles. Vous devrez procéder à une analyse critique et à une synthèse des résultats, à l'aide de moyens de mesure et de calculs informatisés, en collaboration avec des équipes spécialisées. La connaissance de l'anglais serait appréciée.
Réf.61844/2/M

A partir de ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adresser lettre (H/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence du poste choisi à : **Valeo** Service Recrutement I & C - 43 rue Bayen - 75017 PARIS

PARIMANCE ANNONCES

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

SECTEURS DE POINTE

SPÉCIAL SICOB

offres de sitution du journal

Le Monde

Mardi 16 daté Mercredi 17 septembre

Ingénieur d'essai
Matériel sous marin

Sud-Est Méditerranée

Notre entreprise (1 200 personnes) est spécialisée dans l'étude et la réalisation de matériel sous marin.

Jeune Ingénieur d'origine Electronique (Automatique, traitement du signal, Informatique, Statistiques) votre mission consistera à :
- participer à la définition des besoins en logiciel de dépouillement d'essais des engins.
- dépouiller les essais à la mer et la simulation afin d'orienter les modifications des simulateurs et d'enrichir le système de dépouillement,
- organiser l'élaboration et la mise en service d'une base de données « résultats des essais »

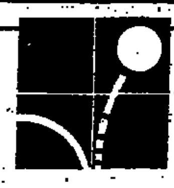
Le goût des contacts ainsi que la connaissance de l'anglais (au moins lu) sont indispensables.

Merci d'adressser votre lettre de candidature + C.V. + photo, sous la référence 8621, à notre Conseil CAPFOR MEDITERRANEE - Centre Activité EVOLIC - Le Bastide Blanche - D3 13127 VITROLLES, qui traitera confidentiellement les candidatures.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - METZ - NICE
ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - CAEN - MONTLUÇON - NIORT - QUIMPER

MEDIA PA



ESPACE EXPANSION GESTION

Société faisant partie du groupe ESPACE EXPANSION spécialisé dans la promotion et la gestion de centres commerciaux (FORUM DES HALLES, QUATRE TEMPS à La Défense, etc...) recrute un(e)

RESPONSABLE D'OPERATIONS D'AMENAGEMENT

Pour renforcer son secteur aménagement.
Au sein d'une équipe de trois à quatre personnes, il aura pour mission de mener à bien les études techniques et la coordination générale des différents intervenants.
Le candidat âgé de 30 à 35 ans, diplômé d'une école d'ingénieur (Centrale, E.T.P., A.M. etc...) doit pouvoir justifier d'une double expérience de bureau d'étude et de chantier.
Le poste requiert des qualités d'organisation, de dynamisme et une forte motivation professionnelle.
De réelles perspectives d'avenir seront offertes à un candidat de premier plan.
Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 86.2 à ESPACE EXPANSION GESTION - Direction du Personnel 63, rue la Boétie, 75008 Paris. Discrétion et réponse assurées.

CONTESSE

INGENIEUR COMMERCIAL HEWLETT-PACKARD FRANCE

Nos résultats sont avant tout ceux de femmes et d'hommes considérés, concernés, formés et informés. Maîtres d'oeuvre, nos ingénieurs commerciaux écoutent, conseillent, négocient en collaboration étroite avec nos services internes et nos partenaires, pour apporter à chacun de nos clients la solution Hewlett-Packard la plus adaptée à leurs besoins.

Aujourd'hui, nous accueillons ceux qui sont exigeants avec eux-mêmes, ont des idées, savent mobiliser leurs compétences, induire les changements et réaliser des projets.

Vous êtes diplômés d'une Grande Ecole d'Ingénieurs ou de Gestion, vous êtes débutants ou avez une première expérience.

Ecrivez-nous dès maintenant, votre candidature nous intéresse, même si vous n'êtes pas disponible dans l'immédiat.

HP France, Service Recrutement, Parc d'Activités du Bois Briard, Avenue du Lac - 91040 Evry cedex.

HP EN FRANCE :
3000 PERSONNES,
3 USINES,
4,3 MILLIARDS DE CA,
3ᵉ EXPORTATEUR
D'INFORMATIQUE.



HEWLETT PACKARD

PERFORMANCES A L'APPUI.

Electronique + informatique passion + compétence

Jeune Entreprise ROBOTIQUE ET AUTOMATISMES
Aix-en-Provence
s'adjoindrait

Jeune SUPELEC

ELECTRONICIEN - INFORMATICIEN

pour participer à la création et au montage ROBOTS pour les industries produits grand public (électroménager - T.V. - automobiles, etc...).
L'esprit pratique permettant d'apporter des solutions simples à des problèmes complexes est absolument indispensable.
Ecrire manuscrit (+ CV + photo + rémunération souhaitée) à :

L. justet psychologue



18, rue des Grottes 84000 AVIGNON

MEDIA PA

CONNECTEZ-VOUS SUR NOS PROJETS

Groupe International présent dans 93 pays, avec environ 70% de son C.A. à l'export, THOMSON-CGR est un des leaders mondiaux de l'***imagerie médicale*** diagnostique. Dans un secteur très porteur, nous créons, réalisons et développons des équipements médicaux de haute technologie. Notre ambition de renforcer notre position internationale repose sur la maîtrise technologique et la compétence affirmée de nos équipes. Nous souhaitons intégrer plusieurs

INGÉNIEURS INFORMATICIENS GRANDES ÉCOLES

pour l'étude et le développement de l'informatique de nos scanners. Autour de micro et mini-ordinateurs 32 bits, cette informatique met en œuvre les technologies les plus modernes : acquisition rapide de données, processeurs spécialisés de traitement numérique du signal et de l'image, disques optiques numériques, écrans tactiles.

Plusieurs postes sont à pourvoir, à différents niveaux de responsabilités :

Confirmés (5 ans au moins d'expérience industrielle en logiciel temps réel)
et connaissant le traitement numérique du signal.
Vous serez CHEFS DE PROJETS, responsables, depuis la conception de l'architecture des systèmes jusqu'à l'encadrement des équipes de réalisation du logiciel.
(Réf. DUB LM1)

Avec une expérience de 1 à 2 ans.
Vous intégrerez une des équipes chargées de la réalisation du logiciel des mini-ordinateurs et des processeurs spécialisés de traitement d'images.
(Réf. DUB/LM2)

Les postes sont à pourvoir à BUC (78), près de Versailles.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à Françoise LEMAIRE - THOMSON-CGR - 48, rue Camille-Desmoulins - 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

THOMSON CGR

HAVAS CONTACT



laboratoire lachartre
Soin d'hégor — Rogé Cavaillès
Clearasil — VICKS — Milton

LE LABORATOIRE LACHARTRE MEMBRE D'UN GROUPE INTERNATIONAL RECHERCHE SON

RESPONSABLE CONTROLE QUALITE, SECTION CHIMIE

Vous êtes un(e) jeune diplômé(e) - Pharmacien Industriel - bilingue Français/Anglais.
Vous avez une première expérience qui vous a permis de diriger du personnel et de gérer les opérations, de préférence dans un service Contrôle Cosmétologique, ou en Production, dans une société internationale.
Nous vous offrons la responsabilité opérationnelle d'un service Contrôle Qualité, section Chimie, où vous serez assisté d'une équipe de 6 personnes.
Notre style de management favorise l'initiative et la prise de responsabilités dans une Société en développement rapide.

Merci d'adresser votre dossier de candidature au : Laboratoire LACHARTRE Service du Personnel, 126, av. de Vendôme, B.P. 839, 41006 BLOIS Cedex.



SECTEURS DE POINTE

THOMSON LCC : DE L'INNOVATION AVANT TOUTE CHOSE

Implantée tant en France qu'à l'étranger, THOMSON LCC, filiale de THOMSON COMPOSANTS, avec un C.A. d'1 milliard de Francs (dont 50% à l'export) compte parmi les leaders mondiaux dans le domaine des composants passifs.

Un effectif total de 3.000 personnes, 7 unités à taille humaine intégrant chacune bureaux d'études et services de fabrication, un environnement de haute technologie ainsi qu'une politique d'investissements soutenue, nous rendent particulièrement adaptables aux besoins du marché.

Afin de conforter nos équipes, nous souhaitons intégrer :

INGÉNIEUR PROJET/MÉCANICIEN

Rattaché au Responsable du Service Ingénierie vous assurez le suivi de la construction et de la mise au point de machines automatiques dans le respect des conditions de prix, délais et qualité.
Vous sélectionnez la sous-traitance, rédigez le cahier des charges et réceptionnez les équipements.
Vous suivez la réalisation des documentations.
Déplacements de moyenne durée à l'étranger à prévoir.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur mécanicien diplômé Grande Ecole (ENSAM, ECAM, ICAM...), justifiant de 2 à 3 ans d'expérience dans la conception et la mise au point de machines spéciales et sophistiquées (mécanique fine).
Des connaissances en électronique et en automatisme constituent un atout supplémentaire.

Poste basé à SEURRE. (Réf. 91212/LM)

INGÉNIEUR PROJET ÉLECTRONICIEN

Rattaché au Responsable du Service Ingénierie, vous avez pour mission la conduite d'un projet complet de construction de machines spécifiques : financement, réalisation, mise au point et assistance sur site.

Déplacements de moyenne durée à l'étranger à prévoir.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur électronicien, diplômé Grande Ecole (ESE, ENSERG...), *justifiant de 2 à 3 ans d'expérience dans la conception* de machines automatisées gérées par microprocesseurs.
De bonnes connaissances en métrologie sont souhaitées. *La maîtrise de l'anglais est indispensable.*

Poste basé à SEURRE. (Réf. 91222/LM)

INGÉNIEUR D'ÉTUDES MATÉRIAUX

Directement rattaché au Chef de Laboratoire, vous menez à bien l'étude et le développement de nouveaux composants et contribuez au choix des matériaux et process de fabrication.

Vous animez une équipe de Techniciens Supérieurs chargés de vous assister dans ces différentes missions.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur Grande Ecole option matériaux, possédant des connaissances *en électronique et mécanique* (ENSAM + ESE, par exemple), débutant ou justifiant d'une première expérience en études et développement.

Poste basé à SEURRE. (Réf. 91223/LM)

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à Yves LATOUR - Responsable des Affaires Sociales - THOMSON LCC - 3, rue du Stade, 21250 SEURRE.

INGÉNIEURS D'ÉTUDES ET DE DÉVELOPPEMENT

Directement rattaché au Chef de Laboratoire, vous êtes responsable d'importants développements qui mettent en œuvre des technologies diversifiées et impliquent l'utilisation de matériaux très élaborés.

Vous animez une petite équipe de techniciens et collaborez étroitement avec le bureau d'études et les services fabrication.

Nous souhaitons rencontrer de jeunes ingénieurs diplômés Grande Ecole (Centrale, Mines, ESE, *Physique-Chimie Paris...), option matériaux, débutants* ou possédant une première expérience.

Poste basé à DIJON.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 91224/LM à Jean-Claude LELEU - Responsable des Affaires Sociales - THOMSON LCC - 6, avenue du Colonel-Prat, 21850 SAINT-APPOLINAIRE.

INGÉNIEUR D'ÉTUDES MATÉRIAUX

Directement rattaché au Chef des Laboratoires, vous conduisez les programmes d'études et d'expérimentation sur de nouveaux matériaux. Vous menez à bien, à moyen terme, des études sur l'évolution et le développement de la technologie de ces matériaux.

Vous animez la petite équipe de techniciens qui vous assistent dans cette mission.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé *Grande Ecole option matériaux, justifiant si possible* d'une expérience d'1 ou 2 années dans ce domaine.
La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Poste basé à BEAUNE.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 91225/LM à Jacques CROUIGNEAU - Responsable des Affaires Sociales - THOMSON LCC - 74, route de Savigny, 21200 BEAUNE.

THOMSON COMPOSANTS

HAVAS CONTACT

Pourquoi PICODATA ?

Conseil en systèmes d'information - Ingénierie informatique

- **qualité de l'équipe** : 20 consultants et réalisateurs, dont 3 X, 1 Centrale,...
- **qualité des clients** : MATRA, SODEXHO, BFCE, ADI, USINOR,...
- **innovation** : systèmes d'information et réseaux de grandes entreprises, micro, vidéotex, carte à mémoire,...
- **croissance** : CA HT (MF) 1982 : 0,3 1983 : 1,9 1984 : 3,6 1985 : 7,4 1986 (prévu) › 10

Demain, nous serons très importants.
Les responsabilités sont à prendre aujourd'hui.
Ingénieurs-consultants de haut niveau, venez nous rejoindre !

Adr. C.V., prét., disponibilité ou tél. à **PICODATA** - 6, rue F. Gillot - 75015 PARIS - Tél. : 42.50.84.10.

DU PONT DE NEMOURS

DUPONT ELECTRONICS

- Une des plus grandes entreprises industrielles mondiales.
- Une position de leader dans le domaine des industries électroniques.

Voilà l'environnement que nous offrons à des

INGÉNIEURS EN ÉLECTRONIQUE
RESPONSABLES DE CLIENTÈLE

Mission :
Vendre et **promouvoir** nos produits et notre technologie à une clientèle industrielle de pointe dans les domaines :
– des **systèmes d'interconnexion**
ou – des **pâtes pour couches épaisses**
en relation étroite avec nos laboratoires de développement et nos centres de production internationaux.

Profil :
– formation supérieure scientifique (diplôme d'ingénieur ou universitaire) en électronique, ou physique ou chimie,
– qualités de négociateur à haut niveau,
– expérience de quelques années dans la vente ou dans l'industrie (bureau d'études ingénierie, production, etc.),
– maîtrise indispensable de la langue anglaise.

Postes basés en **région parisienne.**

Nous vous remercions d'adresser votre candidature accompagnée d'un C.V. et d'une photo sous réf. M. 509 à DU PONT DE NEMOURS (France) S.A. Service du Personnel – B.P. 85 – 91943 LES ULIS CEDEX.



Pour son service technique informatique
situé près d'ORLY
le groupe GAN recrute

Responsable de Groupe Télétraitement

Il sera chargé d'animer une équipe qui assure le suivi et la gestion du réseau transactionnel sous CICS.

Il est demandé :
- une expérience de plusieurs années du management et de la gestion d'une petite équipe.
- le sens des relations avec les utilisateurs et la direction informatique.
- une bonne connaissance informatique (CICS souhaité).
- Poste évolutif.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + prétentions) s/réf. OC. 120 à Mlle CHASSAGNE - 32, rue des Grands Champs - 75020 PARIS qui vous garantit une entière discrétion.

gan
assurances
gan vie

---

organisateur

ORGANISME FINANCIER DE PREMIER PLAN — PARIS

ESC OU MAITRISE DE GESTION

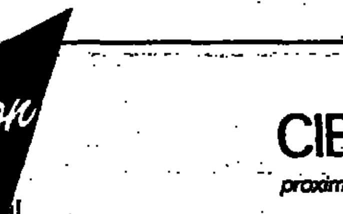
Vous avez 3 à 5 ans d'expérience d'organisation administrative en liaison étroite avec l'informatique - ou vous êtes informaticien et désireux de vous orienter vers des aspects plus organisationnels. Vous connaissez bien les circuits administratifs (avec *un atout supplémentaire si le fonctionnement d'un établissement de crédit vous est familier).*

Vous prendrez en charge dans l'une de nos divisions des missions de conception (expression des besoins) et réalisation d'organisation *(mise en place des procédures)* en liaison étroite avec l'informatique dont vous serez l'interlocuteur privilégié.

Bon analyste, imaginatif et homme de contact, vous saurez être attentif aux besoins des opérationnels et leur apporter des solutions concrètes.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo, précisant le niveau de rémunération actuelle) sous réf. 2422-M seront traitées en toute discrétion par





CIBA—GEIGY

proximité de LYON

INGENIEUR INFORMATICIEN

RESPONSABLE BASES DE DONNEES intégré dans l'EQUIPE SYSTEMES.

Mise en place et maintenance d'un L4G.
Développement des méthodes de gestion.

Expérience appréciée de :
VM, DOS, TOTAL, ENV 1, MANTIS.

Anglais souhaité.

Adressez lettre manuscrite, CV (avec photo) et prétentions à CIBA GEIGY S.A. - M. le Responsable Service Informatique BP 47 - 69191 SAINT-FONS.

Groupe bancaire Alace

recherche

- **INGÉNIEURS INFORMATICIENS**
- **ANALYSTES-PROGRAMMEURS**

NIVEAU MIAGE

Pour participer aux développements
« MICRO-INFORMATIQUES »

Veuillez adresser cand. avec C.V. détaillé et prétentions au MONDE PUBLICITÉ sous n° 7.502
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.



INFORMATIQUE
recherche

Analystes-Programmeurs

IBM - DOS - OS -
CICS - DL1 - PL1 ou COBOL.
3 ans expérience *minimum* exigée.
Adresser votre candidature
11, rue Degas - 75016 PARIS.

Systèmes de Tri et automatismes Filiale groupe international recherche

AUTOMATICIEN PROGRAMMEUR

- Ingénieur ou Technicien Supérieur (BTS électronique ou similaire) avec solides bases, et EXPÉRIENCE en automatismes, analyse et programmation d'automates. Anglais indispensable
- Il participe aux études et projets, définit et programme la logique des systèmes automatisés, traite la partie électrique des installations (cahier des charges et sous-traitants), effectue les mises en route et les modifications.
- Ces contacts permanents BE, clientèle et chantiers sur France et Europe.

Env. C.V. dét., photo et prétent. sous réf. 5.106 M à Guilion Sélection 93, r. Jouffroy, 75017 Paris (réponse, discrét. assurées).

L'OFFICE NATIONAL D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES AÉROSPATIALES recherche pour son centre de MODANE-AVRIEUX

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN

GRANDES ÉCOLES

Ayant plusieurs années d'expérience en exploitation et entretien d'installations industrielles
Puissance HT et BT.
- Automatismes, télécommandes et régulations ;
- électronique industrielle.

Expérience en téléphonie ou télévision industrielle appréciée.
Rémunération très intéressante.
Adresser C.V. et photo à ONERA - BP 25 - 73500 MODANE.

SECTEURS DE POINTE



L'Equipement Automobile

Partenaire reconnu des constructeurs mondiaux
28000 personnes - C.A. 11,5 Milliards de Francs 43% réalisés à l'étranger

recherche

Jeunes Ingénieurs Electroniciens

Diplômés Grande Ecole - Option Electronique (ESE, ISEP, ENSIEG ...)

Ingénieur Essais Electroniques et Capteurs

Valeo Equipements Electriques Moteur - Division Allumage (Créteil — 94)

Votre mission sera de coordonner les essais de définition (matériel et logiciel), d'homologation, de mise au point des produits sur moteurs, véhicules et bancs d'essai. Vous participerez aux définitions études des composants ainsi qu'à leur industrialisation. Réf.61845/1/M

Ingénieur Essais - Régulation

Valeo Thermique Habitacle (La Verrière — 78)

Responsable d'une équipe de techniciens, vous serez chargé, en relation avec le bureau d'études, les achats et les services électriques de nos clients, de la conception et des essais de dispositifs électroniques de régulation de température et de pilotage automatique des appareils de chauffage et d'air conditionné. Vous aurez à étudier les problèmes de montage et de contrôle du matériel en liaison avec les unités de production. La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand appréciée. Réf.61845/2/M

A partir de ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adresser lettre (H/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence du poste choisi à : Valeo Service Recrutement I & C - 43 rue Bayen - 75017 PARIS

PUBLIFRANCE

Au top-niveau du marketing et de la vente, un top-défi à relever.

EDS Electronic Data Systems
Un nouveau défi

DES DIRECTEURS POUR NOS PROJETS DE DEVELOPPEMENT

Afin de poursuivre sa croissance et faire face aux nouveaux objectifs de l'entreprise, SODEXHO a besoin d'entrepreneurs autonomes et créatifs. Ces hommes de développement, capables de manager et de motiver une équipe sauront dans une première étape définir, lancer et mener à bien nos projets. Ils en assureront ensuite le développement au sein d'unités ou de filiales autonomes. Pour ces postes à responsabilités, nous souhaitons rencontrer des diplômés de formation supérieure (Grande Ecole de Commerce, Ingénieurs, etc...) âgés de 30-35 ans environ et ayant déjà exercé des responsabilités globales. La connaissance de l'hôtellerie, de la restauration ou du tourisme pourra être un atout supplémentaire. Anglais courant indispensable.

Ecrivez s/réf. LM/248 à SODEXHO, Direction des Ressources Humaines, BP 36, 78391 BOIS D'ARCY Cedex.

Groupe International N°1 Français de la Restauration Collective
Effectif : 31 000 personnes
C.A. : 4,3 milliards de francs.



CONTESSE

sonauto





Nous importons et distribuons en France les automobiles PORSCHE, MITSUBISHI, SEAT et les motos YAMAHA et connaissons un fort développement. Notre informatique, largement distribuée autour d'un SPERRY 1100, supporte un réseau maillé réparti entre la France et d'autres pays et se structure en accueillant à CERGY-PONTOISE (95) :

le responsable de nos études informatiques

Partie prenante et maître d'œuvre du plan informatique, venez coodonner l'action de nos équipes de projets (11 informaticiens), veiller à l'augmentation de leur productivité et agir comme un prestataire de services vis-à-vis des utilisateurs.

Ingénieur Grande Ecole, vous avez acquis en sept ans, une solide expérience de la conduite de projets en milieu industriel ou dans la distribution, êtes convaincu des bienfaits d'une méthodologie et avez déjà une première expérience de l'encadrement.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4875 LM) à "Carrières de l'Informatique".

ALEXANDRE TIC S.A.
10. RUE ROYALE · 75008 PARIS
LYON · GRENOBLE · LILLE · NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

Société de distribution de 5 400 personnes. Filiale d'un groupe diversifié, renforce sa Direction Informatique (50 personnes) et recherche

pour son service Etudes — **CHEF DE PROJET** — Réf. 80518 M

ANALYSTE PROGRAMMEUR — Réf. 81517 M

pour son service Informatique Magasins — **CHEF DE PROJET** — Réf. 80519 M

avec une expérience réelle des systèmes de gestion du point de vente : lecture optique,...

Afin de poursuivre rapidement son plan de développement et faire évoluer sensiblement son environnement actuel IBM 4341 - 2, IBM 4331 - 2, IBM-PC (DOS-VSE, VM-CMS, VTAM, CICS, COBOL).
La mission stratégique de l'informatique dans l'Entreprise fait de cette proposition une réelle opportunité pour des jeunes candidats à fort potentiel, diplômés de l'Enseignement Supérieur, déjà familiers de cet environnement informatique et fermement décidés à s'investir au sein d'une équipe dynamique.
Les postes sont à pourvoir en proche banlieue Nord (proximité RER).
Si vous vous sentez concernés, nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé), sous référence du poste choisi, à notre Conseil Béatrice GALIEVSKY - 13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS.

EMPLOI centor — PARIS Tél : 42.85.15.53 — LYON Tél. : 78.89.37.16 — MULHOUSE Tél. : 89.32.26.26

Nous sommes un des premiers groupes français dans le secteur de la DISTRIBUTION : 6 milliards de C.A., 4 500 pers., 50 établissements.
Dans le cadre de la mise en place du nouveau plan informatique, notre Direction Informatique (70 pers.) installe un important réseau d'IBM 38 et renforce son service Etudes en recrutant un

Chef de projet

EN INFORMATIQUE ET ORGANISATION

VOTRE MISSION :
Dès votre première mission, vous prendrez la responsabilité d'un PROJET NOUVEAU ET AMBITIEUX représentant une charge de développement d'environ 60 mois et superviserez une équipe d'Ingénieurs Analystes.
Pour mener cette étude, avec succès, vous vous attacherez tout particulièrement aux tâches de conception et d'organisation :
- étude de l'existant et recherche des besoins ;
- définition des règles de gestion ;
- proposition des solutions d'organisation.

VOTRE PROFIL :
De formation Ingénieur Grande Ecole, vous justifiez d'une expérience de 3 à 5 ans EN CONDUITE DE PROJETS ET EN ORGANISATION au sein d'une Entreprise importante (de préférence dans la Distribution ou l'Industrie). Homme de communication, vous avez le sens des relations à tous niveaux. Doté d'une imagination concrète, vous possédez un sens critique positif.

Poste basé à Paris-Sud.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la réf. 4301/LM. à

MEDIA PA 71, AV. VICTOR-HUGO - 75116 PARIS



Notre Division se situe parmi les premiers constructeurs mondiaux d'équipements et systèmes de radiocommunications militaires. Sa compétence incontestée lui permet de s'imposer sur tous les continents, en remportant la maîtrise d'œuvre de grands systèmes avancés de Télécommunications.

JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

diplômés ENST, ESE, ECP, ENSERG... vous souhaitez démarrer votre vie professionnelle dans un environnement industriel de pointe, en exerçant une activité d'étude mettant en œuvre les techniques numériques les plus avancées. Vous conduirez, au sein d'équipes-projet de haut niveau, disposant de moyens très performants :

- le développement de logiciels temps réel pour la gestion de réseaux ou systèmes de télécommunications ou de guerre électronique, sur configurations multiprocesseurs, en utilisant des langages de haut niveau. (Réf. 91213/LM)
- l'étude et la réalisation de matériels et de systemes nouveaux de télécommunications, faisant appel aux techniques modernes de traitement du signal logique et analogique, de mini et micro-informatique. (Réf. 91221/LM)

Ces postes, basés à Gennevilliers (banlieue Nord-Ouest) ou à Cholet (région Ouest) peuvent évoluer, pour les candidats les plus performants, vers des responsabilités de chefs de projet.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence du poste souhaité et votre préférence géographique éventuelle à Xavier PERLEAUX - Service Recrutement des Cadres - THOMSON-CSF - Division TÉLÉCOMMUNICATIONS - 66, rue du Fossé-Blanc, BP 156 - 92231 GENNEVILLIERS CEDEX - Tél. 47.90.64.00, poste 32.69.

THOMSON-CSF
DIVISION TÉLÉCOMMUNICATIONS

HAVAS CONTACT

Nous sommes une SOCIÉTÉ D'INTERVENTION ET DE FINANCEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT DE FILIÈRES AGRO-ALIMENTAIRES.

Vous avez 28 ans minimum, une formation supérieure et une expérience en entreprise au contact de l'agriculture. Nous vous proposons de

CRÉER, à PARIS-CENTRE, :

DÉVELOPPEMENT DANS LES FILIÈRES AGRO-ALIMENTAIRES

Ingénieur agronome, école ou maîtrise de gestion

Vous aurez pour rôle de conseiller et sensibiliser des groupements de producteurs afin d'améliorer la compétitivité économique de filières. Vous serez plus particulièrement chargé de :
• étudier toutes données concernant ces groupements (implantation, zones d'influence, activité, coûts, relations commerciales, etc.),
• définir, mettre en place et suivre des interventions techniques, économiques et financières à tous les stades de la production et de sa mise en marché.

Déplacements en province de courte durée.

Nous vous remercions d'écrire sous réf. DFU 31 M, en indiquant votre salaire actuel à notre conseil Richard BÉNATOUIL - GROUPE BBC - 1 bis, place de Valois, 75001 Paris. Vous êtes assuré d'une discrétion absolue et d'une réponse rapide. Vous pouvez indiquer les entreprises auxquelles vous ne souhaitez pas communiquer votre candidature.

HAVAS CONTACT



SECTEURS DE POINTE



Matracom 2000 aujourd'hui, et demain...vos produits !

2ème Groupe français de Télécommunication, nous réalisons un C.A. de près de 2,5 Milliards de Francs au sein de nos différentes sociétés de conception, de fabrication ou de distribution. Déjà leader européen du téléphone nous poursuivons notre développement très rapide dans la commutation, la télématique et la radiotéléphonie.

Le succès de MATRACOM 2000 et nos projets d'avenir en matière de radiocommunication nous conduisent à renforcer notre équipe Marketing en créant un poste de

Chef de Ligne de Produits

Reportant au Directeur du Marketing Radio vous serez responsable de la gestion de la gamme RADIO (suivi des marchés France et Export, élaboration des plans, établissement des prévisions, promotion, animation...). Votre esprit d'entreprise, votre créativité, votre implication liés à notre avance technologique et notre fort développement, vous ouvriront des opportunités de carrière à la mesure de vos ambitions.
Ce poste est fait pour un ingénieur ayant si possible une formation dans le domaine des télécommunications et ayant acquis au moins 5 ans d'expérience en matière de commercialisation de produits industriels fortement technique. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier complet, sous référence O/CLP/M à notre Conseil Christiane CHARBONNE qui vous garantit la plus grande discrétion.

Raymond Poulain Consultants 74 rue de la Fédération - 75015 PARIS

MATRA COMMUNICATION

PARFRANCE ANNONCES

---

aerospatiale
TOULOUSE

INGENIEUR ACHATS

Sa mission s'appuie sur des spécifications proposées par le Bureau d'Etudes et des objectifs financiers.
Il consulte et sélectionne les fournisseurs, puis négocie avec eux les contrats et leurs avenants.
Il assure le suivi des modifications et une gestion rigoureuse des approvisionnements.
Il a la responsabilité d'une équipe d'acheteurs (équipements ou matières).
Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs maîtrisant l'anglais et possédant 3 à 5 ans d'expérience.
Rémunération : 170 KF + selon expérience.

Merci d'adresser dossier de candidature à
AEROSPATIALE
Service
Ressources Humaines
316, route de Bayonne
31060 TOULOUSE
Cedex 03

Jonction

L'Institut National de la Recherche Agronomique recrute par voie de concours pour son Département de Biométrie

1 INGÉNIEUR D'ÉTUDE STATISTICIEN (Bac + 4)

1 INGÉNIEUR DE RECHERCHE LOGICIELS SCIENTIFIQUES (Bac + 5, I.G.E.)

Affectation en rég. parisienne

Contacter avant le 10 sept. le département de Biométrie INRA, Centre de Recherches Zootechniques, 78350 Jouy-en-Josas Tél. (1) 39-56-80-80, p. 34.

INGÉNIEURS DIPLOMÉS ÉLECTRONIQUE

Micro-processeurs, analogiques, Hyper-fréquences. INSET-ETT, 42-33-38-25 93, bd Sébastopol, 2e

---

LA CHIMIE FUTURACTIVE

JEUNES INGENIEURS
Grandes Ecoles

ESSO CHIMIE, société française du groupe EXXON CHEMICAL est dans son domaine à l'avant-garde des technologies avancées, notamment du génie chimique et du contrôle des procédés.
Intégrée, elle possède son Siège Social et ses services commerciaux à la Défense et un important complexe industriel en Normandie.

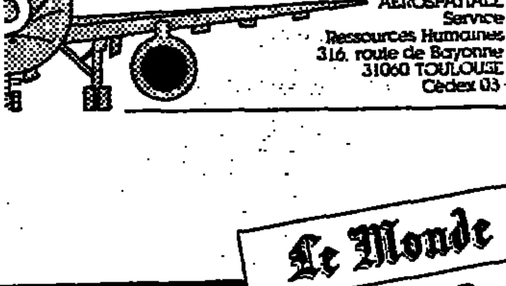
Jeune ingénieur, généraliste ou spécialiste, si vous êtes attiré par la production, le développement, l'informatique, la gestion, le marketing, le commercial ou les études : vous pourrez évoluer dans ces diverses activités au cours de votre carrière professionnelle. Des missions ou affectations à l'étranger pourront également vous être offertes.
Ce sont vos projets et ceux de l'entreprise, alliés à vos performances et à vos qualités personnelles qui dicteront votre carrière au sein du Groupe.

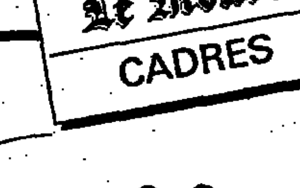
Pour un premier contact, merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 11/507 BQ, à notre conseil, EGOR SA, 8 rue de Berri 75008 Paris.

le futur actif c'est votre avenir et notre projet



média-system





McDONALD'S, société internationale en pleine croissance recrute pour son siège social à Paris

2 chargés d'expansion

Dépendant du directeur du département immobilier, ils seront chargés après étude du marché de choisir les lieux d'implantation et d'en négocier l'achat ou la location, à Paris pour l'un des postes, et en province pour l'autre poste.
Ces postes ne peuvent convenir qu'à de jeunes diplômés type ESC, Droit, Sciences Eco, ayant de préférence une première expérience acquise dans le service expansion d'une société de distribution à caractère national (chaînes de magasins, restauration, produits pétroliers, etc...). La connaissance de l'Anglais serait souhaitable.

Adresser un curriculum vitae détaillé à Yves BLANCHON, sous la référence 5124/MO, 17 rue la Rochefoucauld 75009 Paris.



UN DÉFI TECHNOLOGIQUE POUR VOS AMBITIONS

Notre Département CONSEIL ET APPLICATIONS comprend 120 ingénieurs qui ont pour mission :
- le support technique de notre force commerciale et,
- les prestations de haut niveau dans le domaine des services liés à la mise en oeuvre de nos sytèmes et à l'ingénierie des APPLICATIONS de nos clients.

Nous recherchons :

INGÉNIEURS SYSTÈMES
Paris et Province

- De formation Grandes Écoles ou DEA,
- débutants ou expérimentés,
- ayant le goût pour la haute technique et
- l'aptitude à la communication.

Vous aurez la responsabilité de conseiller nos clients Grands Systèmes qui mettent en oeuvre *la nouvelle Gamme Matérielle et Logicielle CONTROL DATA CYBER 180, NOS-VE et* CDCNET.

Adressez lettre manuscrite et C.V. en précisant la référence Réf. PS/86/ P4 à :

CONTROL DATA
Direction du Département
CONSEIL ET APPLICATIONS
B.P. 139, 77315 MARNE-LA-VALLÉE
CEDEX 2.

Plain Champs



**PRODUITS ROCHE
NEUILLY SUR SEINE**

Notre direction financière et comptable en raison du développement de nouveaux projets recherche

jeune cadre
services comptables

Vous serez notamment associé à la mise en place de notre nouveau projet d'informatisation des procédures fournisseurs.

Vous êtes un jeune praticien de la comptabilité (DECS minimum) et vous êtes familiarisé aux traitements informatisés.

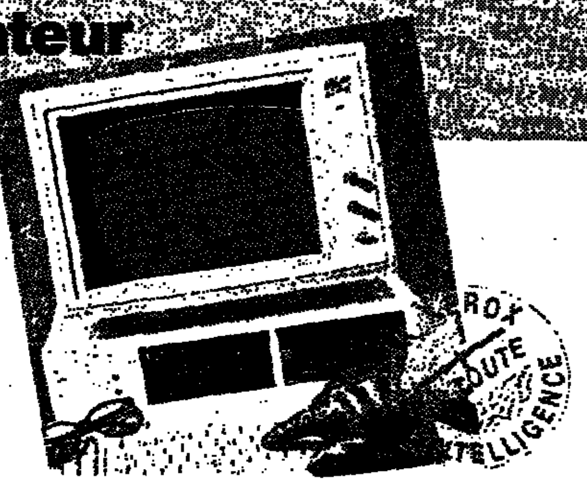
Au sein d'une équipe dynamique, vous apporterez des qualités d'organisation, de rigueur, alliées à une grande souplesse d'esprit et à un sens des initiatives.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à la
Division du Personnel
PRODUITS ROCHE
52, bd du Parc
92521 NEUILLY SUR SEINE Cedex.



RANK XEROX

Correspondant informatique
Chef de projet utilisateur



Concevez nos projets et entrez dans l'avenir

Ce poste s'inscrit dans le cadre des besoins informatiques propres aux mutations de la Direction Après-Vente.
Outre les aspects habituels de la fonction, mise en oeuvre de systèmes nationaux pour l'organisation après-vente, vous devrez être à l'écoute des besoins, promouvoir et assister le lancement des projets.
Ceci avec des utilisateurs déjà très sensibilisés aux moyens de gestion informatisée.
Vous assurerez l'introduction des nouveaux projets internationaux dans le cadre de la participation Rank Xerox France au groupe international.
Vous avez soit une formation supérieure en informatique, soit une formation supérieure en gestion, option informatique et une première expérience qui vous ont permis de vous imposer et de réussir dans la mise en oeuvre de projets.
Vous avez autant de facilités de communication et de négociation (en français comme en anglais).
Vous vous intégrerez dans un environnement très diversifié : macro, mini, micro, réseaux, réseaux privés, réseaux locaux et bureautique.

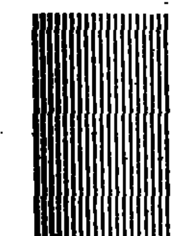
Lieu de travail habituel : Nord de la région parisienne.
Envoyez un dossier de candidature complet avec prétentions sous code 241 B à Jean-Pierre Brun, Rank Xerox, Direction des Ressources Humaines, 93607 Aulnay-sous-Bois Cédex.

média-system

BOLL, filiale du groupe Chr. HANSEN'S,

LEADER MONDIAL DE COAGULANTS ET FERMENTS LACTIQUES *POUR FROMAGERIE, COLORANTS VEGETAUX NATURELS ET* EXTRAITS AROMATIQUES, CULTURES BACTERIENNES POUR DIFFERENTS SECTEURS AGRO-ALIMENTAIRES RECRUTE POUR SON SERVICE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

UN CHERCHEUR



ayant une expérience indispensable *dans le domaine de* la production de bactéries par fermentation.

Cette expérience aura été acquise :
- *Soit au cours d'une thèse,*
- Soit dans son activité professionnelle.

Bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Expérience en programmation informatique souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite + CV + prétentions à la Direction Générale :

Etablissements **BOLL** BP 64 - 91292 ARPAJON CEDEX

P.R.

SECTEURS DE POINTE

JEUNE INGENIEUR

D E V E L O P P E M E N T

Vous possédez une formation scientifique (Ecole d'ingénieurs), avec une spécialité papeterie-impression.
Vous maîtrisez parfaitement l'anglais (lu, parlé, écrit).
Et surtout, votre personnalité affirmée fait de vous un homme curieux, créatif, appréciant le travail en équipe et ayant une facilité de contact.

3M FRANCE vous propose d'intégrer son unité de BEAUCHAMPS (95). Au sein de la Division technique, vous rejoindrez notre Département laboratoire européen.

Votre mission consistera à assurer le développement de nouveaux produits correspondants aux besoins du marché.

Dans ce cadre, vos fonctions comporteront les différents aspects suivants :

- réalisation de prototypes,
  recherche des matières premières, technologies et procédés de fabrication,
- mise au point de nouveaux tests de contrôle,
- intégration des contraintes de sécurité,
- demandes de brevets...

Pour l'ensemble de ces travaux, vous serez occasionnellement amené à participer à des groupes de travail européens concernant les nouveaux produits.

15 % de votre temps sera consacré à des déplacements au sein de différents laboratoires et filiales.

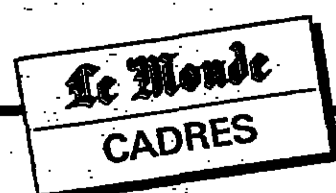
3M

Merci d'adresser lette mansucrite, C.V., photo et prét., sous la réf.DF/ID, à Denis FAUCONNET - Conseil en Recrutement - 3M FRANCE - D.R.H. - Bd de l'Oise 95006 CERGY-PONTOISE Cedex.

MEDIA BA

Au top-niveau du marketing et de la vente, l'occasion unique d'aller vraiment plus loin.

EDS Electronic Data Systems
Une nouvelle dimension





L'ingénierie [illegible] de RSCI (Réalisations Services et Conseils en Informatique) : un métier [illegible]

INGENIEUR COMMERCIAL

[illegible]

Merci d'adresser votre candidature détaillée sous référence 32 à RSCI, 537, rue Hélène-Boucher, Z.I. Centre, 78530 BUC.

CONTESSE TELEMATIQUE (1) 43 14 91 EGCODE : CONTESS

PARIS

Un organisme interprofessionnel à vocation d'étude et de diffusion d'informations économiques concernant une branche très impliquée dans l'économie mondiale cherche un

CHARGÉ D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Il devra réaliser des études économiques spécialisées - observer les échanges internationaux et les répercussions de l'économie mondiale sur les professions concernées - traiter et analyser les statistiques mondiales. Il participera à l'informatisation des données traitées par l'organisme.

Sa formation (UNIVERSITAIRE OU GRANDES ECOLES COMMERCIALES) est orientée vers l'économie. Il a de bons moyens d'expression écrite et orale, une parfaite maîtrise de l'Anglais et si possible de l'Espagnol. Il a DE PREFERENCE UNE PREMIERE EXPERIENCE dans un organisme international ou un bureau d'études économiques et a pratiqué la micro-informatique.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération actuelle) sous référence 2452-M, seront examinées avec la discrétion d'usage par



CONSEILS DE DIRECTION
47, AVENUE ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY

Important groupe + 6 milliards C.A., ayant des activités diversifiées en France et à l'Etranger, recherche son

TRESORIER INTERNATIONAL

H.E.C. - E.S.S.E.C. - M.B.A.

Vous avez déjà une expérience d'un cabinet d'Audit ou de Direction Financière d'une grande entreprise multinationale - vous parlez couramment l'anglais et si possible l'allemand.

Votre mission :

- vous mettrez en place et animerez la fonction crédit client dans nos différentes entités (procédures, reporting...),
- vous assurerez l'analyse financière, l'étude des risques, le suivi des encours, les négociations de paiement, le contentieux, le reporting.
- Vous aurez à votre disposition d'importants moyens informatiques et banques de données.

Perspectives d'évolution à très haut niveau rapidement dans la Direction Financière.
Le poste est basé à Paris.

Merci d'adresser C.V. sous référence 313M à CURRICULUM, 4, rue Tronchet 75008 PARIS qui transmettra en toute confidentialité.

Votre expérience nous intéresse...

JEUNES INGENIEURS EXPERIMENTE(E)S
dans la vente et la mise en œuvre de
SYSTEMES HETEROGENES A BASE DE MINIS
ET DE RESEAUX LOCAUX.

Vous avez 5 ans d'expérience et la connaissance :
— des systèmes d'exploitation et de l'architecture de systèmes,
— des techniques de communication et de réseaux.

Vous serez chargé :
— du pilotage de projets d'intégration,
— de la conception de systèmes multi-constructeurs,
— du lancement de programmes de marketing.

Nous vous offrons la possibilité d'exercer des fonctions commerciales ou technico-commerciales de premier plan, avec de larges perspectives d'avenir, à la mesure de vos compétences.

Merci de nous écrire en précisant votre formation (Bac + 4 minimum). L'expérience professionnelle décrite dans votre CV sera déterminante. IBM France – Département Recrutement – (Référence B 71) - 2, rue de Marengo, 75001 Paris. Votre candidature sera traitée avec la plus entière discrétion.

...nous aimerions vous rencontrer.



Organisation et Publicité

Pour renforcer son équipe d'encadrement, diversifier et améliorer son potentiel d'intervention I.T.E.M. Société de Service et d'Ingéniérie Informatique, filiale du Groupe Bossard recherche un

INGENIEUR CONSULTANT

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs, vous avez une expérience d'environ 4 ans, qui vous permet de maîtriser :
— les techniques informatiques IBM, BULL, DEC,...
— les méthodes de développement et de conduite de projets.

Vous avez le goût du contact, le sens de la communication. Homme de méthode vous êtes capable de gérer votre temps et de participer activement à un travail d'équipe.
Nous sommes une jeune société financièrement solide, en forte expansion, soucieuse de la qualité de ses prestations : audit, conseil, conception, réalisation, formation, recrutement, management et méthodologie.

Nous vous proposons de nous rejoindre.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence AB09186 à I.T.E.M. Service du Personnel - 12 bis, rue Jean-Jaurès - 92807 PUTEAUX.

DEB'S

مكتبة الانترنت



INGENIEURS LOGICIELS

Informatique technique et industrielle

Avec 1050 collaborateurs et le taux de croissance le plus important du secteur, ANSWARE, SSII du groupe C.G.E., compte parmi les 15 premières SSII françaises et les 30 premières européennes. Spécialistes de la conception de logiciels, la synergie des métiers nous permet de maîtriser l'ensemble des processus d'informatisation de l'entreprise. Pour poursuivre notre développement, nous recherchons les généralistes désireux de se spécialiser pour favoriser la compétence de dialogue.

Informaticiens, Automaticiens, Electroniciens

participez au développement de logiciels pour des applications sur systèmes temps réel dans les domaines :

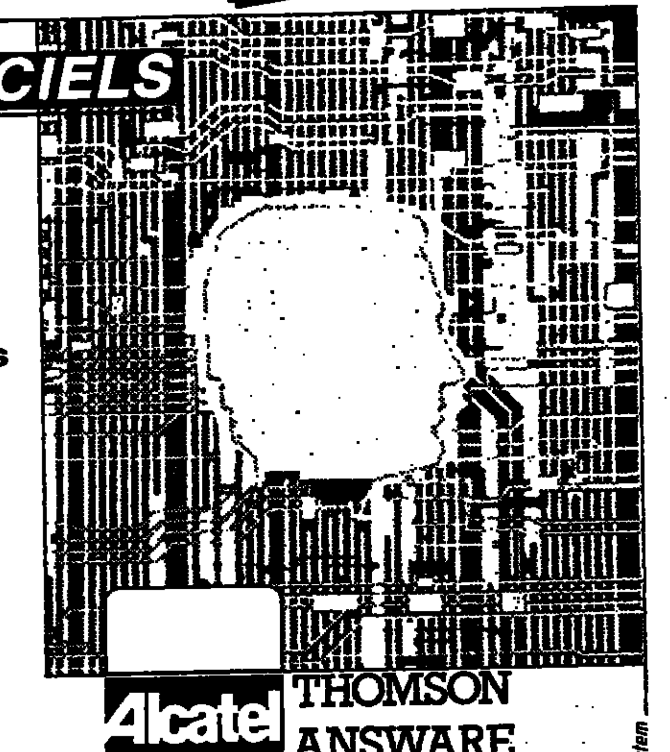
- Productique, Robotique
- Contrôle de processus
- Systèmes embarqués
- Traitement d'images
- Instrumentation
- Génie logiciel
- Télécommunication
- Intelligence artificielle
- Applications scientifiques

Grandes Ecoles ou Universités, vous avez une expérience de 2-3 ans en mini-ordinateurs sur matériels : DIGITAL, HP, BULL (SPS), GOULD, processus vectoriels (FPS) et/ou en micro-processeurs : INTEL, MOTOROLA, ...
Vous pratiquez les langages : ADA, Assembleur, Pascal, PLM, PL 16, LTR. La connaissance d'UNIX et du langage C est un atout supplémentaire.

Les postes sont à pourvoir sur les régions **Paris - Ile-de-France, Est, Sud-Est, Centre, Ouest, Sud-Ouest.**

Adressez votre dossier de candidature en précisant la région choisie et la référence DOP/3 à la Direction des Opérations, 135 rue de la Pompe, 75116 Paris.





1ère FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL

Nos moyens informatiques aujourd'hui : un réseau de 150 terminaux connecté à un site central IBM 4381/13. Le développement de notre plan informatique nous conduit à compléter l'équipe existante par quelques recrutements de haut niveau. Nous recherchons dès à présent :

CHEF DE PROJET

Exerçant depuis au moins 2 ans des fonctions d'encadrement. De formation supérieure scientifique ou gestion, il possèdera une expérience réussie de projets menés - de l'étude préalable à la mise en place - en liaison constante avec les utilisateurs.

RÉALISATEUR

Diplômé IUT informatique, ayant développé des applications dans un environnement de télétraitement et de base de données pendant 4 ans au moins.

Merci d'adresser C.V. photo et prétentions sous réf. 55975 à DEB'S 103, rue Jouffroy 75017 PARIS qui transmettra.



LA RÉUSSITE A SES FORMULES ...

POUR LES METTRE AU POINT

3M RECHERCHE 2 INGENIEURS

UN INGENIEUR MISE AU POINT

Formation Grandes Ecoles d'Ingénieurs (Option génie chimique, mécanique). Sa mission : optimiser les modes opératoires et procédés de fabrication existants, effectuer la mise en place de nouveaux programmes de fabrication. (Réf. IMP/86/FS/LM)

UN INGENIEUR DEVELOPPEMENT

Formation Grandes Ecoles d'Ingénieurs (ENSC - IMSA - ESPCI - ENSI - ENSEA). Sa mission : modification des standards pour l'adaptation aux besoins clients, assistance technique, études en labo., audit qualité. Une expérience dans une entreprise industrielle chimie ou parachimie (colle, peinture) est souhaitable. (Réf. ID/86/FS/LM)

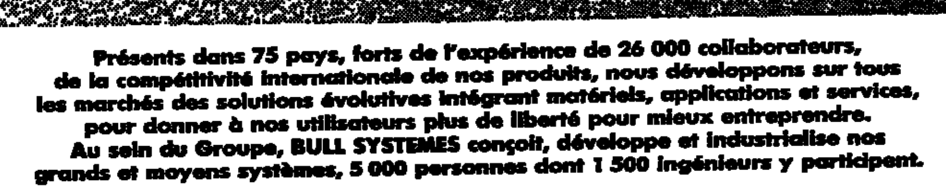
Pour ces postes, la maîtrise de l'anglais est indispensable.
Poste basé : TILLOY-LES-CAMBRAI (NORD).

Le premier contact s'établira au siège de notre société à Cergy pour les personnes sélectionnées.

3M

Adresser lettre de candidature manuscrite + C.V. + photo et prétentions, en précisant la réf. choisie, à F. SOULET - Chef du Personnel 3M FRANCE - Bd de l'Oise - 95006 CERGY-PONTOISE Cedex, qui traitera votre candidature en toute confidentialité.

MEDIA BA



Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre. Au sein du Groupe, BULL SYSTEMES conçoit, développe et industrialise nos grands et moyens systèmes, 5 000 personnes dont 1 500 ingénieurs y participent.



Vous êtes ingénieur ou universitaire 3ème cycle avec option informatique, débutant ou confirmé. Venez vivre l'expérience privilégiée du développement d'un Grand Système d'Exploitation : **GCOS 7.**

Au sein de la Direction des Etudes et du Développement Logiciel, nous vous offrons de nombreuses opportunités dans l'une de ces fonctions : **Architecture - Développement - Intégration - Qualification - Centre d'expertise systèmes.**

Evoluant dans un environnement à taille humaine vous accéderez à un haut niveau d'expertise dans l'un des domaines suivants : **Génie Logiciel - Bases de données - Moniteurs interactif et transactionnel - Réseaux et Télécommunications - Langages de 4ème génération...**

Si vous êtes créateur, rigoureux et méthodique, nous saurons développer vos compétences. Vous pourrez ainsi :

- évoluer entre nos différentes fonctions ou domaines d'expertise,
- prendre la responsabilité d'une équipe,
- vous orientez vers l'un des nombreux métiers du Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous référence 109 M à Georges Hirsch, BULL SYSTEMES, PR1L009D, 94 avenue Gambetta, 75020 Paris.

Bull 

JOURCES

Société industrielle filiale d'un important groupe américain, recherche pour sa principale unité de production en moyennes et grandes séries, **région COMPIEGNE**

JEUNE INGENIEUR

Diplômé Arts et Métiers, ICAM, INSA... débutant ou doté d'une première expérience en organisation de production.

Après une formation à nos techniques spécifiques et sous la responsabilité du Directeur de production, il procèdera à un certain nombre d'études et d'audit techniques sur les moyens de production, les coûts et les procédés de fabrication.
Il recommandera et participera à la mise en place de nouvelles technologies. Cette expérience lui permettra d'évoluer vers des fonctions très opérationnelles.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé en précisant la rémunération actuelle ou souhaitée s/réf. 733 M à Denis JOUSSET



plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.





MATRA TRANSPORT, au sein de sa Division EQUIPEMENTS, conçoit et réalise des systèmes de pilotages automatiques de métro.

Pour répondre aux besoins nés de la croissance de nos affaires nous recherchons (H/F)

Contrôleur de Gestion

diplômé en gestion (Ecole ou Université) ou titulaire du DECS et ayant quelques années d'expérience dans la gestion de projets ou l'administration et les finances d'une PME.

Rattaché à la Direction Financière, il(elle) assurera le contrôle de gestion de projets menés au sein de Groupements, assistant le Chef de projet dans tous les domaines administratifs et financiers et notamment dans le respect des objectifs.

Son esprit critique et ses qualités de contact seront les atouts de sa réussite.

Anglais apprécié.

Pour ce poste basé au BOURGET (93) merci d'envoyer lettre, photo, CV et prétentions à : P. LEROUX, MATRA TRANSPORT, 53 rue du Commandant Rolland - 93350 LE BOURGET

MATRA TRANSPORT



SOREFI FRANCHE-COMTE

Nous sommes un Etablissement Financier Régional. Nous souhaitons accueillir auprès de notre Directeur Financier un(e) :

Jeune Chargé(e) d'Etudes Financières

à qui nous confierons des missions dans les domaines suivants :

- Ressources et emplois : concevoir et gérer des instruments qui permettent d'en assurer le suivi et le contrôle (structure, coût, rendement).
- Créer, utiliser et adapter des outils destinés à optimiser les décisions stratégiques (projections financières, modèles mathématiques de simulation d'activité...).
- Participer à la conception de nouveaux produits d'Epargne et de Crédit.

Nous confierons cette responsabilité à un(e) jeune diplômé(e) de l'Enseignement Supérieur, ayant une formation particulièrement solide en Gestion (statistiques et informatique) : ENSAE, ESC, DESS Econométrie... Une première expérience similaire serait un plus. Notre réseau national offre de larges possibilités d'évolution.

Le poste est à pourvoir à Besançon.
Nous vous remercions d'adresser votre dossier sous la réf. 46M252 à Monsieur Koehrer qui vous informera sur notre Société et sur cette fonction.
CPA, 3, rue de Liège, 75009 Paris.



MEMBRE DE SYNTEC

PARIS

Société Etrangère d'assurances sur la vie, en très forte expansion. (PARIS)

ASSISTANT DU RESPONSABLE "RETRAITE ENTREPRISE"

De formation supérieure scientifique (statistiques ou actuarielles), vous êtes un "mordu de la micro-informatique".
Chargé tout d'abord de l'informatisation des PRODUITS DE RETRAITE à tester, vous aurez ensuite, avec la Direction Organisation Informatique, à gérer les produits entrés en phase de commercialisation.
Vos capacités de réflexion et vos compétences vous permettront de participer à l'élaboration technique de nos produits.
Libre rapidement, vous souhaitez intégrer une entreprise performante.

Envoyez CV, photo sous réf. 2230 M à notre Conseil,

FMI recrutement

FMI RECRUTEMENT
11, rue Liancourt 75014 Paris
Tél. 43.20.69.29

SECTEURS DE POINTE

Notre force : l'innovation technologique !...

PAYMATEC, division récente au sein du groupe Schlumberger, s'est spécialisée dans des activités à très forte croissance et développe aujourd'hui des produits à technologie avancée : cartes à mémoires, systèmes de paiement électronique, systèmes de stationnement.

Leader mondial, nous recherchons notre

Adjoint au marketing manager

afin de participer au développement de nouvelles gammes de produits.

Diplômé d'une grande école d'ingénieur ou de commerce, vous êtes non seulement créatif et rigoureux mais également un homme de communication et possédez un bon esprit d'entreprise.

La pratique de la langue anglaise, écrite et orale, et l'utilisation de la micro-informatique vous sont bien sûr familières.

Une expérience en marketing serait un atout supplémentaire.

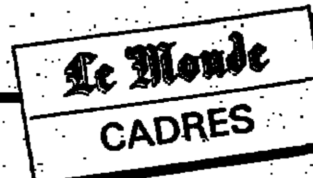
Si ce challenge vous tente, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au Service du Personnel, rue de Terre Rouge, BP 1275, 25005 Besançon cedex - tél. 81.51.21.21

JOURTU'2

PAYMATEC
Schlumberger

Au top-niveau du marketing et de la vente, découvrir de nouveaux horizons...

EDS Electronic Data Systems
Une nouvelle carrière



Un poste tremplin...

Auditeur Opérationnel

La promotion d'un de nos collaborateurs nous amène à chercher son remplaçant. Trois ans d'audit vous permettront de prendre la mesure de notre Groupe industriel (43.000 personnes ; CA: 37 milliards de Frs) pour ensuite évoluer dans un poste plus opérationnel.

Créé il y a quatre ans, notre Département Audit est constitué de cadres d'expérience et de formation différentes et complémentaires. Sa mission vise à fournir une information indépendante sur le fonctionnement de la Société et de ses filiales, à rechercher des solutions pour en accroître l'efficacité et veiller à leur mise en œuvre.

Bien plus qu'une approche "Contrôle", nous avons développé une approche "Conseil" auprès des diverses fonctions et mis au point des techniques d'audit originales et performantes.

Diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESCP, ESSEC, Maîtrise de gestion...) le candidat recherché aura acquis une première expérience professionnelle d'audit ou d'organisation (2 à 4 ans) soit en Cabinet soit au sein d'une Entreprise importante.

Le désir de s'intégrer et d'évoluer dans un Groupe offrant de réelles perspectives de développement de carrière ainsi que le souci de participer à l'optimisation de sa gestion vous feront envoyer votre dossier de candidature (CV + prét.) à Yves KERNEVEZ, sous réf. 926 M.



Mutte, Kernevez & Ass. s.c.m.
27, rue du Général Foy 75008 PARIS

---

legrand®

Leader européen de l'appareillage électrique d'installation, C.A. F 4,5 milliards, 30 unités de production recherche un

adjoint au directeur comptable

Basé à LIMOGES, ce poste conviendra à un candidat âgé de 28 ans minimum, de niveau DECS, ayant acquis une expérience de 5 ans en milieu industriel utilisant des systèmes informatisés.

Au sein des services comptables du siège, il sera chargé de l'élaboration des situations mensuelles, de leur présentation et commentaires, de la liaison active avec le contrôle de gestion.

De réelles perspectives d'évolution existent au sein du groupe pour un candidat compétent et évolutif.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournés) prétentions, sous référence 21.885-M à l'attention de H. CARON

C&L Coopers & Lybrand Associés
DIVISION RESSOURCES HUMAINES
56, RUE DE PONTHIEU - 75008 PARIS

Société de Services à implantation nationale (600 personnes) recherche son

Directeur des ressources humaines HF

LIMOGES

Membre du Comité de Direction le titulaire de ce poste de haut niveau a pour mission de :

- gérer prévisionnellement les ressources humaines de l'entreprise (politiques de recrutement, carrières, rémunération, formation...)
- élaborer et suivre la politique de communication.
- manager les relations sociales.
- diriger l'administration du personnel.

Profil du candidat :

- 35 ans minimum.
- expérience de 5 ans dans un poste similaire.
- formation grandes écoles ou université.
- capacité d'animation et de dialogue
- sens aigu de la relation clients/fournisseur

Des déplacements fréquents sont à prévoir.

Envoyer C.V., photo et prétentions (une définition de ce poste vous sera adressée) :

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
Département Conseil
28, rue de la Trémoille - 75008 PARIS

BC



De 32 Kilos à 2 Mégas et +
... laissez parler votre créativité

2ème Groupe français de Télécommunication, nous réalisons un C.A. de près de 2,5 Milliards de Francs au sein de nos différentes sociétés de conception, de fabrication ou de distribution. Déjà leader européen du téléphone nous poursuivons notre développement très rapide dans la commutation, la télématique et la radiotéléphonie.

Pour vous y aider, notre Direction des Etudes souhaite intégrer très rapidement plusieurs

Jeunes Ingénieurs Logiciel

Vous participerez ainsi à la réalisation de logiciels dans les domaines de la commutation, de la radiotéléphonie et de la télématique.

Ingénieur Grandes Ecoles ou Universitaire, nous vous offrons l'opportunité de vivre une première expérience privilégiée dans les technologies avancées. Si comme nous, vous êtes prêts à innover et à entreprendre, nous mettons à votre disposition les moyens de concrétiser vos aspirations et d'accéder très rapidement à un haut niveau d'expertise.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 0/LOG/M à notre Conseil Didier LESUEUR qui vous expliquera vos perspectives d'avenir.

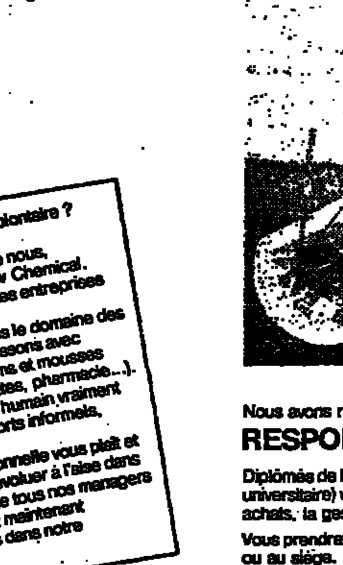
Raymond Poulain Consultants 74 rue de la Fédération - 75015 PARIS

PARFRANCE ANNONCES

MATRA COMMUNICATION







Vous êtes enthousiaste, autonome et volontaire ? Avec Dow, foncez vers le succès. Animé du même esprit de conquête que nous, participez pleinement à l'essor de Dow Chemical. Nous sommes l'une des plus importantes entreprises de chimie (2e US, 6e mondial). Nous occupons une position forte dans le domaine des produits chimiques de base et progressons avec succès dans celui des spécialités (films et mousses plastiques, phytosanitaires, composites, pharmacie...). Vous découvrirez un environnement humain vraiment stimulant : structures souples, rapports informels, équipes jeunes et motivées. La mobilité géographique et fonctionnelle vous plaît et vous pratiquez bien l'anglais pour évoluer à l'aise dans un milieu très international. Comme tous nos managers d'aujourd'hui l'ont fait hier, prenez maintenant différentes responsabilités - clefs dans notre organisation.

Nous avons récemment créé de nouveaux postes de logistique, devenez l'un de nos

RESPONSABLES LOGISTIQUE

Diplômés de l'enseignement supérieur (Ecole d'Ingénieurs, de Commerce ou formation universitaire) vous êtes débutants ou avez 2 à 3 ans d'expérience dans la logistique, les achats, la gestion des stocks, les transports ou le planning.

Vous prendrez rapidement des responsabilités en milieu industriel sur un site de production ou au siège.

Ecrivez-nous en précisant la référence M DOW CHEMICAL FRANCE
Relations Humaines, Parc de Sophia Antipolis, BP 31, 06561 VALBONNE CEDEX.

* DOW Marque déposée. The Dow Chemical Company.

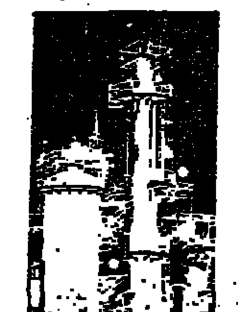
Mobil®

Mobil Oil Française,
une des plus importantes filiales
du 4e groupe industriel mondial,
recherche pour sa raffinerie de
N.D. GRAVENCHON (Seine-Maritime)

JEUNES INGENIEURS GENERALISTES

X, Mines, Centrale, Arts et Métiers, IDN, etc.

Au départ, une période de formation : elle comporte à court terme la prise effective de responsabilités dans des activités de base du raffinage. Par la suite : ouvertures variées sur des



carrières plus importantes soit en raffinerie soit dans des activités diversifiées, au Siège Social ou à l'étranger.

Très larges possibilités d'évolution dans des fonctions polyvalentes.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence 78547 à MOBIL OIL FRANCAISE - Service Recrutement - Tour Septentrion - 92081 PARIS LA DEFENSE Cédex 9

Mobil. Avancez avec nous.

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

ENSEMBLE, CONSTRUISONS VOTRE CARRIERE



JEUNES INGENIEURS ESTP, A & M, INSA...

CBC vous propose de construire votre carrière en démarrant par la conduite de chantiers importants.
Notre entreprise est jeune et notre management performant ; nos projets seront à la mesure de vos ambitions.
Pour prendre en toute autonomie la responsabilité de l'un de nos grands chantiers, nous vous formerons au sein d'équipes compétentes, solidaires et déterminées à gagner.
Nous vous initierons à la gestion informatique. Vous pourrez prendre ensuite la responsabilité des hommes et des travaux.
Valorisez votre formation en devenant un véritable patron, apportez-la à une société qui gagne en relevant des défis permanents.
Nous proposons des postes en Région Parisienne et en Province.
Merci d'adresser votre dossier, sous réf. 540 MDE, à Annie Picot, Direction des Ressources Humaines,
CBC, 29-31 rue de l'Abreuvoir
92100 Boulogne.

ENSEMBLE, POUR UN DÉFI PERMANENT

CBC

TECHNICIEN-CHIMISTE

Pour Centre d'Etudes près de Versailles (78)

Débutant ou ayant 2 à 3 ans d'expérience.

DUT ou BTS chimie pour poste de recherche en laboratoire.

Ecrire avec CV à l'AIR LIQUIDE
BP. 126 - JOUY-EN-JOSAS
78350 LES LOGES EN JOSAS.

L'AIR LIQUIDE

EN VUE DE RENFORCER SA RÉDACTION

ELEKTOR

Magazine mensuel consacré à l'électronique recherche

UN RÉDACTEUR TECHNIQUE (H/F)

PROFIL SOUHAITÉ :

- connaissances approfondies en électronique et micro-informatique ;
- pratique de l'anglais et/ou de l'allemand et/ou du néerlandais ;
- très bonne connaissance du français ;
- bonne aisance rédactionnelle.

Disponible rapidement - Lieu de travail : Bailleul (Nord)

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions au directeur de la publication ELEKTOR - BP 53 - 59270 BAILLEUL.

SOCIÉTÉ RÉGION OUEST PARISIENNE
recherche pour

- Développement d'ensembles électroniques, matériels et logiciels ;
- Domaines : traitement de Signal, logique, informatique ;
- Connaissance des circuits électriques et électroniques ;
- Bonne expérience des microprocesseurs ;
- Niveau souhaité : IUT ou BTS d'INGÉNIEUR apprécié.

Tél. CMS : 39-73-46-46 +.



LE N°1 FRANÇAIS DE L'AUTOMATE PROGRAMMABLE

JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS OU ELECTROMECANICIENS

Vous êtes passionnés par les techniques de pointe ou avez une première expérience dans la vente de biens d'équipements industriels. Nous apprécions votre solide formation scientifique et vous offrons une opportunité de carrière dans une société performante.

Nous avons actuellement à pourvoir des postes d' :

INGENIEURS COMMERCIAUX
LYON (réf.M100) **PARIS** (réf.M101)
TOURS (réf.M102)

Nous étudierons éventuellement pour les postes de Lyon et Paris des candidatures de débutants.

INGENIEURS APPLICATION
ROUEN (réf.M103) **PARIS** (réf.M104)

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence des postes qui vous intéressent à notre Conseil **ROUBEIX DECISION**, 32 rue des Volontaires, 75015 PARIS.

DESSEIN

La pharmacologie au Groupe Syntex : la vraie recherche active

Travailler à quelques dizaines de km au Sud de Paris dans un cadre privilégié à dimension humaine tout en ayant l'appui et les moyens d'une structure internationale, tels sont les avantages que nous proposons à un jeune pharmacologue décidé à nous rejoindre. • Lui-même, la trentaine, de formation PHD ou équivalent aura déjà une première expérience en pharmacologie rénale et/ou cardiovasculaire et une passion pour les mécanismes des médicaments. Il intègrera une cellule existante et après formation créera sa propre cellule de recherches. • Homme de sciences mais aussi de communication il doit être capable de participer à des réunions, des conférences internationales et de prendre en charge les publications et les travaux rédactionnels (rapports, articles,...), tant en France qu'à l'étranger; il est donc essentiel qu'il soit parfaitement bilingue anglais-français. • Pour un premier contact, en toute discrétion, nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier de candidature à Pierrette HESSE, Recherche Syntex France, Leuville s/Orge, BP 40, 91310 Montlhéry.



Le Monde CADRES



Consultant Service Software

Société de Services et d'Ingénierie **en informatique industrielle et scientifique,** spécialisée en analyse des signaux, automatisation, télécommunication,

recherche

INGENIEURS

Chefs de projets

expérience **UNIX** indispensable.
Disponibles rapidement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Madame Meurice - C2S
Silic 560 - 94643 RUNGIS Cedex
Présent au SICOB sur espace HEWLETT PACKARD.

LEW - TOURNAY / ASBCOM



gan i.a.

recherche

pour le Département Relations Commerciales et Marketing (Direction des Particuliers – Incendie Accidents)
C.A. supérieur à 3 milliards de Francs

DIPLÔMÉ ÉCOLE DE COMMERCE

de préférence ayant 5 ans d'expérience minimum

En liaison avec l'Inspection ses missions principales porteront sur

l'ANIMATION COMMERCIALE :
- sélection des cibles de clientèle
- exploitation des fichiers
- opérations de promotion des produits

l'ASSISTANCE TECHNIQUE AU RÉSEAU
Il sera associé à l'élaboration des interventions et en assurera le suivi et le contrôle.
Base à PARIS, déplacements de courte durée en province.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous réf.X à :
Emploi et Carrières 2, rue Pillet Will 75448 PARIS Cedex 09

CONTESSE

Le contrôle de gestion, outil de notre avenir.

NOUS SOMMES UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL DE RENOMMEE INTERNATIONALE, LEADER SUR SON MARCHE ET FORTEMENT EXPORTATEUR. NOUS SOMMES AUSSI PARMI LES 50 PREMIERS INVESTISSEURS FRANÇAIS.

Le contrôle de gestion est l'instrument de mesure de nos performances industrielles et de notre futur. C'est une fonction importante de notre structure.
Nous créons deux postes directement rattachés au Responsable du Contrôle de Gestion du Groupe, dont le Siège est implanté dans une ville universitaire du Centre de la France.

CONTROLEUR DE GESTION INDUSTRIEL

Informateur et Conseil de la Direction Générale, de la Direction Industrielle et des Responsables de Production, il aura en charge dans un ensemble d'unités de production très automatisées employant 3 000 personnes à des fabrications de très grandes séries : l'établissement des budgets et des coûts standards, le suivi des coûts de fonctionnement et des écarts, l'analyse des prix de revient et de leur évolution. Il interviendra en outre dans les études concernant les coûts de fabrication, les investissements et la productivité.

Ce poste convient à un diplômé de l'Enseignement Supérieur, Ingénieur de préférence, de 30 ans minimum, ayant une expérience opérationnelle en usine. Ses qualités de rigueur et de contact seront appréciées. Réf. 26M146

CONTROLEUR DE GESTION DES FILIALES FRANÇAISES

Informateur et Conseil de la Direction Générale, il aura la responsabilité du Contrôle de Gestion de diverses filiales atteignant 400 Millions F de C.A., situées dans plusieurs régions de France.

Il participera à l'élaboration et au suivi de leurs budgets, analysera les résultats en liaison avec ses correspondants. Poursuivant l'effort d'organisation entrepris, il devra assurer la cohérence des méthodes et des informations transmises.

Ce poste convient à un diplômé de l'Enseignement Supérieur, Grande Ecole de Gestion ou Ingénieur + formation Economique, qu'une expérience initiale d'environ 5 ans aura fortement motivé pour aborder cette fonction très évolutive. Réf. 26M147

La formation à nos produits et à nos méthodes sera la première étape de l'intégration de ces deux cadres. De plus, notre Groupe offre d'intéressantes possibilités de carrière.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier en indiquant vos prétentions et la référence choisie, à notre Conseil, Madame Giacchetti, 3, rue de Liège 75009 Paris.



MEMBRE DE SYNTEC

ANNE PETRU CONSEIL

La filiale française d'un groupe international qui vend ses services à l'industrie recherche pour un poste de responsabilité dans son département parisien d'analyse de la fiabilité et des risques d'ensembles industriels un (e)

JEUNE INGENIEUR

Il réalisera des études sur dossiers et sur sites, coordonnera les travaux de spécialistes et d'experts et participera à bref délai aux actions auprès de la clientèle, avoir une expérience industrielle en particulier dans les activités d'engineering constituera un atout supplémentaire. Une bonne connaissance de l'anglais serait appréciée.

Merci d'écrire avec CV, prétentions à Monsieur C.MOTTIER

SGS QUALITEST
16 rue du Louvre 75001 PARIS

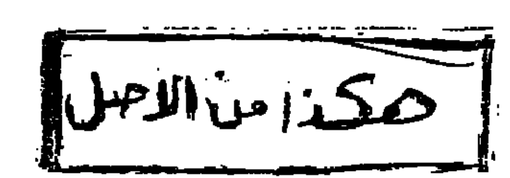
TIOXIDE FRANCE CALAIS

Filiale de TIOXIDE Group PLC (G.B.)
1er producteur européen d'oxyde de titane, recherche pour son service fabrication :

INGENIEUR GRANDE ECOLE

Le poste comporte d'importantes responsabilités dans les domaines :
– Technique :
Le titulaire sera responsable d'ateliers mettant en œuvre des matériels variés de Génie Chimique en constante évolution.
– Humain :
Assisté d'Agents de maîtrise, il animera une équipe de plus de 50 personnes.
Une ou deux années d'expérience seraient appréciées, mais les candidatures d'ingénieurs débutants seront examinées.
Anglais souhaité.
Adressez votre candidature manuscrite avec CV et prétentions à TIOXIDE FRANCE - Direction des *Relations Sociales* - *B.P. 89* - 62102 Calais Cedex.

CONTESSE





Le Monde
CADRES

Un des premiers groupes bancaires européens constitue une société d'assurance-vie

et recherche :

ORGANISATEUR

En collaboration avec les utilisateurs le (la) titulaire du poste devra définir pour chaque produit d'assurance les circuits, les procédures administratives et informatiques et les règles de gestion à mettre en place. Il aura aussi à concevoir les manuels de procédure et les imprimés relatifs à la gestion des produits tant à usage interne (Société) qu'externe (clientèle).
Une formation supérieure est exigée ainsi qu'une première expérience de 3 à 5 ans de préférence dans l'Assurance-Vie ou la Banque. La connaissance de la micro-informatique serait appréciée.
GV.0945

AUDITEUR INTERNE

Ces fonctions conviendraient à un(e) jeune diplômé(e) de l'Ecole Nationale des Assurances, attiré(e) par l'Audit Financier.
Directement rattaché au Directeur Administratif, ce poste aura en charge l'évaluation et le contrôle des procédures administratives et comptables, et son titulaire doit proposer et rendre effectives les améliorations des circuits et leur rationalisation.
Ce poste est basé à Paris mais requiert environ 75 % de déplacements en Région Parisienne ou en Province.
GV.0951

JEUNE CADRE COMPTABLE

Le (la) titulaire de ce poste sera le Collaborateur direct du Chef Comptable, et sera chargé plus particulièrement des travaux d'écritures de gestion et de centralisation des agrégats comptables, ainsi que de la préparation des états périodiques.
Une première expérience, de préférence dans le domaine de l'Assurance-Vie est souhaitée, ainsi qu'une bonne connaissance de la micro-informatique.
Le DECS ou un niveau équivalent est exigé pour ce poste.
GV.0950

JEUNE CHEF COMPTABLE

Ce poste conviendrait à un(e) titulaire du DECS au minimum, ayant quelques années d'expérience, qui créerait ce poste en fonction des contraintes administratives, juridiques et comptables d'une Société d'Assurance-Vie.
Sous la responsabilité du Directeur Administratif, il (elle) assurera les comptabilités générale et analytique de la Société, ainsi que toutes les opérations budgétaires, en liaison avec les autres Services.
La connaissance de l'Assurance-Vie est exigée dans les fonctions qui sont appelées à se développer dans une structure légère très décentralisée.
GV.0949

FUTURS CHEFS DE PROJETS

Le poste peut intéresser de jeunes ingénieurs (MIAGE ou Grandes Ecoles) attirés par les fonctions de conceptions techniques d'applications informatiques et de leur suivi dans le domaine de l'assurance. Il (elle) assurera rapidement la maîtrise du logiciel de la Société et sa diffusion dans le réseau.
Une connaissance des systèmes IBM, MVS, CICS, TSO, VSAM ainsi que du COBOL demeure indispensable, ainsi qu'une première expérience.
GV.0948

JEUNE INGENIEUR BUREAUTIQUE ET CONNECTIQUE RESEAU

Le titulaire de ce poste aura à choisir les moyens nécessaires (matériel, réseau et logiciels de base) dans les deux spécialités mentionnées. Ensuite, et en liaison avec les Chefs de Projet étude et les utilisateurs, devront être désignés les logiciels applicatifs, dont il (elle) assurera l'assistance technique et la maintenance.
Il (elle) sera naturellement le correspondant des fournisseurs et participera à la politique bureautique de la Société.
Un diplôme d'ingénieur informatique ou électronique ou réseau est requis, ainsi qu'une première expérience en micro-informatique.
La connaissance de la connectique (réseaux, modem) ainsi que du matériel IBM (SNA) sera appréciée.
GV.0946

CHEFS DE PROJET INFORMATIQUE

Les exigences du poste sont les suivantes :
- *Assurer la responsabilité du développement des projets informatiques dans l'assurance-vie en gestion décentralisée.*
- *Analyser les besoins des utilisateurs, concevoir les applications et encadrer les équipes de réalisation et de maintenance.*
- *Participer à la définition et à la mise en oeuvre des méthodes.*

5 ans au moins d'expérience en informatique de gestion de préférence dans le domaine de l'assurance sont exigées après une formation Grande Ecole ou Université.
Une expérience de diffusion de logiciels sur plusieurs sites ainsi que celle de Chef de Projet seront appréciées.
L'anglais est demandé.
Environnement technique : grand système IBM (MVS/CICS).

Adresser CV, photo, salaires, prétentions à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.
GV.0947



DE DEVELOPPEMENT DE COORDINATION DE PRODUCTION

INGENIEUR OU EQUIVALENT

Voilà les qualités nécessaires pour intégrer notre société aux activités multiples : des articles d'hygiène à usage unique que nous fabriquons et vendons mais aussi les machines pour les produire. Notre premier atout c'est notre dynamisme : ces 5 dernières années nous avons multiplié notre C.A. par 5 et nos exportations par 22 pour arriver aujourd'hui à 1.000 personnes et un milliard de C.A.
Votre expérience terrain de 3 à 5 ans (construction mécanique, notions d'automatismes électroniques), vos qualités d'animation, d'écoute et votre pragmatisme sont vos meilleures armes.
Dans un secteur clef de notre entreprise, le département ingénierie, nous vous proposons, sous l'autorité de son directeur technique de prendre en charge le développement, la coordination technique et la production de l'ensemble des matériels construits pour nous-mêmes ou nos clients.

Notre dimension internationale nécessite anglais et si possible allemand courants pour ce poste basé dans le Nord avec 20 % de déplacements dans nos usines en France et à l'étranger (RFA, GB). Vous accomplir dans la richesse et la diversité de cette fonction avec des perspectives de rémunération et de carrière stimulantes vous intéresse ? Pour en parler, merci d'adresser lettre + C.V. + photo et prétentions à Direction des Ressources Humaines - CELATOSE - B.P. 734 - 59657 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex.

CELATOSE

MEDIA PA

Directeur Administratif et Financier

La société MITSUBISHI ELECTRIC, basée à Rueil Malmaison, recherche son Directeur Administratif et Financier. Placé sous l'autorité directe du TOP MANAGEMENT Japonais, il aura la responsabilité des opérations financières, comptables, administratives (gestion du personnel notamment...) et juridiques de la Société Française. Il assurera l'audit de filiale et l'assistance financière/comptable/administrative de distributeurs exclusifs. Il participera à la mise en place d'un système de reporting international en liaison avec les structures Japonaises et Européennes de MITSUBISHI ELECTRIC.
Ce poste ne peut convenir qu'à un Directeur Administratif et Financier confirmé, âgé de 40 ans environ, de profil international, capable de rigueur et d'une grande flexibilité intellectuelle, de formation HEC, ESSEC, ESCP, INSEAD ou équivalent. Il pourra justifier de la création de Direction Administrative et Financière et d'une expérience comptable et financière réussie d'une dizaine d'années acquises sur le marché français et européen au sein de secteurs de distribution (ex. : produits électriques/électroniques, produits informatiques) et dans un cabinet d'audit. La pratique de la langue anglaise est indispensable. La rémunération annuelle sera fonction de l'expérience.

Envoyer votre dossier de candidature sous réf. RP 012à CNPG Conseil, 105 Avenue Victor Hugo, 75116 PARIS.

CNPG CONSEIL — MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT — DESSEIN

Tektronix

Division Systèmes
recherche

INGENIEURS DE VENTE

Paris - Province

pour ses produits :
- conception électronique assistée par ordinateur
- conception de logiciels assistés par ordinateur
- systèmes de tests.

La rémunération motivante est constituée d'un salaire de base et d'une prime d'intéressement aux ventes.

Une voiture de fonction est fournie.

Adresser CV, photo et prétentions
Direction des Ressources Humaines
BP. 13 - 91941 LES ULIS Cedex.

VILLE DES ALPES DU SUD
recherche pour sa Société d'Economie Mixte d'Aménagement d'un COMPLEXE THERMAL en création

un directeur

Il aura l'entière responsabilité de la création de la Société : montage, mise en route, puis gestion.
Ce poste conviendrait à un Cadre de 30 ans minimum, diplômé de l'Enseignement Supérieur (E.S.C., Sciences Eco, Juriste...), disposant de quelques années d'expérience et de solides connaissances dans les domaines financier, juridique et commercial.
Il implique des qualités d'organisation, le goût des initiatives et le sens des relations humaines.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous référence **169** à C.K.
107, rue Lauriston 75116 Paris



Chantal Kenvyn

LEVI TOURNAY / ASSCOM

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE D'ANGERS
recherche pour son Service Industrie

un conseiller auprès des entreprises

Il s'intègrera à une équipe jeune et pluridisciplinaire. Il aura à réaliser des interventions de conseil en PMI et à prendre en charge des opérations de promotion : financement, transmission d'entreprises...
Ce poste implique une formation de type ESC, des qualités d'analyse, de synthèse et le goût des contacts. Une première expérience serait un atout mais un débutant motivé et dynamique sera le bienvenu.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, et prétentions) sous réf. **165** à C.K.
107, rue Lauriston 75116 Paris



Chantal Kenvyn

LEVI TOURNAY / ASSCOM

La CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE BELFORT
recherche

un(e) chargé(e) de missions

Directement rattaché au Secrétaire Général, Directeur des Services, ce cadre, Homme ou Femme, interviendra à deux niveaux :
- il sera responsable de la COMMUNICATION et, à ce titre, il devra :
  - assurer la conception, la rédaction et la publication de la Revue de la Chambre
  - améliorer l'image de marque
  - définir une politique de Communication
- il aura également la responsabilité, à la demande du Président ou du Secrétaire Général, de réaliser des ETUDES.

Ce poste conviendrait à un diplômé de l'Enseignement Supérieur (Ecole de Gestion, Sciences Po, Sciences Eco...) disposant d'une première expérience de l'Entreprise. Il implique le goût des Relations Humaines, du travail en équipe, ainsi qu'une bonne expression orale et écrite.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous référence **166** à C.K.
107, rue Lauriston 75116 Paris



Chantal Kenvyn

LEVI TOURNAY / ASSCOM

GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE
Chiffre d'affaires 1,2 milliard - VAL DE LOIRE
recherche

le chef du service "gestion"

HF — REF. 167

Rattaché à la Direction Générale, il sera responsable des procédures et des outils du Contrôle de Gestion pour le Groupe en vue d'optimiser le fonctionnement et les résultats de toutes ses activités.
Ce poste conviendrait à un diplômé de l'Enseignement Supérieur ayant une très bonne expérience du contrôle de gestion. La fonction exige rigueur et méthode, goût du dialogue et force de persuasion.

le chef du service production et fabrication

REF. 168

dans le cadre du développement de son secteur
SEMENCE GRANDE CULTURE.

En liaison étroite avec le Commercial et la Recherche, il aura la responsabilité de sa Fonction : toutes espèces (surtout céréales et maïs), tous lieux (France et Etranger) et tous modes (direct, sous-traitance, filiales, accords...).
Ce poste d'ingénieur implique une solide expérience dans la Fonction (notamment Fabrication), ainsi que des qualités de gestionnaire et d'animateur.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à C.K.
107, rue Lauriston 75116 Paris



Chantal Kenvyn

LEVI TOURNAY / ASSCOM

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



Le Monde
CADRES

CORA SARL
Conseil et ingénierie
CAO
INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

recherche

pour compléter son équipe de haut niveau chargée des dévelop. en Intelligence Artificielle.

LINGUISTE (H. ou F.)

niveau 3e CYCLE, apte au travail en équipe, initié à l'informatique

INGÉNIEUR (H. ou F.)

2 ans d'expérience CAO en développement d'application sur Computervision.

Ecr. à CORA SARL
22, rue Caumartin, Paris 75009

Importante sté Auxerre
recherche
CHEF COMPTABLE
Ayant une expérience de cabinet ou d'entreprise formation supérieure souhaitée (DECS OU ESC) Position cadre

Ecrire avec C.V. et prétentions sous n° 7.497
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

IMPORTANT GROUPE D'ÉDITION

recherche

assistant du contrôleur de gestion

Rattaché au Contrôleur de Gestion du Groupe, il sera plus particulièrement chargé, en ce qui concerne la maison-mère, du suivi budgétaire et de l'analyse des informations issues de la comptabilité analytique. Il centralisera, en outre, les rapports de gestion des filiales. Par ailleurs, il contribuera à faire évoluer les systèmes et procédures de gestion au sein du Groupe.

Ce poste très ouvert conviendrait à un(e) DIPLÔMÉ(E) d'une GRANDE ÉCOLE de COMMERCE, possédant une première expérience de 2 à 3 ans d'audit de préférence en Entreprise ou éventuellement en Cabinet. Des qualités de rigueur et un sens développé des contacts sont nécessaires.

Les dossiers de candidature (C.V. + photo et rémunération actuelle) – sous réf. 3233 M, à préciser sur l'enveloppe – seront traités par:

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

MEMBRE DE SYNTEC

---

un vrai challenge pour un jeune directeur commercial

Une très active Société à vocation commerciale (CA > à 1 milliard de Francs) offrant à ses clients une gamme de produits susceptible de couvrir tous leurs besoins potentiels et un service très performant, recherche le PATRON de toutes ses forces commerciales comptant une centaine de personnes.

Rattaché au DIRECTEUR GÉNÉRAL et MEMBRE du COMITÉ de DIRECTION, il sera chargé d'assurer – en tenant compte des objectifs de volume et marge définis – le développement de la Société. Animant une force de vente importante et répartie sur toute la France, il veillera à en optimiser les résultats (recrutement – mutations – formation – rémunérations). Contrôlant les budgets de chaque entité régionale. Il participera à tous moments à l'élaboration d'actions commerciales propres à améliorer les résultats. Son rôle moteur implique une constante coordination avec les membres de l'équipe de Direction et une capacité à représenter l'entreprise à l'extérieur.

Ce poste ne peut convenir qu'à une personnalité au charisme incontesté. Son titulaire possédera une formation supérieure commerciale type HEC, ESSEC, ESCP..., sera âgé de 35 ans minimum et pourra se prévaloir d'une expérience réussie d'animation d'une force de vente importante ayant alterné avec des responsabilités Marketing dans une société de produits de marque de Grande Consommation. Créatif et organisé, les résultats qu'il aura obtenus le rendront d'emblée crédible.

Les dossiers de candidature – sous réf. 3249 M – à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

RETRAITE ET ASSURANCE-VIE

IMPORTANT GROUPE BANCAIRE, Paris-2e, recherche pour le développement de son activité dans les produits d'assurance-vie et de retraite :

Jeune cadre de conception

Diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de Gestion, Sciences Po section Eco et Fin. ou équivalent), vous cherchez un poste dans lequel vos qualités de rigueur et de créativité pourront s'exprimer.
Vous êtes débutant ou vous avez acquis une première expérience dans une activité financière ou d'assurance.

Nous vous confierons, au sein d'une équipe jeune, l'étude et la mise au point de différents dossiers qui vous permettront d'aborder des domaines variés : vous devrez élaborer et rédiger les documents nécessaires au lancement de nos produits dont vous assurerez également le suivi.

Votre goût des contacts et votre sens pédagogique, alliés à une grande qualité de rédaction, seront des éléments essentiels de votre réussite et de votre évolution dans un Groupe en fort développement.
(Réf. 4300/JC/LM)

Animateur de réseau

Vous cherchez à donner une nouvelle impulsion à votre carrière dans un groupe en forte expansion. De formation supérieure, vous avez de bonnes connaissances techniques sur les produits d'assurances collectives d'entreprises : vous les avez confortées par une solide expérience de la vente de produits financiers ou d'assurance-vie et mises en valeur dans des actions de formation.

Nous vous confierons la responsabilité de la formation et de l'animation de commerciaux de notre réseau. Vous participerez également à la mise au point et au suivi de nos actions commerciales.

Vos qualités d'animateur, d'organisateur et de négociateur, alliées à une grande disponibilité, vous ouvriront de réelles possibilités d'évolution. (Réf. 4300/AR/LM)

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à

MEDIA P.A. 7[illegible], avenue Victor-Hugo 75116 PARIS, qui transmettra.

MEDIA P.A.

---

jeune directeur du marketing

350.000 F +

Importante Société de Distribution de produits pour professionnels, 300 personnes, CA supérieur à 1 milliard de F, crée le poste de DIRECTEUR de MARKETING. Première en France dans sa branche, la Société commercialise une gamme étendue de produits consommables intéressant un univers de professionnels comprenant des utilisateurs, des décideurs, et des prescripteurs pour lesquels ces produits ont une importance prépondérante. Elle bénéficie d'une image forte, d'une position de leader incontestée, due à sa gamme de produits, ses services et ses moyens de communication.

Rattaché au Directeur Général, membre du comité de Direction, il animera une équipe de 4 Chefs de Produits opérationnels et de 2 Responsables Études et Développement, à la fois force permanente de proposition d'actions à court terme et centre de réflexion sur l'avenir. Il contrôlera l'évolution des ventes et des marges et coordonnera les politiques de produit, prix, service et communication. Il devra être le catalyseur de l'évolution d'une Société leader et très profitable dans un métier traditionnel par son action interne et le fait qu'il devra explorer des voies de diversification vers de nouvelles clientèles et de nouveaux modes de communication.

Ce poste de marketing opérationnel et stratégique représente une excellente opportunité pour un DIPLÔMÉ HEC, ESSEC, ESCP..., âgé de 32 ans minimum. Il possédera impérativement une double expérience marketing et vente (chef de groupe de produits plus chef de vente régional par exemple) acquise dans une société de produits de grande consommation. Une réussite dans ce poste représente une excellente base de départ pour une évolution dans un groupe industriel Français important. 5 milliards de C.A. 4.000 personnes, leader incontesté sur son marché. Anglais indispensable.

Les dossiers de candidature sous réf. 3244 M – à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

Dans un premier temps ...

DIRECTEUR MARKETING FRANCE et LOGISTIQUE H/F

350.000 F + **20 kms Est Paris**

Biens d'équipement - Bâtiment-Ameublement-Décoration. Cette Société très réputée (370 pers., 240 M de francs, 3 filiales à l'étranger), filiale d'un groupe américain très solidement implanté en Europe où il est leader sur son marché, recherche son Directeur Marketing France et Logistique. Outre l'analyse permanente et approfondie du marché, afin d'optimiser le positionnement des produits, il définira les grandes orientations en matière de stratégie et de politique du développement commercial, dirigera le Service Logistique (magasin, stocks, transports) et le Service à la clientèle, (40 gestionnaires, magasiniers et ouvriers). La réussite dans cette fonction doit conduire à des responsabilités plus étendues et de très haut niveau tant dans la Société et ses filiales qu'au sein du Groupe. Le candidat retenu, **ambitieux**, *âgé d'*environ 30 ans, issu d'une grande Ecole de Commerce, aura acquis une **première expérience internationale** (Europe-USA).
ORION, à qui cette recherche a été confiée, étudiera confidentiellement votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) qu'il vous remercie de lui adresser sous réf. 609479 M.

35, rue du Rocher 75008 Paris

ORION
l'homme et l'entreprise

LEVI-TOURNAY / ABSCOM — AFCOREM

GRAND GROUPE INTERNATIONAL
(C.A. 5 MILLIARDS)

leader dans son secteur et réputé tant par sa progression que par ses résultats, recherche pour participer au développement de ses produits haut de gamme

chef de produit marketing industriel

Il aura pour mission de proposer et d'appliquer les actions de promotion et de développement de familles de produits à forte rentabilité s'adressant à une clientèle internationale très diversifiée. Soutien constant des Responsables de Vente en France et à l'étranger (études de marché, concurrence), il est l'interface permanent entre la fabrication et la vente. Il doit avoir le sens des résultats (prix de revient, marges), il participera progressivement aux négociations commerciales de haut niveau. Il accompagnera parfois les responsables de vente chez les clients dans le monde entier. Il sera rattaché au responsable de la ligne de produit.
(réf. 3247 M)

chef de produit marketing grande consommation

Sa fonction sera similaire au "chef de produit marketing industriel". Les produits seront de grande consommation et vendus au travers de Distributeurs français et étrangers.
(réf. 3248 M)

Ces postes – impliquant créativité, curiosité et initiative – conviendraient à de jeunes DIPLÔMÉS GRANDES ÉCOLES SCIENTIFIQUES (MINES, CENTRALE, ENSI...) ou COMMERCIALES (HEC, ESSEC, ESCP...) de 27 ans environ, ayant acquis une expérience Marketing de 1 à 2 ans de préférence dans le secteur des Biens de Consommation durables. Excellente pratique de l'anglais indispensable. Autre langue appréciée.

Les dossiers de candidature – sous références correspondantes à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

CLECIM, 1460 personnes, 900 millions de F de CA dont 70 % à l'export, filiale de SPIE BATIGNOLLES conçoit, fabrique et commercialise des équipements et ensembles pour les industries sidérurgiques et métallurgiques. Dans le cadre du département Engineering, nous recherchons un

CLECIM

COORDINATEUR TECHNIQUE

Près de LYON

qui saura seconder le Chef de Projet dans l'analyse des contrats et l'évaluation des risques, participer aux choix techniques, coordonner l'exécution de l'ensemble des études de réalisation d'une ou plusieurs affaires en s'assurant du respect de la qualité, des délais et des budgets. Vous assisterez par ailleurs le service montage et mise en route sur site.
Pour ce poste basé dans la Loire (50 km de Lyon), nous désirons rencontrer un jeune ingénieur Grande Ecole débutant ou ayant une première expérience. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Déplacements de courte durée fréquents.
Adressez votre dossier de candidature complet sous réf. CT/M 2 à CLECIM, Service Gestion des Ressources Humaines, 107, bd de la Mission Marchand, 92400 Courbevoie.

média-system

RIBER
DIVISION D'INSTRUMENTS S.A.

PREMIERE ENTREPRISE FRANÇAISE D'INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE, SPÉCIALISTE MONDIAL EN ÉQUIPEMENTS DE RECHERCHE POUR LA MICROÉLECTRONIQUE ET L'ANALYSE, en très forte expansion sur le marché français et international (JAPON, U.S.A., U.R.S.S., EUROPE...), recherche

jeune ingénieur
ÉLECTRONIQUE INDUSTRIELLE

Après une période de formation dans les différents services de la Société, il sera intégré à l'Équipe – rattachée à la DIRECTION COMMERCIALE – chargée d'assurer l'INSTALLATION et la MAINTENANCE d'ÉQUIPEMENTS DE HAUTE TECHNOLOGIE auprès d'une clientèle essentiellement constituée par les "Grands" de l'Électronique, dans le monde entier.

Ce poste impliquant une grande ouverture à des techniques de pointe très variées ainsi qu'une grande disponibilité pour les voyages et les contacts, conviendrait à un JEUNE INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN, ayant de préférence une première expérience professionnelle dans un domaine similaire ou voisin, et souhaitant orienter sa carrière vers un poste actif, s'exerçant à l'échelle INTERNATIONALE et comportant aussi des aspects commerciaux. La pratique de l'ANGLAIS est indispensable.

Les dossiers de candidature sous réf. 3245 M – à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

Société de conseil en
COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE
recherche

COLLABORATEUR DE HAUT NIVEAU
(HEC, Sup. de Co Paris, EDHEC, Sc. Po)

commercial client ayant expérience confirmée de gestion de budgets et des qualités d'animation et de créativité.

Adresser c.v. et photo sous n° 7 515
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

UNION DE CAVES
DES COTES DU RHONE
recherche

UN ANIMATEUR DES VENTES EXPERIMENTE

qui aura pour objectifs de développer et d'animer son réseau actuel de ventes. Déplacements fréquents.

Env. CV + photo et prét. sous le n° 7500
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

ETABLIS. PUBLIC DE
LOGEMENT SOCIAL
NORD-EST RÉGION
PARISIENNE
recrute

JEUNE ATTACHÉ (E) DE DIRECTION

pour assurer la responsabilité du contrôle de gestion, développement informatique et marketing, formation école supérieure de commerce
Salaire 145.000 F/an

Ecrire sous le n° 7.514
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

هكذا من الاصل



Diriger un centre de profit, des idées, du goût et le sens des affaires

HF

Nous recherchons le responsable jeune et performant d'une société de création et d'édition d'articles "haut de gamme" pour cadeaux d'affaires, dont le CA est actuellement de 10 millions et qui est bien introduite auprès d'entreprises de premier plan.

Le titulaire du poste
- animera le réseau commercial,
- collaborera à la création des produits et assurera leurs réalisations (contacts fournisseurs et sous-traitance),
- sera responsable de la gestion et de l'administration générale.

Ce poste conviendrait à un candidat HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent, ayant l'expérience de la vente et de l'animation d'équipes, ainsi qu'une bonne connaissance des secteurs des produits de luxe (édition, cadeaux d'affaires...).

La réussite à ce poste implique un réel esprit d'entreprise, un dynamisme commercial marqué, des qualités de contact.

Poste à Paris. **Rémunération : 300.000 F. +**

Ecrire sous référence TE 100 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec



PUBLIPANEL



Chef comptable

Notre entreprise, associée à trois groupes d'envergure internationale, se situe parmi les leaders du marché téléphonique.
Nous recherchons un(e)

Chef comptable

Les caractéristiques du poste à pourvoir sont :
- responsabilité de la trésorerie : comptabilité générale, clients et fournisseurs, fiscalité, reporting social et consolidé. Nous sommes la société mère d'un petit groupe de sociétés (C.A. 400 MF);
- direction d'un effectif de sept personnes;
- disposition d'outils informatiques puissants : HP 3000 + COMIS, logiciel trésorerie CERG sur micro.
- Lieu de travail : ville très agréable de **Haute-Savoie**, entre **Genève** et **Mont-Blanc.**

Nous recherchons un candidat, H/F :
- âgé de 30 ans au moins
- rompu aux méthodes de reporting et de gestion anglo-saxonnes
- ayant déjà l'expérience de la fonction dans un milieu industriel.

Ecrire à H.P.F. –
Direction du Personnel
avenue de Savoie
74130 BONNEVILLE.

CONTESSE



AGCO SARASIN™

SOUPAPES DE SURETÉ ET ROBINETTERIE DE PRÉCISION

PME de 130 personnes en proche banlieue de LILLE, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de soupapes de sûreté et de robinetterie de précision destinées à la pétrochimie, faisant partie d'un groupe international important recherche :

DEUX CHARGÉS D'AFFAIRES

MISSION

Rattachés au Directeur Commercial, ils seront chargés de la définition technique des produits et de l'établissement des offres. Ils seront en contact permanent avec les autres filiales du groupe et apporteront leur soutien technique et commercial aux ingénieurs de vente en France et à l'étranger.

PROFIL

- Ingénieurs avec une première expérience ou B.T.S. ayant acquis une solide expérience,
- Fortement motivés, esprits d'initiative, responsables, aimant travailler dans une ambiance internationale,
- Fluent English impératif.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo s/réf. LM à Daniel RAY, K Services, BP 1299, 208, rue Nationale 59014 LILLE CEDEX.

COMMUNICO

1 ou 2 années d'expérience seulement ...

Chef du service qualité

d'une unité de production

Proche Océan. Notre société très réputée -2000 personnes- l'une des toutes premières dans son domaine d'activité, recherche un ingénieur de 28 ans environ, de formation à dominante électro mécanique (Centrale, AM, UTC...), ayant acquis une première expérience de 1 à 2 ans en production (fabrication, qualité...). Celui-ci se verra confier, dans un premier temps, la responsabilité du Service Qualité (15 personnes) d'une Unité très moderne, spécialisée dans le montage de biens d'équipements Grand Public et *grande série vendus sous des marques prestigieuses en France et en* Europe. Responsable de la politique qualité de l'Unité (400 personnes), il participera activement au développement du management participatif (cercles de qualité, groupes d'implication, groupes de projets...). Ses aptitudes confirmées, ses performances et son esprit de compétition permettront au candidat ambitieux que nous recherchons de postuler d'ici 3 ans environ une fonction de Chef d'Unité de Production au sein de notre Société ou de notre Groupe qui offrent de larges perspectives.

ORION, à qui nous avons confié cette recherche, étudiera confidentiellement votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) qu'il vous remercie de lui adresser sous réf. 609484 M.

35, rue du Rocher 75008 Paris



AFCOREM

FILIALE D'UN GROUPE FRANÇAIS
IMPLANTE AUX USA et AU JAPON
+ de 2 milliards de C.A. recrute

MANAGERS

De formation Grandes Ecoles (HEC - ESSEC - Ecoles d'Ingénieurs), passionné par le service, vous possédez environ 5 ans d'expérience réussie en particulier dans l'animation des hommes, vous parlez anglais et si possible espagnol.

Homme de contact et de négociation, vous supervisez et animez de manière autonome un centre de profit constitué d'environ 25 personnes, vous veillez à l'application de la politique commerciale et à la qualité irréprochable du service rendu.

Le poste est basé dans l'Est de la France.

Au sein d'une équipe jeune, dans un Groupe qui croît rapidement, les opportunités de développement personnel sont nombreuses.

Salaire fixe motivant, plus intéressement aux résultats.

ECCO consultant

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à notre Conseil : 129, rue Servient 69431 Lyon Cedex 3.

CONTESSE

CORNING EUROPE
RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

CORNING GLASS WORKS, leader mondial sur le marché des verres spéciaux grâce à la place privilégiée accordée à la Recherche et à *l'Innovation recrute*

INGENIEUR CHIMISTE Débutant

désirant acquérir une formation par la recherche en préparant un doctorat sur l'étude des intéractions entre les molécules organiques et matériaux minéraux.

Dans le cadre d'une convention CIFRE, nous vous proposons de travailler sur ce projet dans un Laboratoire Universitaire situé dans le Nord de la France.

Dans un premier temps, la durée de votre contrat sera fixée à 3 ans.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et prétentions à
CORNING EUROPE Service du Personnel – Réf. 120
7 bis, avenue de Valvins 77211 Avon Cedex.

CONTESSE

ASSISTANT GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Faire face à notre progression réclame des
RECRUTEMENTS PERFORMANTS.

Votre diplôme d'études supérieures en poche, vous disposez d'une expérience réussie en recrutement (minimum 2 ans). Vous souhaitez continuer à exercer vos compétences dans ce milieu difficile mais formateur tout en ouvrant votre *champ d'intervention en gestion des ressources* humaines.

Nous vous confierons l'assistance complète des responsables opérationnels dans tous leurs recrutements (essentiellement jeunes ingénieurs) et l'intégration des nouveaux collaborateurs.

Venez rejoindre l'équipe Relations Humaines d'une filiale (500 pers.) d'un important groupe industriel.

Si vous êtes le candidat très opérationnel que nous recherchons, nous saurons vous impliquer dans nos réflexions stratégiques en matière de personnel et votre ambition sera pour vous un atout.

Merci d'adresser lettre man., CV, photo et rémunération actuelle à notre Conseil, sous référence 506 A, PSYNERGIE, 88 Avenue Victor Hugo, 75116 PARIS.



DESSEIN

Responsable du Service Etudes

Nous sommes la filiale d'un groupe Pharmaceutique International. Notre Direction du Marketing crée la fonction de Responsable du Service Etudes.

Vous aurez pour mission de concevoir et réaliser les enquêtes et les analyses qualitatives et quantitatives. Vous ferez les recommandations pour les différentes gammes de produits.

Pour réussir, vous devez avoir une formation Bac + 4 (Sc. Eco., Ecole de Commerce...) et une bonne maîtrise de l'anglais.
Vous avez une première expérience en tant que Chargé d'Etudes dans l'industrie pharmaceutique ou la grande consommation.
Vous désirez élargir votre degré d'autonomie et rejoindre notre Groupe qui vous offre de larges possibilités d'évolution.

Merci de nous envoyer votre dossier pour une première rencontre à Claude Jacquemain sous référence 483M.



16, rue de la Paix 75002 Paris.

CURRICULUM

SHARPLES-STOKES

Notre Société (45 personnes), située à Rueil (RER) et filiale d'un groupe multinational américain, est spécialisée dans la vente de biens d'équipement industriel. Nous offrons le poste d'

ADJOINT CHEF COMPTABLE BTS - DUT

- Vous animerez et superviserez le Service Comptable (3 personnes) : comptabilité générale, clients et fournisseurs.
- Vous assurerez le reporting à la Maison Mère et les déclarations fiscales.

Vous avez une première expérience réussie de 2 à 3 ans, acquise de préférence dans un groupe anglo-saxon. Votre pratique de la langue anglaise serait appréciée.

Poste évolutif pour un candidat dynamique et motivé.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 1626 à notre conseil **CERIAD 135, avenue de Wagram, 75017 PARIS.**



Recherchons

INGÉNIEURS-CONSEIL MARKETING

Formation commerciale (HEC, ESSEC, ESCP) ou école d'ingénieurs (X, Centrale, Mines, Arts & Métiers, ESTP).
3 ans d'expérience *minimum.*

Vous trouverez auprès de notre société
- La possibilité d'acquérir une expérience diversifiée dans le domaine du marketing ;
- Une formation pratique approfondie aux techniques *modernes* ;
- Un travail en équipe, dans une ambiance jeune et dynamique.

Adr. votre c.v. détaillé avec photo à GMV Conseil, 19, rue Yves-Du-Manoir, 92420 VAUCRESSON.

CONTESSE

NORD DE LA FRANCE

Importante Société Industrielle, à vocation internationale, spécialisée dans la transformation de produits destinés à l'automobile,

désire engager :

un DIRECTEUR COMMERCIAL

Sa mission :
- les négociations commerciales de haut niveau et l'animation de la force de vente ;
- la gestion de l'administration commerciale ;
- l'interface entre le client et les services techniques de la société ;
- la supervision des achats des matières premières.

Son profil :
- diplômé d'une école d'ingénieurs ou de formation commerciale supérieure (HEC, ESSEC) ;
- âgé de 35-40 ans environ ;
- il pratique couramment l'allemand et possède une bonne maîtrise de l'anglais ;
- il peut justifier d'une expérience confirmée en matière de négociations et de contacts technico-commerciaux à tous les niveaux.

un DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Sa mission :
- la comptabilité générale et analytique ;
- le contrôle de gestion et les études économiques ;
- la trésorerie et les relations avec les organismes financiers.

Son profil :
- de formation supérieure (HEC, ESSEC, SUP de Co.) ;
- âgé de 35-40 ans environ ;
- Familiarisé avec la fiscalité et le droit français, il possède une solide *expérience exercée* dans un service financier en milieu industriel.

un JEUNE INGÉNIEUR MÉTALLURGISTE

pour le Département METHODES, CONTROLE, RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT

il est âgé de 30 ans environ et possède un première expérience réussie en milieu industriel.

Si l'une de ces offres vous intéresse, envoyez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions), en précisant le poste choisi et la référence L.M./378
à l'attention de
UNIVERSA COMMUNICATION
122, chaussée de la Hulpe
1050 BRUXELLES
qui transmettra.
Discrétion et réponse assurée.

ENTREPRISE INDUSTRIELLE LYONNAISE
recherche pour son département technique
Ingénieur calculateur (INSA - ECAM - AM
Centrale ou équivalent).



Ingénieur confirmé

Missions :
- Dimensionner les affaires originales de charpentes mécano-soudées. A ce titre, il dirige une équipe de calculateurs affectés à ce projet.
- Etablir et faire le choix des programmes informatiques de calculs si nécessaire.

Il justifie d'une expérience de quelques années dans cette discipline.

Merci d'adresser dossier de candidature s/ réf. 42833 à CONTESSE PUBLICITE, 74, rue Béchevelin, 69363 Lyon cedex 07.

Société de services (500 personnes) Paris cherche son

CADRE COMMERCIAL

POUR ACCENTUER SON EXPANSION

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'études supérieures, *dynamique, ayant une première* expérience dans des activités de vente.

Rémunération liée en partie aux résultats. Voiture fournie.

Adresser CV, prétentions, photo s/réf. 6842
à PARFRANCE 4 rue Robert Estienne
75008 PARIS

Le Monde
CADRES

DEMANDES D'EMPLOIS

Direction générale négoce industriel *Marseille*

PME négoce Composants Industriels Grandes Marques leader sur son marché
PROVENCE - COTE D'AZUR
recherche son

Directeur général à vocation commerciale

30 ans minimum, formation supérieure.
— Professionnel de la Vente Industrielle fondée sur une haute qualité de services, il sait dynamiser une équipe de technico-commerciaux pour réussir de nouveaux développements sur un marché de technologie avancée.
— Responsable des résultats de la Société, il gère ses budgets et ses marges avec l'aide d'une informatique sophistiquée.
— Performant et intègre, il sera intéressé aux résultats.
Adresser candidature (+ CV + photo) à notre conseil

L. justet psychologue
18, rue des Grottes 84000 AVIGNON



ORA consult

SOCIÉTÉ MULTIDISCIPLINAIRE DE CONSEIL en GRANDES ENTREPRISES recherche, pour faire face à son développement, plusieurs

CONSULTANTS

— JUNIORS — 240/280 000 F
— SENIORS — 270/320 000 F

Les candidats, âgés de 27/32 ans environ, ayant une formation supérieure du type HEC, ESC, écoles d'ingénieurs, auront une expérience professionnelle de 4/7 ans en entreprise et/ou dans un cabinet de conseil, dans les domaines

MARKETING & DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL

Ils seront amenés à réaliser des missions de diagnostic et d'applications au plan des stratégies, organisations, systèmes, méthodes, dynamiques des hommes ; pour les fonctions vente, administration du commercial, marketing, logistique et distribution.

Le succès des interventions réalisées permettra une évolution rapide des niveaux de rémunération.

Ecrire avec c.v. sous référence DT à ORA consult 43, rue Vineuse, 75016 PARIS.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris
recherche

UN AUDITEUR INTERNE

• Formation supérieure (Grande Ecole de gestion ou équivalent)
• Solides aptitudes à la rédaction de rapports. Esprit critique — esprit de synthèse — Sens du travail en équipe.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à C.C.I.P. - Direction du Personnel et des Relations Sociales 8, rue Chateaubriand 75008 PARIS.

CONSULTANTS MARKETING MANAGEMENT

Nous souhaitons renforcer notre équipe et recherchons la collaboration d'

INGÉNIEURS

Diplômés Grandes Ecoles, formation économique complémentaire souhaitable et/ou expérience de 2/3 ans dans l'industrie ou le conseil (Marketing, Gestion, Distribution).

Ces collaborateurs devront progressivement prendre en charge des interventions de haut niveau en milieux industriels, dans un cadre international.

Anglais et/ou allemand courant indispensables.

Veuillez adresser votre lettre de candidature manuscrite accompagnée d'un c.v. à
2 M INDUSTRIE, 32, avenue de l'Europe, 78140 VÉLIZY.

CBC DEVELOPPEMENT

Société de Conseil en Marketing et Développement auprès de Groupes Bancaires, Financiers et Industriels, recherche :

FORMATEURS/CONSULTANTS

Diplômés d'une École Supérieure de Gestion (HEC, ESSEC, ESCP, ESC), ils ont une expérience réussie de la Formation et du Conseil en Cabinet ou en Entreprise de Services.
Notre positionnement et nos méthodes nous ont fait acquérir une solide image de spécialistes.
Aussi, *professionnalisme, dynamisme, rigueur, créativité et disponibilité* (basés à Paris, des déplacements de courte durée sont à prévoir) *doivent ouvrir de réelles perspectives d'évolution.*
Merci d'adresser C.V. + photo + lettre manuscrite + salaire actuel sous réf. MO/101
à Claude BITON, Directeur de
CBC DEVELOPPEMENT - 33, rue de Miromesnil - 75008 PARIS.

SILICONE

Nous concevons et réalisons des logiciels et du matériel dans les domaines de l'informatique industrielle et temps réel.
Nous recherchons des ingénieurs motivés pour travailler dans une société dynamique en expansion.

Postes pour PARIS et PROVINCE.

• **Ingénieurs logiciels** débutants à 2 ans d'expérience.
Connaissances souhaitées : C, 68000, UNIX
• **Ingénieurs confirmés Chef de projet**
Connaissances souhaitées : UNIX, TELECOM
• **Ingénieurs matériel**
Connaissances souhaitées : MULTIBUS VME.

Pour tous ces postes, il est exigé un diplôme grande école (Centrale, Télécom, Supelec, ENSIMAG, ENSET et SUPAERO).
Envoyer C.V. à **SILICONE** - Chemin des Prés ZIRST - 38240 MEYLAN

Pierre Lichau

Chargée de Communication

à CHATEAUROUX - CCI de l'INDRE, la qualité de nos prestations est reconnue dans les milieux économiques et industriels.
Chargée de communication, votre mission sera très diversifiée : élaboration d'une stratégie de communication interne et externe, rédaction et présentation graphique, édition de tous les supports d'information, harmonisation du "plan MEDIA" des actions de la CCI, participation aux manifestations régionales.
De formation supérieure, niveau maîtrise (Sciences-Eco, Droit ou Sciences-Po) avec une orientation ou une expérience des relations publiques, du journalisme ou de la publicité, vous avez une excellente culture générale, un bon sens des relations humaines (à haut niveau) et surtout des qualités rédactionnelles indéniables.
Merci d'adresser votre dossier complet de candidature, sous réf. 8607/9 M, à Ph. GAUTIER.
Delalandre et Gautier Consultants
3 rue du Maréchal Foch 37000 TOURS

SOCIETE D'ETUDES ET DE CONSEIL

recherche



chargés d'études

HF

confirmés ou débutants

Les formations souhaitées sont ENSAE, ISUP, HEC, ESSEC, IEP ou équivalent.
Ils seront intégrés à une équipe réalisant des études de marché et du conseil dans le domaine financier.

Adresser lettre manuscrite, c.v. et photo sous réf. MD5/3156 à Axial Publicité, 27 rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

Syndicat d'Agglomération Nouvelle de St-Quentin-en-Yvelines
rech. pour septembre 1986

de préférence Titulaire en Fonction Publique Territoriale, sinon possib. contrat d'un an non renouvelable.

1 ATTACHÉ/JOURNALISTE

Travaillant en équipe, il assurera la rédaction du magazine d'information de la Ville Nouvelle.
Une connaissance du travail de maquette ainsi que du suivi de fabrication est nécessaire. Compétence de photographe souhaitée.

1 ATTACHÉ CHARGÉ DES RELATIONS PUBLIQUES

Il assurera les tâches logistiques liées aux diverses manifestations. Il suivra également la gestion administ. du service. Une bonne connaissance de la presse locale est souhaitée ainsi qu'une compétence de photographe.

Ecr. avec CV détaillé à Monsieur le président du SAN de Saint-Quentin-en-Yvelines 2, av. des IV Pavés du Roy Montigny-les-Bretonneux 78184 St-Quentin-en-Yvelines Cedex.

LE RECTORAT DE ROUEN
25, RUE DE FONTENELLE
recherche

UN CHARGÉ D'ÉTUDES

Pour développement des outils de contrôle de gestion. Niveau exigé : 3e Cycle de gestion (DEA, DESS)
Rémunération brute proposée : 10 500 francs.

TEMPS PARTIEL

Recherchons pour toutes régions

DIPLOMES (ES) ENSEIGNEMENT SUP.

pour animer des conférences-débats en milieu scolaire. Excellente présentation, voiture et téléphone indispensable. Formation assurée.

Env. CV et photo à OSV 143, rue de Saussure 75017 Paris.

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE INTERDÉPARTEMENTALE VAL D'OISE — YVELINES
recherche

pour son centre de formation par alternance de SAINT-GERMAIN-en-LAYE (78)

PROFESSEUR DE VENTE

Chargé de cours :
● d'économie d'entreprise ;
● de méthodes administratives et commerc. (réf. VTE).

PROFESSEUR TECHNIQUES COMMERCIALES (VENTE) ET INFORMATIQUE

— Formation supérieure : licence ou maîtrise ou équivalent ;
— expérience souhaitée : 5 ans en entreprise ;
— Pratique de l'enseignement appréciée ;
— Poste à pourvoir immédiatement (réf. TCI).

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo au Service du personnel, CCII, 21, av. de Paris 78011 Versailles.

Leader mondial sur son créneau en fort développement - Filiale groupe international réputé, engage pour son centre de produits Européen situé en Région Parisienne Nord

INGÉNIEUR TECHNICO-CCIAL

● Ingénieur de formation ENSI ou similaire, 35 ans optimum ; aura pour mission : prospection, analyse des besoins, établissement des offres, négociations, vente, suivi des clients sur l'Europe de l'Ouest
● Anglais parlé et écrit. Expér. souhaitée des installations genre tri automatique postal, pharmacies, transporteurs... ;
connaissances
LOGISTIQUE + AUTOMATISMES
appréciées ; formation spécifique au produit assurée

Ecr. avec C.V. dét., photo, prét. s/réf. 5.062 M à Guillon Sélection 93, rue Jouffroy, 75017 Paris
(Réponse et discr. assurées).

IMPORTANTE ASSOCIATION

à vocation d'aide sociale auprès des populations âgées en difficulté recherche pour PARIS et PROVINCE

RESPONSABLES DE SECTEUR HAUT NIVEAU

Ils (elles) devront avoir :

— une expérience confirmée de la vie associative ;
— un intérêt particulier pour les problèmes du 3e et 4e âges et des 50/60 ans en état de précarité ;
— des qualités de gestionnaire ;
— le sens du travail en équipe, mais un tempérament de leader ;
— l'expérience de l'animation de bénévoles et de la direction de travailleurs sociaux ;
— une ouverture d'esprit et une créativité prêtes à épouser et mettre en œuvre les lignes de force de la politique de l'association ;
— une expérience de quelques années dans le domaine social et une solide connaissance du secteur sanitaire et social.

Adres. lettre manuscrite, CV photo à CIPES (service 68) 6, place de la Madeleine 75008 Paris, qui transmettra.

URGENT

Société spécialisée dans la fourniture de pièces de rechange de marque
(15 pers. — CA 15 000 000 F)
recherche

UN ADJOINT DE DIRECTION

35 ans env. ayant quelques années d'exp. dans la pièce de rechange manutention/TP de diffusion nationale.
Cet homme de marketing devra dans un premier temps définir puis conduire et contrôler les politiques de produits et prix ainsi que la gestion des stocks. Poste évolutif pouvant aboutir à la direction effective de la société.
Rémunération : 200 000 francs. Disponible rapidement

Env. lettre manusc. et CV à B. Dumortier 9, quai de l'Industrie 91200 Athis-Mons.

VILLENEUVE-D'ASCQ

recherche
LE PLUS VITE POSSIBLE

DIRECTEUR DE COMMUNICATION

La courrier est à adresser à :
HOTEL DE VILLE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
Jean-Philippe PUCHE
59650 VILLENEUVE-D'ASCQ

capitaux propositions commerciales

Vous êtes particulièrement compétent(e) en matière de Gestion de Trésorerie. Vous maîtrisez pleinement le Contrôle de la Bonne Application des Conditions Bancaires. Vous avez le désir de créer une entreprise pour faire profiter les tiers de votre savoir.
NOUS POURRIONS PEUT-ÊTRE NOUS ASSOCIER,
FINAUDIT,
146, rue Paradis,
13006 MARSEILLE.

MARCHÉ PARALLÈLE

Pour l'importation de produits cosmétiques et alimentaires nous cherchons contact avec des grossistes/distributeurs en France. Chiffre 44-53'483, Publicitas, 8021 Zurich (Suisse).

cours et leçons

BÉNÉVOLEMENT

Angl. gal et ccial, 39-19-41-82.

URGENT
Rech. à partir du 8 septembre jeune h. ou jeune f. pour donner cours de maths élève de 4e (Mo Faidherbe-Chaligny). Poss. de soutien scolaire le soir en anglais et latin. Tél. à partir de 19 h 30 au 43-70-53-07.

formation professionnelle

DEA EN URBANISME ET PRATIQUE DE L'ESPACE
Institut d'urbanisme de l'Académie de Paris-8e, l'Ecole nationale des ponts et chaussées et l'ENTPE.
Tél. Paris-8e, Mme MEIRA, 48-21-63-64, poste 13-89 ou ENPC, Mme GUINARD 42-60-34-13, poste 11-50.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur la revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (D 16), B.P. 402-09 Paris Cedex 09.

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documment (gratuite) sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM), B.P. 291-09 PARIS CEDEX 09.

H. 46 ANS, FORMATION EXPERTISE COMPTABLE

Expériences Sociétés d'Expertises Comptables, entreprises privées et publiques, FRANCE ET ÉTRANGER en comptabilité, (générale, analytique, budgétaire, publique) Gestion Audit, administration de Société.

Très disponible, accepte toute proposition France ou étranger.

Ecrire sous le nº 7.501
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.F. 22 ans, BAC + 5, DROIT SOCIAL CCIAL, D.E.S.S., gestion relation humaine, anglais courant, expér. dans sté informatique et communication. Qualité de contact et d'animation
RECH. EMPLOI DYNAMIQUE.
Paris ou banl. 43-28-08-97.

J.H. 28 ans, mobilité totale

DR. DROIT EUROPÉEN

Diplômé Sciences Po., anglais anc., stagiaire. Parl. européen. Libre immédiatement ch. tout emploi en liaison avec affaires européennes
Téléphone : 43-73-82-77.

Propre 5 ans d'expérience en informatique à une société qui me permettrait de pouvoir travailler en bourse à moyen terme.
Ecrire sous le nº 7.496
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

POUR RENTRÉE 1986-1987
PROFESSEUR COMMERCE INTERNATIONAL
Expérience entreprise, enseignement public et privé. Membre du jury B.T.S. C.I. recherche direction études ou pédagogie, statut cadre.
Ecrire sous le nº 7.431
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Fem. 30 ans rech. emploi (Assistante), w.-e.
Ecrire sous le nº 7.505
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

INGÉNIEUR GÉNIE CIVIL

DIPLOMÉ STRASBOURG

20 ans d'expérience avant réalisation, rénovation en France et à l'étranger :
Bâtiments industriels, administratifs, habitations ouvrages particuliers, centrales atomiques et thermiques.
Offre services à : entreprise ou société d'engénierie et expertises

Ecrire AYCHET 38, rue Jean-Nicolle, 78500 SARTROUVILLE.

Cadre 40 ans, fonct. finances, expérience imp. responsabilités économie sociale
RECHERCHE
fonctions impliquant motivation, contacts, disponible dans entreprise en développement, discrétion d'usage assurée.
Ecrire sous le nº 7516
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

SECRÉTAIRE EXPÉRIENCE
ch. emploi mi-temps de préf. enseignement. 42-72-18-08.

CADRE 20 ANS DE PRESSE QUOTIDIENNE rompu aux contacts agences et services techniques cherche
POSTE SIMILAIRE ou TECHNICO-COMMERCIAL
Etudie toutes propositions écrire, sous réf. 8200, à HYPERBOLE, 86, rue de Richelieu 75002 PARIS qui transmettra.

J.F. 25 ans, maîtrise angl., all. Cambridge Proficiency traitement de textde IBM ch. emploi presse, édition, radio enseign. Libre immédiatement Téléphone : 42-63-54-13.

CONSEIL HOTELIER

diplômé école hôtel Lausanne. Ai dirigé hôtels 4 étoiles, suis spécialiste des études hôtelières, touristiques en Europe, Afrique, Moyen-Orient.
Que me proposez-vous ?
Ecr.G.O.T. 25, av. Favorite 06400 CANNES.

Ing. AM (option-struct.), 37 ans rech. poste respons. techn. et gestion PARIS banl. Est. S.-E. Expér. variée : B.E., bât. industriels, activité T.-C., outil presse, élabor. projets inform. gestion. Allemand courant., bases saines angl. espagnol. Dispon. déplacements. A disposition immédiate.
Ecrire sous le nº 7.503
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

INDÉPENDANT IBM. PC.

CONSEIL - FORMATION DÉVELOPPEMENT
Anglais courant, très mobile
M. PINHEIRO, 32 bis, av. René-Coty, 75014 PARIS
Tél. : 43-27-50-79 (matin).

J.F. 30 ans, cadre dynamique, 8 ans d'expér. gestion et relation extér., import. sté. Anglais courant, espagnol rech. emploi PARIS ou banlieue
Ecrire sous nº L.T.A.
39, rue de l'Arcade, Paris-8e.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

3e arrdt

BLANCS-MANTEAUX 2 P. équipées, 60 m², beau volume, 13 000 F/m², 42-50-04-28.

16e arrdt

QUAI LOUIS-BLÉRIOT

Imm. pierre de taill. MAGNIFIQUE 6 PIÈCES, TERRASSE, chbre service, possib. parking. SAINCLAIR 45-67-01-22.

appartements achats

Rech. local ou appartement 300 ou 400 m².
Tél. BLAU 47-83-77-27.

AGENCE LITTRÉ

Rech. pour clientèle française et étrangère appts et hôtels particul. dans quartiers résidentiels. Paiement comptant chez notaire. Tél. : 45-44-44-45.

Recherche 2 à 4 p. PARIS, préfère RIVE GAUCHE, avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire, 48-73-20-67, même le soir.

immobilier information

POUR VENDRE OU ACHETER entre particuliers
maison, appartement, château, propriété, terrain, commerce, sur toute la France.
INDICATEUR LAGRANGE
fondé en 1876
5, rue Greffulhe, 75008 Paris.
Tél. : 16-1-42-66-46-40.

locations non meublées demandes

Paris

Pour AGENTS et CADRES MUTÉS, IMPORTANTE STÉ FRANÇAISE de PÉTROLES recherche Paris et région parisienne des APPTS ttes catégories STUDIOS et PAVILLONS. TÉL. : 45-04-04-45.

locations meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

8, avenue de Messine, 75008 PARIS, recherche en location ou à l'achat APPTS DE GRANDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE corps diplomatique et cadres de sociétés multinationales.

TÉL. : 45-62-78-99.

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction beaux appartements de standing, 4 p. et plus. 45-26-18-95.

MONDIAL MERCURE

Rech. STUDIOS et 2 PIÈCES pour clientèle étrangère APPTS DE STANDING pour ambassades et sociétés s'adresser : SERVICE ACCUEIL. Tél. : 42-56-28-16.

bureaux

Locations

ÉTOILE

très grand standing

BUREAUX MEUBLÉS

toutes durées, tous services.
Tél. : (1) 47-27-15-59.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

S.A.R.L. — R.C. — R.M.
Constitution de sociétés
Démarches et tous services
Permanences téléphoniques

TÉL. : 43-55-17-50.

DOMICILIATIONS DEP. 90 F/M.
RUE ST-HONORÉ 42-86-84-81.
PARIS-12e 43-40-68-50.
CONSTIT. SARL 2 000 F/HT.

BUREAUX ÉQUIPÉS

DE 15 à 100 m² STANDING

OUVERT 24 H/24 H

Location courte ou longue durée. Tous services, Tél., télécopie, télex, restaurant, parkings, secrétariat, tél. personnalisé.

ACTE 43-80-90-10.

Votre adresse commerciale ou

SIÈGE SOCIAL

bureaux, secrétariat, télex

CONSTITUTION STÉS

Prix compétitifs. Délais rapides.

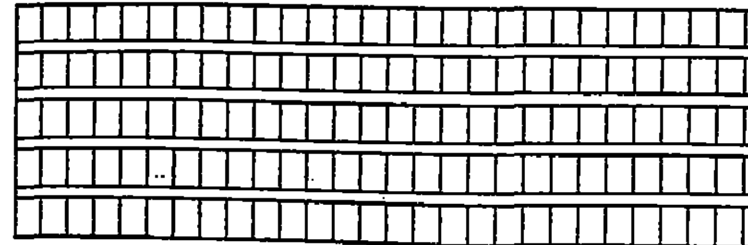
ASPAC 42-93-60-50 +

INVALIDES

VOTRE SIÈGE SOCIAL DE PRESTIGE
domiciliations, secrétariat permanence téléphonique
constitution de sociétés formalités administratives

UERC

TÉL. : 45-42-97-58.



Le Monde

« SPÉCIAL PARTICULIER »

FORFAIT 5 LIGNES

2 mercredis de suite 593 F TTC

Ligne supplémentaire : 59,30 F TTC

Particuliers : vous cherchez à vendre, à acheter ou louer un bien immobilier.
Le Monde propose d'insérer votre annonce pendant 2 mercredis de suite, journaux datés jeudi.

Remplissez cette grille et renvoyez-la, accompagnée de votre règlement : chèque ou CCP libellé à l'ordre du *Monde* Publicité, 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS, avant le lundi 16 heures précédent la première parution.

La ligne se compose de 28 lettres minuscules, signes de ponctuation ou espaces.
En utilisant des caractères de 2 lignes de hauteur, la ligne se compose de 18 lettres, signes de ponctuation ou espaces.

POUR TOUTE INFORMATION
Téléphoner à notre service 45-55-91-82, postes 4126, 4141 ou 4137

Economie

REPÈRES

Consommation

La confiance des Américains au plus bas

La confiance des consommateurs américains est au plus bas depuis trois ans, si l'on en croit la dernière étude du Conference Board, centre d'études économiques du patronat. Établi chaque mois, cet indice de confiance est tombé, en août, à 90,2 (base 100 en 1985), contre 95,5 en juillet. Selon l'enquête, 25 % des cinq mille ménages interrogés estiment mauvaise la situation économique actuelle. Environ 8,7 % des Américains envisagent d'acheter une automobile dans les six mois à venir, contre 8,9 % en juillet et 4 % pensent acquérir une maison, contre 4,4 %. En revanche, les intentions d'achat d'équipements ménagers sont en hausse, 33 % en août, contre 28 % un mois auparavant.

Banques

Record de faillites aux Etats-Unis

Le nombre de faillites bancaires enregistrées aux Etats-Unis devrait atteindre, cette année, le niveau le plus élevé depuis la grande dépression des années 30. C'est ce qui ressort des estimations préliminaires établies par la Federal Deposits Insurance Corporation (FDIC), l'agence fédérale chargée de garantir les dépôts de la clientèle auprès des organismes bancaires adhérents au FDIC. Selon ce dernier, environ cent soixante banques américaines, de tailles diverses, devraient fermer leurs portes cette année. Mais l'agence fédérale explique que, en raison du manque de moyens, notamment en effectifs, elle n'a pas pu vérifier l'évolution de la situation de plus de 45 % des mille quatre cent onze banques inscrites sur la liste des établissements « à problèmes » au cours des derniers mois (il existe aux Etats-Unis quelque quatorze mille banques inscrites). Depuis 1981, une année marquée par dix faillites bancaires, le nombre d'établissements inscrits sur la liste des banques « à problèmes » a été multiplié par sept. L'aggravation de cette situation s'explique par la dépression qui affecte les secteurs pétrolier et agricole, souligne-t-on au FDIC, où l'on réclame davantage de moyens et un renforcement de la législation pour prévenir les faillites.

ENTREPRISES

Silicium : Mitsubishi rachète Siltec

Le groupe nippon Mitsubishi vient d'annoncer le rachat, effectif en décembre, de Siltec, deuxième producteur américain de plaquettes de silicium (qui entrent dans la composition des « puces » électroniques) pour environ 33 millions de dollars (220 millions de francs). Le *Financial Times* du mardi 9 septembre rapporte par ailleurs que des bruits courent sur le rachat éventuel de Monsanto, le numéro un du secteur aux Etats-Unis, par Nittetsu, filiale du japonais nippon Steel. Ce dernier dément l'information. Mais si les deux affaires se réalisaient, les Japonais contrôleraient 80 % du marché mondial des plaquettes de silicium estimé à 1 milliard de dollars. Les autres principaux producteurs sont les allemands Wacker et Dynamit Nobel.

Disques : Bertelsmann reprend la totalité de RCA Records

L'américain General Electric vient de céder la totalité de sa filiale RCA Records, numéro trois de l'industrie du disque, au groupe allemand multimédias Bertelsmann, pour 300 millions de dollars, rapporte le *Wall Street Journal* du mardi 9 septembre. Bertelsmann détenait déjà 25 % du capital de RCA Records depuis août 1985. Cette cession s'intègre dans la stratégie de General Electric, qui a repris RCA en décembre 1985, de se concentrer sur la haute technologie et les services, et ne garder que les plus rentables de ses productions grand public. RCA Records réalise un chiffre d'affaires d'environ 850 millions de dollars (5,6 milliards de francs) par an, ce qui le place derrière les divisions « disques » de CBS et de Warner Communications.

Radiotéléphone : accord de Matra avec Nokia

Matra va créer avec la société finlandaise Nokia-Mobira une filiale commune de fabrication en France de radiotéléphones au standard français Radiocom 2000. Partagée à part égale entre les deux partenaires, cette société commune vise un chiffre d'affaires de 150 millions de francs la première année. Nokia est le plus important groupe finlandais avec un chiffre d'affaires de 15 milliards de francs en 1985.

Un pool franco-britannique reprend Huet et Lanoë

Un pool franco-britannique vient de reprendre la société tourangelle Huet et Lanoë, ainsi que ses trois filiales (Lepissier-Patriat, de Chartres en Eure-et-Loir, Quinofer de Villeuve-sur-Lot, dans le Lot-et-Garonne, et Le Tube orléanais). L'ensemble était en règlement judiciaire depuis mai 1985. M. Michel Conin, trente-sept ans, assumera la présidence du nouveau holding détenu à 51 % par Investissements Michel Conin, à 34 % par British Steel et à 15 % par la Midland Bank. Huet et Lanoë, qui commercialise dans dix-huit points de vente, dans l'ouest de la France, des matériels de chauffage sanitaire, des fournitures pour l'industrie et le bâtiment et des produits sidérurgiques, emploie 720 personnes. Le plan social accompagnant cette reprise sera annoncé lors d'un comité central d'entreprise le 29 septembre.

Homéopathie : Paribas reprend 34 % de Dolisos

Le groupe financier Paribas a pris une participation de 34 % du capital de Dolisos, un important laboratoire qui prépare des médicaments homéopathiques. La société a réalisé 8 millions de francs de bénéfices en 1985, pour un chiffre d'affaires de 245 millions de francs.

CONJONCTURE

Un transfert des revenus moyens vers les revenus élevés ?

Les ultimes arbitrages budgétaires

Quelques mesures fiscales spectaculaires devraient être annoncées par M. Edouard Balladur, mercredi soir 10 septembre, au cours de l'émission télévisée « L'heure de vérité ». Le secret en a été bien gardé dans l'entourage du ministre, qui veut faire jouer au maximum cet effet d'annonce que recherchent tous les hommes politiques et qui est d'autant plus grand que la surprise est totale. Les « allègements » fiscaux se traduiront-ils par un transfert des revenus moyens vers les revenus élevés ?

Pour l'essentiel, les dispositions fiscales du projet de budget étaient connues. Les impôts d'État seront réduits de 27 ou 28 milliards de francs. Plus de la moitié de ces allégements bénéficieront aux particuliers, le reste, soit 12 milliards de francs, allant aux entreprises, sous forme notamment d'une réduction de la taxe professionnelle et de l'impôt sur les sociétés.

Le détail des mesures était lui aussi assez bien connu. Mais des décisions nouvelles ont été prises ces derniers jours pour créer un choc et accréditer l'idée que 1987 sera une année de rupture avec la période de dix ans qui vient de s'écouler. Rupture avec une fiscalité qui décourageait le goût d'entreprendre et de réussir mais rupture tempérée par le souci de ne pas apparaître antisocial.

Cette contradiction – ou plutôt ce double souci – est apparent dans la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes (4 milliards de francs d'allégements), socialement compensée par 4 milliards de francs d'allégements d'impôts sur le revenu pour les couples mariés aux ressources modestes (mesure dite de la décote, dont seuls bénéficiaient jusqu'à présent les célibataires).

Parmi les quatre millions de personnes qui seront concernées, un grand nombre seront non seulement allégées de leurs impôts mais totalement exonérées. Lorsqu'elle sera annoncée, la nouvelle produira politiquement d'heureux effets, même si l'on peut se poser la question de savoir si elle est bien raisonnable dans un pays où 38 % des contribuables (9,3 millions sur 24,5 millions) ne paient pas d'impôts sur le revenu, pourcentage nettement plus élevé que dans les autres pays industrialisés, notamment la Grande-Bretagne, la RFA, les Etats-Unis. Une particularité qui a, entre autres choses, l'inconvénient majeur de créer une forte et inégale progressivité de l'impôt pour les quelque 15 millions de contribuables qui eux paient leur contribution à l'Etat.

Le souci de rupture n'étant probablement pas assez probant avec la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, que payaient moins de cent mille contribuables (105 000 en 1982, 102 000 en 1983, 93 000 en 1984), on a choisi de supprimer le taux le plus élevé du barème de l'impôt sur le revenu – celui qui atteint actuellement 65 %. La surprise pourrait venir de l'annonce faite par M. Balladur d'un taux inférieur à 60 %, probablement 58 %, décision qui, si elle était retenue, constituerait une sorte d'engagement du gouvernement à poursuivre dans cette voie, 58 % étant à l'évidence une étape vers les 55 %. De même que le rétablissement de l'abattement de 25 % sur les donations-partages (*le Monde* du 23 août), annonce clairement la suppression prochaine – peut-être en 1988 – des tranches les plus élevées des droits de succession en ligne directe. En clair, de tous les taux dépassant 20 %. Mais cela ne sera pas dit.

Des effets inattendus

Les contribuables intermédiaires – ceux qui se situent entre les foyers disposant de revenus modestes et les foyers les plus favorisés – bénéficieront quant à eux d'une réduction de leurs impôts de 3 %, qui coûtera quelque 5 milliards de francs à l'Etat.

Une telle présentation des choses fournit l'heureuse impression d'un grand équilibre : l'enrichissement est encouragé, les contribuables modestes sont aidés, les situations intermédiaires – parmi lesquelles figurent celles des cadres – sont allégées. On pourrait même démontrer que l'allégement de l'impôt sur les sociétés à 45 % équivaut d'une certaine façon à un avoir fiscal porté de 50 à 61 %, ce qui constituera un encouragement à l'épargne, quel que soit le niveau des revenus.

La réalité risque d'apparaître assez différente. Tout d'abord, les 15 milliards de francs d'allégements fiscaux dont vont bénéficier les particuliers seront globalement annulés par le relèvement des prélèvements sociaux décidé en juillet dernier par le gouvernement, à la demande de M. Philippe Séguin et contre l'avis de M. Balladur.

En 1987, la majoration des cotisations vieillesse du régime général (+ 0,7 %) représentera 7,5 milliards de francs. La même majoration pour les régimes spéciaux et les non-salariés représentera, elle, 2,5 milliards de francs. A ces ponctions s'ajoutera la contribution fiscale de 0,4 % sur le revenu imposable, qui sera payée dès février prochain et représentera 5 milliards de francs. Soit au total 15 milliards de francs l'année prochaine, et même un peu plus en tenant compte des salariés agricoles.

Effet neutre, donc, pour les ménages, même si le gouvernement estime qu'une hausse des cotisations sociales-vieillesse est davantage ressentie comme l'augmentation d'un tarif d'assurance que comme un prélèvement fiscal supplémentaire.

On peut pousser plus loin le raisonnement et mettre en doute, non seulement l'allégement global des prélèvements sur les ménages, mais aussi l'harmonie de leur répartition. Une bonne partie des 15 milliards de francs d'allégements fiscaux bénéficieront aux contribuables les plus aisés : ceux qui payaient l'impôt sur les grandes fortunes et ceux qui étaient taxés à la tranche à 65 % (1) environ 100 000 personnes dans les deux cas, même si les unes et les autres n'étaient pas forcément les mêmes.

Les contribuables les plus aisés (6 milliards de francs) et les plus modestes (4 milliards de francs) bénéficieront donc de l'essentiel des allégements fiscaux, les prélèvements sociaux de M. Séguin étant légers pour ces groupes extrêmes : pas de prélèvement de 0,4 % pour les contribuables exonérés à cause de leurs bas revenus ; relèvement de 0,7 % de la cotisation vieillesse, relativement léger, pour les contribuables les plus aisés puisque calculé sur des salaires plafonnés.

En revanche, les revenus moyens qui ne seraient touchés ni par la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ni par la suppression de la tranche à 65 % de l'impôt sur le revenu, seront fortement concernés par le prélèvement de 0,4 % fiscal (5 milliards de francs). Le relèvement de la cotisation vieillesse porterait quant à lui sur une partie des salaires proportionnellement plus importante que pour les titulaires de revenus élevés.

Sous réserve des précisions que pourra fournir M. Balladur, il y aurait donc transfert de plusieurs milliards de francs de revenus moyens vers les revenus les plus élevés.

Si tel était l'effet cumulé du budget de 1987 et des prélèvements sociaux imposés par M. Séguin, le déficit global des administrations (Etat et Sécurité sociale) se réduirait un peu. Mais les prélèvements publics joueraient alors comme un frein – léger mais réel – sur l'activité économique du pays. Reste l'essentiel : notre appareil de production tirera-t-il profit de cette politique, se renforcera-t-il pour mieux affronter ses concurrents étrangers ?

ALAIN VERNHOLES.

(1) Pour atteindre le taux marginal de 65 % en 1987, il aurait fallu avoir gagné en 1986 (à législation fiscale inchangée) 661 000 F pour un couple de salariés sans enfant (après paiement des cotisations sociales), soit environ 55 000 F par mois. Pour un couple salarié avec deux enfants, le taux marginal aurait été atteint pour un revenu annuel de 687 000 F, soit environ 57 000 F par mois. Pour un célibataire, le taux marginal de 65 % aurait été atteint à 330 000 F par an, soit 27 500 F par mois.

ÉTRANGER

Les Douze adoptent un projet de budget pour 1987

BRUXELLES (Communautés européennes)
de notre correspondant

Le conseil des ministres des Douze a adopté, ce mardi 9 septembre, après un jour et une nuit de discussions le projet de budget de la Communauté pour 1987. Ce projet prévoit des dépenses de 35,3 milliards d'ECU (un ECU = 6,90 F), en progression de 2,3 % par rapport au budget de la Communauté en 1985. Le conseil s'est montré plus économe que la Commission européenne : l'avant-projet présenté par cette dernière sur la base duquel le débat a eu lieu prévoyait 36 milliards d'ECU de dépenses.

Les coupes pratiquées par les ministres ont surtout sanctionné les crédits des fonds structurels c'est-à-dire ceux qui sont affectés au développement régional, politique, social, ou encore à la modernisation de l'agriculture et qui, les uns et les autres, bénéficient prioritairement aux pays méridionaux de la Communauté ainsi qu'à l'Irlande. C'est à ce niveau que s'est situé le débat, la Grèce, l'Espagne, l'Irlande, l'Italie et le Portugal essayant de s'opposer à la politique de prudence financière préconisée par les autres Etats membres. Le point de vue de ces derniers l'a finalement emporté.

L'agriculture européenne ne devrait pas trop souffrir de la politique d'austérité qu'impose à nouveau l'épuisement des « ressources propres » disponibles. En effet, dans le projet de budget qui vient d'être approuvé, les crédits affectés au soutien des marchés agricoles (subventions à l'exportation, achats d'intervention et stockage, aides directes à certaines catégories de producteurs) passent de 22,1 milliards d'ECU en 1986 à 23 milliards d'ECU en 1987, soit une progression de 3,8 %, somme toute raisonnable compte tenu de l'engagement pris par les Douze en matière de « discipline budgétaire » fin 1984. L'idée était en effet d'imprimer une progression particulièrement modérée aux dépenses agricoles...

Le front des pays méridionaux a été rompu par la défection de l'Espagne et de la Grèce qui ont obtenu des contreparties à ce ralliement à la majorité. Madrid obtient l'inscription d'une ligne budgétaire (un crédit de 100 millions d'ECU) lui assurant qu'elle ne sera en aucun cas « débitrice nette » en 1987, autrement dit qu'elle ne contribuera pas au budget européen davantage qu'elle en recevra : Athènes bénéficie d'une augmentation de 50 millions d'ECU des crédits qui lui seront accordés au titre des (PIM) programmes intégrés méditerranéens.

Le projet du conseil est soumis dès ce mardi à la commission du budget du Parlement européen. Aux termes de la réglementation en vigueur, le Parlement peut rétablir une partie des crédits coupés par le conseil dans les limites d'une marge de manœuvre qui a été fixée cette année à 350 millions d'ECU.

PHILIPPE LEMAITRE.

Un rapport de la Banque interaméricaine de développement

Les investissements en chute libre en Amérique latine

Le coût de la *« crise de la dette »* qui a secoué l'Amérique latine depuis 1982 pèsera encore longtemps sur les pays de la région. Dans son étude annuelle sur le *« progrès économique et social en Amérique latine »*, la Banque interaméricaine de développement en donne plusieurs illustrations dont la chute brutale des investissements est l'un des plus frappants. Après avoir quadruplé durant vingt ans pour atteindre le niveau record de 168 milliards de dollars en 1980, l'investissement a subi de plein fouet le contrecoup des politiques d'austérité mises en place dans la plupart des pays pour assainir des finances extérieures lourdement grevées par l'endettement (1) et pour tenter de contenir l'inflation : en cinq ans, la baisse est évaluée à 45 milliards de dollars et permet de mieux mesurer le chemin qu'il faudra parcourir pour jeter les nouvelles bases d'une croissance efficace dans la région.

L'étude de la BID confirme en effet les tendances décrites dans le rapport annuel de l'institution (*le Monde* du 25 mars). L'expansion du produit intérieur brut a été pratiquement nulle en 1985. Si l'on exclut le Brésil, qui assure à lui seul 30 % des revenus régionaux et fait figure d'exception majeure avec une hausse de 8 % de son PIB, l'Amérique latine a connu une croissance inférieure à 1 %, soit une régression de 1 % du revenu par habitant. Pour assurer un service annuel de la dette de quelque 36 milliards de dollars par an, alors que les flux de capitaux extérieurs restent modestes, les pays latino-américains ont pesé sur leurs importations, – inférieures d'un tiers en 1985 à leur niveau de 1980, – comprimé les dépenses publiques, opté pour une politique du crédit plus stricte, remis à des jours meilleurs des programmes sociaux, alors que le chômage s'aggravait, notamment dans les zones urbaines, où plus de 30 % des habitants sont condamnés au sous-emploi ou aux emplois « instables ».

En termes statistiques, cette rigueur a commencé à porter ses fruits. Le nombre de pays dont le déficit public est supérieur à 10 % du PIB a fortement baissé. *« Il ne reste plus que la Guyane, le Nicaragua et le Surinam dans cette situation. »* Les exportations étant devenues la source quasiment unique de devises permettant de rembourser les échéances internationales, la plupart des gouvernements ont opté pour une dévaluation du taux de change réel de leur monnaie. Les deux tiers de la chute de 38 % des importations enregistrée entre 1938 et 1985 par rapport à la période 1980-1981 peuvent être attribués à une dépréciation monétaire de 23 %. Cette option explique qu'en dépit d'une détérioration persistante des termes de l'échange, l'excédent commercial de l'Amérique latine a été de quelque 33 milliards de dollars en 1985, permettant au déficit de la balance des comptes courants d'être ramené à 4 milliards de dollars contre 40 milliards en 1981.

Des progrès réels, mais impossibles à maintenir en l'absence d'une reprise des flux de capitaux extérieurs permettant de financer le retour à la croissance ou sans une plus grande ouverture des marchés industriels aux exportations des pays en développement d'Amérique latine. Cette conclusion est devenue un leit-motiv des réunions multilatérales consacrées au problème de la dette. Ses implications pour l'industrie mais aussi pour l'agriculture à laquelle le rapport de la BID consacre une large place dépassent de très loin une simple approche comptable ou financière de la situation.

F. Cr.

(1) La dette régionale est évaluée à 368 milliards de dollars, fin 1985.

Selon le FMI

La croissance mondiale sera moins forte que prévu

Considérée comme une « pause » due à l'ajustement de l'économie mondiale à de profondes évolutions des prix de l'énergie, des taux de change et des taux d'intérêt, les médiocres résultats du premier semestre ont poussé le Fonds monétaire international à revoir en baisse ses prévisions pour 1986 et 1987. Pour les pays industrialisés, la croissance ne sera sans doute pas de 3 % en 1986 mais de 2,8 %, les estimations pour 1987 portant sur une croissance de 3 % et non de 3,2 %.

Pour les Etats-Unis, les experts du FMI prévoient une expansion de 2,8 % cette année et de 3 % l'an prochain, bien en deçà des objectifs du gouvernement Reagan (4 % en 1987). Les perspectives sont encore plus moroses pour le Japon, avec une hausse du produit national brut limitée à 2,7 % cette année comme l'an prochain, et non 3 % et 3,2 % respectivement comme le Fonds le prévoyait au printemps dernier. Quant à la RFA, si la croissance y est toujours estimée 3,2 % en 1986, elle pourrait plafonner en 1987 contre les 3,7 % initialement prévus.

Mais plus encore que ces révisions en baisse de la croissance du monde industriel, c'est l'aggravation des divergences entre les balances des comptes courants des principaux acteurs économiques qui préoccupe le FMI : le déficit américain pourrait dépasser l'an prochain les 110 milliards de dollars attendus pour 1986, alors que l'excédent ouest-allemand restera élevé (25,8 milliards de dollars en 1987 contre 30 milliards en 1986) comme celui du Japon (70 milliards de dollars l'an prochain contre 82 milliards cette année).

Economie

SOCIAL

Les quatre axes du plan de M. Zeller contre la pauvreté

Avant même l'approche de l'hiver, les demandes de plusieurs départements et d'associations caritatives amènent M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales, à accélérer la préparation des mesures de lutte contre la pauvreté. Le plan gouvernemental actuellement mis au point comporterait quatre axes principaux : le développement de conventions avec les collectivités locales pour l'attribution d'un revenu minimum, des mesures pour le logement, des crédits aux associations pour l'aide alimentaire, enfin des mesures spécifiques pour les chômeurs de longue durée non indemnisés.

La signature de conventions avec les départements pour assurer un revenu minimum aux personnes en situation de pauvreté et de précarité devrait constituer l'élément principal des projets gouvernementaux. Deux conventions ont déjà été signées, l'une avec le Territoire de Belfort, l'autre avec le département et plusieurs villes d'Ille-et-Vilaine : il s'agit d'offrir un complément de ressources permettant d'assurer un revenu minimum (près de 2 000 F par mois) à des personnes en difficulté qui s'engagent en échange à effectuer un travail et à suivre une formation ; les dépenses sont partagées entre l'Etat et les collectivités locales. Cette formule, plus large, qui a depuis longtemps les faveurs de M. Zeller (*le Monde* du 6 juin), pourrait être préférée à la création de TUC pour les chômeurs non indemnisés de plus de vingt-cinq ans, qui a aussi été envisagée. En effet, une quinzaine de départements ont déjà posé leur candidature pour de telles conventions.

En outre, M. Zeller souhaite recentrer l'intervention de l'Etat, notamment pour les chômeurs non indemnisés, sur le logement et l'aide alimentaire.

Pour le logement, on doit réactiver les différents fonds d'aide aux impayés de loyer mis en place les années précédentes. Mais, à plus long terme, le secrétaire d'Etat souhaite combler le vide qui existe pour les personnes démunies entre d'un côté les centres d'hébergement et de réadaptation sociale, et de l'autre les logements HLM, qui exigent un revenu régulier approchant souvent 5 000 francs par mois. Il propose de recenser, notamment en Ile-de-France, les logements désaffectés appartenant à des administrations ou des services publics (SNCF, hôpitaux, par exemple). Par convention, des groupes de chômeurs pourraient se charger de les remettre en état, et s'y loger ensuite à des conditions favorables. Des opérations de ce type ont déjà eu lieu dans le Nord avec des propriétaires de logements. D'autre part, un recensement des logements vacants disponibles devrait être entrepris : il faciliterait la mobilité de la main-d'œuvre, lorsque des emplois sont disponibles.

Les maisons des chômeurs devraient jouer un rôle de relais en ce domaine comme pour la création et la gestion de services assurés par des chômeurs et destinés à donner naissance à des entreprises autonomes : l'Etat et les collectivités locales verseraient aux chômeurs une rémunération minimale de 2 000 francs tant que le service ne peut s'autofinancer (l'opération devant être abandonnée si elle n'apparaît par viable). Avec la Maison des chômeurs de Paris, les discussions sont déjà très avancées (*le Monde* du 2 septembre) : on cherche le cadre juridique permettant de démarrer.

Par ailleurs, M. Zeller a proposé aux conseils généraux des départements touchés par les incendies de forêt (régions Provence-Côte d'Azur et Corse, d'abord, Languedoc ensuite) de faire appel à des chômeurs non indemnisés (ayant la formation ou les capacités *ad hoc*) pour remettre en état les zones incendiées et débroussailler les forêts. L'Etat passerait des conventions avec les départements pour assurer là encore le revenu minimal de 2 000 F aux chômeurs employés à cette tâche. La maison des chômeurs de Paris va mettre sur pied une formation dans ce domaine.

Enfin, pendant l'hiver 1985-1986, l'aide alimentaire aux personnes démunies serait laissée aux associations caritatives qui recevraient des crédits de l'Etat : les préfectures n'interviendraient plus dans cette distribution. Enfin les subventions aux associations seraient recentrées sur les mesures d'urgence, M. Zeller préférant la formule des conventions avec les collectivités locales pour les actions à plus long terme ou de portée plus générale, comme les actions de formation pour la réinsertion.

GUY HERZLICH.

La CFDT reprend ses distances par rapport au gouvernement

La CFDT veut *« aboutir à une mobilisation réelle et durable »* des salariés afin de *« déboucher sur des résultats »* dans les entreprises, a affirmé M. Pierre Héritier, secrétaire national de la Confédération, lors d'une conférence de presse de « rentrée », le mardi 9 septembre. La centrale de M. Maire, qui va organiser douze rassemblements régionaux les 19 et 20 septembre, juge également *« urgent et nécessaire de coordonner les positions et l'action »* des organisations syndicales face à la *« stratégie d'isolement et d'agression »* de la CGT. M. Héritier, qui au sein de la commission exécutive — le *« gouvernement »* — de la CFDT apparaît comme le moins « moderniste » et le plus à gauche, s'est efforcé de briser l'idée d'une convergence étroite entre la CFDT et le ministre des affaires sociales, traduite encore ce mardi par *l'Humanité* sous le titre : *« Edmond Séguin et Philippe Maire. »*

D'emblée, M. Héritier a mis les points sur les i : *« Dans le nouveau contexte marqué par les changements politiques, la CFDT fera son métier de syndicaliste sans calcul idéologique ou partisan. »* Pas question donc de *« bétonner le jeu social »*, de mener *« des batailles d'arrière-garde »*, de *« faire preuve de démagogie par calcul politique »*, bref de *« changer de stratégie »*. Pour *« maîtriser les mutations économiques, technologiques et sociales »*, la CFDT, a souligné M. Héritier, *« tient compte des réalités sans se replier dans un pragmatisme à profil bas »*. A bons entendeurs...

Mais M. Héritier a lancé un sévère avertissement tant au patronat qu'au gouvernement : *« L'attitude étroite et trop souvent bornée du CNPF et la mise en œuvre d'une politique aveugle de déréglementation conduisent inévitablement au durcissement social. »* La CFDT cherche donc à reprendre ses distances — à l'avant-veille du débat télévisé Maire-Séguin — par rapport au gouvernement accusé d'avoir *« largement donné satisfaction aux revendications du CNPF »* et de *« vider le code du travail d'une partie essentielle de sa substance »*, au risque de développer la précarité. Pour autant, a assuré M. Héritier, suivant un subtil jeu d'équilibre, *« nous n'avons pas l'intention de transformer des désaccords ponctuels en opposition de principe »*, mais *« encore faut-il que le gouvernement mette une sourdine aux projets maximalistes et qu'il renonce à traiter par la loi ce qui doit être traité par voie contractuelle »*. Le plan est mis en avant pour servir de lieu au débat social.

A propos des négociations sur les procédures de licenciement, M. Héritier a souhaité une convergence intersyndicale *« la plus large possible »*, alors que le gouvernement a contraint les syndicats *« à négocier avec l'épée dans les reins »*. Dans la fonction publique — où une semaine d'action est prévue en octobre, — la CFDT demande, face à un gouvernement accusé d'avoir un comportement idéologique, des négociations sur la *« réforme du service public »*.

M. Héritier a surtout cherché à *« clarifier »* les positions de la CFDT sur l'emploi, de remettre les pendules à l'heure après l'article de M. Maire dans *le Monde* du 20 août. *« Il ne faut pas*, a-t-il lancé, *que les mesures palliatives tiennent lieu de politique de l'emploi. »* La CFDT propose pour les chômeurs en difficulté de *« développer certains programmes d'insertion-formation comportant des activités de travail »*. Il faut aussi *« faire émerger de nouvelles activités »* socialement utiles (rénovation de l'habitat, travaux d'économie d'énergie, revitalisation des quartiers, maintien à domicile des personnes âgées et garde des enfants, etc.), mais ces activités *« devraient donner lieu à des créations d'emploi réels et durables régis par les conventions collectives et le code du travail »*. M. Héritier s'est ainsi abstenu de reprendre l'idée de M. Maire qui dans son article admettait que des chômeurs participent à des activités socialement utiles, *« même dans des conditions nouvelles, dérogatoires aux règles communément admises »*. Pesanteurs internes ? Fragiles compromis ?

Refusant les *« stratégies de résignation »*, M. Héritier a enfoncé le clou en affirmant que la logique des activités utiles *« est très différente des petits boulots »* : *« C'est une dynamique qui amorce un changement de modèle de développement économique en s'appuyant sur des besoins réels, individuels et collectifs. »* Et, a-t-il ajouté : *« Il existe un écart important entre la politique gouvernementale sur l'emploi et les propositions de la CFDT. »* M. Séguin se voit reprocher d'être la *« roue de secours à la politique économique »*, alors que *« les mesures sociales n'ont de sens que si elles s'inscrivent dans une politique économique d'envergure »*. Une quasi-leçon d'orthodoxie que la CFDT agrémente d'une double revendication sur une relance *« sélective »* et une réduction — diversifiée — du temps de travail...

MICHEL NOBLECOURT.

La CFDT et la CGC ferment le comité d'établissement de Renault-Billancourt

La CFDT et la CGC, qui dirigent le comité d'établissement du siège social de Renault, ont décidé d'en fermer les bureaux, faute de pouvoir *« assurer la sécurité du personnel »*, a annoncé, le lundi 8 septembre, la section CFDT Renault au cours d'une conférence de presse. Cette décision fait suite à l'incident de vendredi dernier (*le Monde* daté 7-8 septembre), ultime épisode du conflit entre le CE du siège social et celui du centre industriel de Billancourt.

Selon la CFDT, une trentaine de militants CGT ont fait irruption, vendredi, dans les locaux du comité d'établissement du siège et ont obligé par *« pression physique »* et menaces le secrétaire du CE, M. Michel Salmon (CFDT), à téléphoner à la direction de la Régie pour lui demander de débloquer la part (2,5 millions de francs) de la subvention au CE du centre industriel de Billancourt, bloquée à la demande du tribunal de Nanterre.

La CFDT va, en outre, proposer au comité d'entreprise (qui se réunit mercredi) de porter plainte pour violation de domicile et insultes. Les militants CFDT malmenés vont déposer une plainte de leur côté. M. Daniel Labbé, secrétaire de la section CFDT de Renault-Billancourt, a déclaré : *« Nous sommes sous la menace perpétuelle d'une action de commando du PC et de la CGT. »*

FINANCES

A la banque Stern

M. Jean Peyrelevade succède à M. Claude Pierre-Brossolette

Président de la Compagnie financière de Suez (et de la banque Indosuez) jusqu'en juillet dernier lorsqu'il dut céder ce poste à M. Renaud de la Genière, ancien gouverneur de la Banque de France, M. Jean Peyrelevade vient d'être nommé président de la banque Stern, en remplacement de M. Claude Pierre-Brossolette, après avoir été nommé, à l'unanimité, membre du conseil d'administration.

La banque précise dans un communiqué que *« le poids des fonctions que M. Pierre-Brossolette assume par ailleurs depuis le début de l'année lui rendait progressivement difficile de remplir normalement son rôle de président de la banque Stern. Aussi a-t-il demandé à être remplacé »*.

Depuis le début de l'année, M. Pierre-Brossolette avait pris d'autres fonctions, notamment chez MM. Worms et Cie où il est l'un des trois associés-gérants et à la présidence de Cerus, la société holding regroupant les intérêts français du groupe de M. Carlo de Benedetti. Directeur adjoint de cabinet de M. Pierre Mauroy de juillet 1981 à mars 1983 avant de retourner à la carrière bancaire, M. Peyrelevade succède ainsi à celui qui fut secrétaire général de l'Elysée (de 1974 à 1976) sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing. M. Pierre Brossolette qui reste administrateur, a été nommé vice-président de la Banque Stern.

AFFAIRES

M. René Garrec succède à M. Dubedout à la tête de l'ATIC

M. René Garrec, cinquante et un ans, président du conseil régional de Basse-Normandie et homme de confiance de M. Michel d'Ornano (UDF) a été choisi par le gouvernement pour succéder à Hubert Dubedout, décédé le 25 juillet, à la présidence de l'ATIC, Association technique de l'importation charbonnière. Cet organisme, créé après la dernière guerre, détient depuis 1948 le monopole des importations de charbon en France. De statut hybride — mi-établissement public, mi-association, — il fonctionne en fait comme une centrale d'achat, en important pour le compte des utilisateurs (EDF, sidérurgie, cimenteries, etc.) la totalité de leurs besoins, grâce à un réseau international d'acheteurs spécialisés.

Contesté par la droite au nom de la déréglementation, le monopole d'importation donné à l'ATIC devait être supprimé. Hubert Dubedout avait proposé un plan de réorganisation en trois ans permettant à l'organisme, qui emploie deux cent soixante personnes et a importé en 1985 21,3 millions de tonnes de charbon, de conserver un rôle prédominant dans l'approvisionnement français. La nomination de M. Garrec semble indiquer que le gouvernement n'envisage plus la suppression pure et simple de l'ATIC, comme il avait été dit avant les élections.

[Né le 24 décembre 1934 à Lanvéoc (Finistère), M. René Garrec est licencié en droit et diplômé d'études supérieures de droit public et d'économie politique. Enseignant à l'université de Basse-Normandie, il a été nommé en 1967 directeur du Comité d'expansion économique. Entre 1974 et 1981, il a été chargé de mission auprès de M. Michel d'Ornano, ministre de l'industrie et de la recherche, puis de la culture et de l'environnement, et enfin de l'environnement et du cadre de vie. Depuis 1979, il est maître de requêtes au Conseil d'Etat. M. Garrec était par ailleurs conseiller général du Calvados depuis 1985 et conseiller régional (UDF-PR) depuis avril 1985. En mars dernier, il avait été élu président du conseil régional de Basse-Normandie, à la suite de M. d'Ornano, qui n'avait pas sollicité le renouvellement de son mandat.]

Télécommunications

La CGE dément qu'ATT lui propose de l'aider à acheter ITT

La Compagnie générale d'électricité (CGE) a démenti *« catégoriquement »*, tard lundi 8 septembre, nos informations sur la proposition que lui a faite ATT, le nº 1 mondial des télécommunications, de l'aider à racheter ITT (*le Monde* du 9 septembre).

La CGE a signé avec ITT fin juillet un protocole qui prévoit la reprise de 63% du capital d'ITT-télécommunications. Le gouvernement ne *« s'est pas opposé »* à ce protocole qui doit aboutir sur un accord définitif à la fin de 1986 mais qui rencontre actuellement de nombreuses difficultés. De son côté, ATT espère devenir le deuxième fournisseur de centraux téléphoniques des P et T françaises en obtenant l'aval gouvernemental sur le rachat de la CGCT (Compagnie générale de construction téléphonique). Siemens, autre candidat pour le CGCT, a fait valoir que la CGE reprenant ITT aurait accès au marché ouest-allemand. Il faut donc lui donner une part du marché français et lui laisser la CGCT par accord de réciprocité.

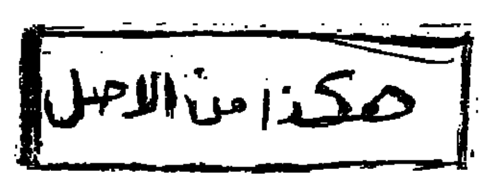
Inquiet de cette pression allemande, ATT craint que la CGE *« ne vire de bord »* et ne se rallie à une solution Siemens, D'où sa proposition, pour l'instant verbale, de l'aider pour ITT.

[*Le Monde* maintient les informations publiées dans ses éditions du 9 septembre et puisées aux meilleures sources.]









AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

sogerap

Le conseil d'administration s'est réuni le 3 septembre 1986 et a pris connaissance des comptes du 1er semestre 1986.

Le résultat net au 30 juin 1986 atteint 55,9 MF (contre 51,3 MF au 30 juin 1985).

Les produits financiers représentent 63 MF (contre 59,7 MF) dont 30,4 MF de plus-values à long terme dégagées sur la vente de titres de placement (contre 5 MF) et 32,6 MF de revenus courants (contre 54,6 MF).

Il se confirme que les revenus courants de l'ensemble de l'exercice 1986, essentiellement issus des participations pétrolières de la société, n'atteindront qu'environ la moitié du montant obtenu en 1985.

CHARGEURS S.A.

Le conseil d'administration s'est réuni le 5 septembre 1986 sous la présidence de Jérôme Seydoux. Il a examiné le refus des pouvoirs publics d'autoriser le rapprochement entre la CGM et Chargeurs réunis, filiale à 100 % de Chargeurs SA.

Les négociations entre Chargeurs SA et la CGM pour le renforcement de l'armement maritime national ne datent pas d'aujourd'hui. En 1985, des conversations avaient déjà eu lieu entre la CGM, la NCHP (groupe Worms) et Chargeurs réunis pour créer un armement français de transport containerisé, de taille comparable à celle des concurrents européens, japonais ou américains ; ces discussions n'avaient pas abouti mais elles avaient démontré qu'un tel rapprochement permettait des économies très importantes.

A la suite de l'accord entre la Société navale et commerciale Delmas-Vieljeux et la NCHP qui réduisait à trois les grands armements français opérant des porte-containers, les discussions entre Chargeurs réunis et CGM avaient repris, à l'initiative de cette dernière. Elles devaient aboutir à la signature de l'accord du 31 juillet dernier.

Chargeurs réunis s'est engagée, dès la fin de 1983, dans un processus de restructuration de ses activités et de rationalisation de son exploitation, ce qui a lourdement pesé sur ses résultats jusqu'en 1986. Entre ces deux dates, les investissements se sont élevés à 1 700 millions de francs et les charges exceptionnelles à 195 millions de francs. Ces mesures porteront leurs fruits dès 1987 ; en effet, les résultats de Chargeurs réunis, déterminés selon les règles comptables françaises et aux conditions de l'accord signé, devraient être équilibrés en 1987 avant prise en compte des effets du rapprochement envisagé. De surcroît, les études menées entre la CGM et Chargeurs réunis montraient que la synergie entre les deux sociétés permettait, d'ici deux ans, d'améliorer de 95 millions de francs par an le résultat consolidé des deux sociétés.

La non-réalisation de l'accord du 31 juillet 1986 n'aura pas d'effet sur le résultat consolidé de Chargeurs SA en 1986. Le conseil a examiné les comptes consolidés provisoires au 30 juin 1986, qui font apparaître un bénéfice d'environ 340 millions de francs contre 277 millions de francs au 30 juin 1985. Ce bon résultat provient de la performance d'UTA et de la quasi-disparition des pertes du secteur croisières.

UTA a bénéficié de la plus-value engendrée par la vente d'un 747 cargo à Air France et de la baisse du prix des carburants. Toutefois, la conjoncture est restée médiocre sur la plupart des pays africains. A partir du 1er octobre 1986, UTA va desservir San-Francisco deux fois par semaine. Ses vols seront prolongés avec le même avion jusqu'à Papeete.

A la suite de la vente du paquebot *Rhapsody* et de l'arrêt de *l'Azur*, Paquet n'arme désormais que le *Mermoz*. Un accord vient d'intervenir entre Chargeurs SA et Accor pour exploiter en commun ce navire, à compter de 1987.

Le conseil a examiné les conséquences du décret du 31 juillet 1986 qui résilie la concession accordée à France 5. Malgré une nette augmentation du taux d'audience de la « 5 » au cours des derniers mois, la publication du décret a entraîné l'annulation de commandes déjà enregistrées. Cependant, grâce à un contrôle très strict des dépenses, les pertes de France 5 pour l'exercice 1986 devraient rester limitées à 250 millions de francs environ.

Au cours du mois de juillet dernier, Chargeurs SA a cédé la Seppic à L'Air liquide pour un montant de 94 millions de francs, et sa participation de 13,5 % dans la Caisse centrale de réescompte pour 69 millions de francs.

Bien qu'il soit top tôt pour faire une prévision précise, il se confirme que le bénéfice net consolidé de l'exercice 1986 devrait être en nette augmentation sur celui de 1985 de 495 millions de francs.

Enfin, le conseil a constaté l'augmentation de capital résultant de l'option exercée par les propriétaires de 66 % des actions pour le paiement en actions du dividende de l'exercice 1985. Le capital social a, de ce fait, été augmenté de 3 068 100 francs et porté à 587 284 100 francs divisé en 5 872 410 actions de 100 francs nominal.

Marché financiers

PARIS, 9 septembre ↓

Nouveau repli : – 1,1 %

A vingt-quatre heures de l'émission télévisée « L'heure de vérité », au cours de laquelle l'invité d'honneur M. Edouard Balladur, doit annoncer la liste définitive des sociétés promises à la première vague de privatisation, chacun est persuadé d'avoir en main le tiercé gagnant. St Gobain-AGF – Paribas, tel est le pronostic général, comporté par quelques fuites savamment orchestrées.

Mais c'est oublier un peu vite que le ministre de l'économie, des finances et de la privatisation pourrait bien ajouter un « outsider » à une première liste que l'on croit d'ores et déjà close. Toujours est-il qu'à la Bourse de Paris où les valeurs françaises ont poursuivi leur phase de consolidation, les sociétés concernées se sont efforcées de gagner la faveur des opérateurs.

En hausse de 1,2 %, le titre participatif de St Gobain y a réussi. En progrès également au marché RM (à règlement mensuel), le titre participatif Thomson s'est aussi fait remarquer. Par contre, la BNP, cotée 1 199 F à l'approche du son de cloche final était en léger recul sur son cours précédent 1 205 F.

Au total, la cote, qui avait déjà cédé 0,9 % la veille, a encore régressé de 1,1 % dans le sillage de quelques titres de second rang. Parmi ceux-ci on trouve Midland Bank SA (à la veille d'une réunion d'information sur cette banque française filiale du groupe britannique), en recul de 7 %, GTM-Entrepose, Merlin-Gerin, SGE (– 3 % à 4 %).

Olida-Caby, qui a enfin trouvé un nouveau président, part tout de même 5 %. A l'inverse, les Talcs de Luzenac, Lyonnaise des Eaux et Damart progressent de quelques fractions.

Sur le marché de l'or, international, le métal fin régressait à 412,50 dollars l'once mardi matin (contre 419 dollars la veille à midi), en traînant les aurifères dans son sillage.

A Paris, Freegold, Gencor et Goldfields reculaient de 5 % à 7 %, Mines de Salsigne, la seule mine d'or française, étant également en baisse. Le lingot cotait 89 100 F (contre 89 050 F), tandis que le napoléon se situait à 553 F, en second cours.

NEW-YORK, 8 septembre ↓

En baisse

La tendance s'est affaiblie, le 8 septembre, à Wall Street. L'indice Dow Jones des trente valeurs industrielles a reculé de 11,39 points en clôture, à 1 888,36. Le marché est apparu moyennement actif, avec un volume de transactions de 153,3 millions de titres, contre 180,62 millions le 5 septembre. Le nombre des baisses a prévalu sur celui des hausses, puisque on notait la raffermissement de seulement 531 valeurs, pour 1 096 en repli et 376 inchangées.

Autour du Big Board, les investisseurs ont, semble-t-il, été déroutés par les récentes statistiques, plutôt satisfaisantes, publiées sur le chômage et les ventes des grands magasins. Devant l'amélioration constatée, nombre d'opérateurs ont pris leurs bénéfices, guettant, d'autre part, d'autres informations complémentaires sur la conjoncture américaine.

L'hypothèse d'un nouvel abaissement par la Réserve fédérale de son taux d'escompte est, en outre, rendue moins crédible, une reprise des affaires rendant, en effet, possible une relance de l'inflation. Les titres bancaires ont aussi été affectés par la récente remontée des taux d'intérêt obligataires.

Parmi les valeurs les plus traitées, on notait *Pacific Gas and Electric* (9,62 millions de transactions), McDermott (3,94 millions) et IBM (2,34 millions).

VALEURS	Cours du 5 sept.	Cours du 8 sept.
Alcoa	39 1/8	39 3/8
A.T.T.	24 7/8	25
Boeing	59 1/8	58 5/8
Chase Manhattan Bank	39 7/8	38 3/8
Du Pont de Nemours	86 5/8	86 5/8
Eastman Kodak	57	58 1/4
Exxon	70 3/8	70
Ford	58 1/2	57 7/8
General Electric	77 1/2	78 1/2
General Motors	70 3/4	70 3/4
Goodyear	34 5/8	34 3/8
I.B.M.	140	143 3/8
I.T.T.	53 1/4	52 5/8
Mobil Oil	38 7/8	37
Pfizer	64 3/4	63 1/8
Schlumberger	34 1/2	33 7/8
Texaco	34 1/4	34
U.A.L. Inc.	57	57 3/4
Union Carbide	22 1/2	22 1/2
U.S. Steel	20 5/8	20 1/4
Westinghouse	57 7/8	58 1/4
Xerox Corp.	57 3/4	57 1/4

CHANGES

PARIS

Dollar : 6,7525 F ↓

Le dollar s'est légèrement effrité, le 9 septembre, sur les marchés européens. A Paris, le billet vert se traitait à 6,7525 F en fin de matinée, contre 6,7605 F la veille en cotation officielle, tandis que la devise américaine s'inscrivait à 2,066 DM (contre 2,071 DM) à Francfort. Contre le deutschemark, le franc français reculait à 3,2710 F, contre 3,2740 F la veille.

FRANCFORT	8 sept.	9 sept.
Dollar (en DM)	2,066	2,071
TOKYO	8 sept.	9 sept.
Dollar (en yens)	154,38	155,97

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (9 sept.)	7 %
New-York (8 sept.)	5 3/4 %

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	5 sept.	8 sept.
Valeurs françaises	154,6	153,2
Valeurs étrangères	116,6	116,4

Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général	411,4	404,6

NEW-YORK

(Indice Dow Jones)

	5 sept.	8 sept.
Industrielles	1 899,75	1 888,36

LONDRES

(Indice « Financial Times »)

	5 sept.	8 sept.
Industrielles	1 338,4	1 323,7
Mines d'or	308,6	315,4
Fonds d'Etat	88,47	87,76

TOKYO

	8 sept.	9 sept.
Nikkei Dow Jones	18 552,2	18 470,11
Indice général	1 524,55	

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 8 septembre
Nombre de contrats : 10 262

COURS	ÉCHÉANCES				
	–	Sept 86	Déc. 86	Mars 87	Juin 87
Dernier	–	111,75	112,80	112,75	112,50
Précédent	–	112,70	113,50	113,40	113,15

AUTOUR DE LA CORBEILLE

PROGRESSION EN AOUT DES ENCOURS DE SICAV. – Les encours de SICAV toutes catégories ont approché les 700 milliards de francs fin août (696,6 milliards), contre 653,6 milliards fin juillet, soit une augmentation de 6,5 %, a indiqué, le 8 septembre, la filiale de la Caisse des dépôts techniques de gestion financière (TGF). Les encours des SICAV ont crû de 54 % depuis la fin décembre 1985 et plus que doublé depuis la fin décembre 1984.

Selon les estimations de TGF, l'accroissement des encours est dû pour 25,4 milliards de francs à des souscriptions nettes, pour 18,1 milliards de francs à des valorisations d'actifs et pour seulement 0,5 milliard à des versements de coupons.

Les SICAV court terme ont augmenté de 19,9 milliards de francs, à 309,1 milliards de francs, tandis que les SICAV obligataires progressaient de 8,8 milliards de francs, à 159,4 milliards de francs. Les SICAV CEA Monory ont crû, pour leur part, de 6,8 milliards de francs, à 108,8 milliards de francs.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –		DEUX MOIS Rep. + ou dép. –		SIX MOIS Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	6,7625	6,7655	+ 58	+ 62	+ 100	+ 130	+ 300	+ 380
$ can.	4,8887	4,8926	– 66	– 51	– 139	– 107	– 455	– 382
Yen (100)	4,3363	4,3410	+ 74	+ 87	+ 137	+ 162	+ 442	+ 503
DM	3,2685	3,2715	+ 64	+ 78	+ 128	+ 159	+ 385	+ 440
Florin	2,8965	2,8987	+ 40	+ 48	+ 79	+ 96	+ 241	+ 283
F.B. (100)	15,7836	15,7942	– 77	+ 3	– 135	+ 8	– 293	+ 75
F.S.	4,0098	4,0139	+ 96	+ 116	+ 183	+ 214	+ 522	+ 595
L (1 000)	4,7373	4,7427	– 172	– 139	– 342	– 289	– 968	– 868
£	10,0288	10,0400	– 298	– 260	– 536	– 465	– 1389	– 1225

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	5 7/8	6 1/8	5 15/16	6 1/16	5 15/16	6 1/16	5 15/16	6 1/16
DM	4 1/2	4 3/4	4 7/16	4 9/16	4 3/8	4 1/2	4 3/8	4 1/2
Florin	5	5 1/4	5 1/4	5 3/8	5 3/16	5 5/16	5 1/8	5 1/4
F.B. (100)	6 3/4	7 1/4	7 1/8	7 1/2	7 1/8	7 1/2	7 1/8	7 1/2
F.S.	1 3/4	2 1/4	4 1/16	4 3/16	4 1/8	4 1/4	4 1/8	4 1/4
L (1 000)	10 1/4	11 1/4	10 3/4	11 1/4	10 3/4	11 1/4	10 7/8	11 1/4
£	9 7/8	10 1/8	10	10 1/8	9 15/16	10 1/16	9 13/16	9 15/16
F. franç.	6 7/8	7 1/8	7 1/8	7 3/8	7 1/8	7 1/2	7 1/4	7 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

هكذا من الأصل

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS — 9 SEPTEMBRE

Cours relevés à 14 h 57

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1850	4,5 % 1973	1885	1890	1896	+ 0 58
4500	C.N.E. 3%	4550	4560	4560	+ 0 21
1120	B.N.P. T.P.	1205	1199	1199	– 0 49
1229	C.C.F. T.P.	1260	1260	1260	....
1084	Créd. Lyon. T.P.	1195	1197	1197	+ 0 16
2685	Electricité T.P.	2771	2778	2779	+ 0 28
1970	Renault T.P.	1970	1980	1990	+ 1 01
2349	Rhone-Poul. T.P.	2350	2345	2345	– 0 21
1298	St-Gobain T.P.	1422	1440	1445	+ 1 61
1290	Thomson T.P.	1380	1388	1388	+ 0 57
475	Accor	455	445	444 50	– 2 30
1830	Agence Havas	1840	1831	1845	+ 0 27
1580	Ag. Havas C.I.	1640	1600	1620	– 1 21
770	Air Liquide	749	738	739	– 1 33
1980	Alcatel	2175	2170	2152	– 1 05
1580	Als. Superm.	1725	1700	1700	– 1 44
430	A.L.S.P.I.	442	445	445	+ 0 67
375	Alsthom	375	368	369	– 1 98
1980	Arjom. Prioux	1900	1870	1875	– 1 31
265	Aussedat-Rey	258	255	253	– 1 93
1560	Aux. Entrepr.	1583	1595	1590	+ 0 44
1380	Avions Dassault	1420	1420	1415	– 0 35
610	Bail-Equipem.	590	584	584	– 1 01
1150	Bail-Investiss.	1175	1110	1110	– 5 53
1380	Cie Bancaire	1327	1287	1286	– 3 08
670	Bazar H.-V.	675	628	635	– 5 92
465	Béghin-Say	501	502	500	– 0 19
345	Berger (Ms)	380	384	384	+ 1 05
635	Bic	657	651	652	– 0 76
1480	B.I.S.	1575	1553	1550	– 1 58
2270	Biscuit (Géné.)	2350	2290	2290	– 2 55
2070	Bongrain S.A.	1958	1970	1970	+ 0 71
1450	Bouygues	1423	1370	1370	– 3 72
4140	B.S.N.	4160	4190	4195	+ 0 84
1240	Carnaud	1217	1217	1217	....
3380	Carrefour	3658	3510	3495	– 4 45
1990	Casino	2150	2140	2140	– 0 46
1490	Casino A.D.P.	1680	1679	1675	– 0 29
910	C.C.M.C.	890	885	885	– 0 56
1660	Cetelem	1576	1570	1560	– 0 95
1780	C.F.A.O.	1792	1781	1790	– 0 11
520	C.F.D.E.	551	545	545	– 1 08
1340	C.G.I.P.	1270	1260	1260	– 0 78
1460	Chargeurs S.A.	1366	1364	1360	– 0 43
56	Chiers-Châtill.	64	61 80	61 80	– 3 90
720	Ciments franç.	739	730	730	– 1 21
635	Club Méditerr.	619	605	603	– 2 58
240	Codetel	243	243	243	....
410	Cofimeg	417	417	417	....
975	Colas	958	951	960	+ 0 52
275	Compt. Entrepr.	286	284	284	– 0 69
620	Compt. Mod.	625	620	620	– 0 80
1770	Créd. Foncier	1498	1494	1485	– 0 86
505	Crédit F. Imm.	555	555	550	– 0 90
2190	Crédit Nat.	2015	2000	2000	– 0 74
285	Crouzet ★	290	293	291	+ 0 34

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
2200	Damart S.A.	2255	2275	2275	+ 0 88
3820	Darty	3815	3760	3755	– 1 57
270	Dév. R.N.-P.d.C. (Li)	270	265	265	– 1 85
535	D.M.C.	548	540	540	– 1 46
2450	Docks France ★	2400	2389	2391	– 0 37
1470	Dumez	1620	1615	1615	– 0 30
1380	Eaux (Gén.)	1380	1360	1380	....
3420	Ecco ★	3469	3480	3430	– 1 12
1000	Electro-Finan.	1009	1000	990	– 1 88
315	Elf-Aquitaine	350	338	336	– 4
295	– (certific.)	325	318	318	– 2 15
2300	Epeda-B-Faure	2300	2280	2275	– 1 08
3180	Essilor	3280	3300	3280	....
530	Esso S.A.F.	579	561	558	– 3 62
3470	Eurafrance	3350	3380	3377	+ 0 80
1410	Eurocom ★	1415	1439	1406	– 0 63
2400	Euromarché	2410	2410	2410	....
1080	Europe n° 1 ★	1090	1057	1035	– 5 04
1520	Facom	1571	1571	1571	....
980	Fichet-Bauche	930	....	....	....
320	Finextel	330	325	325	– 1 51
315	Fives-Lille	290	290	299 50	+ 3 27
18	Fonderie (Gén.)	18 90	18 80	18 80	– 0 52
200	Fraissinet (Mé)	210	212	212	+ 0 95
365	Francarep	350	330	330	– 5 71
1110	Fromageries Bel	1140	1130	1131	– 0 78
1180	Gal. Lafayette	1301	1280	1275	– 1 99
420	Gascogne	426	410	410	– 3 75
295	Géophysique	317	315	320	+ 0 94
1140	Gerland	1110	1130	1130	+ 1 80
400	GTM-Entrepose	439	410	418	– 4 78
740	Guyenne-Gas.★	706	706	700	– 0 84
2910	Hachette ★	2886	2882	2801	– 2 91
735	Hénin (La)	760	750	751	– 1 18
56	Imétal	71 40	70 30	70 20	– 1 68
855	Imm. Plaine-M.	856	830	830	– 3 03
4280	Inst. Mérieux	4235	4220	4220	– 0 35
695	Interbail	728	728	728	....
2160	Intertechnique	1685	1710	1710	+ 1 48
1060	J. Lefebvre	990	950	970	– 2 02
1980	Lab. Bellon	1900	1920	1920	+ 1 05
1450	Lafarge-Coppée	1401	1403	1403	+ 0 14
1390	Lebon	1460	1459	1459	– 0 06
4080	Legrand	4429	4440	4425	– 0 09
1130	Lesieur	1065	1033	1033	– 3
900	Locabail Immob.	965	965	958	– 0 72
690	Locafrance	712	710	695	– 2 38
1120	Locindus	1210	1200	1200	– 0 82
1020	L. Vuitton S.A ★	1082	1091	1089	+ 0 64
785	Luchaire	811	801	798	– 1 60
1440	Lyonn. Eaux	1484	1490	1480	+ 1 09
195	Mais. Phénix	205	205 50	205 50	+ 0 24

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
535	Majorette (Ly)	590	590	590	....
109	Manurhin	105	105 50	105 50	+ 0 47
445	Mar. Wendel	452	440	441	– 2 43
1460	Martell	1480	1475	1477	– 0 20
2580	Matra	2555	2543	2543	– 0 46
3280	Merlin-Gerin	3240	3090	3100	– 4 32
3500	Michelin	3290	3200	3230	– 1 82
1740	Midi (Cie)	1735	1700	1696	– 2 24
530	Midland Bk S.A.	605	582	585	– 3 31
515	Min. Salaig. (Ma)	650	590	590	– 9 23
41	M.M. Penarroya	48 50	48	47	– 3 09
2320	Moët-Hennessy	2343	2321	2295	– 2 04
1030	Mot. Leroy-S ★	992	1004	993	+ 0 10
76	Moulinex	74 50	74 70	74 60	+ 0 13
1220	Navig. Mixtes	1190	1170	1168	– 1 84
210	Nord-Est	206	205	208 50	+ 1 21
440	Nordon (Ny)	480	474	474	– 1 25
510	Nouvelles Gal.	538	541	545	+ 1 30
1040	Occident. (Gén.)	1070	1088	1088	– 0 18
1430	Omn.F.Paris	1500	1480	1480	– 1 33
225	Olida-Caby	220	209	213	– 3 18
495	Opfi-Paribas	560	589	600	+ 7 14
3630	Oréal (L')	3708	3681	3681	– 0 72
940	Paris-Réescomp	915	915	915	....
1190	Pechelbronn	1120	1099	1105	– 1 33
1400	Penhoet	1458	1370	1373	– 5 82
1080	Pernod-Ricard	1020	1011	1020	....
146	Pétroles B.P.	170	166 50	165 50	– 2 64
1160	Peugeot S.A.	1170	1171	1156	– 1 19
54	Poclain	57	55	54 70	– 4 03
1700	Poliet	1610	1603	1603	– 0 43
765	P.M. Labinal	750	736	733	– 2 26
2130	Presses Cité	2200	2192	2180	– 0 90
1630	Prétabail Sic.	1700	1700	1700	....
480	Primagaz	506	502	501	– 0 98
655	Printemps	641	633	619	– 3 43
1950	Promodès	2005	2010	2005	....
275	Prouvost S.A ★	290 20	293	292 50	+ 0 79
910	Radiotechn.	998	998	985	– 1 30
185	Raff. Dist. Total	200	193 60	194 10	– 2 95
2040	Redoute (La) ★	2040	2035	2030	– 0 49
1690	Roussel-Uclaf	1667	1650	1650	– 1 01
1310	Rousset-C.N.I.	1285	1240	1250	– 2 72
4650	R. Impériale (Ly)	4720	4650	4650	– 1 48
265	Sade	285	289	289	+ 1 40
3150	Sagem	3010	3010	3010	....
630	St-Louis B.	605	599	600	– 0 82
1700	Salomon	1839	1835	1835	– 0 21
1210	Salvepar	1215	1211	1211	– 0 32
710	Sanofi	758	751	752	– 0 79
465	S.A.T.	480	472	471	– 1 87
865	Saupiquet (Na)	845	830	830	– 1 77

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
730	Schneider ★	745	750	735	– 1 34
117	S.C.O.A.	124 50	121	121	– 2 81
....	S.C.R.E.G.	442	435	435	– 1 58
580	Seb ★	566	570	561	– 0 88
455	Sefimeg	480	480	480	....
1980	S.F.I.M.	1785	1785	1785	....
91	S.G.E.	84	81	81	– 3 57
625	Signaux Ent. E.	580	573	573	– 1 20
945	Silic	971	977	977	+ 0 61
625	Simco-U.P.H.	650	649	650	....
380	Simnor (Li)	355	356	356	+ 0 28
1340	Skis Rossignol	1271	1260	1260	– 0 86
930	Siminco	926	928	926	....
245	Sodero (Na)	245	248	246	+ 0 40
2090	Sodexho	2098	2098	2098	....
420	Sogerap	441 50	441	440	– 0 33
1400	Sommer-Allib.	1340	1255	1251	– 6 64
785	Source Perrier	786	790	788	+ 0 25
1540	Sovac	1529	1480	1480	– 3 20
780	Spie-Batignol.	803	810	810	+ 0 87
540	Strafor	589	560	560	– 4 92
380	Synthelabo ★	407	406	407	....
570	Talcs Luzenac	576	580	589	+ 2 25
3170	Tél. Elect.	3132	3125	3125	– 0 22
1780	Thomson-C.S.F.	1615	1605	1610	– 0 30
430	Total (CFP)	464	457	458	– 1 29
97	– (certific.)	103 90	98	100	– 3 75
3090	T.R.T.	3030	2920	2920	– 3 63
1070	U.F.B.	958	960	960	+ 0 20
1630	U.I.C.	1520	1523	1523	+ 0 19
595	U.I.F.	632	634	634	+ 0 31
1050	U.I.S.	1037	1025	1025	– 1 15
725	U.C.B. ★	770	772	774	+ 0 51
830	Unibail	934	920	920	– 1 49
485	Valéo	558	548	548	– 1 79
75	Vallourec	104 90	98 70	100	– 4 67
4980	V. Clicquot-P.	5060	5060	5060	....
875	Via Banque	898	889	889	– 1
750	Elf-Gabon	845	820	820	– 2 96
96	Amax Inc.	100 90	98	98	– 2 87
435	Amer. Express	431	430	430	– 0 23
160	Amer. Teleph.	167	166 50	166 50	– 0 29
76	Anglo Amer. C.	104 40	100 80	100 80	– 3 44
385	Amgold	544	520	520	– 4 41
890	BASF (Akt)	943	928	928	– 1 59
985	Bayer	1030	1003	1003	– 2 62
129	Buffelsfont.	175	165 60	165	– 5 71
265	Chase Manh.	270	263	263	– 2 59
205	Cie Pétr. Imp.	225	222	222	– 1 33
42	De Beers	50 40	47 90	47 90	– 4 96
2790	Deutsche Bank	2735	2650	2650	– 3 10
43	Dome Mines	53	50 10	50 50	– 4 71
1490	Dresdner Bank	1461	1438	1440	– 1 43

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
84	Driefontein Cd	109 90	111 20	110 20	+ 0 27
540	Du Pont-Nem.	585	583	583	– 0 34
385	Eastman Kodak	389	389	389	....
31	East Rand	46 10	42 70	42 70	– 7 37
295	Electrolux	288 30	288	288	– 0 10
220	Ericsson	223	220 10	220 10	– 1 30
445	Exxon Corp.	480	474	474	– 1 25
430	Ford Motors	399 50	387	387	– 3 12
58	Freegold	83	77	77	– 7 22
71	Gencor	96 90	91	92	– 5 05
515	Gén. Electr.	528	526	526	– 0 37
500	Gén. Belgique	509	498	498	– 2 16
505	Gen. Motors	483	482	482	– 0 20
48	Goldfields	56	53 50	53 50	– 4 46
39	GdMetropolitain	41	41	41	....
58	Harmony	80 10	77	76 60	– 4 36
41	Hitachi	42 65	43	43	+ 0 82
915	Hoechst Akt.	905	912	912	+ 0 77
101	Imp. Chemical	109 90	107 30	107 30	– 2 36
79	Inco. Limited	92	92 30	92	....
950	IBM	959	973	973	+ 1 45
380	ITT	359	353 60	350 10	– 2 47
187	Ito-Yokado	176 50	173	173	– 1 98
62	Matsushita	70 10	73 50	72 10	+ 2 85
760	Merck	756	720	720	– 4 76
765	Minnesota M.	760	771	771	+ 1 44
240	Mobil Corp.	263 50	250	250	– 5 12
640	Morgan J.P.	618	593	593	– 4 04
33300	Nestlé	35720	35050	35050	– 1 87
137	Norsk Hydro	153 10	147 50	147 50	– 3 65
147	Ofsil	208	201	202	– 2 88
1390	Petrofina	1515	1487	1487	– 1 84
510	Philip Morris	496	479	485	– 2 21
158	Philips	161	158 10	158 50	– 1 55
505	Quilmès	484	489	489	+ 1 03
490	Randfontein	610	598	605	– 0 81
585	Royal Dutch	624	614	614	– 1 60
61	Rio Tinto Zinc	65 80	66 30	66	+ 0 30
67	St Helena Co	95	90 90	90 90	– 4 31
210	Schlumberger	235 10	229 10	229 10	– 2 55
87	Shell transp.	94 90	94	94	– 0 94
2280	Siemens A.G.	2260	2240	2240	– 0 88
130	Sony	136	137 90	138	+ 1 47
132	T.D.K.	144 20	149 50	149 50	+ 3 67
29	Toshiba Corp.	30 80	30 80	30 70	– 0 32
1500	Unilever	1491	1505	1505	+ 0 93
305	Unit. Techn.	309	314	314	+ 1 61
415	Vaal Reefs	556	525	525	– 5 57
400	Volvo	374	378	378	+ 1 06
182	West Deep	253	249 20	249	– 1 58
385	Xerox Corp.	397	395	393	– 1
1 12	Zambia Corp.	1 54	1 45	1 49	– 3 24

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 7 % 1973	9000	..
Emp. 8,80 % 77	123 30	2 852
9,80 % 78/93	107 10	1 611
8,80 % 78/86	100 45	6 558
10,80 % 79/94	111 40	0 178
13,25 % 80/90	111 65	3 594
13,80 % 80/87	107 06	12 430
13,80 % 81/89	114 06	8 966
16,75 % 81/87	106 14	15 790
16,20 % 82/90	125 40	10 652
16 % juin 82	127 20	4 077
14,60 % fév. 83	128 10	9 040
13,40 % déc. 83	130 60	9 655
12,20 % oct. 84	121 53	11 284
11 % fév. 85	126 07	4 058
10,25 % mars 86	117 90	5 116
ORT 12,75 % 83	1713	..
OAT 10 % 2000	118 65	2 384
OAT 9,90 % 1997	116 45	7 380
OAT 8,80 % 1996	112 80	5 987
Ch. France 3 %	170	..
CNB Bques janv. 82	104 42	1 046
CNB Paribas	107 20	1 046
CNB Suez	106 10	1 046
CNI janv. 82	104 36	1 046
PTT 11,20% 85	120 10	7 981
CFF 10,30% 86	....	..
CNE 11,50% 85	116 80	2 807
CNT 9% 86	107 40	3 462
CRH 10,80% déc. 85	119	6 827

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	570	574
Agache (Sté Fin.)	780	781
A.G.F. (St Cent.)	9980	9820
André Roudière	240	240
Applic. Hydraul.	625	605
Arbel	157 10	160 10
Astorg	276	280
Avenir Publicité	1806	1802
Bain C. Monaco	500	482
Banque Hypoth. Eur.	432	430
B.G.L.	395	394
Blanzy-Ouest	440	480
B.N.P. CI	518	513
B.N.P. Intercontin.	480	474
Bénédictine	4100	4100
Bon-Marché	500	480
Caff	380	380
Cambodge	480	480
C.A.M.E.	250	252
Campenon Bern.	315	325
Carbone-Lorraine	640	615
C.E.G.Frig.	806	802
Centen. Blanzy	2225	2225
Centrest (Ny)	247	247
Cerabati	88 80	89 30 d
CERUS	720	720
Chambourcy (M.)	980	....
Champex (Ny)	174 90	165 o
C.I.C. (Fonc. de)	290	290
C.I. Maritime	461	....
Cimen-Sintra	1375	....
Cizeau (B)	216	222 d
Clause	801	805

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Cofradel (Ly)	1180	1200
Cogifi	525	527
Comiphos	510	529
Cie Industrielle	4305	4360
Comp. Lyon-Alem.	801	801
Concorde (La)	1300	1355
C.M.P.	25	25
Crédit (C.F.B.)	720	720
Créd. Gén. Ind.	1144	1144
Crédit Lyonnais C.I.	772	770
Cr. Universel (Cie)	875	870
Créditel	235	233
Darblay S.A.	480	480
Dapy Act. d.-p.	3100	3100
De Dietrich	1675	1650
Delalande S.A.	1130	1140
Delmas-Vieli. (Fin.)	1610	1500 e
Didot-Bottin	680	675
Drag. Trav. Pub.	40	39 50
Eaux Bass. Vichy	1451	1506
Eaux Vittel	1700	1650
Economats Centre	583	583
Electro-Banque	474 20	470
Elf-Antargaz	389	404
E.L.M. Leblanc	640	635
Entrep. Bretagne	279	285
Entrepôts Paris	655	631
Epargne (B)	2550	2526
Europ. Accumul.	74	72 10
Eternit	2595	2631
Exor	3600	3440
Finalens	280	250
FIPP	288	278 70 d
Fims	900	900
Foncière (Cie)	530	530
Fonc. Lyonnaise	4050	4040
Foncina	545	541
Forinter	1120	1086
Fougerolle	145	140
France I.A.R.D.	410	430
France (La)	8040	8500
From. Paul Renard	601	601 e
GAN	1580	1528
Gaumont	519	515
Gaz et Eaux	2300	2300
Gévelot	280	289 80 e
Gr. Fin. Constr.	550	580
Gds Moul. Paris	380	368
Groupe Victoire	4180	4190
G. Transp. Ind.	474	488
Hutchinson	880	854
Immindo S.A.	530	500
Immoinvest	332 80	328
Immobail	570	550
Immobanque	901	900
Immob. Marseille	8000	8000
Immofice	671	672
Invest. (Sté Cent.)	3220	3360
Jaeger	258 10	265
Lafitte-Bail	596	595
Lambert Frères	121	119
Lille-Bonnières	1080	1080
Loca-Expansion	375	368
Locafinancière	481	485
Locatel	326	338
Louvre (Sté)	1865	1880
Machines Bull	52 80	53
Magasins Uniprix	215 30	208 70 o
Magnant S.A.	134	....
Maritimes Part.	330	336
M.H.	....	....
Métal Déployé	420	416

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Mors	180	175
Navel Worms	134	129 40
Navig. (Nat. de)	180	....
OPB Paribas	417	409
Optorg	200	200
Origny-Desvroise	370	365 e
Palais-Nouveauté	1030	....
Paribas-CIP	1015	1035
Paris France	250	260
Paris-Orléans	349	329
Part. Fin. Gest. Im.	1785	1839
Pathé-Cinéma	700	....
Pechiney (cert. inv.)	238 90	240
Plas Wonder	920	910
Piper-Heidsieck	1144	1100
P.L.M.	180	185
Porcher	286	283
Providence S.A.	1846	1980
Publicis	1900	1900
Raff. Souf. R.	197 60	200
Rhône-Poul. (c. inv.)	474	478
Ricqlès-Zan	155	158
Rochefortaise S.A.	200 20	200
Rochette-Cenpa	66	66
Rosario (Fin.)	208	200
Rougier et Fils	71 50	....
Sacer	180	180
Saclor	20 40	20 90
SAFAA	780	748
Safic-Alcan	569	569
SAFT	1645	1650
Saga	320	325
St-Gobain C.I.	359 90	360
Salins du Midi	589	587
Santa-Fé	179	180
Satam	129	128
Saulnes	74 90	75 80
Saunier-Duval	62	63 50
Sucrière (M)	156	....
SCAC	624	599 o
Senelle Maubeuge	520	515
S.E.P. (M)	220	220
Serv. Equip. Véh.	100	96 o
Sié	154	....
Sicotel	410	417
Simnor	319 90	305 60
Siph (Plant. Hévéas)	340	....
SMAC Acieroïd	57	64 95
Sté Générale-CIP	1329	1290
Sofal financière	2045	2100
Sofio	345	....
Soficomi	910	920
S.O.F.I.P. (M)	135	....
Sofragi	1129	1092
Soudure Autog.	431	425
Sovabail	944	....
Speichim	86 30	86
S.P.I.	637	625
Suez (Fin. de)-CIP	1402	1325
Stami	801	800
Taittinger	2144	2130
Testut-Aequitas	431	....
Tour Eiffel	560	550
Ufiner S.M.D.	575	560
U.A.P.	3215	3090
Usinor	7 15	7 15
U.T.A.	2145	2100
Vicat	605	601
Virax	183	180
Waterman S.A.	550	550
Brass. du Maroc	140	....

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	1120	....
Akzo	461	....
Alcan Alum	205	201
Algemeine Bank	1690	1710
American Brands	650	650
Am. Petrofina	300	....
Arbed	420	....
Asturienne Mines	151	....
Bco Pop Espanol	380	....
Banque Morgan	....	....
Banque Ottomane	1010	1010
B. Régl. Internat.	32890	32510
Br. Lambert	570	586
Canadian-Pacific	77 50	77 50
Commerzbank	1115	1090
Dart. and Kraft	424	415
De Beers (port.)	39 50	....
Dow Chemical	392	399
Gén. Belgique	509	498
Gevaert	880	980 d
Glaxo	105	102
Goodyear	228	226 10
Grace and Co	335	....
Gulf Canada Corp.	72	72 50
Honeywell Inc.	494	475
I.C. Industries	367	365
Int. Min. Chem	172	....
Johannesburg	840	799
Kubota	17 80	17
Latonia	298	298
Mannesmann	647	....
Midland Bank Plc	59	57
Mineral-Ressourc.	49	54 d
Norada	99 80	98 50
Olivetti	45 80	45 20
Pakhoed Holding	194 90	190
Pfizer Inc.	445	438
Procter Gamble	539	539
Ricoh Cy Ltd	33 10	34
Rolinco	250	247
Robeco	276 60	274 70
Rodamco	390	387
Saipem	26 50	26 70
Shell fr. (port.)	92 50	....
S.K.F. Aktiebolag	320	....
Sperry Rand	508	500
Steel Cy of Can.	105	....
Stillfontein	45 10	47 50
Swedish Match	380	....
Tenneco	268	244 80 c
Thorn EMI	48	50
Thyssen c. 1 000	490	....
Toray indust. inc	30 15	29 25
Vieille Montagne	800	....
Wagons-Lits	920	944
West Rand	22	23

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Armep	15 80	....
C.E.M.	....	....
Cochery	62	....
Copamex	400	369
Dubois Inv. (Cento.)	796	....
Hydro-Energie	300	....
Hoogovens	250	....
Nicolas	828	800
Révillon	258	....
Rorento N.V.	144 80	144 10
Sopalam	212	93 10 e
S.P.R.	211 60	....
Ufimeg	359	....
Union Brasseries	137	....

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	1482	1485
Alain Manoukian	770	795
Asystel	380	379 50
BAFIP	799	780
B.I.P.	1450	1450
Bolloré Technologies	999	999
Buitoni	542	536
Câbles de Lyon	869	870
Calberson	633	653
Cardif	3215	3215
Cap Gemini Sogeti	2389	2355
C.D.M.E.	779	790
C. Equip. Elect.	223	225
C.E.G.I.D.	1200	1200
C.G.I. Informatique	545	534
C. Occid. Forestière	128	....
Delias	182	189 50
Dauphin O.T.A.	1735	1700
Devanlay	1920	1920
Deville	980	970
Drouot-Assurances	560	559
Editions Belfond	318 70	296 80 o
Elect. S. Dassault	969	975
Expand	400	400
Filipacchi	850	846
Guintoli	355 20	369 20
Guy Degrenne	905	905
I.C.C.	310	310
IM Informatique	469	427 o
Loca-Investissement	390	385
Moniteur	565	560
Marlin Immobilier	480	480
Métallurg. Minière	164	180
M.M.B.	715	719
Molex	324	330
Navale-Delmas	840	824
Om. Gest. Fin.	430	430
Patemelle-R.D.	3760	3750
Petit Bateau	254 60	254 60
Petrofigaz	520	500
Rezel	800	800
St-Gobain Emballage	1372	1350
St-Honoré Matignon	253 50	253 50
S.C.G.P.M.	229 80	225
Sema-Metra	1010	1005
S.E.P.	1251	1300
S.E.P.R.	1601	1601
S.M.T. Goupil	289	300
Sofibus	379	384
Supra	930	....
Valeurs de France	350	351 50

SICAV (sélection) 8/9

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	735 22	717 29
Actions France	480 12	458 35
Actions sélectives	622 11	593 90
Audificandi	704 14	672 21
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1245 09	1214 72
A.G.F. 5000	592 58	578 13
A.G.F. ECU	1238 31	1228 05
A.G.F. Interfonds	485 75	473 90
A.G.F. OBLIG.	1230 95	1224 83
Agfimo	699 04	681 99
Altefi	231 25	220 76
A.L.T.O.	212 40	202 77
America-Valor	780 49	745 10
Amérique Gestion	393 34	375 50
Arbitrages court terme	5080 71	5070 56
Argonautes	435 80	416 04
Associc	1265 37	1265 37
Aurecic	1394 75	1354 13
Bourse-Investiss.	493 64	481 71
Bred Associations	2713 89	2705 77
Capital Plus	1647 58	1647 58
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Colombie	884 95	844 82
Convertimmo	406 48	390 85
Cortal court terme	11985 20	11985 20 ♦
Cortexa	959 53	916 02
Creditor	494 39	470 28
Croiss. France	294 24	281 57
Croiss. Mercure	2793 22	2711 86
Croiss. Immobil.	679 08	648 23
Croiss. Prestige	379 31	362 11
Démeter	12878 48	12878 48
Drouot-France	673 94	643 38
Drouot-Investiss.	1136 23	1084 71
Drouot-Sécurité	258 23	246 52
Drouot-Sélection	150 04	143 24
Ecocic	1200 09	1182 95
Elicoop Sicav	10808 15	10880 95
Energie	270 17	257 92
Eparcic	2920 40	2914 57
Epacourt Sicav	8108 01	8095 80
Epargne Associations	25470 93	25432 78
Epargne-Capital	8119 29	8039 90
Epargne-Croiss.	1549 11	1507 85
Epargne-Industr.	793 47	757 49
Epargne-Inter	650 11	632 71
Epargne-Long-Terme	1788 42	1740 55
Epargne-Oblig.	207 88	202 33
Epargne-Unie	1249 96	1193 28
Epargne-Valeur	429 30	417 81
Eparoblig	1334 45	1331 79
Eurocic	10482 90	10306 28
Euro-Croissance	573 18	556 49
Eurodyn	1094 60	1058 61
Francière Plus	27452 73	27180 92
Finacl Placement	63967 04	63648 80
Finacl Trimestriel	1172 68	1155 35
Finacl Valorisation	13568 32	13302 27
Foncier Investiss.	1159 04	1130 77
Fonciel	298 81	286 07
France Ecu Plus	10396 41	10253 48
France-Garantie	321 05	320 41 ♦
France-Investiss.	581 48	564 67
France-Net	128 27	127
France-Obligations	482 09	477 32
Francic	408 88	397 94
Fructi-Associations	1277 91	1277 91

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Fructicapi	315 16	310 60
Fructidor	267 67	263 71
Fructifrance	823 86	803 57
Fructivar	80483 56	80282 85
Fructi ECU	582 72	574 11
Fructi-Première	12605 81	12419 52
Futuroblig	1134 22	1133 09
Gestion	60318 01	60167 59 ♦
Gestion Associations	153 89	150 50
Gestion Mobilière	740 73	707 14
Gest. Rendement	513 10	489 83
Gest. Sél. France	805 48	788 94
Haussmann Associat.	1301 92	1301 92
Haussmann court terme	1124 86	1124 86
Haussmann Epargne	1409 85	1409 85
Haussmann Europe	2008 89	1915 89
Haussmann France	1111 49	1061 09
Haussmann Oblicroiss.	1335 46	1335 46
Haussmann Obligation	1606 04	1533 21
Horizon	1288 78	1251 24
I.M.S.I.	641 26	612 18
Indo-Suez Valeurs	813 71	776 81
Ind. française	14522 78	14238
Interoblig.	12127 04	11960 62
Intersélect France	488 81	466 64
Intervaleurs Indust.	889 39	858 13
Invest. net	14926 13	14896 34
Invest. Obligataire	17897 44	17861 72
Japacic	173 87	169 81
Jeune épargne	233 44	229 99
Laffitte-ct-terme	61978 11	61978 11
Laffitte-Expansion	859 79	820 80
Laffitte-France	357 26	341 06
Laffitte-Immobilière	262 27	250 38
Laffitte-Japon	335 30	320 10
Laffitte-Oblig.	155 90	148 83
Laffitte-Rend.	221 70	211 65
Laffitte-Tokyo	1270 78	1213 14
Lion-Associations	12047 11	12047 11
Lion-Institutionnels	25957 74	25883 01
Lionplus	75652 36	74803 33
Livret portefeuille	632 48	614 06
Méditerranée	173 40	165 54
Mondiale Investissem.	481 55	459 71
Monecic	5765 87	5755 87
Mone.J.	51132 01	51132 01
Multi-Obligations	471 68	460 18
Mutuelle Unie Sél.	165 41	157 91
Natio-Assoc.	6936 45	6922 60
Natio-Epargne	13816 57	13778 78
Natio-Inter.	1201 22	1169 07
Natio-Obligations	579 62	564 01
Natio-Patrimoine	1460 67	1421 58
Natio-Placements	65182 69	65182 69
Natio-Revenus	1141 67	1130 37
Natio-Sécurité	52980 10	52980 10
Natio-Valeurs	762 58	742 17
Nord-Sud Développ.	1233 75	1231 29
Oblicoop Sicav	1516 17	1496 44
Oblilon	1178 22	1146 69
Optimavalor	857 94	828 01
Orsay-Gestion	168 23	160 60
Paramérique	537 80	513 22
Paneurope	862 24	823 14
Paribas Epargne	15544 47	15513 44
Paribas Gestion	646 16	619 62

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Parnasse-Valor	1107 93	1105 82
Patrimoine-Retraite	1679 98	1647 04
Phénix Placements	282 60	281 19
Pierre Investiss.	787 03	751 34 ♦
Placement A	1049 13	1049 13
Placement ct-terme	71919 92	71919 92
Placement J	53346 92	53346 92
Placement Premier	50763 16	50763 16
Prév'Associations	21825 67	21825 67
Province Investiss.	545 33	520 60
Rentacic	176 55	172 96
Revenus Trimestriels	6213 92	6152 40
Revenu Vert	1239 78	1238 54
St-Honoré Assoc.	14346 07	14273 70
St-Honoré Bio-aliment.	732 58	699 36
St-Honoré Capital	......	......
St-Honoré Pacifique	542 06	517 49
St-Honoré P.M.E.	436 84	417 03
St-Honoré Réal	11081 70	11017 83
St-Honoré Rendement	12352 54	12291 08
St-Honoré Technol.	746 36	712 52
St-Honoré Valor	12670 59	12570 03
Sécuricic	10780 20	10749 45
Sécur. Mobilière	451 95	431 46
Sélect Taux	10248 93	10248 93
Sél.court terme	12269 78	12178 42
Sicadem (Credem Bf)	800 28	788 45
Sicav-Associations	1342 10	1339 42 ♦
S.F.I. fr. et étr.	604 05	596 46
Sivimmo	810 39	773 64
Sicav 5000	363 55	353 83
Silvefrance	571 88	558 55
Sivarex	425 41	414 02
Silvarente	227 95	221 85
Slivinter	422 85	411 53
S.I.-Est	1356	1293 56
S.I.G.	937 06	894 15
S.N.I.	1231	1185 15
Solinvest	558 30	533 62
Sogepargne	428 07	412 60
Sogenec	54425 59	52840 38
Sogevar	1076 68	1027 86
Sogister	1330 46	1270 13
Soleil Investiss.	515 63	492 25
Technocic	1198 42	1181 57
U.A.P. Investiss.	408 28	390 72
Uni-Associations	111 82	111 82
Unifrance	480 80	459
Unifoncier	1366 40	1304 44
Uni-Garantie	1482 66	1463 56
Unigestion	917 41	875 81
Uni-Japon	1512 62	1444 03
Uni-Régions	2695 89	2673 83
Unirente	2363 69	2285 97
Univer	169 66	169 66
Univers-Obligations	1872 37	1817 38
Valorem	517 97	505 34
Valoblig	61529 97	60920 76
Valorg	1444 27	1442 83
Valrel	76207 55	76169 47

c : coupon détaché
o : offert
e : droit détaché
d : demandé
♦ : prix précédent
★ : marché continu.

Droits et bons

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Attribution		
Air Liquide	72 05	75
Casino	221	212 50
Créd. Foncier France	303	305
Pernod Ricard	253 10	260 60
Total	12	11 80
Souscription		
Oréal (L')	8 70	8 90

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 9/9	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 780	6 747	6 460	6 960
ECU	6 888	6 877	....	....
Allemagne (100 DM)	327 400	326 810	317	337
Belgique (100 F)	15 811	15 779	15 150	16
Pays-Bas (100 fl.)	290 180	289 750	280	298
Danemark (100 krd)	86 520	86 410	82 500	90
Norvège (100 k)	91 930	91 930	87 500	93
Grande-Bretagne (£ 1)	10 061	10 030	9 650	10 350
Grèce (100 drachmes)	4 968	4 970	4 700	5 600
Italie (1 000 lires)	4 747	4 741	4 500	5
Suisse (100 fr.)	401	401 200	388 500	409 500
Suède (100 krs)	97 350	97 120	93 500	99
Autriche (100 sch)	46 580	46 450	45 100	47 450
Espagne (100 pes.)	5 015	4 991	4 600	5 300
Portugal (100 esc.)	4 595	4 588	4 200	5 100
Canada ($ can 1)	4 881	4 876	4 650	5 100
Japon (100 yens)	4 344	4 329	4 170	4 350

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 9/9
Or fin (kilo en barre)	89900	89000
Or fin (en lingot)	90050	89100
Pièce française (20 fr)	562	563
Pièce française (10 fr)	380	....
Pièce suisse (20 fr)	585	572
Pièce latine (20 fr)	511	515
Souverain	665	655
Pièce de 20 dollars	3280	3255
Pièce de 10 dollars	1580	1580
Pièce de 5 dollars	1075	....
Pièce de 50 pesos	3450	3380
Pièce de 10 florins	535	525
Or Londres	419	412 50
Or Zurich	417 60	411 60
Or Hongkong	420	410 70
Argent Londres	5 63	5 68

Le Monde

Après l'attentat à la synagogue d'Istanbul

Ankara veut éviter la présence de hauts responsables israéliens aux obsèques des victimes

Un important dispositif de sécurité a été mis en place en Turquie, en particulier dans les grandes villes et aux frontières, après l'attaque de la synagogue d'Istanbul, qui a fait 24 morts (22 fidèles et 2 terroristes), le samedi 6 septembre. Les permissions ont été suspendues dans la police, qui multiplie les fouilles, contrôles d'identité, perquisitions, et la surveillance est renforcée autour des synagogues d'Istanbul.

Les enquêteurs n'ont fait aucun commentaire au sujet des cinq revendications parvenues à Beyrouth, à Ankara et à Nicosie, ni à propos de l'hypothèse des experts israéliens selon laquelle l'attentat aurait été l'œuvre du groupe dissident palestinien Abou Nidal. Ils estiment que l'attaque a été menée par les deux terroristes tués, mais que ces derniers ont bénéficié de complicités.

Les recherches s'orientent essentiellement vers les ressortissants des pays arabes et islamiques. Selon le quotidien *Tercuman*, les missions diplomatiques de l'Iran, de la Syrie et de la Libye seraient soupçonnées. *« Les regards se tournent vers trois consulats »*, titre également à la « une » le quotidien *Hurriyet*, qui ajoute que cent dix-neuf Arabes et Iraniens ont été interrogés par la police depuis samedi.

Les obsèques collectives des victimes doivent avoir lieu, mercredi, à Istanbul, dans la synagogue Nev-Shalom, où a eu lieu le drame. Le gouvernement israélien avait souhaité être représenté à haut niveau à cette cérémonie, mais les autorités d'Ankara l'en ont dissuadé, en faisant valoir que les victimes étaient des citoyens turcs. On indiquait cependant lundi, à Tel-Aviv, que deux de ces victimes étaient des Israéliens de passage à Istanbul, Mirza Baabazadeh (quatre-vingt-deux ans) et Raphaël Nissimiah *(soixante-cinq ans)*.

Seuls le rabbin Mordechai Eliyahu et le chargé d'affaires israélien à Ankara participeront donc à la cérémonie de mercredi. Le gouvernement d'Ankara veille en permanence à ne pas être entraîné dans les conflits du Proche-Orient, et considère apparemment que la venue d'officiels israéliens de haut rang heurterait les susceptibilités de ses voisins arabes et iranien.

La presse israélienne continuait en début de semaine de contester la thèse officielle turque, selon laquelle le commando de la synagogue Nev-Shalom ne comprenait que deux hommes, qui se sont suicidés.

Dans le sud et l'est du Liban, les déclarations du ministre israélien de la défense annonçant une riposte après l'attentat d'Istanbul sont prises très au sérieux.

L'attentat à l'Hôtel de Ville de Paris

Une revendication à Beyrouth

Une organisation jusque-là inconnue, Les partisans du droit et de la liberté (PDL), a revendiqué, mardi matin, à Beyrouth, la responsabilité de l'attentat à l'Hôtel de Ville de Paris. Dans un communiqué dactylographié en arabe et parvenu à une agence de presse occidentale, le PDL affirme être l'auteur de l'explosion *« du palais municipal de Jacques Chirac »* et annonce *« l'avènement prochain de la liberté »*.

Ce texte, qualifié de *« numéro deux »*, est accompagné d'un *« communiqué numéro un »*, dans lequel le PDL revendique la responsabilité de *« tous les attentats commis en France depuis celui des Galeries Lafayette* [en décembre 1985] *jusqu'à la gare de Lyon* [attentat manqué dans le RER, le 4 septembre] *et tous ceux qui se produiront à l'avenir »*. Il ajoute qu'il *« n'oubliera aucun militant détenu dans les prisons des ennemis de la liberté »*.

Le communiqué revendiquant l'attentat à l'Hôtel de Ville invite, de plus, le *« prétendu Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient »* (CSPPA) – qui a revendiqué les principaux attentats commis dans la capitale – *« à refaire ses comptes, à respecter les principes qu'il défend et ne pas exploiter les efforts des autres »*.

Selon les spécialistes, il y a trois hypothèses : ou bien, la revendication du mystérieux PDL est fausse ; ou bien, plus vraisemblablement, les dénominations PDL et CSPPA recouvrent, en fait, les mêmes éléments terroristes, agissant de concert et revendiquant, d'ailleurs, tous deux, de Beyrouth leurs actions ; ou bien encore, cette revendication par un groupe inconnu vise à semer encore plus la confusion en France.

Au Caire

Prise d'otages au consulat d'Italie

Le Caire *(AFP)*. – Un homme armé, qui serait égyptien, a fait irruption ce mardi 9 septembre en début d'après-midi, dans le consulat d'Italie situé au centre du Caire. Il retient en otages quatre agents consulaires italiens.

● **Deux Allemands de l'Est passent à l'Ouest.** – Deux jeunes Allemands de l'Est sont passés à l'Ouest à la nage, a annoncé mardi 9 septembre, la police de Berlin-Ouest. Cette fuite réussie par Mike Kussin, dix-huit ans, et Ulrike Honko, dix-sept ans, dans la nuit du 19 août, avait été tenue secrète par la police afin de ne pas compromettre de nouvelles tentatives par la même voie.

Un éditorial de « Témoignage chrétien »

Le cardinal Lustiger est accusé de faire nommer les évêques de son choix

Directeur de l'hebdomadaire *Témoignage chrétien*, M. Georges Montaron critique en termes vifs, dans son dernier éditorial (numéro du 8 septembre), le rôle du cardinal Lustiger, archevêque de Paris, dans les récentes nominations d'évêques en France.

M. Montaron souligne notamment le cas du successeur de Mgr Louis Kuehn. A la place de l'évêque de Meaux, démissionnaire (*le Monde* du 30 août), a été nommé un religieux, le Père Guy Gaucher, carme d'Orléans et professeur au séminaire de cette ville, dont Mgr Lustiger avait été l'évêque. Comme ce dernier, le Père Gaucher a été également aumônier d'étudiants à la Sorbonne (centre Richelieu).

Regrettant la précipitation de cette nomination et l'absence de consultation des prêtres et des fidèles du diocèse de Meaux, voisin de Paris, l'éditorialiste de *Témoignage chrétien* rappelle la présence du cardinal Lustiger dans les organismes romains chargés de la nomination des évêques. Celle-ci obéit, dit-il, à *« ses choix théologiques »*. *« Le cardinal connaît ses amis*, ajoute M. Montaron. *Il sait obtenir que soient placés là où il le souhaite des hommes qui ont sa confiance. »*

Le directeur de TC définit ainsi le profil des *« nouveaux évêques »* : *« Ils privilégient plus la dimension verticale de l'homme que la dimension horizontale. Le projecteur est mis d'abord sur la relation hiérarchique au détriment de la relation sociale. L'évêque est plus un chef qu'un pasteur. »*

***

[Le cardinal Lustiger est le seul évêque français appartenant à la fois à la congrégation romaine des évêques et au conseil pour les affaires publiques de l'Eglise, qui décide des nominations en France, pays non concordataire.

Sauf dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, les évêques sont nommés par le Vatican, avec l'accord du gouvernement français, à partir d'une liste de trois noms (la « terna ») adressée par le nonce apostolique à Rome. Celle-ci est établie à l'issue de consultations entre les évêques dans le cadre des régions apostoliques et transmises au nonce par le président de la conférence épiscopale française, qui joue donc un rôle non moins déterminant que l'archevêque de Paris.

La critique de *Témoignage chrétien* relève en partie d'un faux débat : il y a toujours eu à Rome une tradition de « grands électeurs » (le cardinal Liénart jouait autrefois le rôle reproché aujourd'hui à Mgr Lustiger). Depuis la rupture des relations de l'Eglise et de l'Etat, il va de soi que les évêques français font nommer des prêtres qu'ils ont vus à l'œuvre et ont leur confiance. Enfin, le jour même de la nomination du nouvel évêque de Meaux, était désignée au siège de Sées (Orne) une personnalité très différente, Mgr Yves-Marie Dubigeon, de Nantes, venu de l'action catholique et du scoutisme. – H.T.]

Les débrayages des cheminots CGT perturbent le trafic ferroviaire régional

Les débrayages organisés du 8 septembre à 8 heures au 10 septembre à 8 heures par les cheminots CGT provoquaient, le 9 septembre, en fin de matinée, des perturbations dans le trafic régional et local, les grandes lignes fonctionnant dans l'ensemble normalement.

Dans la banlieue parisienne, seules les lignes au départ de Paris-Saint-Lazare réalisaient le trafic prévu. A Paris-Est, Paris-Nord, Paris-Lyon, Paris-Montparnasse et sur la ligne C du RER, deux trains sur trois circulaient. En province, le mouvement de grève réduisait d'un tiers la circulation régionale à Rennes et à Rouen. De fortes perturbations étaient enregistrées à Bordeaux, Limoges, Toulouse ainsi qu'à Marseille, Montpellier et Clermont-Ferrand.

La CGT a lancé une semaine d'action pour *« la défense de l'entreprise et du statut des cheminots mis en cause par le ministre délégué aux transports, pour le maintien de l'emploi et la revalorisation du métier avec maintien du pouvoir d'achat pour tous et, enfin, la mise en place d'une nouvelle grille des salaires sur d'autres bases et d'autres moyens que ceux envisagés par la direction »*.

Selon la direction de la SNCF, 9 % de l'ensemble des agents et 20 % du personnel « roulant » étaient en grève au début de l'après-midi.

La tension monte dans les chantiers navals

A la veille de la rencontre prévue, le mardi 9 septembre, entre la direction et les syndicats de la Normed, le climat s'est tendu. A Dunkerque, les salariés du chantier se sont opposés, le lundi 8 septembre, à l'appel de la CGT et de FO au départ de pièces métalliques destinées à un navire en construction à La Ciotat. Ni la CFDT ni la CGC ne se sont associées à cette manifestation.

A Marseille, plusieurs centaines d'ouvriers du chantier de La Ciotat ont occupé la Bourse de la cité phocéenne et ont manifesté devant le siège du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, présidé par M. Jean-Claude Gaudin (UDF).

Enfin, le maire de La Seyne, M. Charles Scaglia (UDF) a exprimé son mécontentement devant l'attitude des pouvoirs publics en s'exprimant en ces termes devant des ouvriers qui avaient envahi son bureau : *« Le gouvernement a dépassé les limites, il n'est pas dit que je n'irai pas casser avec vous. Je regrette que mes amis politiques restent les mains dans les poches. Il faut aller les bouger. »* Des ouvriers ont occupé à nouveau la mairie mardi matin.

Enfin à La Rochelle, la direction du chantier naval (qui appartient aux Ateliers et chantiers du Havre) a annoncé des mesures de chômage partiel pour la moitié des neuf cents salariés.

● **PARAGUAY : libération des opposants.** – Le président du Parti libéral authentique (PLRA, non reconnu) M. Juan Carlos Saldivar a été remis en liberté, le lundi 8 septembre, par la police après quarante-huit heures de détention, ainsi qu'une douzaine de membres de son parti.

Sur le vif

Embarras

Je ne sais pas ce qu'ils ont, en ce moment, les copains, au journal. Ils n'arrêtent pas de rouspéter, de rouscailler. Moi, c'est pas compliqué, je peux pas sortir dans le couloir sans me faire harponner : De quoi tu parles aujourd'hui ? Tu ferais mieux de parler de nos vraies emmerdes.

Ils me coincent dans l'ascenseur, ils se pointent dans mon bureau, ils se plantent devant ma machine à écrire et ils y vont de leurs réclamations. La quittance d'électricité payable avant le 18 août que je trouve le 31 à la rentrée, les vacances ils connaissent pas ?

Ce matin, en traversant le boulevard Haussmann, j'ai failli me faire renverser par un chauffard qui passait au feu rouge sous le nez des flics. Ils n'ont pas levé le petit doigt.

Tiens, je suis venue te montrer mon bébé. Je suis obligée de l'amener au bureau. La voisine qui me le garde est à l'hosto, il y a plus une place dans les crèches et je trouve pas de nourrice.

La cousine à mon beau-frère, on lui a piqué son sac en plein midi, en pleine rue, elle fonce au commissariat. Ils refusent d'enregistrer sa plainte, c'est pas dingue ?

Je vais pour acheter un ticket de sept jours dans le métro, pas une carte hebdomadaire, attention, un ticket de sept jours. Et le mec derrière le guichet me le refuse. Pourquoi ? Parce que c'est jeudi. Va comprendre !

Moi, je les envoie balader. Ils me cassent les pieds avec leurs paquets de notes, de factures qui leur dégringolent sur la poire, à chaque courrier, le gaz, le téléphone, les frais de copropriété, les impôts, l'URSSAF de la femme de ménage. Non mais, qu'est-ce qu'ils s'imaginent ? Qui ça intéresse, on peut savoir ?

Regardez, moi. Moi, hier, je descends l'escalier menant au quai à Chaussée-d'Antin. Le conducteur de la rame a déjà fermé ses portières. Il me voit arriver sans me presser. J'allais quand même pas lui courir après ! Vous croyez qu'il les aurait rouvertes pour me laisser le temps de monter tranquillement ? Rien du tout. Il a filé comme un malpropre. Me faire ça, à moi, vous vous rendez compte ? Eh bien, je dis rien, moi. J'en fais pas toute une histoire.

CLAUDE SARRAUTE.

En reprenant « l'Indépendant du Haut-Jura »

M. Robert Hersant s'implante dans le Doubs

Le groupe de presse grenoblois le Dauphiné libéré, propriété de M. Robert Hersant depuis 1983, a racheté, le 1er août, pour un 1 franc symbolique, la totalité des actions de l'hebdomadaire d'informations locales *l'Indépendant du Haut-Jura*, édité à Morez (Jura) depuis 1881. Cette prise de contrôle permet au patron du *Figaro* de s'implanter dans le Doubs, département où *l'Est républicain* (Nancy) détenait jusqu'alors une position dominante. Le département du Jura était, quant à lui, déjà couvert par deux quotidiens, *le Progrès* de Lyon *et les Dépêches* (Dijon), qui appartiennent au groupe de M. Hersant.

L'Indépendant du Haut-Jura perdait de l'argent depuis cinq ans. M. Jean-Charles Avel, qui contrôlait majoritairement le journal, avait bien tenté de le remettre d'aplomb en lançant, en janvier 1986, un autre hebdomadaire à Pontarlier (Doubs). Mais ce dernier avait dû suspendre sa parution cet été. Avec un tirage de 4 000 exemplaires et une diffusion d'environ 3 500 exemplaires, la situation de *l'Indépendant du Haut-Jura* devenait critique. *« Le déficit cumulé s'élevait à plusieurs centaines de milliers de francs*, précise M. Jean-Charles Avel, *je me suis mis à la recherche d'un groupe qui pourrait reprendre le titre, le développer et conserver les neuf emplois. »* Trois groupes de presse ont été consultés : *l'Est républicain* (Nancy), *l'Alsace* (Mulhouse) et *le Dauphiné libéré* (Grenoble).

Mais M. Jean-Charles Avel, membre du Parti socialiste, a aussi proposé à Mme Huguette Bouchardeau, ancien ministre de l'environnement, député du Doubs, qui manifeste de l'intérêt pour la mairie de Pontarlier, de reprendre éventuellement *l'Indépendant du Haut-Jura*.

Seul le groupe le Dauphiné libéré s'est décidé à éponger le passif de l'hebdomadaire et à le racheter. *« C'est un crève-cœur pour moi, qui n'ai jamais caché que j'étais socialiste*, regrette M. Avel, *de reconnaître que le sauvetage de* l'Indépendant du Haut-Jura *est dû au* Dauphiné *de M. Hersant. »*

M. Xavier Ellie, président du directoire du *Dauphiné libéré*, est devenu directeur de la publication de l'hebdomadaire. M. Avel a été nommé président d'honneur et signera des billets dans ses colonnes, et le rédacteur en chef, Pierre Bourquin, confirmé dans ses fonctions *« avec l'assurance que la ligne rédactionnelle ne serait pas modifiée »*.

La section du Syndicat des journalistes (SNJ) de *l'Est républicain* a dénoncé *« la stratégie rampante du groupe Hersant »* qui *« bénéficie d'un contexte politique favorable »*.

YVES-MARIE LABÉ.

Le numéro du « Monde » daté 9 septembre 1986 a été tiré à 524 439 exemplaires

A B C D E F C

